WILBUR L. CROSS LIBRARY
UNIVERSITY OF CONNECTICUT

hbl, stx DG 574.D4
Figures italiennes d'aujourd'hui.
3 9153 00548361 7

DG/574/D4/

Jules DESTRÉE

MEMBRE DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

FIGURES ITALIENNES

D'AUJOURD'HUI

S. SONNINO. — G. GIOLITTI. — L. LUZATTI
S. BARZILAÏ. — C. BATTISTI. — L. BISSOLATI
G. SALVEMINI. — G. D'ANNUNZIO
E. CORRADINI. — G. FERRERO

BRUXELLES ET PARIS
LIBRAIRIE NATIONALE D'ART ET D'HISTOIRE
G. VAN OEST & Cie, ÉDITEURS

1918

LIBRAIRIE G. VAN OEST ET Cie, ÉDITEURS
4, Place du Musée, BRUXELLES
BUREAU A PARIS : 63, BOULEVARD HAUSSMANN

Extrait du Catalogue :

LA BELGIQUE DE DEMAIN
ET SA POLITIQUE
Par N. WALLEZ

Dans cet ouvrage, l'auteur envisage les problèmes de la politique intérieure et étrangère de la Belgique au lendemain de la guerre. Ces problèmes sont multiples. L'auteur s'est attaché principalement à traiter des moyens de sauvegarder l'existence et le développement de la nation belge : organiser la collaboration des classes, réformer l'enseignement, limiter et renforcer l'Etat, prendre des initiatives en matière de politique internationale, contracter des alliances, établir la Belgique puissamment sur ses frontières naturelles.

Un volume in-16 de 168 pages. — Prix : **2 fr. 40**

Petite Histoire de Belgique
OUVRAGE HONORÉ D'UNE SOUSCRIPTION
DU GOUVERNEMENT BELGE

Si beaucoup d'étrangers ignorent l'histoire de Belgique, quelques Belges ne la connaissent pas assez. Elle est pourtant émouvante et belle comme un roman. Relue en ces heures tragiques, elle nous montre de la part des Belges d'autrefois — comme de ceux d'aujourd'hui — un ardent amour pour la liberté, et elle nous aide à mieux comprendre pourquoi l'Allemagne a déclaré la guerre à la Belgique.

L'ouvrage forme un volume in-16 de 80 pages, orné de quatre cartes et d'un portrait du Roi Albert en typogravure, hors texte.

Prix : **1 fr. 20**

PETITE HISTOIRE DE L'INVASION
ET DE L'OCCUPATION ALLEMANDE EN BELGIQUE
par *Léon Van der Essen*
Professeur à l'Université de Louvain.

Cet ouvrage se distingue de beaucoup d'autres ayant trait au même sujet par deux qualités essentielles : l'esprit critique et l'application de méthodes historiques qui sont du domaine de l'auteur.

L'ouvrage est divisé en deux parties : 1° l'*Invasion*, qui constitue une histoire succincte mais très claire et bien ordonnée des opérations de l'armée belge contre la horde des envahisseurs, depuis Liège jusqu'à l'Yser ; 2° l'*Occupation* allemande où l'auteur, avec l'esprit de méthode qui le caractérise, décrit les souffrances des Belges en pays envahi : le régime d'occupation et ses agents, l'esprit du régime d'occupation et ses représentants, la vie en Belgique sous l'occupation allemande, les réquisitions, les prestations, les contributions, la résistance du patriotisme belge, la question flamande en Belgique envahie, l'horreur des déportations, etc.

Un volume in-16 de 140 pages. — **Prix : 2 francs**

AS THE CONDITION OF THIS VOLUME WOULD NOT PERMIT SEWING, IT WAS TREATED WITH A STRONG, DURABLE ADHESIVE ESPECIALLY APPLIED TO ASSURE HARD WEAR AND USE.

DU MÊME AUTEUR

CHEZ LES ÉDITEURS G. VAN OEST ET Cie

En Italie avant la guerre, 1915.

Les Socialistes et la guerre, 1915.

L'Effort britannique, préface de M. G. Clemenceau, 1916.

Villes Wallonnes, — dans la Collection des *Villes meurtries de Belgique*, 1916.

Opinions italiennes, dans la Collection des *Opinions internationales sur la Belgique*, 1916.

En Italie pendant la guerre. (De la déclaration de guerre à l'Autriche à la déclaration de guerre à l'Allemagne), 1917.

Chez Bloud et Gay :

Aux Armées d'Italie, avec la collaboration de M. Richard Dupierreux, 1916.

PUBLICATIONS ITALIENNES

Le atrocità tedesche, Milan, 1914.

Belgio e Germania, Milan, 1915.

Un Belga in Italia avanti la guerra, Milan, 1915.

I Socialisti e la guerra, Milan, 1915.

I Cattolici e il Belgio, Roma, 1916.

Cio che hanno fatto gli Inglesi, Milan, 1916.

Il drammatico matrimonio della Principessa Belgia e del Cavaliere Onore, Roma, 1916.

La suprema resistenza della nazionalita belga, Roma, 1916.

L'Italia per il Belgio, Milan, 1916.

Il principio delle nazionalita e il Belgio, Catania, 1916.

La suprema barbarie : Le depoztazioni degli operai belgi, 1917.

Il Belgio e il Lussemburgo, 1917.

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS.

Jules DESTRÉE

MEMBRE DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

FIGURES ITALIENNES

D'AUJOURD'HUI

S. SONNINO. — G. GIOLITTI. — L. LUZATTI
S. BARZILAÏ. — C. BATTISTI. — L. BISSOLATI
G. SALVEMINI. — G. D'ANNUNZIO
E. CORRADINI. — G. FERRERO

BRUXELLES ET PARIS
LIBRAIRIE NATIONALE D'ART ET D'HISTOIRE
G. VAN OEST & Cie, ÉDITEURS

1918

DG
574
D4

NOTE

Une première version de certaines de ces études a paru dans la *Revue de Paris*, la *Grande Revue* et la *Revue des Nations Latines*. Je dois des remerciements aux directeurs de ces Revues qui m'ont permis de les reproduire dans ce volume.

Je note aussi, pour des remerciements spéciaux, la collaboration de M. Richard Dupierreux qui me fut précieuse pour ce livre, comme elle me le fut pour les autres publications de mon séjour en Italie.

J. D.

SIDNEY SONNINO

L'HOMME.

Sonnino est le nom d'une petite localité de la province de Rome. Il y a une famille d'ancienne aristocratie romaine, dont certains membres portent le titre de princes de Sonnino : mais Sidney Sonnino n'y est pas apparenté. On sait qu'en Italie les noms de famille qui sont en même temps des noms de lieux, indiquent généralement une origine israélite ; le nom « Sonnino » fait donc penser à une provenance juive, en même temps que le prénom Sidney révèle une ascendance anglaise.

Il en est bien ainsi. Le ministre des Affaires Etrangères, auquel furent confiées la tutelle et la direction, tout au moins diplomatique, des destinées de l'Italie dans cette période culminante de 1914-1917, a dans les veines du sang juif et du sang anglais. Il est né le 11 mars 1847, à Pise. Il a donc plus de soixante-dix ans. Il en porte allègrement le fardeau. Droit, sec, l'allure presque militaire, une grosse moustache blanche barrant une figure rouge, les yeux vifs, les cheveux blancs massés dru autour d'un front haut, il donne une impression de santé vigoureuse, de franchise et de finesse. Il est sobre de paroles dans un pays où les bavards sont nombreux. Il est réservé, discret, peu communicatif et distant dans un pays où la familiarité est la tradition

des relations politiques. Il est, dans ses discours, sec et précis, alors que le public italien aime par-dessus tout le lyrisme et l'envolée des belles phrases sonores. Ses exposés ont la netteté froide d'un rapport d'affaires sans jamais le moindre de ces élans sentimentaux ou idéalistes qui ont tant d'action sur l'âme italienne. Dans un pays où les partis politiques rappellent souvent l'ancienne clientèle romaine, il a peu d'intimes et refuse impitoyablement toute faveur ou complaisance.

Il a donc presque l'air d'un étranger dans le monde où il vit. Si sa valeur intellectuelle n'est pas discutée, sa popularité personnelle est faible. Deux fois appelé par ses talents à la présidence du conseil, deux fois il dut la quitter après un court règne de cent jours environ.

Il a fallu la guerre européenne pour lui créer une situation indestructible. Avec Antonio Salandra, il a partagé le gouvernement dans les circonstances les plus graves qu'ait connues l'Italie. Il a dirigé les pourparlers qui ont abouti à l'intervention ; il a orienté toute la diplomatie italienne depuis la déclaration de guerre. Lors de la crise ministérielle de juin 1916, qui amena le départ de M. Salandra, il voulut le suivre dans sa retraite, mais on fit appel à son patriotisme pour qu'il affirmât, en restant, vis-à-vis du pays et de l'étranger, la continuité de la politique extérieure de l'Italie. Depuis, son prestige s'est encore accru.

C'est donc une des grandes figures de l'Italie d'aujourd'hui. Son nom restera indissolublement attaché à l'histoire de sa patrie Il est évidemment trop tôt encore pour hasarder une appréciation sur son rôle ; mais il ne l'est pas, certes, pour nous renseigner de notre mieux sur une personnalité aussi importante que celle-là.

Le père de Sidney Sonnino, Isaac Sonnino, après

avoir vécu à Livourne, s'en fut tenter la fortune en terre d'Egypte. Le moment était favorable ; Mohammed Ali voulait y apporter des réformes à l'européenne et Isaac Sonnino put, dans l'organisation du service douanier et du régime bancaire, faire apprécier son activité et le réalisme de son esprit. Il rencontra en Égypte miss Georgina Terry, de vieille famille anglaise, et l'épousa. Il ne faut pas être grand observateur pour trouver dans cette ascendance l'explication des qualités les plus visibles de la personnalité de Sidney Sonnino ; c'est de ses parents qu'il tient cet esprit pratique des affaires, ce sens des valeurs précises, ce flegme, cette ténacité loyale et silencieuse qui lui font une physionomie morale si particulière. Au réalisme hébreu, s'ajoute chez lui un peu de réalisme anglo-saxon. A la perspicacité juive, habile à distinguer les avantages et les inconvénients, se joint cette rigide et stricte honnêteté, ce mépris des compromissions, ce souci du « fair play » qui sont les règles de l'homme d'État et du commerçant britanniques. Enfin, ces prédispositions héritées ont été cultivées dans la religion protestante, qui était celle des siens, à laquelle il n'a cessé d'appartenir, et qui a contribué à consacrer, comme une obligation religieuse les tendances de son cœur vers la droiture et la correction.

Après 1848, Ebbas Pacha ayant remplacé le fils de Mohammed Ali, les Européens cessèrent d'être recherchés en Égypte, et Isaac Sonnino ramena sa famille en Italie. Le petit Sidney avait un an. Il passa son enfance à Livourne, fit son éducation à Florence et à l'Université de Pise, qui le reçut docteur en droit en 1865, à dix-huit ans.

On conte qu'il se sentit peu d'inclination pour la profession d'avocat, à raison de son besoin de rectitude,

et qu'il renvoya à un client un dossier, en lui disant qu'ayant trouvé l'affaire mauvaise, il ne pouvait la plaider [1]. L'anecdote témoigne, chez ceux qui la rapportent, d'une étrange conception du rôle de l'avocat. Retourner le dossier d'une affaire qui paraît implaidable est l'accomplissement banal d'une des règles mêmes de la profession d'avocat, et l'exercice de celle-ci peut et doit se concilier avec la plus scrupuleuse rectitude.

Je préfère croire que ce fut la fortune paternelle qui, dégageant le jeune Sonnino de la nécessité de gagner sa vie, lui permit de continuer à s'orner l'esprit et de compléter son éducation de parfait gentleman. Entré dans la diplomatie, il fit de 1867 à 1873, des séjours à Berlin, à Madrid, à Paris et à Vienne.

Il serait assez ridicule de vouloir trouver, dans cette courte carrière diplomatique, une sorte de stage pour sa destinée ultérieure; Sidney Sonnino venait d'avoir vingt ans, et sa diplomatie d'alors se borna vraisemblablement à la culture des relations mondaines et officielles. Mais s'il est vrai que les voyages forment la jeunesse, il n'est pas moins vrai qu'un séjour dans les différentes capitales d'Europe était particulièrement propice à la formation d'un homme d'État. Même en ne regardant des pays visités que ce que pouvaient apprendre les salons, il y avait là une préparation intellectuelle précieuse, de nature à élargir considérablement les horizons.

Au surplus, les biographies qu'a fait naître son actuelle célébrité nous présentent le jeune Sonnino

1. Helen Zimmern, *Italian Leaders of to Day*, London, Williams et Norgate, 1915. — Guido Biagi, *Sonnino*, dans la *Lettura* de Milan, juillet 1915.

comme singulièrement studieux et précoce. C'est un fort en thème, un étudiant appliqué et constamment désireux de savoir davantage. Et ce sont ses études qui le conduisent, par degrés, à la politique active, à la différence de tant d'autres qui commencent par la politique, et étudient après, quand ils étudient.

Ses travaux sont tournés surtout vers les sciences politiques et sociales ; ils sont très variés pourtant, puisque nous y trouvons un commentaire du sixième chant du *Paradis* de Dante, à côté de traductions de l'ouvrage de Thornton sur les *Problèmes du travail*, et de Caisnes sur les *Principes fondamentaux de l'Économie politique*, ainsi que deux volumes originaux sur les *Paysans de Sicile*. Ces deux volumes, parus en 1877, étaient le résultat d'une enquête personnelle, poursuivie sur place, avec l'aide du baron Léopold Franchetti, alors député et, comme Sonnino, juif d'origine. Tous deux avaient été frappés par la condition misérable du prolétariat agricole sicilien, et cette délicate question du Midi, qui est encore aujourd'hui l'une des plus intéressantes de la politique intérieure de l'Italie, les avait sollicités il y a quarante ans déjà. Un certain nombre de réformes relatives à l'émigration, au travail des femmes et des enfants, notamment dans les mines de soufre, ont été la conséquence législative de ces recherches généreuses et de cette publication. Les questions du suffrage universel — et notons en passant que Sidney Sonnino fut un des premiers à préconiser nettement ce système électoral — celle du gouvernement représentatif, celle de l'organisation interne des communes rurales, celle de l'instruction publique, requirent également son attention et tout un groupe de chercheurs curieux d'économie sociale se forma autour de lui et constitua la rédaction de cette *Rasse-*

gna Settimanale qui parut de 1878 à 1882 sous son inspiration et sa direction constantes. Il la conçut comme ces revues anglaises d'essais, s'efforçant de donner, sous une forme brève et pour une élite, des aperçus essentiels sur les questions de politique nationale et internationale.

La *Rassegna* était un organe conservateur et ce fut comme conservateur que S. Sonnino fut élu député, le 26 mai 1880. Mais son conservatisme a une nuance spéciale. Il n'entend pas consacrer les abus et les privilèges iniques; s'il veut conserver la société actuelle et un État à pouvoir fort, c'est à condition qu'ils concèdent graduellement des réformes sociales; et bien des initiatives de ce conservateur pourraient être celles d'un socialiste étatiste.

Ce furent les électeurs du collège de San-Casciano, en Toscane, qui le firent entrer à la Chambre; et depuis, ils ont renouvelé invariablement son mandat. Les questions étrangères, coloniales, financières, agricoles et sociales, l'intéressèrent principalement, et la clarté de ses exposés laconiques ne tarda pas à lui assurer une réelle autorité. Crispi l'appela, en 1893, à faire partie du gouvernement en qualité d'abord de sous-secrétaire d'État au Trésor, ensuite de ministre des finances.

Il y resta trois ans, jusqu'à la chute du cabinet Crispi, dans les circonstances les plus ingrates et les plus difficiles. Les finances nationales étaient en très triste état et, pour les rétablir, il ne recula point devant l'impopularité, en appliquant des méthodes de sévère économie et en établissant des taxes nouvelles. Par surcroît, ce fut le temps du grand scandale de la *Banca Romana*, dont le monde parlementaire, et notamment M. Giolitti, sortit tout éclaboussé.

Sonnino, redevenu député, soutint d'abord les minis-

tères qui lui succédèrent ; mais il se forma autour de lui un parti qu'on appela centre gauche et dont le programme n'était pas sensiblement différent de celui du parti libéral constitutionnel, dont Antonio Salandra devait être le plus brillant représentant. En 1897, Sonnino, s'expliquant devant ses électeurs de San-Casciano, affirmait « vouloir écarter successivement des lois et des institutions tout ce qui s'opposait à la transformation graduelle des conditions juridiques et sociales, conformément aux besoins du moment, et inspirer de plus en plus toute l'action gouvernementale de fraternité humaine et de solidarité, en veillant également à éviter toute violation du droit des minorités par le plus grand nombre, comme toute violation des droits de la masse par des minorités ».

Il se trouva amené ainsi dans l'opposition, spécialement contre Giolitti et ses partisans, auxquels il fit une guerre constante et tenace. Giolitti étant tombé en 1906, Sonnino fut appelé à constituer le nouveau ministère, mais il ne put s'y maintenir que quelques mois (8 février-27 mai). La même expérience décevante lui survint en 1909 (11 décembre-31 mars 1910). Il n'avait pas la souplesse qu'il fallait pour se ménager longtemps la sympathie des majorités parlementaires. Mais ces échecs ne le diminuaient point. Il suivait opiniâtrement la voie qu'il s'était tracée et, depuis 1900, il était appuyé par un grand journal quotidien, *Il Giornale d'Italia*, qu'il avait fondé avec son ami Salandra et qui ne tarda pas à devenir un des journaux les plus influents de Rome et du Midi.

En mars 1914, Giolitti, un peu effrayé des ennuis que pouvait présenter pour son prestige la liquidation de la campagne de Lybie, préféra résigner le pouvoir, se flattant d'y revenir bientôt. Son successeur naturel

était Sonnino, mais celui-ci, mis en défiance par ses mésaventures antérieures, recommanda un ministère Salandra auquel il promit tout son appui. Le ministre des Affaires Etrangères, dans ce cabinet, était le marquis de San Giuliano, qui mourut en octobre 1914. L'heure était redoutable, car chacun avait compris que la neutralité de l'Italie dans la guerre européenne, proclamée dès le mois d'août, était une solution précaire et pleine de dangers. La direction des Affaires Etrangères, en ce moment, était plus importante que la présidence du conseil. Salandra réclama le concours de Sonnino, et ces deux hommes, unis par une ancienne amitié, une heureuse similitude de tempérament, une rare conformité de vues, assumèrent courageusement les lourdes responsabilités dont les événements les chargeaient.

SONNINO ET LA TRIPLE ALLIANCE.

Il peut être utile de bien faire connaitre en France la position qu'eut l'Italie dans la Triplice. L'opinion la plus généralement répandue, la plus commode, un peu grossière en sa simplicité, préfère esquiver pareil examen. Nous considérons souvent l'Italie comme une coquette, et puisque c'est nous qui bénéficions aujourd'hui de ses faveurs, pourquoi ne point fermer les yeux sur le passé?

Pareille opinion est offensante pour l'Italie, et ce pardon facile qu'elle ne demande pas et n'a pas de raison de demander, est humiliant au lieu d'être amical.

D'autre part, les réconciliations ne sont sincères et durables qu'après des explications qui ont anéanti, ou tout au moins atténué, les causes de la querelle. Si deux nations ont fait partie, pendant trente ans, de

deux groupements rivaux, leur hostilité latente a laissé nécessairement entre elles des souvenirs fâcheux, des froissements d'intérêts ou d'amour-propre, des préjugés tendancieux ; et il ne suffit pas de quelques déclarations officielles pour effacer tout cela.

J'entends bien qu'à l'heure actuelle il y a un motif pressant d'entente et de fraternité : le péril commun. Mais c'est là une situation passagère. Et ce n'est qu'une bien petite et bien misérable fraternité celle qui est commandée seulement par le danger. Il faut qu'elle subsiste au delà de l'épreuve, au contraire ; et, pour établir la sympathie souhaitée rien ne vaut la compréhension réciproque [1].

Ce que les triplicistes italiens cherchèrent dans l'alliance des empires centraux, ce fut surtout de la considération internationale. Plus que tout autre État d'Europe, le jeune royaume d'Italie avait besoin d'autorité et de prestige pour se faire admettre à son rang dans la société des nations. Mais la Triplice était pour lui une alliance *pour la paix* ; tandis que, pour les empires centraux, l'alliance était conçue et préparée *pour la guerre*, la guerre qui devait leur assurer l'hégémonie du monde. Si l'on veut bien remarquer ce point essentiel, on reprochera moins à l'Italie de s'être rangée parmi ceux qui devaient devenir nos agresseurs ; et l'on comprendra mieux qu'elle se soit détachée d'eux, naturellement et logiquement, le jour de l'agression.

Sonnino fut un partisan déclaré de la Triple Alliance, dans les conditions que je viens de rappeler. Il n'y a pas à le dissimuler ; il n'y a pas à l'en excuser. Il faut

1. Des livres clairs et précis comme celui de M. Pingaud, *L'Italie depuis 1870* (Delagrave, 1915), y peuvent contribuer. Nous y trouvons bien expliquée l'histoire de la Triplice. Voir aussi les articles de G. Salvemini dans la *Revue des Nations latines*, 1916-1917.

laisser aux Allemands l'accusation de palinodie et de trahison. En dénonçant la Triple Alliance, Sonnino restait fidèle à son passé, il déduisait les conséquences nécessaires de la conception qu'il en avait toujours eue, conception à ce point exacte, et d'accord avec le texte et l'esprit des conventions, que la déclaration de neutralité a été acceptée, en août 1914, sans critique et sans protestation, par les empires centraux.

Dès le 10 mars 1883, Sonnino, en donnant son adhésion à la Triplice avait dit qu'il ne pouvait l'admettre qu'à condition que les trois puissances fussent sur un pied d'égalité et accordées pour la réalisation d'un programme concerté.

Nous ne pouvons pas, disait-il, nous livrer pieds et poings liés à des desseins qui ne nous sont pas révélés et à des buts qui nous sont étrangers. Là où il n'y a pas entente préalable et coopération, il ne saurait y avoir part aux avantages. Il n'y a pas égalité entre celui qui sait et celui qui ignore, entre celui qui est prêt et celui qui ne l'est pas. Il n'y aurait ni profit ni dignité dans une pareille situation. Et les plus chauds partisans de l'alliance la repousseraient, si elle devait se réduire à une dépendance aveugle et forcée aux projets de nos alliés.

Si la conduite de Sonnino avait besoin d'être disculpée du reproche de volte-face, ces paroles d'autrefois, véritablement prophétiques, y suffiraient. Ce discours fit, en son temps, grande impression, car il revendiquait fièrement pour l'Italie le droit et le devoir de ne pas se désintéresser des questions de politique internationale, et notamment de l'avenir de la Méditerranée. Il qualifiait sévèrement la politique de Pasquale Mancini, alors ministre des Affaires Etrangères, de « politique peureuse et de verbeuse impuissance ».

Il disait :

Au lieu de répéter stérilement que l'Italie veut être un élément précieux de paix et d'ordre en Europe, phrase creuse, déterminons hardiment, une fois pour toutes, le progamme de nos véritables aspirations, notre idéal pratique, et déclarons-nous décidés à le défendre *unguibus et rostris.*

Ce langage-là, après plus de trente ans, sonne encore virilement.

J'ajoute un dernier trait : Sonnino ne conçoit la Triple Alliance que parallèle à l'entente anglo-italienne. Sur ce point, il a toujours été très catégorique : ses affinités naturelles, non moins que sa claire compréhension des nécessités nationales, lui ont présenté un conflit avec l'Angleterre comme une éventualité impossible.

La Triplice, selon sa façon de voir, était double : sur terre, elle comprenait l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie ; sur mer, l'Angleterre, l'Autriche et l'Italie. Ce point de vue fut défendable aussi longtemps que l'empire allemand et l'empire britannique suivirent une politique concordante ; mais avec Édouard VII, l'Angleterre s'éloigna de l'Allemagne pour se rapprocher de la France et conclure l'Entente Cordiale (1904). A partir de ce moment, la combinaison tripliciste telle que l'avait rêvée Sonnino perdait ses principaux avantages, et il ne fallait pas être grand clerc pour deviner que, si les événements l'obligeaient un jour à choisir entre l'Angleterre et l'Autriche, ses hésitations ne seraient pas longues.

Encore fallait-il justifier son choix et le trouver en accord avec les textes des traités. N'oublions pas que les empires centraux avaient commencé la guerre par

la plus cynique violation de leurs promesses solennelles, et avaient ainsi soulevé contre eux la réprobation morale de l'univers civilisé; Il ne fallait pas s'exposer à un reproche analogue.

LE LIVRE VERT.

On a réuni sous une couverture verte, les documents diplomatiques qui ont précédé la déclaration de guerre à l'Autriche. Le *Livre vert* est l'œuvre de Sonnino; on peut même dire que c'est son œuvre principale. Il fut présenté aux Chambres italiennes le 20 mai 1915 et le *Livre rouge* autrichien, qui le complète sur divers points sans le contredire, montre à son tour la maîtrise avec laquelle, des deux côtés, ces négociations furent conduites.

Mais si l'Autriche eut l'heureuse fortune d'être servie par des diplomates habiles et avisés, elle ne put, au point de vue de la loyauté et de la bonne foi, se tenir en aussi bonne posture que l'Italie. Il y avait, en effet, dans le traité de la Triple Alliance, un certain article VII en vertu duquel toute action de l'Autriche dans les Balkans, même pour des occupations temporaires, ne pouvait se produire qu'après accord préalable avec l'Italie et octroi à celle-ci de compensations. Ce fut cet article VII que Sonnino invoqua péremptoirement, aussitôt que les armées autrichiennes envahirent la Serbie. L'Autriche avait incontestablement méconnu le traité et devait non moins incontestablement des compensations à l'Italie.

Ce point de départ était parfait. L'avoir choisi est un coup de maître. Si la guerre devait s'ensuivre, elle avait ainsi une base juridique. C'était indispensable pour l'opinion nationale, indispensable pour le pres-

tige et l'honneur italien à l'étranger. Qu'on ne croie pas que ce besoin de juridicité soit à négliger ; j'ai pu, pendant les mois qui ont précédé l'intervention, constater chez beaucoup d'Italiens résolument interventistes, le délicat scrupule du respect des traités ; j'ai pu deviner leur angoisse dérivant de leur ignorance des stipulations de la Triple Alliance ; certes, il fallait s'en détacher et agir, mais le pouvait-on sans félonie ?

A ces consciences inquiètes et honnêtes, le *Livre vert*, lorsqu'il fut connu, enleva un grand souci : il démontrait que l'Autriche, elle-même, et la première, ayant violé les conventions, avait rendu à l'Italie sa liberté.

La première dépêche du *Livre vert* est du 9 décembre 1914. Le ministre des Affaires Etrangères d'Italie prie son ambassadeur à Vienne de faire au gouvernement autrichien la communication suivante :

L'actuelle avance militaire de l'Autriche-Hongrie en Serbie constitue un fait qui doit au moins faire l'objet d'un examen entre nos deux gouvernements sur la base des stipulations contenues dans l'article VII de la Triple Alliance. De cet article découle pour le gouvernement austro-hongrois l'obligation d'un accord préalable avec l'Italie et l'obligation de compensations, même s'il ne s'agit que d'occupation temporaire. Le gouvernement impérial et royal, avant de faire franchir la frontière serbe par son armée, aurait dû nous aviser et se mettre d'accord avec nous. En cette occasion et pour mieux justifier notre attitude, nous devons rappeler au gouvernement impérial et royal que lui-même s'est prévalu de ce même article VII pour nous interdire pendant notre guerre contre la Turquie, diverses opérations militaires qui auraient certainement abrégé la durée de cette guerre.

L'Italie a un intérêt de premier ordre à la conservation

de la pleine intégrité et de l'indépendance politique et économique de la Serbie. Le gouvernement austro-hongrois a bien déclaré à diverses reprises qu'il n'avait pas l'intention de faire d'acquisitions territoriales aux dépens de la Serbie, mais pareille déclaration ne constitue pas un engagement formel, et les assurances générales elles-mêmes qu'a faites le gouvernement austro-hongrois, lors de l'entrée en guerre de la Turquie, laissent prévoir, comme possibles, des modifications politiques dans la péninsule balkanique.

D'autre part, la seule invasion de la Serbie, même si elle devait n'être que passagère, suffit à troubler sérieusement l'équilibre de la péninsule balkanique et à ouvrir le droit aux compensations. Il doit être retenu que la stipulation de l'article VII ouvre ce droit à l'Italie, même si les avantages obtenus par l'Autriche-Hongrie dans les Balkans ne sont pas territoriaux.

Le gouvernement italien croit donc nécessaire de procéder sans aucun retard à un échange d'idées et ensuite à un accord concret avec le gouvernement impérial et royal au sujet d'une situation qui touche de si près les intérêts politiques et économiques de l'Italie. Des signes non douteux d'inquiétude se constatent au Parlement et dans l'opinion publique italienne qui manifeste clairement le désir de voir satisfaire les aspirations nationales italiennes. De ces inqu'études et de ces aspirations, le gouvernement est contraint de tenir un compte sérieux. L'entente que je demande, sur ces bases, aurait pour résultat d'éliminer pour l'avenir toute occasion d'incidents irritants, de frictions et de méfiances, qui sont aujourd'hui si tristement fréquents, et de rendre possibles et naturelles, entre les deux peuples, ces relations de cordiale et constante amitié qui sont dans nos désirs communs et sans lesquelles tout accord officiel reste nécessairement incomplet et stérile.

Le même jour, Berlin est avisé et vers la mi-décembre, le prince de Bülow arrive à Rome. L'Autriche ergote sur la portée de l'article VII et cherche à esquiver la demande italienne.

Nous trouvons dans le *Livre vert*[1] un intéressant compte rendu de la première démarche du prince de Bülow chez Sonnino :

J'ai reçu hier (19 décembre 1914), pour la première fois, le prince de Bülow. Il m'a dit qu'il était venu en Italie avec le projet de mieux faire connaître à Berlin notre mentalité et notre point de vue, et de mieux expliquer ici les intentions de l'Allemagne. Il se propose de travailler à améliorer les bonnes relations et les ententes entre les deux pays. Avant de quitter Berlin, il a eu connaissance de la démarche que nous avons faite à Vienne au sujet de l'article VII du traité de la Triplice. Il a dit à Berlin que nous étions dans le vrai et que nous avions toutes les raisons de vouloir cette discussion au sujet des compensations que devraient nous être consenties dès que l'Autriche aurait obtenu certains résultats. Et son appréciation a eu son effet aussi à Vienne.

J'ai fait remarquer au prince de Bülow que la situation en Italie pouvait se résumer en quelques mots. La majorité du pays était favorable au maintien de la neutralité et à l'appui au gouvernement, mais dans la supposition que, par cette neutralité, pouvait s'obtenir la satisfaction de quelques-unes des aspirations nationales. Ce but, dont je reconnaissais toutes les difficultés pratiques, était celui que le gouvernement s'était proposé.

La solution pouvait entraîner des répercussions fâcheuses dépassant le sort d'un ministère, chose négligeable. La monarchie de Savoie prend sa plus grande force dans la représentation du sentiment national. Et le prince de Bülow qui connaît notre pays se serait rapidement rendu compte de la vérité de ces observations. Il avait dit un jour au Reichstag que la Triple Alliance était le meilleur moyen d'empêcher une guerre entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie. A cela, le prince répliqua qu'il avait cité un mot du

1. N° 8.

comte Nigra, que l'Autriche et l'Italie ne pouvaient être qu'alliées ou ennemies. Je répondis qu'il y avait en cela un peu d'exagération, mais beaucoup de vrai. L'alliance ne pouvait être utile et féconde s'il n'y avait pas entre les alliés une parfaite cordialité et s'il fallait à chaque instant aller vérifier la lettre des traités. Il fallait prendre des mesures pour l'avenir et même au delà de la présente guerre et mettre les choses sur une base plus sûre et plus stable.

Peu à peu, l'Autriche finit par céder et admettre, en principe, le bien fondé de la réclamation de l'Italie et le droit de celle-ci à des compensations ; mais elle se révolte à l'idée que ces compensations pourraient être stipulées aux dépens de ses territoires. Sous la pression de l'Allemagne, elle pactise encore sur ce point et demande à l'Italie de formuler nettement ses prétentions.

Le 10 mars, Sonnino indique comme conditions [1] : 1° secret absolu des négociations ; 2° exécution immédiate de l'accord à intervenir ; 3° règlement définitif pour toute la durée de la guerre de toutes applications de l'article VII. Il propose, afin d'éviter tout soupçon de vouloir traîner les choses en longueur, que tout soit réglé en quinze jours.

Les négociations continuent. Le 27 mars [2], le gouvernement austro-hongrois met à son tour comme conditions : 1° engagement de l'Italie d'observer jusqu'à la fin de la guerre actuelle vis-à-vis de l'Autriche et de ses alliés, une neutralité bienveillante au point de vue politique et économique; 2° liberté d'action entière à l'Autriche dans les Balkans et renonciation par l'Italie à toute compensation nouvelle.

1. N° 42 du *Livre vert*.
2. N° 56.

Nouvelles négociations. Le 8 avril 1915[1], Sonnino s'explique sur les compensations qu'il exige : 1° cession du Trentin avec les frontières de 1811 ; 2° rectification de frontière jusqu'à l'Isonzo, comportant la cession de Gradisca et Gorizia ; 3° Trieste et les environs érigés en État autonome et indépendant, le port franc ; 4° cession à l'Italie du groupe des îles Cuzzolari, Lissa comprise ; 5° occupation immédiate par l'Italie des territoires cédés ; 6° reconnaissance par l'Autriche de la souveraineté italienne sur Valona, la baie de Sasseno et l'hinterland requis pour leur défense ; 7° désintéressement en Albanie.

L'Autriche continue à discuter. Elle ne semble pas éloignée d'accepter, mais repousse en tous cas, d'une manière absolue, l'exécution immédiate. Rien n'est plus caractéristique de sa mauvaise foi ; en promettant pour tenir seulement après la guerre finie, elle se réservait un moyen commode de remettre tout en question et de ne faire que ce qui lui plairait selon l'issue de la guerre. Elle avait espéré acheter la neuralité italienne au prix d'une promesse. Et une promesse de l'Autriche, c'était vraiment trop peu ! Sonnino se décida à rompre et il dénonça l'alliance, le 3 mai 1915, par cette communication[2] qui est une sorte de résumé :

L'alliance entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie s'affirma, dès son origine, comme un élément et une garantie de paix et visa, d'abord, au but principal de la défense commune. En présence des événements ultérieurs et de la situation nouvelle qui en résultait, les gouvernements des deux pays durent se proposer un autre but non moins essentiel, et

1. P. 64.
2. N° 276 du *Livre vert*.

au cours des renouvellements successifs du traité, s'appliquèrent à sauvegarder la continuité de leur alliance, en stipulant le principe des accords préalables relativement aux Balkans, en vue de concilier les intérêts et les tendances divergentes des deux puissances.

Il est de toute évidence que ces stipulations, loyalement observées, auraient suffi à fournir une base solide pour une action commune et féconde. Par contre, l'Autriche-Hongrie, au cours de l'été 1914, sans prendre aucun accord avec l'Italie, sans même lui faire parvenir le moindre avertissement, et ne faisant aucun cas des conseils de modération qui lui étaient adressés par le gouvernement royal, notifia à la Serbie l'*ultimatum* du 23 juillet qui fut la cause et le point de départ de la présente conflagration européenne.

L'Autriche-Hongrie, en négligeant les obligations découlant du traité, troublait profondément le *statu quo* balkanique et créait une situation dont elle seule était appelée à profiter, au détriment des intérêts, de la plus grande importance, que son alliée avait tant de fois affirmés et proclamés.

Une violation aussi flagrante de la lettre et de l'esprit du traité non seulement justifia le refus de l'Italie de se ranger du côté des alliés dans une guerre provoquée sans son avis, mais enleva du même coup à l'alliance son contenu essentiel et sa raison d'être.

Le pacte même de la neutralité bienveillante prévue par le traité se trouvait compromis par cette violation. La raison et le sentiment s'accordent en effet à exclure que la neutralité bienveillante puisse être maintenue, lorsqu'un des alliés prend les armes pour la réalisation d'un programme diamétralement opposé aux intérêts vitaux de l'autre allié, intérêts dont la sauvegarde constituait la raison principale de l'alliance même.

Ce nonobstant, l'Italie s'est efforcée, pendant plusieurs mois, de créer une situation favorable au rétablissement entre les deux États de ces rapports amicaux qui constituent le fondement essentiel de toute coopération dans le domaine de la politique générale.

Dans ce but et dans cet espoir le gouvernement royal se déclara disposé à se prêter à un arrangement ayant pour base la satisfaction, dans une mesure équitable, des légitimes aspirations nationales de l'Italie et qui aurait servi en même temps à réduire la disparité existante dans la situation réciproque des deux États dans l'Adriatique.

Ces négociations n'aboutirent toutefois à aucun résultat appréciable.

Tous les efforts du gouvernement royal se heurtèrent à la résistance du gouvernement impérial et royal, lequel après plusieurs mois, s'est seulement décidé à admettre des intérêts spéciaux de l'Italie à Valona et à promettre une concession non suffisante de territoires dans le Trentin ; concession qui ne comporte aucunement le règlement normal de la situation, ni au point de vue ethnique, ni au point de vue politique, ou militaire.

Cette concession, en outre, ne devait avoir son exécution qu'à une époque indéterminée, c'est-à-dire seulement à la fin de la guerre.

En cet état de choses, le gouvernement italien doit renoncer à l'espoir de parvenir à un accord et se voit contraint de retirer toutes ses propositions d'arrangement.

Il est également inutile de maintenir à l'alliance une apparence formelle, qui ne serait destinée qu'à dissimuler la réalité d'une méfiance continuelle et de contrastes quotidiens.

C'est pourquoi l'Italie, confiante dans son bon droit, affirme et proclame qu'elle reprend dès ce moment son entière liberté d'action, et déclare annulé et désormais sans effets son traité d'alliance avec l'Autriche-Hongrie.

Tel est, en ces grandes lignes, le *Livre vert* qui tira avec bonheur l'Italie d'une situation difficile. On peut regretter que sa diffusion à l'étranger, et spécialement dans les pays neutres, n'ait pas été plus complète. La seule lecture de ces documents officiels fait justice du reproche que les germanophiles n'ont cessé de diri-

ger contre l'Italie, en l'accusant d'avoir trahi son ancienne alliée. Sonnino a admirablement réussi au contraire à démontrer que les torts étaient du côté de l'Autriche.

LE PARECCHIO ET M. GIOLITTI.

Une fois le traité dénoncé, les événements allaient se précipiter. Les neutralistes, à l'instigation de l'Allemagne et de l'Autriche, essayèrent une manœuvre désespérée. Ils trouvèrent, pour la patronner, l'ancien président du conseil, le rival de Sonnino, M. Giolitti. Celui-ci, dans une lettre adressée à son ami, le député Peano, le 4 janvier 1915, avait déjà lancé la formule du « parecchio », mot assez intraduisible en français, mais dont le sens essentiel était que si l'on pouvait obtenir « certaines choses » en restant neutre, il fallait accepter. Il semble, bien qu'il s'en soit défendu, être resté en négociations avec le prince de Bülow et le baron Macchio, peut-être même après la rupture officielle. Sa très haute situation dans l'État rend d'ailleurs le fait assez vraisemblable. C'est évidemment à lui que le baron Macchio fait allusion quand il parle de « l'homme de l'avenir », dans la dépêche du 4 mai [1]. Une autre pièce du livre rouge [2] (lettre du comte Berchtold au baron Macchio) dit encore : « L'ambassadeur d'Allemagne m'a donné lecture par ordre de son gouvernement, de deux longs rapports du prince de Bülow sur des conversations avec le baron Sonnino et l'honorable Giolitti concernant l'attitude de l'Italie dans ses rapports avec la monarchie. »

Le 10 mai, le baron Macchio écrit à Vienne [3] qu'il est

1. *Livre rouge*, p. 73.
2. *Livre rouge*, n° 88.
3. *Livre rouge*, n° 178.

encore possible d'éventer le jeu de Salandra-Sonnino en faisant des propositions concrètes nouvelles ouvrant la possibilité de concessions ultérieures. Il a rédigé, d'accord avec le prince de Bülow, une liste de ces concessions, sans en référer à Vienne vu l'urgence. Cette rédaction a été faite sous « l'inspiration de personnages compétents », partisans en partie tout au moins de la Triple Alliance.

Cette liste de concessions qui ne s'éloignait guère de celles demandées par Sonnino, fut distribuée à certains députés italiens par le député allemand Erzberger qui quitta Rome vers le 15 mai. Elle fut rappelée dans un discours du 19 mai de M. Bethmann-Hollweg au Reichstag. Et le 20 mai, l'ambassade d'Autriche communiqua aux journaux de Rome que si ces propositions étaient acceptées, elles pourraient être réalisées dans le mois.

M. Giolitti avait déclaré ouvertement son intention de proposer la réouverture des négociations avec l'Autriche. Les journaux dévoués à sa politique firent savoir qu'il avait reçu de nombreuses adhésions parlementaires. C'était la crise. Le gouvernement annonça de son côté qu'il acceptait la bataille, mais le caractère de l'insurrection parlementaire devint si grave qu'il offrit sa démission au roi. Ce furent quelques jours d'angoisse.

Des manifestations tumultueuses se produisirent dans toutes les grandes villes, principalement à Milan, à Rome et à Gênes. Elles eurent une telle ampleur que le roi refusa d'accepter la démission Salandra-Sonnino et que les Chambres n'osant pas résister au sentiment populaire, lui accordèrent les pleins pouvoirs. C'était la déroute de M. Giolitti, le démenti à sa prédiction que les ministères de son rival ne seraient jamais que de courte durée.

Les germanophiles, à la suite du baron Macchio, ont prétendu ne voir dans les journées de mai qu'une habile mise en scène par laquelle le cabinet Salandra-Sonnino, jouant le tout pour le tout, avait réussi à vaincre, et les intrigues giolitiennes, et les résistances d'une Chambre hésitante. Mon impression est toute différente. Certes, les manifestations de mai n'étaient pas pour déplaire aux ministres démissionnaires, et il serait extraordinaire qu'ils les eussent réprimées avec sévérité. Mais je suis persuadé qu'ils y sont restés étrangers.

L'esprit qui animait ces manifestations était d'ailleurs tout à fait différent de celui qui avait inspiré la politique du ministère. L'opinion populaire se prononçait violemment pour la guerre aux côtés des Alliés. Quand je dis : opinion populaire, entendons qu'il ne s'agit pas de l'opinion de la majorité de la nation, mais de l'opinion de cette minorité d'avant-garde, agissante et entraînante qui, dès mai 1915, avait compris ce que la majorité de la nation ne devait comprendre que beaucoup plus tard : c'est-à-dire, l'impossibilité politique, économique et surtout morale qu'il y avait pour l'Italie à se désintéresser du conflit européen. Elle s'indignait, avec une violence inouïe, avec une abondance dans l'injure qui m'a parfois péniblement surpris, du marché que M. Giolitti avait rêvé. Le « parecchio » lui paraissait un pourboire ramassé dans le sang et la boue, le prix d'une trahison de ses affinités latines, la rétribution d'une complicité dans les crimes des empires centraux. Le parti socialiste officiel lui-même, systématiquement pacifiste, dans son congrès de Bologne, répudiait la neutralité « mercantile ». Sentiments très nobles, en vérité, et qui sont à l'honneur de la foule qui a pu les ressentir, de la nation qu'ils ont pu entraîner.

Mais cette révolte sentimentale atteignait en même temps l'idée directrice du gouvernement. Quand, dans la dépêche du 20 décembre 1914, Sonnino dit que le ministère « se propose de maintenir la neutralité s'il peut en échange obtenir la satisfaction de quelques-unes des aspirations nationales », il énonce la thèse même du « parecchio » si bruyamment reprochée à M. Giolitti. D'où cette conséquence assez singulière que les interventistes ont soutenu le ministère Sonnino en raison de l'échec de ses négociations et l'auraient combattu si elles avaient réussi. L'honorable marquis de Viti de Marco, député de Gallipoli et professeur à l'Université de Rome, le déclarait nettement dans une assemblée du parti radical, en janvier 1916 :

N'oublions pas, disait-il, que la guerre est née du *Livre vert*, qui est le traité le plus habile et le plus complet de la politique du « parecchio ». Nous n'avons pas soutenu le ministère Salandra parce que le « parecchio » de Sonnino était un peu plus gras que le « parecchio » de Giolitti. Nous l'avons soutenu à raison de l'insuccès des pourparlers diplomatiques, insuccès qui nous menait à la guerre. En résumé, le parti radical a prévu que la guerre d'Italie, commencée avec ce programme restreint, deviendrait, par la force des choses, guerre européenne en accord intime et complet avec les Alliés contre l'Allemagne.

Je ne saurais trouver à l'appui de mon opinion, voix plus autorisée.

Une dernière réflexion : j'ai entendu des admirateurs de Sonnino contester que sa pensée ait été dépassée par l'opinion populaire, et affirmer qu'au contraire, dès le début des négociations, il avait l'intention de les faire échouer. Voilà un éloge lourd comme un pavé. Pareille habileté ressemblerait fort à de l'astuce, et

tout ce que nous savons de la droiture de l'homme doit nous écarter de cette supposition.

Pourquoi ne point admettre, au lieu de ce machiavélisme perçant l'avenir, une évolution infiniment plus vraisemblable? Quand, en décembre 1914, Sonnino parle au prince de Bülow, je le crois d'autant plus sincère que je trouve là l'écho de convictions anciennes, par exemple, du discours de mai 1883, sur la nécessité d'une Triplice cordiale. Sans doute, il prévoit que pareille entente est peu vraisemblable, mais il ne fait rien pour en diminuer les chances. Les concessions qu'il demande à l'Autriche sont tellement modestes (n'oublions pas qu'elles ne comprennent pas même Trieste) qu'il n'était pas impossible de les voir accepter.

Mais au cours des pourparlers, il constate la mauvaise volonté, la déloyauté du partenaire, l'inutilité des négociations, et il se décide et choisit. Voilà qui est peut-être moins extraordinaire, mais qui est plus humain.

SONNINO ET LA GUERRE EUROPÉENNE.

Lorsque j'essaie ainsi de connaître et d'expliquer cette personnalité de premier plan, je songe involontairement à ces poissons brillants qui apparaissent un instant à la surface des ondes, y font un éclair dans la lumière, puis continuent leur vie dans l'obscurité des profondeurs. Le *Livre vert* est un de ces éclairs. Ce qu'il y a avant? après? autour? Mystère. On le saura sans doute un jour; actuellement, c'est le secret de la diplomatie.

Les diplomates sont, par essence, sybillins; cela fait partie de leur prestige et déguise souvent leur indigence. Mais Sonnino est, parmi les diplomates mêmes,

un taciturne. Il est rebelle à l'interview et ses confidences sont rares. On connaît le mot du prince de Bülow : « Parmi ces trente-cinq milllions de bavards, il y avait un silencieux et ma déveine a voulu qu'il m'échût. » Les correspondances du baron Macchio nous apprennent aussi le dépit de ce fin Autrichien de n'avoir pu faire parler Sonnino ; il rend compte d'un entretien à la Consulta et ajoute : « A la vérité, cet entretien ne fut qu'un monologue au cours duquel je ne pus obtenir de mon partenaire aucun signe d'adhésion ni de désapprobation ». Savoir se taire ainsi est une force, évidemment et nous n'avons, pour connaître l'avis de Sonnino sur la guerre européenne, que de rares point de repère.

Il était resté quelque chose de l'idée inspiratrice du « parecchio », même après la déclaration de guerre à l'Autriche (23 mai 1915). Certains esprits avaient pu se flatter de voir l'Italie poursuivre sa guerre, la *guerra nostra*, comme disaient les journaux, parallèlement à la guerre des Alliés et à la faveur de celle-ci, en en profitant sans s'y compromettre. Ce fut, pendant quelques mois, le désir et l'espoir des neutralistes de jadis.

Sonnino était trop avisé pour partager cette illusion. Il avait compris de suite que la guerre d'Italie ne pouvait se poursuivre qu'en fonction de la guerre des Alliés. Dès la fin d'avril 1915, il avait pris avec la Triple Entente certains arrangements et dès le 30 novembre 1915, il faisait adhérer l'Italie au pacte de Londres, par lequel l'Angleterre, la France et la Russie s'étaient interdit toute paix séparée.

Cette adhésion avait sans doute été décidée dès le début, mais on jugea nécessaire d'y préparer l'opinion italienne. Deux grands discours sensationnels, celui de S. Barzilaï à Naples (septembre 1915), et du ministre de

la Justice Orlando, à Palerme (novembre 1915), en exposèrent les raisons, mais sans l'annoncer encore en termes formels.

La communication en fut faite au parlement et au pays par le discours de Sonnino dans la séance de la Chambre du 2 décembre 1915.

Discours capital, nu et bref comme un procès-verbal, dans lequel on peut mesurer tout le chemin parcouru depuis le *Livre vert* Après la guerre à l'Autriche, la guerre à la Turquie (20 août 1915) et la guerre à la Bulgarie (octobre 1915), sont justifiées comme conséquence de la première et des violations de traités commises par ces alliés des empires centraux. La nécessité de l'indépendance politique et économique de la Serbie est affirmée, plus énergiquement encore que dans le *Livre vert* et l'Italie joindra son action à celle des Alliés. L'adhésion au pacte de Londres est le corollaire logique de toutes ces actions communes.

Mais le discours de décembre précise encore une autre indication du *Livre vert* : il s'agit de la maîtrise de l'Adriatique. « C'est pour l'Italie une nécessité de vie, une nécessité absolue de légitime défense que d'obtenir dans l'Adriatique une situation qui compense la défavorable configuration de son littoral oriental. »

En plus, le gouvernement affirme son intention de veiller attentivement à la défense des intérêts italiens dans la Méditerranée occidentale.

On voit combien le programme des aspirations nationales s'est élargi. Mais son exécution n'est concevable que dans le cadre de la guerre aux côtés des Alliés :

L'Italie est fermement décidée, conclut Sonnino, à poursuivre cette guerre avec toutes ses forces et au prix de n'importe quel sacrifice jusqu'à la satisfaction des sacro-

saintes aspirations nationales, comme aussi des conditions d'indépendance, de sécurité et de respect mutuel des peuples qui seules peuvent fournir la base d'une paix durable et qui représentent la raison d'être du pacte qui nous lie, nous et nos alliés.

Ce discours fut très chaleureusement accueilli. Il n'y eut aucune des protestations que la timidité du ministère avait craintes. Une fois encore, l'opinion, mûrie par les événements, l'avait dépassé.

Et des actes suivirent qui démontrèrent que les déclarations de Sonnino n'étaient pas de vaines paroles. Si quelque défiance put subsister pendant quelque temps, dans l'opinion des peuples alliés en raison de l'absence de déclaration de guerre à l'Allemagne, elle dut disparaître lorsqu'on vit l'Italie se joindre aux Alliés pour prendre acte de leur déclaration de garantie vis-à-vis de la Belgique (février 1916) et assister peu après, à la Conférence de Paris qui établit l'unité d'action militaire et économique des Alliés. A Paris, comme ailleurs, si Sonnino étonna par sa sécheresse et sa froideur, il inspira confiance par sa franchise et sa sincérité. Tous ceux qui l'approchèrent se sentirent devant un homme bien différent du type convenu du diplomate italien. Chez lui, pas de compliments flatteurs, de verbalités creuses et séductrices, de combinaisons retorses et subtiles. Il allait droit son chemin, dévoué à l'Italie, fidèle aux Alliés, dévoilant sa pensée selon les nécessités de l'heure.

Lorsqu'un ministère d'union nationale succéda, en juin 1916, au ministère Salandra, le maintien de Sonnino apparut indispensable et dès qu'on fut assuré de son acceptation, son nom ne fut plus discuté. La déclaration de guerre à l'Allemagne qui fut quelques

semaines plus tard, un des actes principaux du cabinet Boselli, était si bien dans la ligne de la politique de Sonnino, qu'elle se fit sans phrases et sans tapage, comme la conséquence naturelle et inévitable des événements antérieurement accomplis.

L'Italie liait ainsi, formellement, sa cause à celle de l'Angleterre et de la France et l'événement, si il n'eut pas en Italie même grand retentissement, tellement il était prévu, contribua à dissiper à l'étranger bien des préventions et à accroître le prestige de Sonnino.

L'année qui suivit, féconde en difficultés et en surprises (l'intervention américaine, la révolution russe), trouva sans cesse en éveil l'activité de Sonnino. Il sut défendre avec énergie et clarté, le point de vue italien dans les conseils des alliés; il sut prendre les attitudes que réclamait l'opinion publique.

En juin 1917, à l'occasion de la proclamation de l'indépendance albanaise sous le protectorat italien, il y eut quelques inquiétudes parmi les éléments avancés et l'on se demanda si le ministre des Affaires Étrangères ne cédait point trop facilement à des ambitions nationalistes. Mais Sonnino n'eut point de peine à rassurer ses collègues socialistes et républicains du ministère et lorsqu'il se présenta à la Chambre, ce fut pour y obtenir l'un des plus éclatants de ses succès parlementaires. Ceux-là mêmes qui l'avaient attaqué dans la presse célébrèrent son triomphe et le conjurèrent de continuer son œuvre qu'il eut la fortune de poursuivre heureusement, peu après, à Paris et à Londres. Et certes, ce n'est point un mince éloge pour Sonnino, et pour l'Italie, que de constater en ce pays, souvent considéré comme versatile, la permanence de la même personnalité au ministère des Affaires Étrangères, alors que, partout ailleurs, les vicissitudes de la guerre y ont amené des changements.

GIOVANNI GIOLITTI

L'HOMME ET LE MILIEU.

Pour comprendre toutes les difficultés qu'ont rencontrées, dans le gouvernement du pays et la conduite de la guerre, les ministères Salandra et Boselli, il ne faut pas oublier que le Parlement est encore celui que le ministère précédent avait recruté et fait élire pour la défense de sa politique. La Chambre actuelle s'est ralliée à l'idée de la guerre et elle a donné de son patriotisme des témoignages trop nombreux et trop éclatants pour qu'il soit permis de suspecter la sincérité de ce ralliement, mais les influences et les traditions giolitiennes y sont toujours agissantes et vives, et produisent, à certains jours, un véritable malaise.

Bien qu'elle soit rentrée dans l'ombre après les journées de mai 1915, la personnalité de Giovanni Giolitti n'a point cessé d'être discutée dans l'Italie d'aujourd'hui ; et elle est, en tous cas, l'une des figures les plus considérables de l'Italie d'hier.

Giovanni Giolitti est l'un de ceux qui ont réuni le plus grand nombre d'admirateurs et de fidèles ; par contre, il est peut-être celui qui a rencontré les ennemis les plus acharnés et les plus féroces accusateurs. Et, tandis que ceux qui le louent ne peuvent s'empêcher de reconnaître les raisons qui motivent le blâme, ceux qui le blâment sont obligés de s'incliner devant des qualités

assez fortes pour justifier l'éloge. Il n'y a peut-être que M. Palamenghi Crispi [1] qui lui ait dénié toute valeur. Mais son réquisitoire est vicié par une haine personnelle et un trop évident désir d'assouvir une vengeance familiale. Au contraire, M. Fradeletto [2], qui, cependant, ne l'aime guère, reconnaît « sa capacité au travail, son expérience administrative, la clarté simplificatrice de son raisonnement » ; le fougueux syndicaliste napolitain, Arturo Labriola [3], dont l'esprit ardemment révolutionnaire poursuit de ses traits l'ancien Président du Conseil même quand celui-ci se rapproche de l'extrême gauche pour une politique favorable au prolétariat, rend hommage à ses qualités aussi bien que B. King et T. Okey [4], observateurs plus impartiaux, parce qu'étrangers, de la vie publique italienne. Et c'est peut-être M. Labriola qui explique le mieux cette psychologie politique quand il considère Giovanni Giolitti comme le représentant d'une classe nouvelle introduite dans le jeu des courants anciens de la collectivité nationale par le développement de l'industrie et du commerce.

Cet homme, né en 1842, n'est entré dans la vie politique que vers la quarantaine et son apparition correspond à un essor industriel remarquable de son pays natal. C'est à Mondovi, petite ville située sur les contreforts des Alpes Ligures, à une vingtaine de kilomètres de Turin, qu'il a vu le jour ; c'est un fils du Pié-

1. Tommaso Palamenghi Crispi, *Giovanni Giolitti* (avec des documents tirés des Archives de Francesco Crispi), Rome, Bibl. l'Universelle.

2. Fradeletto, *La fine d'un Parlamento e la dittatura d'un ministro*, Milano, Treves, 1913.

3. Arturo Labriola, *Storia di Dieci Anni* (1899-1909), Milan, 1910.

4. Bolton King et T. Okey, *L'Italia d'oggi*. Traduction italienne, 3e éd., Laterza, Bari, 1910.

mont, et le Piémont fut l'âme belliqueuse de la jeune Italie. Un syllogisme semble s'amorcer ici, mais ses conclusions mentiraient à ses prémisses. Giolitti n'a jamais été un belliqueux : tous ses biographes lui ont reproché de n'avoir participé à aucune des campagnes de la libération nationale. En 1866, pas plus qu'en 1860, on ne le trouve dans les rangs des défenseurs de la patrie. On ne le voit pas davantage parmi ceux qu'enflammaient les grands rêves politiques. Il ne faut évoquer à son sujet ni le Piémont guerrier, ni le Piémont idéaliste. C'est un tout autre Piémont — plus tard venu — qu'il représente : celui des fabriques, des usines, des manufactures.

Le développement industriel de l'Italie septentrionale, et particulièrement de cette province élue qui a Turin pour capitale, était déjà très avancé avant 1887. Il le fut bien davantage quand survint la réaction protectionniste et que furent mis en vigueur les nouveaux tarifs : en frappant de droits élevés les produits manufacturés à leur entrée en Italie, le gouvernement activait la marche de l'industrie italienne. Avec quelle intensité, un chiffre suffit à l'indiquer : pendant la première année d'application des tarifs nouveaux, les importations baissèrent de 400 millions. Autant à suppléer par la production nationale, dira-t-on. Et autant de gagné pour elle, pour autant qu'une diminution de la consommation interne ne correspondît pas à l'augmentation des taxes ; cela n'arriva point en l'occurrence. Or la production nationale était la production septentrionale, piémontaise. Et ce qui profitait aux provinces du nord ruinait les provinces du sud, qui vivaient de l'exportation de leurs produits agricoles et qui se virent aussitôt frappées par les tarifs de représailles des autres pays — de la France, notamment — sur les importations de cette espèce.

Ce phénomène entraînait l'avènement d'une bourgeoisie nouvelle, née des affaires et vivant pour les affaires, riche de santé, de force et d'appétit, et qui se souvenait trop de ses humbles origines pour avoir, comme l'ancienne bourgeoisie terrienne, très grande peur de la démocratie. Bolton King et Okey remarquent que « les directeurs et les organisateurs des industries naissantes du nord sont souvent socialistes de sympathie ». Socialisme vague, sans doute, et qui serait mieux qualifié « d'incertaines tendances démocratiques ». Ces tendances, note avec justesse Arturo Labriola « étaient, ni plus, ni moins, l'afflux de la force naissante » de la nouvelle bourgeoisie septentrionale.

Giolitti s'est élevé au milieu de cette bourgeoisie : sens pratique, réalisme brutal, ténacité, il en a les qualités et les défauts. Et à ces défauts et ces qualités, il ajoute tous ceux que l'on peut acquérir dans les carrières bureaucratiques.

Car cet homme d'État est avant tout un fonctionnaire. Il le fut avec conscience, avec exactitude et fit dans les bureaux son apprentissage de ministre. La pratique sournoise de l'avancement, le jeu compliqué des recommandations, les combinaisons à longue échéance destinées à vaincre la routine des cadres, imprimèrent-elles à sa vie des habitudes qu'il devait transporter dans le domaine du gouvernement ? Peut-être. Et l'on pourrait trouver là l'explication de sa psychologie, si les habitudes de la politique italienne n'y suffisaient amplement. Ce serait, dans ce cas, la contrepartie des qualités qu'il y put acquérir, la précision, la compétence en matière économique et financière.

Que ce soit le fait de sa docilité, de ses aptitudes ou de son habileté, il est certain qu'il progressa rapide-

ment dans la carrière. Sorti en 1869 du tribunal de Turin où il avait exercé les fonctions de Procureur du Roi, il entra au ministère des Finances. En 1870, il était chef de section, en 1873, chef de division, l'année suivante, inspecteur général et, en 1877, secrétaire à la Cour des Comptes.

Il quitta les bureaux pour entrer à la Chambre où l'envoyèrent les électeurs de Dronero, en Piémont, sous l'égide du vieux Depretis, qui, pendant près de onze ans exerça une dictature politique appuyée sur une coalition gauche-droite assez misérable et soutenue de tristes expédients gouvernementaux. On a dit que sa profonde connaissance des vices et des fragilités humaines tenait lieu, dans son système de gouvernement, de principes et de la vérité [1].

Crispi succéda à Depretis, en 1887, et l'on put voir Giolitti se montrer très ministériel, organiser à Turin un banquet politique et donner au premier ministre l'occasion d'un discours programme retentissant. Il devait recueillir, l'année suivante, les fruits de son empressement. Magliani, ministre des finances, étant tombé sous les coups du député de Dronero, Crispi offrit à Giovanni Giolitti, en 1889, le ministère du Trésor qui fut accepté d'enthousiasme. Voici comment Salvatore Barzilaï, journaliste en ce temps là, silhouettait alors dans l'*Independente*, le nouveau ministre :

« Giolitti, Piémontais pur sang, représente à la Chambre le Collège de Cuneo. Ses électeurs n'ont pas, selon la légende, la réputation d'être des aigles de génie, mais lui, l'élu, a l'intelligence claire et ouverte.

C'est un homme de très haute stature ; moustachu, sans un poil de barbe, avec deux yeux petits et vifs, et

1. King et Okey, *op. cit.*

une redingote noire toujours rigoureusement boutonnée.

Un esprit caustique a dit un jour de lui qu'il semblait être « un pasteur protestant travesti en carabinier en bourgeois ». La définition paraît heureuse.

Giolitti est l'un de ceux qu'on nomme « des épluchеurs de bilans ». C'est l'un de ces hommes bourrés de chiffres, vivant de zéros, respirant de signes d'addition et de multiplication, exhalant les balances actives et passives, les chapitres ordinaires et extraordinaires, les différences comptables et non comptables, les fonds de réserve et les obligations 3 et 4 °/₀, par tous les pores !

Comme couleur politique, c'est un Piémontais, c'est-à-dire ni libéral, ni réactionnaire, ni gauche, ni droite, dans le sens classique d'une telle détermination...

...S'occupe peu de questions politiques. On dirait qu'il n'en a pas le goût. Cependant cela ne rendra pas les ascensions moins aisées à ce tempérament de montagnard ».

Deux ans plus tard, Crispi tombait. Son ministère fut remplacé par un ministère de droite que présidait le marquis di Rudini. Dans cette combinaison, dont l'esprit était aux antipodes de l'esprit du ministère Crispi, qu'il venait de quitter, Giolitti prit l'Intérieur. Mais en 1891, il se chargeait de provoquer une crise, en se séparant de Rudini sur une question financière. Le 25 mai 1892, il se présentait au Parlement avec un programme libéral.

UNE ÉTRANGE CARRIÈRE.

Tous les programmes de Giolitti ont été libéraux et la direction de sa vie politique le fut dans l'ensemble, comme la bourgeoisie dont il était l'expression. Et si,

à un moment donné, il fit un virement à droite, on peut l'expliquer plutôt par une nécessité parlementaire que par une véritable sympathie. Du reste, son œuvre législative — le monopole des assurances, le suffrage universel — comme son attitude de chef d'État, à l'égard du droit de réunion et des conflits du travail, est là pour attester ce caractère démocratique. Il faut l'en créditer, même si ce ne fut que manœuvre habile de politicien cherchant l'appui des partis grandissants.

Mais si Giolitti se montra dès le début une grande intelligence, il ne tarda pas à prouver qu'il avait peu de sens moral et à témoigner dans sa façon de gouverner, d'un machiavélisme sans scrupules.

Les Chambres dissoutes en 1892, il en recomposa de nouvelles par les élections générales. Il inaugurait la longue série des « élections giolittiennes » qui constituent de frappants exemples de corruption organisée.

Certes, la corruption, Giolitti ne l'inventa point. Elle était dans l'ordre des choses établies en Italie. Sous Depretis, — pour ne rappeler que les antécédents les plus immédiats des élections de 1892 — les collèges électoraux étaient achetés par des travaux publics et des chemins de fer locaux. King et Okey rapportent qu'aux jours de Crispi, les préfets se faisaient à tel point les agents électoraux du Gouvernement que des électeurs appartenant notoirement à l'opposition auraient été arrêtés sur fausse dénonciation la veille de l'élection et retenus en prison jusqu'à la fin de la consultation. Pis encore, un candidat ministériel s'étant trouvé, à Alcamo, sous la menace d'un ballottage douteux, la victoire lui fut assurée par la libération d'un inculpé d'assassinat et de faux. Et l'on a pu établir un tableau comparatif du prix d'une voix dans les différentes régions et sous les différents ministères.

Mais Giolitti se fit, peut-être plus que ses successeurs et prédécesseurs, de la corruption publique un instrument de gouvernement; et en tous cas, il rencontra, dans une opposition plus désinvolte, des dénonciateurs plus décidés.

Les élections de 1892 n'étaient que des débuts significatifs. Celles de 1909 et de 1913 furent plus révélatrices. Les préfets reçurent l'ordre d'appuyer par tous les moyens en leur pouvoir les candidats du gouvernement. S'y refusaient-ils, ils étaient aussitôt déplacés et remplacés. La police devenait une docile milice d'agents électoraux [1], et on n'hésita point, dans le Midi et la Sicile où règnent la *maffia* et la *camorra*, à se servir de ces associations criminelles (on les appelle en Sicile *Cosche*, parce que leurs membres se groupent aussi étro tement que les feuilles de l'artichaut) pour réaliser les fins électorales du ministère [2]. Dans un livre pointilleux et vivant comme une chronique du Moyen Age [3], Gaetano Salvemini a conté les élections de Gioia del Colle, qui est la Mecque du Giolittisme dans les Pouilles, comme Dronero l'est dans le Piémont. Il a montré comment une dangereuse bande de repris de justice a pu assurer l'élection d'un candidat giolittien en terrorisant les électeurs de l'opposi-

1. Je ne parle ici que de la pression exercée par le gouvernement, au moyen des organes de l'exécutif. Mais ce n'est qu'une forme de la corruption. A côté d'elle, on a signalé les falsifications électorales les plus directes et les plus grossières comme la *pastetta*, qui consiste à voter pour les électeurs inscrits qui ne sont pas venus aux urnes. Voir J. Alazard, *L'Italie et le conflit européen*, Paris, Alcan, 1916, p. 16.

2. Célèbres ont été les élections du député Romano, chef de la Camorra d'Aversa (Naples). Voir Papafava, *Dieci anni di vita italiana*, 1913, p. 634.

3. *Il Ministro della mala vita*, Florence, 1910. On appelle mala vita la crapule criminelle de Naples.

tion, en les blessant, en les menaçant de mort, en les bloquant dans leurs demeures, en les empêchant d'accéder aux urnes, sous les yeux d'une police trop indulgente pour n'être point complice. Et lui-même fut, à Molfetta, le héros de l'élection la plus entachée de corruption qu'ait organisée la dictature de Giolitti [1].

Ces élections sont la caractéristique essentielle du système Giolitti. Elles lui permettent de constituer une Chambre liée à sa personne et fidèle à ses vues, quelles qu'elles soient; car il est remarquable que le candidat ministériel n'est pas nécessairement le défenseur d'un programme politique déterminé que soutiennent également tous les candidats ministériels des autres collèges électoraux. Giolitti appuye indifféremment, pour de strictes raisons d'opportunité ou d'amitié personnelle, un socialiste ici et là un clérical [2]. Dans l'élection de Molfetta par exemple, le ministre du roi soutint contre Salvemini, un candidat républicain !

Une Chambre constituée sur cette base n'a donc plus qu'apparemment l'aspect d'une assemblée où les opinions déterminent les mouvements. En réalité, la politique de clientèle se substitue à la politique proprement dite et un filet de connivences, de complicités, de reconnaissances, dont Giolitti tient les cordes, étouffe et étrangle la vie parlementaire. Le niveau moral de la Chambre et son prestige dans le pays s'en trouvent ainsi singulièrement diminués. En « tuant autour de lui les convictions » [3], Giolitti aggravait les raisons

1. M. Ugo Ojetti l'a racontée dans le *Corriere della Sera* du 6 novembre 1913.

2. « Que vous soyez noir ou rouge, l'hon. Giolitti vous accueille dans ses généreux bras libéraux, avec une égale sincérité, pourvu que vous soyez raisonnable et ne fassiez pas le pédant ». Fr. Papafava, *op. cit.*

3. Fradeletto, *op. cit.*

profondes de divorce entre la nation et ses représentants. Faut-il ajouter à cela les contacts malsains du gouvernement avec la Banque et le monde des affaires? Ils s'imposaient naturellement à un ministre qui était le protagoniste d'une classe née des affaires et vivant pour elles.

Il y a peu de pays où l'accusation de péculat ou de concussion ait été plus facilement lancée aux hommes du gouvernement qu'en Italie. Et s'il est vrai qu'elles sont loin de s'être toutes vérifiées, il est vrai aussi que plusieurs affaires ont taché le banc des ministres italiens en ces vingt dernières années. On se souvient du procès Nasi, du suicide de Rosano. Se souvient-on très exactement du scandale des Banques? Il couvrit Giolitti de boue, en 1893.

Quand on relit les documents officiels relatifs à cette affaire [1], et que l'on considère ensuite l'autorité dictatoriale que Giolitti conquit quelques années plus tard, on ne peut manquer d'être frappé d'un vif étonnement. On retire — non des libelles de ses ennemis, mais des rapports objectifs des commissions parlementaires et de la Chambre d'accusation de la Cour d'Appel, — une série de convictions formelles : d'abord, qu'en 1892, Giolitti a gardé secrets les résultats d'une enquête prouvant que la Banque Romaine s'était rendue coupable de fabrication occulte de billets, de circulation clandestine, et que sa caisse présentait de graves déficits; qu'au lieu de sévir, le président du Conseil

1. Palamenghi Crispi a consacré la plus grande partie de son livre (déjà cité) à la documentation du scandale de la Banque Romaine. En dehors de ses commentaires, naturellement partiaux, on y trouve les sentences judiciaires et rapports parlementaires et la lettre de justification adressée par Giolitti en 1894 à ses électeurs de Dronero.

s'est fait le complice de la Banque, en présentant un projet de loi pour la prorogation de son pouvoir d'émission et en élevant son directeur à la dignité sénatoriale ; qu'il a prélevé des fonds de la Banque — appartenant à tous — pour sa propagande électorale personnelle ; et enfin, qu'il a fait enlever, avec violation des scellés, une série de pièces compromettantes dans les locaux mêmes de la Banque Romaine. Il s'est mal défendu de ces accusations et il n'a échappé au cours de la justice qu'en se retranchant derrière le privilège de l'immunité parlementaire ; une Chambre lassée de scandales, préoccupée par de tristes événements de politique extérieure [1], et, du reste, encore un peu fidèle à celui qui, en 1892, l'avait fait élire. termina sans une parole d'absolution ou de justification — par un ordre du jour d'oubli, cette pénible et misérable affaire. La bourrasque de l'indignation renversa Giolitti de son fauteuil, le chassa de la Chambre et le força à chercher un refuge momentané en Allemagne où il rejoignit l'ingénieur Chiaraviglio, qui devait devenir son gendre.

Il faut noter ici qu'au plus amer de sa disgrâce, Giolitti ne perdit pas la confiance de ses électeurs qui le maintinrent à la Chambre. Sa position y fut naturellement difficile. Mais il manœuvra avec tant d'habileté qu'il sut reconquérir quelques amitiés. Cela ne suffit évidemment pas à expliquer qu'après une si absolue déchéance, un homme ait pu reconquérir une si complète puissance. Il faut évoquer deux autres causes, dont l'une procède de l'interprétation même

1. Les revers de la campagne africaine. Séance du 12 décembre 1895. Sur la proposition du député Torraca, la Chambre « passa à l'ordre du jour ».

des scandales bancaires et l'autre des événements qui se sont placés entre le premier et le second ministère Giolitti.

L'affaire de la Banque romaine n'était qu'un épisode. Plusieurs autres scandales éclatèrent à peu près à la même époque, dans le monde de la finance. Et, il apparut d'une façon plus ou moins claire que la Cour pouvait avoir quelques responsabilités dans ces scandales. L'opinion qu'ils compromettaient le roi Humbert se trouve sous la plume des écrivains les plus divers — et des moins giolittiens. La *Gazette de Parme* — monarchiste, l'imprimait, en 1893. Colajanni, qui, en décembre 1892, avait prononcé contre Giolitti sa catilinaire dénonciatrice, y ajoute crédit, dans son livre [1], et Arturo Labriola le dit en termes exprès [2]. Dès lors, Giolitti, couvrant des malversations financières dont la découverte eût menacé la Couronne et supprimant, même au prix d'un crime, des papiers compromettants pour la monarchie, apparaissait plus excusable [3], sinon moins coupable. Ce fut l'argument que firent valoir ses amis.

Et d'autre part, l'Italie, entre 1895 et 1900, avait été labourée par des troubles intérieurs et meurtrie par des défaites militaires aussi cruelles pour son honneur que pour sa fortune. Le socialisme, grandissant au milieu de la pire situation économique, avait trouvé les ministres

1. Napoleone Colajanni, *Banche e Parlamento*, 1893.
2. *Op. cit.*
3. M. Palamenghi Crispi objecte que le roi Humbert a refusé depuis de revoir Giolitti, ce qui ne serait point advenu s'il avait eu de si graves et si personnelles dettes de reconnaissance envers lui. L'argument n'est guère probant. En manifestant sa sympathie pour son ancien ministre, n'eût-il point plutôt donné crédit à ce qui se disait sous le manteau, d'abord, ouvertement, ensuite ?

de la monarchie incompréhensifs. On avait cru pouvoir noyer dans le sang un mouvement qui était animé d'une force de fatalité historique. Les fusillades de Milan, en 1898, avaient attesté la faillite du système répressif et imposé la nécessité d'une politique de conciliation sociale.

Les désastres africains ajoutaient à cet état d'esprit. La mégalomanie crispienne avait eu des lendemains bien funestes. On voulait une politique libérale, une politique d'apaisement, fût-elle même au point de vue international, une politique de timidité. Quand le Toscan Gaetano Bresci, venu d'Amérique pour punir celui qu'il considérait comme l'auteur responsable des meurtres de 1898, tua à Monza, d'un coup de revolver, le roi Humbert, il rendit possible l'avènement de cette politique.

Le vieux leader démocrate Zanardelli apparaissait l'homme désigné pour la diriger. Et, dès 1896, dans le banquet de Cuneo, puis en 1897, dans un discours à Caraglio, Giolitti, exposant des idées libérales, posait sa candidature à sa lieutenance. Il s'imposait par son intelligence autant que par ses promesses. Aussi, la conjonction Zanardelli-Giolitti se fit-elle, et vit-on l'ancien président du conseil exposer à Brusca un programme très démocratique.

RETOUR AU GOUVERNEMENT.

Comment l'opinion allait-elle le recevoir? Les grands malheurs rendent indulgents. L'Italie avait eu de grands malheurs. Et puis, on avait besoin de chefs libéraux, et où les trouver? La presse démocratique faisait éloge de Giolitti et la *Rivista popolare*, l'organe même de Colajanni, son dénonciateur de 1892, réclamait sa réhabilitation politique.

Le ministère Zanardelli-Giolitti inaugura une ère de libéralisme constitutionnel qui rendit les premières années du règne de Victor Emmanuel III aussi apaisantes et pleines de promesses que les dernières années du roi Humbert avaient été irritantes et sombres. La liberté d'organisation des classes ouvrières, l'indifférence de l'État en présence des conflits du travail qui ne portaient point atteinte à l'ordre public, furent les principales caractéristiques de cette politique. Ces condescendances envers les partis extrêmes, outre qu'elles apportaient un calme dont la vie sociale avait grand besoin, diminuaient l'opposition socialiste aux budgets de la guerre. Cette habileté, ménagère des courants contradictoires qui traversaient le pays, ne fut pas la seule, et la façon dont fut réglé le conflit entre les « *ferrovieri* » et les compagnies exploitantes satisfit à la fois les conservateurs et les prolétaires.

La manœuvre de rapprochement des gauches eut ses pleins effets en 1902, quand Giolitti, dans un discours sur la politique intérieure, donna à ses tendances démocratiques une expression plus vigoureuse et plus nette. Il ten lait ouvertement la main aux socialistes[1].

Il proclamait les revendications ouvrières fatales et légitimes : « La condition où se trouvent les classes laborieuses, disait-il, exige qu'elles demandent des améliorations ». Et tout en proclamant que « le Gouvernement devait rester neutre dans les grèves », il laissait entendre que ses sympathies n'étaient pas toutes pour les patrons : « Il n'est pas possible de repousser toujours les demandes des travailleurs. La pacification des classes est désirable, mais elle ne se produira que le jour où les ouvriers se persuaderont

1. Discours du 14 mars 1902.

que le Gouvernement n'est pas toujours contre eux ».

On devine l'effet qu'un tel discours devait faire sur une classe ouvrière qui avait supporté tant de souffrances pour s'assurer licence de revendiquer ses droits. Dans le Mantouan et la Vénétie, on associait dans les mêmes acclamations le socialisme et Giolitti. Turati, dans sa *Critica Sociale*, déclarait que l'Italie n'avait point connu de plus grand homme d'État, depuis Cavour et — prophétiquement — saluait en lui le futur président d'un conseil qui devrait fatalement s'appuyer sur les gauches. « Il est nécessaire, avait dit Giolitti, de montrer au pays que toute espèce de progrès et de liberté est compatible avec la monarchie. » Et l'on voit s'associer à cette formule Bonomi, Bissolati et Turati, trois chefs du socialisme d'alors. Le dernier paraphrasant la formule giolittienne, écrivait que « la monarchie n'était pas un obstacle à la réalisation des fins socialistes ».

Giolitti était désormais le premier ministre désigné pour mettre fin à la crise prochaine. Il prit d'abord soin de se séparer de Zanardelli. Au reste, le vieux lion de Brescia était sur sa fin et Giolitti ne tarda pas à prendre sa place.

LE DICTATEUR.

La constitution de son ministère présenta quelques difficultés. Il s'était d'abord tourné vers les gauches; mais Turati ayant refusé, Giolitti s'entoura brusquement d'hommes de droite, tels qu'un Luzzatti et un Tittoni. Sa politique, cependant, ne devint pas pour cela réactionnaire. Il pratiqua avec un art savant, le balancement, de gauche à droite. On le vit favoriser les coopératives en leur accordant des travaux publics,

dans le même temps qu'il donnait la prévalence aux éléments protectionnistes dans les commissions d'étude pour les traités de commerce. Il réalisait bien ainsi le programme même de la bourgeoisie industrielle, partagée entre ses intérêts capitalistes et ses aspirations démocratiques.

Virement à droite plus prononcé en 1904. Les répressions sanglantes des troubles de Sicile ayant éveillé la solidarité des socialistes septentrionaux, une grève générale partie de Milan, gagna toute l'Italie. Le socialisme, cette fois, n'acclamait plus Giolitti. Il le huait et exigeait qu'il démissionnât. Giolitti se tint coi. Fidèle aux principes de non intervention affirmés en 1902, il resta sourd à toute suggestion de répression armée. La grève tomba d'elle-même ne laissant derrière elle qu'un grand malaise dont Giolitti profita pour s'engager à fond, sûr de la victoire, contre le socialisme. Les chambres furent dissoutes, les élections générales organisées contre le mouvement révolutionnaire. Sur ces bases et dans une atmosphère tout électrisée encore par les souvenirs de la grève générale, les socialistes furent battus.

Giolitti ne devait point être aussi heureux chaque fois qu'une grosse difficulté se présenterait à lui. Seulement quand il n'en apercevait pas la solution habile, il se dérobait à la solution brutale. C'est ainsi qu'en 1905, il démissionna pour n'avoir pas à affronter une grève des chemins de fer. Avec la majorité dont il disposait à la Chambre, il était certain de reprendre le pouvoir aussitôt qu'il le voudrait. Les ministères Fortis et Sonnino de 1905 et de 1906 n'étaient qu'une sorte d'intérimat auquel Giolitti mit fin à son heure — le 31 mai 1906.

Il se représenta devant les Chambres avec un nouveau

programme de réformes sociales. Mais, plutôt qu'un ministère politique, il fit un ministère d'affaires qui eut pour but visible de reprendre sur la gauche l'ascendant que les incidents de 1904 lui avaient fait perdre. Il se la concilia par des faveurs : faveurs aux employés et aux membres du personnel enseignant, faveurs sous forme de travaux publics aux coopératives ouvrières, faveurs par l'accession obligeante aux désirs privés des députés socialistes. Années longues et neutres, où la tapageuse conversion de la rente éclate dans la grisaille dissolvante de tout ce favoritisme. Ainsi, il asseyait chaque jour plus fortement et plus sournoisement sa dictature. Et cette dictature se résolvait en une sorte d'engourdissement de la vie politique. « Les dictatures ouvertement exercées peuvent susciter autour de soi, par affinité, d'autres énergies, qui les combattent. Les dictatures larvées, au contraire, ne peuvent qu'affaiblir et endormir » [1].

En 1909, Giolitti se retirait de nouveau. L'intérimaire fut, cette fois, Luigi Luzzatti. Ce dernier présenta, en 1911, un projet de loi sur le suffrage universel qui exigeait pour l'électorat un examen de lecture. Giolitti — encore qu'il eût combattu, en 1904, une thèse toute semblable — présenta un projet plus large, accordant le droit de vote même aux analphabètes ; et, sur ce principe, renversa le gouvernement et reprit le pouvoir. Il fut, naturellement, appuyé par les gauches, notamment par Leonida Bissolati : « Sincère ou non, disait ce dernier, vous êtes l'instrument d'une idée qui nous convient ». Giolitti rêva de se concilier davantage le député de Crémone et lui offrit un portefeuille, qui fut refusé [2].

1. Fradeletto, *op. cit.*

2. Voir les raisons de ce refus dans la *Critica Sociale*, 1er avril 1911, et, ci-après, l'étude sur Bissolati.

Le nouveau ministère Giolitti, appuyé sur une majorité conquise par des élections générales laborieusement préparées et dans lesquelles s'opéra le rapprochement des catholiques et des giolittiens connu sous le nom de « pacte Gentiloni », fut marqué par un grand événement : la guerre libyque. Cette guerre, Giolitti en avait toujours été l'adversaire. Il s'y décida, sous l'impulsion du sentiment nationaliste qui avait pris, depuis 1908, une particulière intensité et s'était concrétisé en un parti actif et vivant. Mais les événements extérieurs, et surtout la crainte de voir l'Italie subir en Tripolitaine, avec l'Allemagne, une seconde édition de l'aventure tunisienne, furent également très efficaces. La guerre fut plus longue et plus dure qu'on ne l'avait pensé. Elle coûta cher, en hommes et en argent, et l'Italie rencontra, dans les gouvernements de Vienne et de Berlin, des éléments de mauvais vouloir et de résistance qui, protégeant la Turquie menacée, rendirent plus lourde la tâche italienne.

Au printemps de 1914, les Chambres furent appelées à discuter la politique belliqueuse du gouvernement. Discussion longue et souvent ardente. Mais le plus lourd et le plus pénible devoir était de faire payer par les contribuables les dépenses de la guerre. A ce devoir Giolitti se déroba. Le groupe radical ayant manifesté son intention de reprendre une vie de parti distincte, le Président du Conseil prit cette défection à sa majorité pour prétexte et démissionna. Cette manœuvre ne trompa personne. C'est, disait le *Corriere della Sera*, qui se souvenait de 1903, de 19 5 et de 1911, « il solito gioco », le jeu habituel. Et il indiquait fort nettement que Giolitti désertait devant les difficultés tributaires et, peut-être, devant les complications d'une grève de chemins de fer, qui menaçait d'éclater.

La charge de recomposer un ministère fut confiée à Antonio Salandra qui, cherchant sa majorité dans les différents groupes libéraux, forma un ministère d'union libérale.

Giolitti comptait sans doute reprendre, quand l'envie lui en viendrait, le pouvoir ainsi cédé. Mais des événements extérieurs à la vie italienne, dans lesquels l'Italie ne pouvait manquer d'être entraînée, devaient contrecarrer ces espoirs.

GIOLITTI ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE.

Giolitti a toujours négligé la politique extérieure. On conte que Salvatore Barzilaï lui envoya un jour l'un de ses livres de politique étrangère avec cette dédicace : « d'un croyant à un incroyant[1] ». Le mot est joli. Mais si Giolitti n'avait pas la foi, c'est peut-être parce qu'il n'avait pas l'éducation qui l'eût fait naître. Il manquait de culture générale, d'entraînement. Ce qui lui convenait, c'était l'administration, les finances, les affaires.

Aussi peut-on imaginer qu'il ne vit pas grande difficulté à accepter la condition que le roi mit, en 1902, à la constitution du ministère Zanardelli : la politique étrangère serait soustraite au gouvernement et réservée à la Couronne. Zanardelli, au contraire, aurait voulu remettre la main sur cette activité nationale. On n'ignore pas que l'élément maçonnique fut, en Italie, adversaire de l'œuvre triplicienne et que les loges y ont toujours

1. « Giolitti appartient à cette phalange nombreuse d'hommes d'Etat italiens qui, comme Depretis, ont toujours eu une conception très particulière et très restreinte des compétitions territoriales. S. Barzilaï, Discours du 4 mars 1914, à la Chambre. »

soutenu la France. Zanardelli, maçon et libéral, tendait à ce rapprochement et la visite du tzar de Russie à Rome, en 1902, devait être, sinon un élément déterminant, du moins un signe évident de cette orientation nouvelle. En se rapprochant de la Russie, l'Italie se rapprochait de son alliée, la France. Pour appuyer la signification antiautrichienne de cet événement, Zanardelli l'avait fait coïncider avec des manœuvres en Vénétie.

Mais le tzar ne vint pas à Rome. Fût-ce, comme il le fit dire, en manière d'excuse, qu'il craignit les manifestations annoncées par le parti socialiste? Fût-ce, comme d'autres le prétendent [1], qu'il venait de s'accorder, à Meirzteg, avec l'Autriche-Hongrie sur des questions de politique balkanique, et que l'un des éléments de l'accord ait été la promesse de ne pas venir à Rome? Le fait est qu'il n'y vint point et cette visite manquée fut la faillite d'une timide tentative de politique étrangère de Zanardelli. Aussi peut-on croire que, dans la charge acceptée par Giolitti, en 1903, figurât le rapprochement de l'Italie et de la Triplice, dont les bons rapports avaient été un instant compromis.

L'indifférence de Giolitti en matière de politique étrangère ne pouvait avoir qu'une teinte très prononcée de triplicisme. Elle devait nécessairement accepter les faits accomplis et respecter l'impulsion donnée à son pays par les rêves bismarckiens d'un Crispi. Et du reste n'oublions pas que Giolitti est l'homme d'une bourgeoisie d'affaires et que ce monde des affaires était, en Italie, très germanisé. Ce n'est pas le moment de refaire ici l'exposé de la pénétration économique alle-

1. Labriola, *op. cit.*

mande dans la péninsule. Elle a trouvé des documentateurs ardents et précis [1]. En étant tripliciste, Giolitti ne faisait qu'obéir aux injonctions de sa classe. On trouve, d'ailleurs, ses plus fidèles lieutenants engagés dans les affaires les plus germaniques : qu'il nous suffise de citer M. Bertolini, que Giolitti envoya à Ouchy, négocier la paix italo-turque, l'un des piliers de la Banque Commerciale, et M. Chiaraviglio, le gendre même de Giolitti, l'une des têtes de l'Allgemeine Elektricität Gesellschaft (A.E.G).

De là procède, sans doute, la complaisance que témoigna toujours Giovanni Giolitti pour ses alliés allemands et autrichiens. On peut citer, entre autres exemples, sa réponse au député Païs, en mars 1908, insistant sur la nécessité d'armer les frontières orientales. Celui-ci mettait en parallèle les travaux militaires exécutés des deux côtés de la frontière par l'Italie et par l'Autriche et faisait ressortir l'efficacité de la préparation autrichienne par rapport à l'indifférence italienne [2]. Combien légitimes étaient ces remarques, la dure avancée italienne en terre d'Autriche et la pénétration rapide des armées autrichiennes dans le Trentin le disent tragiquement aujourd'hui ! Et cependant, en

1. Tel que G. Preziosi, qui dirige, avec la *Vita Italiana*, l'organe le plus actif de la libération bancaire. Il faut lire de lui *La Germania alla Conquista dell' Italia*, réquisitoire fortement argumenté contre la Banca Commerciale. — M. Ezio Maria Gray, en deux livres de vulgarisation : l'*Invasione tedesca in Italia* et *Guerra senza Sangue* (Florence, 1915-1916), a mené une campagne d'assainissement national. D'autre part, l'*Idea nazionale* a fait le procès des grandes entreprises allemandes en Italie notamment de la Commerciale et de la A.E.G.

2. Labriola, *op. cit.* Le livre étant publié en 1911, il est exempt de la phobie de la trahison que nous remarquons si souvent dans les écrits de la guerre.

1908, M. Giolitti s'obstinait tant à ne pas le voir « qu'il s'opposa à la publication de ce parallèle, inconvenant à l'égard d'une alliée » — et qu'il ne défendit point les frontières italiennes vers l'Autriche. Il les défendit si peu, que la même année, il s'opposa de toute son énergie à la construction d'une ligne stratégique Ostiglia-Trévise, qui eût contribué à la défense du Trentin — encore que ce projet fût présenté par 104 députés et eût l'approbation de l'État-Major ! Or, c'était l'année même où l'Autriche, en annexant la Bosnie et l'Herzégovine, manifestait un si clair mépris pour son alliée.

Pour ajouter un dernier trait au tableau des contradictions de G. Giolitti, il n'est pas sans intérêt de rappeler que ce fut lui qui, malgré ses sympathies pour l'Allemagne, contribua à démontrer qu'elle avait la responsabilité de la guerre. En décembre 1914, il révéla que l'année précédente déjà, l'Autriche avait voulu attaquer la Serbie et avait fait pressentir l'Italie qui s'était refusée à seconder pareils desseins. J'assistais à cette séance sensationnelle, et je pense bien qu'à ce moment, Giolitti ne cherchait qu'à rappeler son rôle et à diminuer celui de son successeur Salandra, mais sa révélation dépassait étrangement ce conflit personnel, puisqu'elle caractérisait à nouveau la préméditation de l'agression de la part des empires centraux.

GIOLITTI ET LA GUERRE.

On a grand'peine à croire que la combinaison de leurs intérêts et de leurs sympathies n'ait eu aucune influence sur l'attitude des giolittiens quand il s'agit de déterminer la conduite de l'Italie dans le grand conflit. Tout les portait à espérer le maintien du *statu quo* et,

en remarquant qu'un tel jugement manquait de clairvoyance, on peut leur concéder qu'ils pouvaient admettre qu'un tel espoir fût patriotique. En fait, ils avaient, dans leur volonté neutraliste, l'appui d'une bonne partie de l'opinion, qui, pour des motifs divers, répugnait aux nouvelles alliances comme à la dénonciation des anciennes, et redoutait les dangers de la guerre. La décision que devait prendre l'Italie était si grave qu'on n'eût point compris qu'elle fût prise sans une très sérieuse discussion contradictoire. Et si l'on peut louer ceux qui, dès le premier jour, ont soutenu le pour, on ne peut blâmer ceux qui, jusqu'au dernier, ont défendu le contre.

Mais le dernier jour, c'est le 9 mai. Si ce qui s'est fait avant le 9 mai peut être excusé, ce qui s'est fait après cette date ne peut plus l'être.

Ce jour-là, les giolittiens eurent, par la bouche du ministre Carcano, en colloque avec leur chef, communication de la dénonciation de l'alliance autrichienne et de l'existence de l'accord du 27 avril entre l'Italie et l'Entente. Après cela, le devoir de tous était de s'incliner et d'aider le gouvernement — non point parce qu'il était le gouvernement — mais parce que ses actes diplomatiques venaient de rendre identiques ses intérêts et les intérêts de la patrie. Au contraire, Giolitti, usant du prestige de sa majorité parlementaire, prétendit renverser le gouvernement et prendre sa place. Et l'on se demande avec stupeur ce qu'il y eût fait ! [1]. Briser les engagements pris ? Rouvrir les dis-

1. L'opinion de Giolitti a été exprimée dans une lettre restée fameuse à son ami Peano, publiée par la *Tribuna* du 2 février 1915. « Il se pourrait, disait-il, et il n'apparaîtrait pas impossible que, dans les conditions actuelles de la guerre d'Europe,

cussions avec l'Autriche ? Accepter ses conditions ? c'était perdre l'honneur de l'Italie et se vendre honteusement. Au maximum, voilà tout ce que M. Giolitti pouvait accomplir [1] !

Trois cents députés ne le comprirent pas, puisque, par une sorte de vote extra parlementaire, en déposant leurs cartes de visite chez l'ancien Président du Conseil (« l'homme de l'avenir », écrit le baron Macchio à Vienne, le 4 mai), ils se solidarisèrent avec lui, dans cette politique néfaste. Mais le peuple entier le comprit et entre le 13 et le 15 mai, il fit entendre, dans la rue, qu'il ne voulait pas qu'on vendît l'honneur italien. Journées grandioses ! Elles n'attestèrent point seule-

quelque chose (*parecchio*) puisse être obtenu sans une guerre ». M. Giolitti est l'homme du *parecchio*. Mais qu'était-ce que le *parecchio* ? Sous ces dernières espèces — les concessions officieuses combinées en dehors de Vienne, par le baron Macchio, le prince de Bulow et Giolitti, qui circulèrent le 10 mai, à Montecitorio — elles étaient, au point de vue territorial, assez satisfaisantes. Mais elles ne comportaient point la clause de cession immédiate — précaution indispensable qui, imposée par M. Sonnino, fut la principale raison de l'échec de ses tentatives. Et, du reste, elles venaient trop tard.

1. Dans un discours prononcé en octobre 1916, M. Nitti, député de la Basilicate et notoire économiste, qui fut, pendant trois ans ministre sous la présidence de Giolitti, a reconnu « que les hommes même qui représentaient devant le pays le programme de la neutralité auraient donné aux événements la même solution, car cette dernière était supérieure à la volonté des hommes ». C'est, de la part d'un politicien qui ne peut être suspecté d'aversion pour Giolitti, l'aveu que la manœuvre de mai 1915 n'avait d'autres moteurs que l'ambition et que la nostalgie du pouvoir. Comment expliquer autrement, en effet, que l'ancien président du Conseil ait dirigé contre le ministère Salandra une campagne basée sur le principe de la neutralité alors qu'il ne pouvait ne point prévoir qu'à peine revenu au pouvoir, il eût fatalement été amené à rompre cette neutralité ?

ment la loyauté héroïque du peuple envers ses traditions historiques les plus pures, mais consommèrent le divorce de la nation et du parlement. Elles ne furent pas seulement « interventistes », mais antigiolittiennes. De Milan à Palerme, on avait l'impression d'une réaction contre tout ce que la politique italienne avait eu de trouble et de malsain, on avait la conviction qu'on saluait un assainissement interne. en même temps qu'on célébrait une libération dans l'ordre international. Sous les huées de tout un peuple, Giolitti, vaincu, rentra dans ses terres piémontaises. Il ne sortit de sa retraite de Cavour que pour prononcer aux séances inaugurales du Conseil provincial de Cuneo des discours loyalistes et froids, dans lesquels il saluait la guerre juste et les armées en marche vers la victoire. Il voyagea peu, ne dépassant guère Turin et ne venant à Rome qu'une seule fois, sans se représenter à la Chambre. Ses fidèles furent plus actifs. Il ne s'est point passé de moments critiques pour les cabinets Salandra et Boselli sans que le travail souterrain des giolittiens y ait été pour quelque chose.

Ce Giolitti silencieux et loyaliste reste une figure troublante. Qu'y a-t-il derrière le silence de ce taciturne qui a toujours su se faire une arme de sa taciturnité ? Qu'y a-t-il derrière le loyalisme de cet homme d'État trop habile, qui n'a jamais hésité à se faire une arme de la dissimulation ? La défaite a-t-elle donné, à ce vieillard de soixante-quinze ans, une philosophie de résignation ? Ou n'a-t-elle fait, au contraire, qu exaspérer le désir d'une revanche dans l'âme de ce lutteur encore ardent et tenace et qui reste, malgré tout « le lion de Dronero » ? Telles sont les inquiétantes questions que chacun se pose en se disant qu'en somme, les Chambres d'à présent sont encore les Chambres

élues en 1913, à l'heure la plus éclatante de la dictature giolittienne. Et l'on pense au passé et l'on répète les paroles qu'un journaliste écrivait en 1900, quand on voyait Giolitti sortir de l'ombre du pire abandon pour s'acheminer vers la plus éblouissante destinée politique[1] : « Cet homme qui, des situations les plus humbles s'est brusquement élevé aux plus hautes ; qui, accoutumé à plier l'échine evant des supérieurs a pu s'emparer brusquement du bâton de commandement, cet homme qui eut un instant la confiance illimitée du Roi et se composa, par tous les moyens, une chambre lige de son pouvoir, et qui, au moment même de son triomphe, fut tumultueusement précipité de la hauteur inespérée qu'il avait atteinte, et mis au ban, et poursuivi, et maudit, non point par un parti, mais par le pays tout entier et qui n'est plus reçu par le Roi, cet homme doit naturellement sentir le poids de son malheur, doit, naturellement se sentir l'âme pleine de rancœurs et avoir l'esprit avide de mal. »

Il y a dans la vie italienne d'aujourd'hui et de demain une inconnue : l'étonnante puissance de résurrection de Giolitti[2]. Celui qui veut comprendre la politique de ce pays aux passions ardentes, ne peut négliger cet élément, ne fût-ce que pour s'expliquer la nervosité des organisations interventistes qui prennent un peu, en Italie, l'aspect mystérieux et soupçonneux de petits Comités du salut public aux aguets de l'ennemi interne.

1. Rastignac (Vincenzo Morello), Ora (Palerme), 5, fév. 1900.
2. Le discours de Cuneo, en août 1917, esquissant un programme acceptable pour les socialistes, suffit à montrer que le dictateur de jadis n'a pas renoncé.

LUIGI LUZZATTI

L'HOMME.

Sans avoir été dictateur, Luigi Luzzati a compté — et grandement — dans l'Italie d'hier. Comme Giolitti, il est une des grandes figures du passé, mais à la différence de Giolitti qui, depuis la guerre, n'est plus qu'une obscure menace, Luzzatti compte encore parmi les hommes du présent.

Il a su grouper autour de lui, de façon à lui faire un cortège d'admirateurs et de défenseurs zélés, de nombreuses personnalités occupant des situations considérables. Mais il a aussi des détracteurs acharnés et des ennemis tenaces : les nationalistes, par exemple, le traitent sans égards et le représentent comme un neutraliste honteux, à confondre dans la même réprobation que Giolitti.

Chaque fois que s'annonce un remaniement ministériel, son nom est prononcé par ses amis qui rappellent non sans raison qu'il est un des rares anciens présidents du conseil encore vivants, que son activité, surprenante entre toutes, a souvent été féconde et salutaire pour la nation, qu'il a, dans le pays et à l'étranger, un prestige incontestable. Mais chaque fois aussi, sa candidature est répudiée avec fureur. Un ministère Luzzatti apparaîtrait à beaucoup comme une entreprise de réaction et de fléchissement, comme la préparation sournoise d'une paix sans victoire et sans dignité.

On a dit que lors de la formation du ministère Boselli, il avait été impitoyablement écarté par Sonnino. Le fait n'est point exact, sans doute, mais la rivalité des deux anciens présidents du conseil n'est pas un mystère. Ils sont tous deux d'origine israélite, tous deux conservateurs, partisans de réformes sociales, tous deux spécialistes en questions financières et économiques. Il semble que tant de similitudes eussent dû les rapprocher; elles les ont, au contraire, opposés.

Mais Luzzati s'est consolé sans amertume d'être sans influence ministérielle; un très haut sentiment de sa valeur soutient ce vieillard robuste; il est convaincu que son heure viendra, car il est profondément persuadé qu'on ne pourra pas se passer de lui.

Éloigné du pouvoir, il ne s'est point rangé dans l'opposition. La guerre étant un fait accompli, il l'a acceptée de bonne grâce et on ne l'a point vu se rapprocher des derniers giolittiens ou des socialistes officiels. Mieux, puisque la guerre entraînait l'alliance, il a cherché à se créer une autorité particulière en dehors de toute action officielle, dans toutes les questions qui dérivaient de l'une de ces alliances : il a voulu être le spécialiste de l'alliance française et y a réussi, plus encore en France qu'en Italie. Il est une des rares individualités politiques italiennes que l'on connaisse en France, et son nom répété par les journaux, son portrait publié par les illustrés, l'ont entouré de sympathies et sacré ami de la France.

Il parle le français avec une aisance, une souplesse d'expressions, une variété d'images que beaucoup de Français pourraient lui envier. Un léger accent vénisien, adoucissant le débit, est un charme de plus; et, soit dans le discours qui révèle un orateur d'une belle éloquence, habile et lyrique à la fois, soit dans la con-

versation qui atteste un causeur spirituel, érudit, d'une large culture et d'idées originales, il triomphe avec grâce et séduit infiniment.

Il m'a parfois fait l'honneur de m'appeler chez lui, dans son cabinet de travail, à Rome, *via Veneto*. Intérieur sobre et modeste. N'y cherchez point un étalage pompeux de luxe ni des œuvres d'art somptueuses. Tout est austère et nu. Des rayons et des tables sont couverts de livres, de revues, de journaux. Il n'y a que de l'imprimé. On sent que pour celui qui vit là, l'essentiel de la vie, ce sont les idées, les faits, les chiffres. La seule œuvre d'art disparaissant à demi sous les papiers, est un buste de marbre, son buste, à lui offert par les associations de secours mutuels de la Vénétie.

Et le Maître vous tend la main La légende veut qu'il n'offre qu'un doigt, ou deux, selon l'importance des personnages rencontrés ; il ne m'a pas été donné de la vérifier. Et dès qu'il s'est assis, les jambes animées d'un tremblotement d'homme âgé, il vous scrute avec le regard perçant et vif d'un homme jeune, au feu brillant sous la broussaille blanche des sourcils. Il caresse de temps en temps, d'un geste machinal, sa barbiche blanche et longue qui le fait parfois ressembler aux derniers portraits de Mistral.

Il parle. N'essayez pas trop de l'interrompre ou de l'interroger. Cet entretien est une sorte de monologue auquel vous êtes convié. Il est toujours extrêmement intéressant, d'ailleurs. Jamais banal, jamais de ces sornettes convenues dont se composent la plupart des causeries quotidiennes. Des souvenirs, naturellement, des détails inédits, savoureux, des coins de voile soulevés sur les hommes ou les événements fameux — on a l'impression que rien ne s'est passé d'important sans que Luzzatti en fût, — de la littérature, de la philoso-

phie, de la finance, à quoi n'a-t-il point touché? — et de la politique aussi, avec de jaillissants superlatifs pour les amis, des considérations générales, et enfin, comme en passant, la réfutation sereine du dernier cancan que des ennemis ont fait courir à son sujet, montrent combien, dans sa forteresse de livres, il reste informé de ce qu'on dit de lui, sensible au dénigrement comme à l'éloge et combatif. Il sait des choses que personne ne connaît; il a des documents que seul il possède; il médite des projets au-dessus des petits hommes d'aujourd'hui.

Il vous quitte, à regret, car l'imprimeur attend la correction des épreuves d'un discours, d'un article pour le *Corriere della Sera* ou la *Nuova Antologia*, ses deux grandes tribunes.

Et l'on redescend les étages, sinon convaincu, tout au moins ébloui et charmé par l'intensité de vie intellectuelle qui flambe encore dans le vieillard et le fait intrépidement rêver à renouveler son pays et l'Europe à l'âge où tant d'hommes politiques savourent le repos au milieu des honneurs.

NOTES BIOGRAPHIQUES.

Luigi Luzzatti est né à Venise, le 11 mars 1841, d'une riche famille israélite et, dès son plus jeune âge, il attesta qu'il possédait à un haut degré deux qualités précieuses dévolues par le destin aux gens de sa race : l'esprit d'assimilation et l'initiative. A l'école, il primait facilement, à la fois par son intelligence aiguë et par sa résistance au travail; l'Université de Padoue trouva en lui un précoce lauréat, puisqu'à vingt ans, il y était reçu docteur en droit.

Une aventure assez plaisante, mais qui eût pu devenir tragique, le força à quitter momentanément sa ville

natale, en 1862. Déjà averti des bienfaits de l'association et soucieux d'en faire profiter le petit peuple, il avait fondé à Venise une société de secours mutuels parmi les gondoliers. Mais toute réunion d'individus, quel qu'en fût le but, était suspecte aux Autrichiens qui possédaient alors Venise. Aussi, quoique la société des gondoliers n'eût aucune visée politique et ne menaçât en rien l'ordre des choses établi, l'autorité de police jugea bon de la dissoudre et s'apprêtait à poursuivre son fondateur pour haute trahison, quand le jeune Luzzatti, averti du danger qu'il courait, quitta la Vénétie et gagna Milan.

Dans la capitale lombarde, il continua, sur une plus vaste échelle, ses expériences d'association vénitiennes. Il fit une profonde étude du principe coopératif, appliqué en ce moment en Allemagne avec succès par Schulze Delitsch et résuma ses idées à ce sujet en un livre qui eut du retentissement dans le monde des économistes. C'est à son ouvrage sur les Banques populaires et la diffusion du crédit publié en 1863, qu'il dut d'être appelé à enseigner l'économie politique à l'Institut technique de Milan et d'inaugurer ainsi sa carrière professorale qui devait être aussi brillante que longue.

Mais Luzzatti n'est pas un théoricien qui ne se soucie pas d'appliquer ses idées, laissant à d'autres ce soin, ou qui se complaît dans le seul abstrait. Il réalisait en même temps qu'il concevait. Il organisa dans le Milanais et dans la Lombardie, au milieu de grandes difficultés, une vaste entreprise de banques populaires. Il mena cette œuvre émancipatrice avec une grande obstination et un sens de solidarité sociale remarquablement éclairé.

Il ne se limita point à la coopérative de crédit.

Averti par ses relations avec Schulze Delitsch, qui étaient devenues intimes, des avantages de la cooperative de consommation, il fut le premier, en Italie, à tenter une semblable entreprise, et à la conduire à bonne fin. Aussi, à la fois par son travail théorique et par ses réalisations concrètes, mérita-t-il, lors de l'exposition de 1867, de recevoir, de Napoléon III, un prix à titre personnel, et des éloges particuliers. Sa contribution était, en effet, l'une des plus importantes du pavillon italien, qu'avait organisé avec intelligence M. Minghetti. Remarqué tout particulièrement par ce dernier, Luigi Luzzatti noua avec lui une amitié qui devait avoir une grande influence sur son existence entière.

Mais la discursivité de son esprit l'avait intéressé aux questions les plus actuelles du droit public. Amené à étudier les rapports de l'Église et de l'État, il choisit comme champ d'observation la Belgique, et le livre qu'il consacra à ce sujet spécial le fit appeler à professer le droit constitutionnel à l'Université de Padoue, en 1866. Sept années s'étaient à peine écoulées depuis qu'il avait cessé de s'asseoir sur les bancs de cette Université, comme simple étudiant.

Une telle précocité devait l'aider dans sa carrière politique elle-même. Luigi Luzzatti n'avait pas encore atteint l'âge de trente ans, exigé pour l'élection d'un député, qu'il occupait l'une des hautes charges de l'État. Il le dut à Minghetti, qui, nommé ministre de l'Agriculture en 1869, appela son jeune ami à être son secrétaire général.

Luzzatti, dans ce poste important, continua à se montrer actif et plein d'initiative. Grâce à lui, l'Italie fut le premier pays d'Europe où l'on créa des Conseils du Travail. Il encouragea puissamment l'enseignement technique de l'agriculture et, par diverses autres

réformes, marqua, dès cette époque, qu'on ne pourrait guère se passer de lui dans les gouvernements qui se succéderaient ensuite.

Le Collège d'Oderzo, en Vénétie, l'avait élu député. Il entra à la Chambre dont il a fait partie, sans interruption depuis lors, comme conservateur libéral, mais témoigna toujours d'une grande sympathie pour les classes laborieuses. Il a gardé ce caractère dans les postes qu'il a occupés au Gouvernement, encore que la politique italienne l'ait appelé à faire partie de ministères bien différents d'opinion.

Pendant quarante années, l'activité parlementaire de Luigi Luzzatti fut énorme et d'autant plus admirable qu'elle s'ajoutait à un labeur d'écrivain et de savant ininterrompu. Tandis qu'à la Chambre, il prononçait sur les questions économiques les plus diverses, depuis le commerce du sucre jusqu'à la réforme des douanes, des discours d'une tenue scientifique révérée par tous, même hors d'Italie, il publiait des livres sur tous sujets dans lesquels revient toujours la préoccupation morale et religieuse. Les plus ardues discussions d'exégèse, les plus abstraites controverses philosophiques, trouvaient Luzzatti souriant et habile, aussi bien qu'une question de change ou de tarifs différentiels. La diversité de ses préoccupations n'en empêchait point la profondeur et toutes les activités de l'homme intéressaient sa curiosité.

Il restera cependant, surtout, un moraliste et un économiste. Moraliste, il a publié sur la *Liberté de conscience* un travail inspiré par la plus large tolérance intellectuelle. Alors que tant d'autres Israélites mettent tout leur soin à faire oublier leurs origines, L. Luzzatti n'hésita jamais à prendre le parti de ses coreligionnaires. Économiste, il a donné le jour à un

ouvrage sur Adam Smith, et à de remarquables livres d'enseignement.

Mais le titre de gloire dont M. Luzzati aime à se targuer, surtout en ce moment, est d'avoir été le principal ouvrier du rapprochement commercial franco-italien. Les différents gouvernements l'ont choisi, pour être le négociateur de la plupart des traités de commerce entre la France et l'Italie et notamment celui de 1896. Tâche difficile entre toutes, puisqu'elle avait à s'accomplir dans une atmosphère de défiance mutuelle, alors que les positions des deux parties étaient prises et que rageait la plus meurtrière des guerres de tarif. L. Luzzatti apporta, dans l'exécution de sa mission, une habileté consommée et un sincère amour de la France. C'est en rappelant qu'il a fait, pour le rapprochement des deux pays, plus que beaucoup d'ardents francophiles d'à présent, que M. Luzzati aime à affirmer que la France est sa seconde patrie. Il en porte, du reste, un gage dont il est fier : la Grand'croix de la Légion d'Honneur, et l'Institut de France tient à le compter au nombre de ses membres étrangers; il y remplaça Gladstone, dont il prononça un éloge d'autant plus ému qu'il avait été lié par des rapports de véritable amitié avec le grand homme d'État anglais.

En 1891, dans le ministère constitué par Rudini, Luigi Luzzati fut appelé, en raison de ses compétences spéciales, à administrer le Trésor. Son travail patient et prudent lui a valu le titre de restaurateur des finances italiennes; mais il n'oublia jamais le vieil humanitarisme financier qui l'avait poussé, au début de sa carrière, à fonder les Banques populaires. Il est l'auteur d'une loi ouvrière sur les assurances contre les accidents du travail Il a créé le fonds des pensions de vieillesse. Son attention ayant été attirée par le phénomène de

l'émigration qui avait alors un caractère particulièrement inquiétant, il s'occupa de la régulariser par la création d'une Commission gouvernementale. Enfin, c'est à lui qu'on doit la conclusion du Traité de travail franco-italien de 1904.

L'apogée de sa réputation de patriotisme et de compétence financière est marquée par la conversion de la rente. Il prépara cette opération considérable, qui marque le moment où l'équilibre du budget italien, longtemps instable, fut enfin réalisé, par une politique de sagesse et d'économie. Ce ne fut point à lui, cependant, qu'il appartînt de réaliser comme ministre, cette opération qu'il avait entreprise sous la présidence de Giolitti de 1903 Mais quoique le nom de Majorana soit attaché au Ministère des finances que glorifie cet événement mémorable, c'est à Luzzatti que sont allées la reconnaissance du pays, sous la forme d'applaudissements unanimes des Chambres, et l'hommage du roi, qui le nomma Ministre d'État à vie.

En 1910, Luzzatti fut président du Conseil ; il remplaçait Giovanni Giolitti, mais n'était qu'un intérimaire accepté par le vieux politicien, en un moment où le gouvernement lui était devenu pénible. En 1911, Luzzatti était renversé sur la question du suffrage universel, et remplacé par Giolitti lui-même.

Luigi Luzzatti revint à la vie privée sans abandonner son mandat parlementaire. De nombreux travaux scientifiques, philosophiques et littéraires, une intense activité de professeur à l'Université de Rome remplirent ces années. Mais il ne perdit pas l'espoir de jouer encore dans la vie publique de son pays, un rôle directeur. La guerre allait-elle lui en donner l'occasion ?

LUZZATTI ET L'AMITIÉ FRANÇAISE.

Lorsque j'arrivai à Rome, au printemps de 1915, Luzzatti avait, tout au moins dans les milieux où je fréquentais surtout, une assez mauvaise presse. On lui reprochait d'avoir jadis proclamé dans le *Corriere della Sera*, sa confiance dans le Kaiser, pour maintenir la paix. Accusation contre laquelle il a protesté ; mais grief véniel en tous cas ; si l'erreur était lourde, beaucoup d'hommes politiques notoires par toute l'Europe, ne l'ont-ils pas partagée ? L'habileté germanique n'avait-elle pas réussi à créer la légende d'une Allemagne pacifique et d'un Empereur n'attendant sa gloire que des œuvres de la paix ?

On lui reprochait des sympathies pour l'Allemagne, alors qu'il en avait cependant, dès le début de la guerre, condamné les procédés.

Au surplus, malgré ces reproches, la situation de Luzzatti restait tellement éminente qu'il y avait peu d'entreprises s'adressant à l'opinion publique qui ne recherchassent son patronage vénéré. Et parmi celles que l'actualité faisait éclore, la souscription ouverte pour aider au ravitaillement de la Belgique avait fait afficher, signé de son nom, un manifeste de grande allure généreuse. Cette initiative, à elle seule, m'obligeait à aller saluer l'illustre homme d'État. J'ai dit ailleurs [1] les choses aimables, exactement informées, et encourageantes qu'il me confia au sujet de la Belgique et m'autorisa à répéter dans un journal.

C'était déjà prendre parti. Et d'autres hommes politiques, moins importants que lui, et que l'on remarque

1. *L'Italie avant la guerre*. Van Oest, 1915.

aujourd'hui pour leur ardeur guerrière, n'en ont pas fait autant, dès cette époque. C'est que, alors déjà, alors surtout, prendre en pitié la Belgique et ses injustes souffrances, c'était se prononcer contre l'Allemagne, la guerre parjure qu'elle nous avait faite et les procédés atroces par lesquels elle l'avait poursuivie. Pour beaucoup de consciences italiennes, l'aventure belge fut un critère pour l'appréciation morale des événements ; et une fois discernés les bourreaux et les victimes, les conséquences de ce verdict peu à peu s'éclairèrent. Il en fut surtout ainsi chez les simples, prompts à traduire une opinion en action. Mais un Luzzatti était trop avisé et trop subtil pour ne pas comprendre et indiquer qu'on pouvait avoir pour la Belgique une compassion généreuse et être hostile en même temps à l'intervention armée de l'Italie dans le conflit européen.

J'imagine que le vieil homme d'État était maintenu dans l'extrême prudence, par le sentiment qu'il avait de la puissance militaire de l'Allemagne ; il avait eu à cet égard trop d'informations sûres, il avait reçu, des Allemands eux-mêmes, trop de confidences pour ne pas redouter leur victoire. D'autre part, un patriotisme très ardent ne l'empêchait pas d'avoir, pour son pays, cette méfiance un peu pusillanime que tant d'hommes politiques italiens, qui avaient été ses contemporains, avaient eue avant lui. Le souvenir des difficultés à travers lesquelles s'était fait le jeune royaume leur faisait paraître téméraires les audaces.

Quoi qu'il en soit, Luzzatti parut hostile à l'intervention et lors des journées quasi révolutionnaires de mai 1915, on crut généralement que si Giolitti eût réussi, il eût trouvé en Luzzatti un collaborateur.

C'était là une erreur, Luigi Luzzatti n'était plus du tout d'accord avec Giolitti à cette époque.

La manœuvre de réaction échoua, comme on le sait, et la guerre à l'Autriche fut déclarée. Luzzati ne s'était point rangé parmi les interventistes, mais il vota les pleins pouvoirs au ministère Salandra-Sonnino. Mieux, et détail peu connu, en sa qualité de membre de la commission chargée de faire rapport sur le projet de pleins pouvoirs, il proposa et fit adopter la licence pour l'exécutif d'établir des taxes sans en référer au Parlement ce qui devait faciliter considérablement la tâche du ministère Salandra.

Et longtemps avant ces journées décisives, Luigi Luzzati avait rompu toutes relations avec les Allemands de Rome et il fut un des rares hommes politiques qui n'eût point, pendant la période de neutralité, la visite de M. de Bülow. Sans se prononcer pour la guerre, il ne cacha point sa réprobation pour les méthodes allemandes.

Et après mai 1915, en bon patriote, il accorda son appui aux ministères Salandra et Boselli qui furent chargés de mener à bien la guerre nationale. Il prit part, malgré son âge, à la campagne de conférences organisée pour la réussite des emprunts.

Son ralliement fut plus complet, même, que celui de beaucoup de neutralistes de la veille. La plupart de ceux-ci crurent, pendant quelques mois, pouvoir limiter l'action de l'Italie à la guerre contre l'Autriche, et poursuivre celle-ci, en dehors de la guerre européenne et à sa faveur. Une intelligence aussi vive et aussi vaste que celle de Luzzati ne pouvait commettre cette erreur. Peut-être avait-il redouté le conflit en raison même de son énormité, mais il en avait vu, de suite, toute l'ampleur, et pour lui, l'Italie ne pouvait connaître un triomphe valable que contre l'Allemagne et à côté des alliés. Dans un discours pour le *prestito*, au

début de 1916, ne félicitait-il pas ses concitoyens de Venise de confondre dans un même nom détesté, les deux variétés des Tudesques, l'Autrichien et l'Allemand?

Et d'autre part, puisque la Triple Alliance était en morceaux, l'Italie ne devait-elle pas chercher d'autres alliés, s'engager dans un nouveau groupement de puissances? Parmi celles-ci, la France, plus que la Russie et l'Angleterre, était toute désignée pour son amitié particulièrement précieuse. Luzzatti voulut être l'homme de cette amitié.

Il avait d'autant plus heureusement choisi sa voie que l'heure était propice aux manifestations de cette amitié. De part et d'autre, on éprouvait le besoin d'effacer par des effusions retentissantes, des froissements d'amour-propre, des conflits d'intérêts, des années de bouderies qui avaient pendant longtemps séparé les « sœurs latines ». Pour mener à bien pareille entreprise, Luzzatti avait, du côté français, des sympathies personnelles nombreuses et considérables, et il n'avait pas besoin de l'appui de son gouvernement. Ses adversaires persistants et tenaces de Rome et de Milan avaient peu de chances de transporter leurs suspicions jusqu'à Paris et ne l'essayèrent point.

La réunion de Cernobbio, en septembre 1915, fut le couronnement de ces efforts. Il existait depuis longtemps, et dès l'époque des incidents du *Manouba*, diverses associations ayant pour objet le rapprochement franco-italien, mais elles n'avaient vécu que d'une assez pauvre vie somnolente et inerte, malgré tout le dévouement de ceux qui, pendant les périodes défavorables de la Triple Alliance, avaient persisté à affirmer l'entente nécessaire. Les plus importantes étaient le double groupement : Italie-France et France-Italie. Ce furent leurs comités qui

prirent l'initiative d'organiser en septembre 1915, à la Villa d'Este à Cernobbio, dans le cadre d'un des plus délicieux paysages du lac de Come, une réunion de personnalités italiennes et françaises qu'on désigna sous le nom de *convegno*.

Certes, il n'y avait là que des individualités sans mandat officiel. Mais la plupart d'entre elles occupaient ou avaient occupé des situations si importantes, sénateurs, députés, anciens ministres, que l'assemblée qu'ils formaient avait une autorité dépassant celle des congrès ordinaires.

Le programme fixé était assez vague mais les questions économiques y étaient au premier plan. C'était affirmer déjà ce que l'opinion et les gouvernements alliés ne devaient consacrer que six mois plus tard : la nécessité impérieuse de l'entente économique à côté de l'entente militaire. L'alliance ne pouvait avoir d'effets complets qu'à cette condition. Le *Convegno* n'eût-il eu que ce résultat : contribuer à imposer à l'opinion publique la compréhension de cette vérité, qu'il n'aurait pas été inutile.

Luzzatti y était venu avec nombre de ses amis qui lui faisaient une sorte de cour. Avant même que les difficultés relatives à la constitution du bureau et à la présidence fussent réglées, il était le président du congrès. Dans le grand hall de la villa d'Este, sa bienveillance souriante de patriarche s'imposait; il accueillait les arrivants, il faisait les présentations avec une exubérance d'appréciations flatteuses. Comme je remerciais de l'honneur d'avoir été convié, moi Belge, à cette réunion exclusivement franco-italienne, il coupa court à mes phrases cérémonieuses, en s'écriant avec impétuosité : « Mais, tu sais bien que ze t'aime ! toi et ton pays héroïque ! Si ze n'étais pas Italien, ze vou-

drais être Belge ! » Et il eut ainsi pour chacun des paroles de bienvenue et de bonne humeur qui mettaient à l'aise, rompaient la glace des premiers contacts et créaient une atmosphère cordiale.

A la vérité, parmi ceux qui l'avaient suivi à Cernobbio, il en était quelques-uns qu'on était surpris d'y rencontrer. Neutralistes d'hier, leur sympathie soudaine pour les alliés et spécialement pour la France, avait quelque chose d'imprévu et d'inquiétant. Je n'ignore pas qu'on en fit grief à Luzzatti ; n'eût-il pas été plus juste de le féliciter d'avoir opéré de pareilles conversions et rallié des hésitants dont l'autorité, d'ailleurs, n'était pas négligeable ?

Ce caractère un peu hétéroclite de la réunion provoqua quelque flottement et il fallut toute l'habileté de Luzzatti pour le dissimuler à son « très cher » Pichon, et à son non moins cher Barthou. Dès la première heure, il prit la direction des débats, tâche d'autant plus ardue que ceux-ci n'étaient guère préparés, et que l'on ne pouvait procéder qu'à des échanges de vues, plutôt que suivre un ordre du jour déterminé. Et il me fallut admirer encore la verdeur et l'ingéniosité de son esprit, son attention de tous les instants, son adresse à provoquer des déclarations intéressantes ou à couper court à des discussions fastidieuses, la véritable éloquence avec laquelle il intervint dans certains débats, notamment dans une controverse sur les changes où il eut des accents émus et presque lyriques, sa claire érudition de toutes les questions traitées. Il fut le Congrès à lui tout seul. Et plus encore, dans les toasts des inévitables banquets, dans le discours de clôture, ses dons oratoires s'affirmèrent magnifiquement. Il donna rendez-vous à Paris, à Barthou qui emportait la moitié de son cœur, il nous convia tous à Bruxelles, dans la ville libérée, pour continuer l'œuvre commencée.

La réunion de Cernobbio n'eut toutefois pas de lendemain. Son résultat le plus tangible fut la création de la *Revue des Nations Latines* sous la direction de MM. Luchaire et Ferrero.

Reconnaissons que son utilité était devenue moins évidente. A la suite de la Conférence de Paris (avril 1916), les gouvernements alliés avaient décidé la création de conférences économiques, et les études et résolutions de ces délégués officiels se substituaient nécessairement aux propositions d'initiative privée. D'autre part le Parlement interallié, dont Luzzatti présida la section italienne, continua l'activité du Convegno, de même que la Conférence Interparlementaire du Commerce. Cet organisme créé en Belgique avant la guerre et de caractère international, étant devenu, par le fait de la guerre, un groupement interallié, se réunit à Paris en mai 1916. Une délégation italienne s'y rendit, et le président en fut, naturellement, Luzzatti qui trouva des termes heureux pour saluer le Président de la République, lors de la réception à l'Élysée. Les jours suivants, dans la séance d'études, il développa un projet de Chambre de compensations, ayant pour but de remédier aux inconvénients du change et l'on peut dire qu'il retrouva à Paris la consécration de ses succès de Cernobbio. Les journaux lui firent fête et Clémenceau lui-même eut pour lui des paroles d'enthousiasme. Il fut reconnu, proclamé ce qu'il avait voulu être depuis la guerre : le grand Italien ami de la France, et ce qu'il était depuis toujours : le grand expert en matières financières et économiques.

SALVATORE BARZILAÏ

LEADER RÉPUBLICAIN, MINISTRE DU ROI.

L'étude rapide que nous venons de faire des personnalités de trois anciens présidents du conseil des ministres nous a montré déjà la complexité des influences qui agissaient sur les esprits italiens au moment de la guerre. S. Sonnino est un Italien anglophile, G. Giolitti un Italien germanophile, L. Luzzatti un Italien francophile. Lorsque la guerre leur pose sa grande question, le premier dit oui, le second non, le troisième s'abstient. Et chacun est représentatif de l'opinion de milliers de partisans.

Néanmoins, il est d'autres aspects de la réponse de l'âme italienne aux événements de 1914 et l'irrédentisme en est un des plus dignes d'attention On peut le personnifier en Salvatore Barzilaï.

Salvatore Barzilaï a fait partie pendant près d'un an du ministère italien. Ce n'est certes pas là un événement qui, à lui seul, justifierait l' ttention européenne. Mais si l'on note que cette année-là est la première année de la guerre (juillet 1915-juin 1916), que ce ministère-là est celui de MM. Salandra et Sonnino, et que S. Barzilaï fut la seule personnalité politique qui leur fut adjointe, on comprend en même temps combien considérable devait être son autorité personnelle, et l'on se trouve amené à rechercher les raisons qui lui ont valu cet exceptionnel honneur.

Lorsque l'Italie se vit en présence de la guerre européenne, et qu'ayant tout d'abord déclaré sa neutralité, elle se decida, après de longues et ardentes controverses, à l'intervention, le ministère qui présidait à ses destinées n'avait pas été choisi et composé en vue de ces grosses éventualités. A côté d'hommes éminents, comme A. Salandra, président du conseil et ministre de l'intérieur, ou S. Sonnino, ministre des Affaires Etrangères, il comprenait diverses personnalités estimables, mais secondaires, dont le titre le plus clair n'était souvent que l'amitié qui les liait au président du conseil.

Aussitôt la guerre déclarée malgré une notable opposition neutraliste, l'on réclama de toutes parts l'effacement des partis devant le péril commun, la concorde nationale et l'union sacrée, et, comme manifestation visible de ces sentiments nouveaux, la constitution d'un ministère national, ou plus exactement la consolidation du ministère Salandra-Sonnino par l'adjonction des leaders des différents groupes parlementaires.

M. Salandra laissa dire. Il ne pouvait avoir oublié qu'il avait eu l'amertume et la gloire de décider dans l'isolement l'intervention italienne et que la majorité parlementaire avait failli l'abandonner misérablement au moment critique. Si elle s'était ravisée, c'était sous l'influence des événements extérieurs et de la révolte du sentiment public au moment où l'on crut que la politique de M. Giolitti allait triompher.

Néanmoins, il était trop habile pour ne pas comprendre qu'il fallait accorder tout au moins à ce sentiment public même, une certaine satisfaction et il pria Salvatore Barzilaï d'accepter une place au gouvernement.

S. Barzilaï était député de Rome. C'est l'un des

orateurs les plus brillants et les plus écoutés du Parlement italien. Dans la vie privée, il exerce la profession d'avocat et ses succès à la barre ne sont pas moins nombreux et célèbres que ses succès à la tribune. Il a fait jadis du journalisme avec distinction et était, en mai 1915, président de l'Association de la Presse.

Comme opinion politique, il était républicain, c'est-à-dire, aux antipodes du ministère conservateur. Entrer dans celui-ci, ne pouvait évidemment se justifier que par la gravité du moment et signifiait clairement une volonté de concorde nationale. A l'heure où la patrie s'offre au danger. il est permis de devenir le ministre d'un roi sans renoncer pour cela à croire la forme républicaine la meilleure des formes de gouvernement. En un certain sens, S. Barzilaï représentait ainsi parmi les membres du cabinet, les éléments avancés qui avaient apporté, par la rue, dans les journées de mai, un concours décisif au ministère un instant compromis.

Enfin et surtout, S. Barzilaï était Triestin. Et toute son existence politique avait été consacrée à la défense de ses compatriotes italiens restés sous le joug de l'Autriche. Cette défense, il l'avait poursuivie, non sans difficultés ni sans courage, dans l'opposition, opposition incessante et nécessaire à un gouvernement engagé dans la Triple Alliance. Appeler Barzilaï à prendre part au pouvoir, au moment où l'Italie venait de dénouer les liens de la Triplice, au moment où elle rompait avec une alliée déloyale pour réa iser enfin ses destinées propres, pour satisfaire ce « sacro egoismo » que M. Salandra avait revendiqué comme principe directeur, c'était affirmer avec une solennité particulière, devant le pays et devant l'étranger, que Trieste était l'un des buts essentiels de la guerre.

Et ce fut surtout cette signification que M. Salandra entendit donner au ministère de S. Barzilaï. Il prit soin de la souligner. Et S. Barzilaï qui n'avait pas cru pouvoir jadis entrer dans un ministère Zanardelli, ne put lui refuser son concours puisqu'il était la consécration même des luttes qui avaient animé sa vie.

Le 15 juillet 1915, le roi reçut, au front, le serment du nouveau ministre.

Le nom de S. Barzilaï est devenu ainsi inséparable de l'histoire de la guerre d'Italie. Il personnifie la revendication italienne sur Trieste, et, par voie d'extension, par analogie, sur le Trentin, par voie de conséquences nécessaires, sur l'Adriatique. En recherchant les origines et les causes de sa haute situation, c'est tout le problème irrédentiste que nous allons rencontrer.

L'IRRÉDENTISME.

On a appelé irrédentisme le sentiment inspirateur de manifestations populaires ou politiques, qui poussait les Italiens des terres non comprises dans l'État italien, « terre irredente », terres non rachetées, à réclamer leur réunion à la mère patrie. Ce sentiment a sa doctrine, et c'est celle des nationalités, particulièrement chère à l'Italie, puisque c'est sur cette base que s'est constituée l'Italie d'aujourd'hui.

Les hommes de même race et de même langue éprouvent tout naturellement les uns pour les autres une sympathie invincible ; ils ont besoin de se rapprocher, de vivre ensemble sous les mêmes lois, d'avoir un même gouvernement, de former une nation. Un État déterminé par ces affinités réunit un maximum de chances de liberté et de prospérité. Ses énergies propres se développeront spontanément et apporteront

dans l'ordre et dans la paix, la contribution la plus considérable à la civilisation générale.

Théorie excellente, sans doute, mais qu'il convient pourtant d'appliquer avec discernement. Proclamer que la langue, signe de la race, est la base unique de la nationalité, est excessif. C'est assurément l'une des manifestations les plus évidentes, les plus profondes et les plus sacrées de la similitude essentielle des âmes, mais ce n'est qu'une des manifestations inconscientes de la volonté commune, et c'est cette volonté qu'il convient, par-dessus tout, de respecter.

Dans une brochure qui remonte à 1890, *Trentino e Venezia Giulia*, S. Barzilaï pouvait dire avec infiniment de raison que le programme irrédentiste que venait alors de formuler Crispi était beaucoup trop large et ne lui paraissait qu'une application habile de cette méthode de discussion qui consiste à noyer une thèse juste dans des exagérations d'apparence logique. Le programme de Crispi comprenait Trente et Trieste, Nice et la Savoie; les îles de Corse et de Malte, et le Tessin. Telle était la plus grande Italie.

Après vingt-quatre ans, lors des discussions sur l'intervention, j'ai entendu les neutralistes et les germanophiles faire écho à Crispi. A ceux qui voulaient revendiquer contre l'Autriche, Trente et Trieste, on criait: Parfait! Reprenons aussi Malte à l'Angleterre, Nice et la Corse à la France! Je n'ai plus entendu parler du Tessin, il est vrai, parce que la Suisse était hors le jeu discuté.

Or, s'il existe un irrédentisme à Trente et à Trieste, il n'en existe pas à Malte, à Nice ou en Corse. Il n'y a aucun mouvement dans ces régions pour souhaiter la réunion à l'Italie; et il n'y a en Italie aucune aspiration à les voir incorporées. Et la raison en est simple: c'est

que ces populations, sous les gouvernements français, anglais et suisse, se sentent libres et ne sont tracassés ni dans leur langue ni dans leurs mœurs. Il en est tout autrement en Autriche où les efforts incessants du pouvoir pour dénationaliser ont pris le caractère d'une véritable persécution. L'irrédentisme est le fruit de l'oppression.

« La conscience italienne, disait Barzilaï, se rend parfaitement compte que la communauté de langue et même la continuité géographique ne créent pas de raison suffisante aux revendications territoriales. Tous les éléments qui peuvent constituer la nationalité, histoire, ethnographie, étiologie, géographie, attendent la vie d'un seul qui est l'essence de tous : de la conscience de nation, du sentiment par lequel ceux qui parlent la même langue et pratiquent les mêmes mœurs, ont en commun le ciel et l'intellectualité, se sentent entraînés à former une seule agglomération politique. Aujourd'hui la nation italienne sait distinguer les terres où cette conscience et cette volonté de destinées communes sont muettes et indistinctes de celles où elles se sont affirmées par des luttes quotidiennes et des sacrifices de liberté, de richesse et de sang. Et elle s'attendrit aux noms de Trieste et de Trente, parce que, outre les caractères de la mer et des montagnes, le parler du peuple et les enseignements de l'histoire, elle entend la voix vive de la conscience qui s'élève et se répète et crie *Italie*, des parlements comme des prisons, dans les jours heureux comme dans les jours tristes, avec un amour infini et une confiance jamais ébranlée ».

Il démontre ensuite, d'une façon péremptoire, l'italianité de la Venezia Giulia et du Trentin ; il récapitule tous les faits qui attestent la fidélité des populations de ces régions à la cause italienne et leur volonté de vivre

en Italie. Je regrette de ne pouvoir reproduire cette argumentation. Elle est éloquente et décisive. Peut-être n'est-elle plus nécessaire aujourd'hui puisque l'Autriche elle-même, en mai 1915, s'est montrée disposée à reconnaître les droits de l'Italie sur ces régions.

Après avoir ainsi démontré l'italianité des terres irrédentes, les souffrances qu'y endurent les populations restées fidèles à cette italianité et par conséquent le devoir moral de l'Italie de ne pas les abandonner et de ne pas les laisser sans secours, S. Barzilaï invoque un argument de raison, non moins péremptoire. L'Italie doit affranchir Trente et Trieste, sinon par commisération fraternelle, tout au moins par le plus évident et le plus urgent des intérêts : celui de sa sécurité. De Jules César à Marmont, de Napoléon à Cavour, tous les stratèges et les hommes d'État l'ont reconnu : le Trentin aux mains de l'Autriche est un coin menaçant enfoncé entre la Lombardie et la Vénétie. Toute la côte orientale de l'Italie est exposée à la menace des ports militaires, mieux situés, sur l'autre rive de l'Adriatique. « Sans frontières naturelles, dit Barzilaï, il n'est ni paix durable ni sûreté ».

Enfin, les considérations économiques aboutissent aux mêmes conclusions.

Brochure qui a la valeur d'un manifeste, — qui pendant longtemps parut subversive et presque séditieuse puisque le gouvernement italien, lié à la Triple Alliance, craignait de mécontenter l'Autriche, — et qui fait le fonds de toute la littérature abondante, consacrée à ces questions, depuis que la rupture avec l'Autriche a permis de parler librement.

NOTES BIOGRAPHIQUES.

Si Barzilaï parlait avec éloquence de la situation douloureuse des Italiens de Trieste, c'était par expérience personnelle. Sa jeunesse s'était passée dans sa ville natale et à l'âge de dix-huit ans, en 1878. il y avait été arrêté sous l'inculpation de haute trahison. Il avait voulu, assurèrent les policiers d'Autriche, organiser avec d'autres jeunes gens, une expédition militaire ayant pour but la libération de Trieste, et qui aurait été conduite par Garibaldi. Il fit plus d'un an de détention préventive dans les prisons de Trieste, de Gorizia et de Styr. Sans rien abjurer de ses opinions, il se défendit avec tant d'habileté et d'assurance contre les fables de la police que la Cour de Graz prononça son acquittement et celui de ses camarades.

Cette expérience étant suffisante, — et d'autres pouvant avoir une issue moins heureuse, il passa en Italie, fit ses études de droit aux Universités de Padoue et de Bologne, et, reçu avocat en 1882, s'établit à Rome. Il s'occupa surtout de droit pénal et on lui doit divers ouvrages importants consacrés à ces questions.

Parmi les relations qu'il se fit dans la capitale, celle de Zanardelli, ministre de la Justice dans le cabinet Depretis, lui ouvrit le journalisme. Lorsque Zanardelli, avec d'autres libéraux, fonda la *Tribuna*, il réclama la collaboration du jeune Triestin et lui confia notamment la critique dramatique.

Le théâtre avait toujours attiré Barzilaï. On raconte qu'à seize ans, il avait rêvé de devenir acteur et avait demandé des leçons à un comédien en renom de Trieste N'ayant pas été agréé, il se consola en prenant part à des représentations privées dans lesquelles on lui trouva du feu et du talent. Il voulut même écrire pour

le théâtre et une petite pièce de lui fut jouée avec succès aux théâtres de Trieste et de Padoue. Mais c'étaient là jeux d'esprit, — de même qu'une collaboration politique de plusieurs années à l'*In lependente* de Trieste — délassement et assouplissement intellectuel. A la critique dramatique, Barzilaï ajouta le bulletin de la politique étrangère, dont il avait fait le principal sujet de ses études et de ses méditations. Le point de départ de celles-ci avait été, naturellement, ses aspirations irrédentistes ; mais la nécessité de considérer, pour leur donner satisfaction, le problème des rapports avec l'Autriche et par voie de conséquence, tous ceux de la politique extérieure, l'avait peu à peu entraîné à élargir les cadres de son programme, tant il est vrai qu'il y a, dans ce domaine, interdépendance de toutes les questions.

La franchise de ses appréciations l'entraîna à diverses reprises, dans des polémiques très vives, dont quelques-unes se terminèrent par des duels. L'un de ceux qui firent le plus le tapage fut celui avec le général Mocenni, ministre de la guerre dans le cabinet Crispi, général auquel Barzilaï imputait une lourde responsabilité dans le désastre d'Adouah.

Ainsi, à trente ans, le jeune Triestin avait déjà une certaine situation à Rome. Sa parole et sa plume n'étaient plus celles d'un inconnu. Un incident l'amena à entrer dans la politique active.

Le gouvernement autrichien, encore qu'il eût été prié par Bismarck, à la sollicitation de Crispi, de ménager les susceptibilités légitimes de son alliée l'Italie, prononça la dissolution de la société *Pro Patria* qui avait son siège à Trieste et des ramifications dans toutes les régions irredentes. Le motif était l'adhésion de cette association à la société Dante Alighieri à laquelle

l'Autriche attribuait des desseins politiques, et qui était surtout un groupement destiné à maintenir les liens moraux, littéraires et historiques existant entre les Italiens d'Autriche et les Italiens d'Italie.

Nous avons connu, en Alsace-Lorraine, d'analogues procédés de dénationalisation et d'analogues résistances. Les situations se ressemblent beaucoup ; les populations, fidèles à la langue et à la culture de leurs ancêtres, en conservent le culte par les arts, les lettres, l'histoire ou le folklore, exemples : le *Souvenir français*, le Musée alsacien ; et l'autorité, contrariée dans son effort d'assimilation, s'en irrite et les traite en rebelles.

L'arbitraire autrichien provoqua en Italie une émotion considérable. Un soir, au café Aragno, centre de la vie politique de Rome, sorte de forum où se discutent chaque jour, autour des tables de marbre chargées de cafés et de granites, les affaires de l'État, quelqu'un proposa la candidature de Barzilaï au siège parlementaire en ce moment vacant dans un des collèges de la capitale. Elle fut agréée d'enthousiasme. L'excellente réponse que serait, à l'arrogance de l'Autriche, l'élection du Triestin! Comment mieux manifester le ressentiment italien contre les procédés agressifs de l'Alliée ?

Mais Crispi était au pouvoir. Il tenait à conserver la Triple Alliance et à éviter des difficultés avec l'Autriche. Il opposa à la candidature de Barzilaï, celle du comte Antonelli, personnage considérable et considéré qui venait de conduire d'heureuses négociations avec le Négus d'Abyssinie. Barzilaï fut battu, mais à une si faible majorité, que pour un débutant, cet échec était un véritable triomphe.

On le vit bien, aux élections générales qui suivirent (1890). De nouveau candidat, donnant de nouveau à sa

candidature la signification d'un témoignage de fraternité italienne vis-à-vis des frères opprimés de Trieste, venant de publier la brochure significative que j'ai résumée au chapitre précédent, il fut élu député de Rome. Depuis lors, il fit partie sans interruption de toutes les législatures qui suivirent.

Il prit place à la Chambre dans les rangs de l'extrême gauche, alors dirigée par Cavalotti dont on sait la fin tragique en duel. Par la suite, les divers partis s'étant accentués et divisés (socialistes, républicains, radicaux), Barzilaï se classa parmi les adversaires du principe monarchique. Il subissait, comme tants d'autres esprits avancés, la fascination de l'idéal égalitaire d'une république dont le prestige était fait de souvenirs combinés de la Rome antique et de la Révolution française. Il vit peu à peu, autour de lui, s'affaiblir cette foi en l'excellence d'une forme déterminée de gouvernement, à mesure que l'expérience de chaque jour faisait surgir de nouveaux problèmes sociaux et montrait qu'il n'y avait pas incompatibilité nécessaire entre la démocratie la plus libérale et la monarchie modernisée.

Aujourd'hui, le parti républicain parlementaire ne comprend que quelques députés et le parti lui-même groupe des éléments très divers depuis des républicains ministériels jusqu'à des républicains anarchisants.

A la Chambre, Barzilaï se fit rapidement écouter. Il surmonta heureusement les difficultés inhérentes au rôle qu'il s'était assigné : parler pour les frères irrédentes, et ses exposés clairs et érudits, l'expression modérée, élégante et souvent spirituelle de ses discours, la foi ardente qui les animait, donnèrent à ses interventions, notamment dans les débats sur la politique étrangère, une autorité de plus en plus grande.

En 1905, à Gênes, dans un discours où il commémore Mazzini, à l'occasion du centième anniversaire, il se réclame de son enseignement pour affirmer la nécessité des patries. « La patrie doit être pour accomplir une mission dans le monde. Il faut la comprendre en fonction du progrès humain. La mission de l'Italie est liberté, nationalité. Depuis Dante, il n'y a pas eu de plus grand apôtre de l'italianité que Mazzini ; depuis le Christ, de plus grand propagandiste du devoir. La vie est bataille et mission. »

Ainsi imprégné de la pensée mazzinienne, ainsi amené par toute son activité intellectuelle à concevoir la possibilité de la guerre, Barzilaï ne se refusa jamais à voter les dépenses militaires, et se sépara sur ce point de ses amis. Son approbation de la campagne de Lybie lui valut des critiques si acerbes au Congrès du Parti Républicain de 1912 qu'il crut devoir s'en séparer et pria la Chambre d'agréer sa démission. Amis et adversaires le conjurèrent d'y renoncer et à l'initiative de Salandra, la Chambre lui fit une manifestation des plus flatteuses. Et l'urbanité des discours de Barzilaï était telle que quelqu'un, voulant signifier qu'il ne mordait jamais bien fort, me dit un jour, joliment, que c'était un orateur aux dents de velours.

Deux ans plus tard, Barzilaï, à son tour, montrait vis-à-vis du cabinet Salandra la plus parfaite courtoisie ; c'était en décembre 1914, lors de ces débats émouvants où se préparait l'intervention italienne, M. Salandra venait d'affirmer la nécessité de la préparation militaire pour que l'Italie fût à même de défendre ses intérêts et ses aspirations légitimes. Barzilaï lui accorda sa confiance et son appui, dans un discours de belle tenue que j'eus le plaisir d'entendre. Je pus ainsi me rendre compte personnellement de la manière

distinguée de cet orateur d'extrême gauche et de l'influence que son talent et son caractère lui assuraient sur le Parlement.

Quelques mois plus tard (avril 1915), j'eus l'honneur d'être invité par lui, en même temps que Maurice Maeterlinck, à parler de la Belgique, sous le patronage de l'Association de la Presse, dont il était président. Il nous présenta en termes choisis qui attestaient, non seulement une sympathie sans mesure pour les malheurs immérités de notre pays, mais aussi une culture littéraire remarquable, une connaissance parfaite de la langue française, d'ailleurs fréquente dans les milieux italiens éclairés.

BARZILAÏ ET LA TRIPLE ALLIANCE.

Ce que j'ai rappelé de l'irrédentisme de Barzilaï suppose déjà qu'il ne fut jamais un enthousiaste de la Triple Alliance. Mais peut-être convient-il de noter la façon dont il formula incessamment son opposition.

J'ai déjà, à propos de S. Sonnino, essayé d'indiquer la position qu'eut l'Italie dans la Triple Alliance.

J'ai dit qu'il convenait de ne pas oublier que la Triplice était pour les Italiens une alliance pour la paix, tandis que les empires centraux l'avaient conçue et préparée, nous le savons maintenant, pour la guerre. Lorsqu'on comprend bien le point de vue de l'Italie, on ne peut plus lui reprocher, sans injustice, son revirement. Elle a au contraire été logique en se détachant des empires centraux à mesure que ceux-ci déchaînaient la guerre. Son attitude ne mérite pas le reproche de versatilité, et encore moins celui de trahison.

A plus forte raison, un homme comme Barzilaï, adversaire irréductible de la Triplice, nous enseignera

combien, même alors, la cause de l'Angleterre et de la France gardait des défenseurs en Italie.

On a réuni, à la fin de 1914, des discours et des écrits de Barzilaï, relatifs à la politique extérieure sous le titre *Dalla triplice alleanza al conflitto europeo.* (De la triple alliance au conflit européen [1].) Le premier est un discours prononcé, à l'occasion de la discussion du budget des Affaires Étrangères, il y a près de dix ans, le 18 décembre 1906. Il est d'une clairvoyance vraiment prophétique. Après avoir établi d'une façon lumineuse, d'une part, la stricte nécessité pour l'Italie de conserver avec l'Angleterre les meilleures relations, d'autre part, la possibilité chaque jour croissante d'un conflit entre l'Allemagne et l'Angleterre, il conclut nettement qu' « en aucune hypothèse, une stipulation quelconque d'alliance ne pourra jamais entraîner l'Italie en une guerre, sentimentalement et politiquement impossible, contre l'Angleterre ».

Examinant ensuite la question des relations avec la France, il aboutit aux mêmes conclusions et ajoute : « Renouvelez, si vous le croyez bon, l'alliance, mais faites savoir à nos alliés que nous ne pouvons être les ennemis de la France ».

« Et dès lors, à l'égard de l'Allemagne, ma pensée se résume ainsi : nous n'avons vis-à-vis d'elle ni antagonisme d'intérêt, ni raisons d'antipathie ou d'hostilité. Nous n'avons pas de répugnance pour la civilisation allemande, ni pour ce que le chancelier a appelé l'idéalisme allemand, mais nous affirmons une seule chose :

1. Roma, Tip. Nazionale, 1914. Deux autres recueils de discours de Barzilaï ont paru antérieurement : *Vita Parlamentare* avec préface de Martini, Roma, 1912. *Vita Internazionale* avec préface de V. Morello, Roma, 1911.

nous ne pouvons pas être les ennemis des ennemis possibles de l'Allemagne ».

Pouvait-on apprécier d'une façon plus juste, avec une plus claire conscience des éventualités et les conditions nationales, et les conflits internationaux encore cachés dans un lointain avenir ?

Et dans ce même discours, il annonce encore que si l'Italie doit connaître la guerre, ce sera la guerre avec l'Autriche, de telle sorte que « ce jour-là, l'alliance aura cette conséquence extraordinaire de nous faire à la fois perdre un allié et gagner un ennemi ! ».

Au ministre des Affaires Étrangères, M. Tittoni, il déclare qu'il ne peut espérer que la diplomatie pourra régler avec l'Alliée les contestations inévitables, et à son collègue Leonida Bissolati qui avait espéré un rapprochement italo-autrichien par l'entente des prolétariats des deux nations, il objecte : « Je ne crois pas que l'alliance des prolétariats donne de meilleurs résultats que l'alliance des diplomaties, parce qu'en Autriche on ne sent pas, on ne sentira pas, d'ici à de longues années encore, l'influence de la démocratie. »

Et il termine cet étonnant discours, qu'il faudrait citer tout entier, en répondant à ceux qui veulent, par la Triplice, la paix : « Nous aussi nous voulons la paix, mais une autre paix. Il y a aujourd'hui en Europe trois États, l'Angleterre, la France et la Russie, qui, soit par nécessité, soit par la volonté des forces démocratiques, sont décidés à une politique de paix. Nous croyons que l'Italie, à côté de ces puissances, devrait préconiser et protéger une paix dégagée des inquiétudes de celle que vous croyez garantir. Je doute que vous puissiez réussir indéfiniment à concilier votre politique avec l'impératif catégorique de la réalité. »

Neuf ans après ces paroles, les événements qu'il avait si lucidement pressentis lui donnaient raison.

BARZILAÏ ET LES ALLIÉS.

Barzilaï s'était séparé du parti républicain non seulement sur la question des dépenses militaires mais aussi à l'occasion de la visite projetée du Tsar en Italie. Les partis avancés avaient désiré manifester leur réprobation pour l'absolutisme russe ; Barzilaï, lui, comprenait l'importance qu'il y avait pour l'Italie à se rapprocher de la Russie et estimait que ces protestations libérales contre le tzarisme, quelque sympathiques qu'elles pussent être à son tempérament, étaient intempestives et de nature à nuire aux bonnes relations nécessaires des deux peuples. Il les désapprouva nettement.

Ce détail, que nous rappelons, après son discours de 1906, montre de quel côté devaient être ses sympathies aux premiers jours du conflit européen. Il seconda sans hésitation le gouvernement dans la déclaration de neutralité et l'appuya, non moins chaleureusement, dans la préparation de l'intervention. Par des articles dans des journaux de Rome : *Messaggero* et *Giornale d'Italia*, par des discours à la Chambre et dans des réunions publiques, il indiqua la voie, dans cette forme mesurée et distinguée qui lui est propre. Les violations du droit des gens commises en Belgique l'avaient profondément indigné et il eut à diverses reprises des paroles de chaleureuse et admirative commisération.

Il comprenait toute l'ampleur du conflit mettant aux prises les vieilles règles de l'honneur et du droit avec le culte de la force; mais naturellement, les revendications de Trieste le passionnaient particulièrement. Elles étaient devenues tout à coup les questions actuelles

par-dessus tout; elles faisaient l'objet des habiles négociations de l'Allemagne qui espérait obtenir de l'Autriche certaines concessions et déterminer ainsi la neutralité de l'Italie; et tous les pourparlers diplomatiques s'y rapportaient.

Barzilaï parlait pour Trieste, avec la même ardeur que Battisti, le député de Trente au Parlement de Vienne, naturellement proscrit, et réfugié en Italie, parlait pour le Trentin. Les Sociétés « Trente et Trieste » prenaient un développement et témoignaient d'une activité qu'elles n'avaient jamais eue à ce degré.

Dans quelle mesure ces propagandes ont-elles déterminé l'abandon de la neutralité, il serait malaisé de la dire. Si l'on peut penser qu'elles ont eu une influence importante, il serait cependant erroné de la croire prépondérante et exclusive d'autres. Dans la Vénétie où abondaient les persécutés, où le souvenir de l'Autriche était tout proche, le désir d'affranchir les frères de Trieste fut, il est vrai, l'un des moteurs essentiels du désir de guerre, mais à mesure qu'on s'éloignait vers l'ouest et vers le sud, cette question-là passionnait beaucoup moins. Il ne faut pas oublier que pendant les trente ans de la Triplice, tout l'effort officiel avait été de la faire oublier.

Lors de la tentative de Giolitti en mai 1915, tentative qui avait le double but de reprendre le pouvoir et de renouer avec l'Autriche, Barzilaï fut naturellement parmi ceux qui s'y opposèrent avec le plus d'énergie. J'ai dit plus haut comment il avait été, ensuite, appelé à faire partie du ministère Salandra.

Son ministère était sans portefeuille. Il n'eut donc pas d'attributions déterminées et il semble bien qu'on profita surtout de son beau talent d'orateur pour en faire, dans quelques circonstances solennelles, le porte-

parole du gouvernement. C'est ainsi qu'il parla le 26 septembre 1915, dans le magnifique décor qu'est le théâtre San Carlo de Naples.

S'il faut croire, avec Alfred de Vigny, que la plus grande satisfaction que puisse connaître un homme est de réaliser, dans son âge mûr, les idées de sa jeunesse, on peut s'imaginer quelle joie profonde il dut y avoir pour Barzilaï à prononcer ce discours. Il était entouré de ministres, de sénateurs, de députés, d'une foule immense venue pour adhérer à la cause qu'il défendait; il précisait, devant Naples et l'Italie, devant l'Europe et le monde, la signification encore indécise de la guerre d'Italie, et il le faisait, non pas en adaptant sa pensée aux événements actuels, mais en reprenant ses pensées de jadis, auxquelles les événements semblaient avoir obéi. Heure prodigieuse, en vérité!

Il rappela toutes les concessions douloureuses que l'Italie avait dû faire à la Triple Alliance et montra que celle-ci ne pouvait laisser de regrets :

« Alors que l'Italie s'efforçait de rendre tolérable pour elle le lien de l'Alliance, l'Autriche le rendait insupportable. Et chaque fois que notre diplomatie croyait pouvoir compter sur une période de tranquillité, avoir trouvé des formules d'adaptation, l'Autriche semblait tenir, avec une sincérité brutale, à faire sentir le poids de la chaîne, comme pour interrompre la prescription de la haine, de telle sorte qu'on pouvait noter, d'année en année, la coïncidence des déclarations de solidarité ou d'amitié et des actes qui en faisaient évanouir l'illusion. C'étaient les préparatifs militaires agressifs aux frontières, l'annexion de la Bosnie, les projets de chemins de fer balkaniques, les décrets Hohenlohe, le mépris brutal du sentiment italien, la destruction préméditée et systématique de notre race

sur le territoire de l'Empire. Tous connaissent le calvaire de l'italianité dans ces régions ; elle fut torturée, méprisée, humiliée pour l'offenser, et pour nous offenser ; mais tous ne savent peut-être pas l'histoire entière des intrigues, des embûches, des machinations agressives qui rendirent si amère l'alliance italo-autrichienne et que les nécessités d'une prudente phraséologie officielle durent si longtemps dissimuler.

« Devant la dépouille du marquis de San Giuliano, j'ai pu dire qu'un vernis de septicisme couvrait chez lui une âme de patriote, parce que, dans les derniers mois de sa vie, tourmenté du désir de se laver de la réputation d'être trop grand ami de l'Autriche, il m'avait franchement dévoilé cette âme de patriote, en dehors des entraves du protocole. Je ne crois pas trahir une confession en disant combien de fois, et avec quels accents, il m'avait raconté les années du continuel supplice auquel l'avait soumis l'ambassadeur d'Autriche, Von Merey, qui venait tous les jours lui demander raison d'une phrase de journal, d'un dialogue de comédie, des symboles d'une estampe, comme si l'Italie, en signant le traité d'alliance, avait en même temps aliéné toute liberté de vie politique intérieure. »

Il exposa que l'attitude agressive des empires centraux d'abord, la déloyauté de l'Autriche ensuite, avaient rendu la rupture nécessaire. Il révéla notamment que, dès juillet 1914, l'ambassadeur d'Allemagne à Constantinople avait dit à l'ambassadeur italien, le sénateur Garroni, que la note à la Serbie serait rédigée dans des termes tels que la guerre serait inévitable.

Et enfin, il exalta l'alliance, l'autre, celle qu'il avait préconisée dès 1906, celle aux côtés des ennemis de l'Allemagne et de l'Autriche, alliance que la simultanéité des luttes, la communauté d'intérêts et les affinités naturelles rendaient de plus en plus nécessaire :

« Avec la France, qui nous a trouvés, à l'heure du danger, fidèles aux meilleures traditions du passé commun, la France qui est aujourd'hui, avec nous, en toute solidarité sincère et forte d'intentions et d'action, la France qui donne au monde un si magnifique spectacle de vigueur, de cohésion, de résistance que la victoire finale doit être sa récompense !

Avec la Russie qui nous fut amie au temps où l'Autriche ourdissait contre nous des complots et tentait de conclure contre nous des pactes secrets, la Russie qui se régénère aujourd'hui et s'apprête à de nouveaux combats, avec une immense force morale mise au service de ses armées renouvelées, la Russie qui dès maintenant peut opposer aux hyperboliques chants de triomphe de l'envahisseur, les tristes pensées que le souvenir des neiges de Moscou éveillait chez Napoléon à Sainte-Hélène.

Avec l'Angleterre, dont l'amitié parut toujours à l'Italie plutôt un dogme religieux qu'un canon politique, l'Angleterre qui a accompli dans cette guerre une œuvre formidable, œuvre qu'un de ses plus grands hommes d'État, Lloyd George, croit encore pouvoir dépasser.

Avec la Belgique héroïque et malheureuse à laquelle vont sentiments d'admiration, affirmations de solidarité, vœux de rapide réparation du plus affreux malheur de ce début barbare du siècle ».

En d'autres occasions, Barzilaï fut encore l'orateur du gouvernement. Il se rendit au front à diverses reprises, constituant ainsi une liaison salutaire entre le gouvernement et le haut commandement. D'accord avec le généralissime Cadorna, il s'occupa de l'organisation civile des terres reconquises et surtout de la situation, souvent douloureuse, parfois délicate, des réfugiés des terres irrédentes en Italie.

C'est à ceux-ci qu'il adressa en juin 1916 une lettre publique expliquant les raisons pour lesquelles il ne faisait pas partie du cabinet Boselli, qui avait succédé au ministère Salandra, démissionnaire. Il leur disait qu'il croyait pouvoir mieux continuer, sans charges ni honneurs officiels, la propagande à laquelle il s'était voué et qu'il ne paraissait plus nécessaire d'affirmer en une personnalité un programme qui était devenu celui de la nation italienne tout entière.

On trouvera cette lettre dans l'*Italia in armi* [1], où Barzilaï a réuni, outre les discours prononcés par lu pendant son ministère, quelques écrits postérieurs. Ils ont un intérêt qui dépasse l'actualité et constituent des documents intéressants pour l'histoire de l'esprit public italien pendant la guerre.

La question adriatique et, par conséquent, la luttei nécessaire contre l'Autriche, y tient naturellement a première place. On méconnaîtrait gravement le sentiment italien si on réduisait les buts de guerre des alliés à la mise hors d'état de nuire de la seule Allemagne. Rien que dans le choix des héros que ce sentiment exalte, un Battisti, un Giacomo Venezian, un Nazario Sauro, s'affirme une volonté. Barzilaï en est l'interprète constant ; c'est à lui qu'on s'adresse lorsque le 21 avril 1917, Rome veut commémorer solennellement Nazario Sauro [2].

Ainsi, s'il cessa d'être ministre, S. Barzilaï ne cessa point d'être le révélateur et le commentateur d'un des principaux aspects de la guerre italienne ; et, lorsqu'il

1. L'*Italia in armi : Scritti e discorsi*, Milano, Casa Editrice Risorgimento, 1917.

2. La *Rivendicazione dell'Adriatico : apoteosi di Nazario Sauro*, Edition de la Ligue Navale Italienne.

rentra au parlement et au barreau, Barzilaï y rentra singulièrement grandi.

Il est une de ces réserves précieuses à qui la Patrie pourra faire quelque jour appel. La race des grands diplomates italiens n'est pas épuisée; « la diplomatie est notre art », disait Barzilaï dans un de ses discours, et parmi ces diplomates, Barzilaï se présente avec cette supériorité d'une érudition et d'une clairvoyance qui ne doivent rien aux routines des chancelleries et qui se combinent, de la manière la plus heureuse, avec une connaissance personnelle des faits et un très vif sentiment de démocratie.

CESARE BATTISTI

LA MORT.

Le 17 juillet 1916, les journaux annonçaient que Cesare Battisti, lieutenant alpin, était tombé au champ d'honneur dans l'un des combats livrés dans le Val d'Arsa pour la défense des portes de l'Italie septentrionale contre la ruée des troupes de l'archiduc Charles et du général von Hohentzdorff. Une grande émotion se répandit dans l'opinion. Mais aux morts vaillants de la guerre, il sied un mâle éloge et un deuil bref. Et la mémoire de Cesare Battisti eut sans doute rejoint celle de tant d'autres qui, comme lui, s'étaient, simplement, sacrifiés à la Patrie, si, dès le lendemain, on n'avait appris sur sa mort des détails qui lui donnaient une signification nouvelle.

Battisti n'était tombé que blessé, sur le champ de bataille. Dans l'aube froide du 10 juillet, après avoir combattu toute la nuit, à la tête de la compagnie qu'il commandait dans le bataillon Vicenza, il s'était vu entouré par les ennemis — lui et les quelques quarante combattants restés vivants de son unité. Les uns purent fuir, les autres se serrèrent autour de lui ; blessés, étourdis par les gaz asphyxiants que les Autrichiens avaient employés toute la nuit, ils furent faits prisonniers.

Le lieutenant était là, couché sur le roc, perdant son sang. La clarté du matin éclairait son rude et fier

visage. Un officier tyrolien se pencha sur lui : « C'est Cesare Battisti, le député de Trente ! » s'écria-t-il. Et, aussitôt, sans perdre une heure, le blessé fut transporté à Trente. Un tribunal militaire se trouvait réuni, prêt à le juger. Et peut-être la formule de la condamnation était-elle déjà rédigée !... La mort !... Pendant qu'on lisait l'arrêt, l'exécuteur des hautes œuvres de l'empereur, le bourreau Lang, accourait de Vienne. Il fallait faire vite, si l'on ne voulait pas arriver trop tard, car le blessé, d'instant en instant, s'affaiblissait. Vingt-quatre heures ne s'étaient pas écoulées depuis que, sur les pentes du Monte Corno, Cesare Battisti était tombé sous une balle autrichienne et déjà, à la potence du Château de Trente, sa ville natale, se balançait, à la corde autrichienne, son corps, vêtu du glorieux habit des soldats d'Italie. Quand le Maramaldo s'apprêtait à frapper Ferrucci prisonnier, qui perdait son sang par vingt blessures, le Florentin lui cria : « Tu assassines un homme mort ». Battisti en eût pu dire autant au bourreau Lang. Mais il préféra se taire, fièrement, dédaigneusement.

Quelle horrible joie autour du gibet de Trente ! Toute l'Autriche tressaille d'allégresse. Les journaux de la double monarchie célèbrent ce jour de vengeance comme un jour de victoire et les jubilations de l'Empire d'Allemagne leur font un sinistre écho. Le bourreau ne doit point s'arrêter en si belle besogne ; pour le chanvre infâme on découvre une autre tête, et vers le Château de Trente, on traîne le jeune avocat Felzi, de Rovereto, tombé lui aussi, dans l'uniforme des alpins, aux mains de ses féroces ennemis. Et voici qu'une compagnie de cinéma, conviée à filmer les exécutions, reproduit en cent exemplaires, sur les écrans de projection de la Mittel Europa, la scène

odieuse, afin que tous la conservent bien dans la mémoire, et surtout les habitants des régions irrédentes, qui ont un besoin tout particulier d'images comminatoires.

Mais les populations italiennes du Trentin n'auront accepté l'affreuse leçon que la mort dans l'âme, avec le sentiment profond qu'une injustice sans nom venait d'être ajoutée à toutes les autres injustices dont était marquée la longue existence du vieux François-Joseph. Ce n'est pas aux Trentinois, en effet, qu'on fera facilement accepter qu'un de leurs frères est traître parce qu'il prend les armes contre l'Autriche. Leur ville a, de tous temps, trop ardemment signifié son italianité pour qu'elle n'attende pas, de tous ses espoirs, la libération qui lui viendra quelque jour, sur les routes de Rovereto, avec le drapeau vert, blanc, rouge. Et Battisti fut le martyr de cet espoir, le martyr de tous les espoirs italiens comprimés dans toutes les terres d'Autriche, comme le fut, il y a vingt ans, l'étudiant Oberdank, comme le furent hier, Giacomo Venezian, Ruggero Fauro, Scipio Spalater, Pio Reggio Gambini, et tant d'autres Trentinois ou Triestins tombés sur les routes de Trieste et de Trente.

Cet assassinat, froidement exécuté, a transformé la respectueuse piété que l'Italie professait pour le soldat, en une ferveur fanatique. Battisti, désormais, n'était plus pour l'Italie, le docteur ou le député de Trente. Il avait dépouillé ses aspects individuels pour prendre la pureté d'une figure morale, d'un symbole national. Il n'était plus un homme, il était à jamais l'incarnation d'une idée. Et toutes les manifestations dont fut honorée la mémoire de Battisti, honorèrent, par delà lui-même, cette idée.

De ces manifestations, le gouvernement italien tint

à donner l'exemple. Il décida que, dans Trente reconquise, une statue lui serait élevée et que ses œuvres seraient publiées sans retard aux frais du Trésor Public, en édition nationale. Toutes les localités d'Italie donnèrent à l'une de leurs rues le nom du héros trentinois. Sous l'invocation de ce nom, les Associations artistiques créèrent des prix, telles, entre autres, les Associations lombardes qui, sous la rubrique Prix National Cesare Battisti, instituèrent une récompense annuelle de 5.000 francs, pour l'auteur de la meilleure œuvre peinte ou sculptée qui glorifierait l'ardent et viril réveil de la race italienne, en cette guerre libératrice. Dans les jardins du Pincio, à Rome, on dressa le buste de Battisti, parmi ceux de tous les grands hommes d'Italie. Et tous ces gestes se synthétisèrent en un beau raid aérien : un aviateur d'Italie s'en fut, peu de temps après l'exécution de Battisti, survoler Trente, pour déposer, dans la cour même du vieux château où fut dressée la potence, non point des bombes, mais des fleurs.

Geste latin ! — Comme il traduit bien l'âme de cette race qui, même dans l'expression de sa plus mâle piété, n'oublie point la grâce.

LA VIE.

Quel était l'homme qu'on honorait ainsi ?

Les exigences de l'actualité chargent parfois certaines figures d'une signification qu'elles n'ont rien fait pour mériter. Elles sont les filles fortunées d'un hasard qui les étonne elles-mêmes. Il n'en est point ainsi pour Battisti. Sa mort résume sa vie. Une parfaite logique préside au développement de ses actes et c'est une leçon de cohérence morale que nous donne l'examen, encore que superficiel, de cette existence dans laquelle, au bout de chaque parole, il y a un acte, ou mieux, dont chaque parole est un acte.

Né à Trente en 1875, c'est à Florence, à l'Institut supérieur des Études sociales, que Battisti prit son doctorat. Il suivait en cela une vieille tradition, imprimée dans la vie des Italiens de Trieste, d'Istrie, de Dalmatie ou du Trentin qui ont toujours eu coutume de venir étudier à Padoue, à Bologne, à Florence. Dans ces doctes cités, ils ne prenaient pas seulement contact avec la science, mais ils cherchaient cette forte trempe d'italianité qui devait leur permettre de mener, dans leurs cités natales, le bon combat de résistance, contre les assauts des Allemands, ici, des Hongrois, ailleurs, et là, des Slaves.

Il rentra d'Italie, non seulement trempé d'italianité, mais aussi de socialisme. Il avait vécu, dans le royaume, à une époque où le socialisme avait entraîné les meilleurs et les plus généreux esprits, où la persécution en grandissait les jeunes forces, où les fissures mêmes de la société bourgeoise et les erreurs de la monarchie en mal de despotisme, étaient dénoncés par des faits tapageurs. Les scandales bancaires de 1895, les désastres africains qui avaient marqué tristement, en Italie, la fin du siècle, les troubles économiques et politiques sanguinairement réprimés par les agents du roi Humbert, Crispi et Pelloux, les fusillades de Milan, tout le décennat tragique confirmaient et exaltaient les forces du socialisme. Et en même temps, Battisti sentait que le socialisme devait avoir plus qu'ailleurs, une mission régénératrice, dans sa province trentinoise, pauvre, opprimée, pleine de possibilités économiques que l'Autriche étouffait dans la crainte de voir se former aux régions frontières de grandes agglomérations industrielles.

Cependant, il n'y eut point en lui de conflit entre le socialisme et l'italianisme. Tandis que dans la vie poli-

tique de Trieste, le socialisme faisait œuvre anti-italienne, il comprit que dans le Trentin, il devait prendre une couleur irrédentiste. Ce fut, sans doute, la raison du grand succès de la campagne de Cesare Battisti. Ceux qui ne le suivaient point pour ses idées sociales, s'unissaient à lui en raison de ses sentiments italophiles. Et son journal *Il Popolo*, à Trente, fut l'un des plus actifs foyers d'irrédentisme. Aussi, ses bureaux furent-ils fréquemment visités par les policiers autrichiens.

D'une part, une propagande socialo-nationaliste. D'autre part, une action de régionalisme, toujours inspirée par la pensée de l'unité ethnique du Trentin et de l'Italie. Tel fut le schéma de l'existence de Battisti.

Il y a, dans tout régionalisme, une saine et pieuse pensée : celle des morts, celle de la terre, l'amour des aïeux et des lieux où ils ont vécu. Le régionalisme, ainsi conçu, rattache l'homme à son passé et aux décors de sa vie. Ce régionalisme, Battisti le pratiqua avec une grande ferveur. Mais sa ferveur n'était pas de celles qui s'extériorisent en discours, en larges manifestations verbales. Avant tout, il tenait aux faits, aux affirmations immédiates et sûres. Aussi, pour démontrer à sa province toute son affection, se fit-il géographe, statisticien, économiste Dans la revue *Tridentum*, qu'il avait fondée et qu'il soutenait de ses deniers, il documenta froidement, posément, une étude sur son pays qu'il condensa ensuite en de précieux volumes sous le titre global *Il Trentino*. Ce sont ces pages surtout que le gouvernement italien entend publier en édition nationale.

Et elles le méritent. Car le régionalisme de Battisti avait une autre signification que celui dont sont fières tant de régions de France et auquel, en Belgique, se

rattachaient nos mouvements flamand et wallon. Il n'était pas seulement un culte à la terre et aux morts, selon la formule barrésienne. Il allait au delà, il visait au rachat des terres injustement maintenues sous le joug des Habsbourg. Aussi, les Congrès folkloriques ou géographiques qui se réunissaient dans le Trentin, les manifestations de sport alpestre qui se faisaient à l'occasion de la création d'un nouveau refuge ou de quelqu'autre menu événement de la vie de la montagne, avaient-ils l'aspect de ferventes affirmations d'italianité. Fiers et graves moments où, sous les plis du drapeau de quelque innocente société de sport, Guido Larcher et Battisti, socialistes trentinois, serraient, pour le pacte fraternel, les mains d'Enrico Corradini et de Sighele, nationalistes italiens.

L'âme des Congrès folkloriques, géographiques ou sportifs, était la même que celle dont vibraient les articles du *Popolo*, de l'*Alto Adigio* et les discours que prononça Battisti au Parlement autrichien ou à la Diète tyrolienne.

Ces discours ont été réunis quelques semaines avant l'intervention italienne, par l'éditeur Treves, de Milan. On y chercherait en vain de lyriques envolées, de beaux morceaux d'éloquence. Battisti le dit lui-même : « Mes discours témoignent de ce manque absolu de tout ornement littéraire ou oratoire qui, non seulement répond à une de mes habitudes mentales, mais auquel je dois l'attention soutenue du public sur les faits que j'expose et la promptitude et la clarté de sa compréhension — ce qui m'importe uniquement. » Ce sont des sortes de bilans, volontairement froids et secs, dont les conclusions sont d'autant plus frappantes qu'elles sont plus brèves. En elles se condense toute la flamme retenue pendant le développement même du discours, et cette flamme a la rapide puissance de l'éclair.

Le programme de Battisti pour le Trentin avait les mêmes nuances et les mêmes gradations que le programme nationaliste d'Alsace-Lorraine. Son entière expression comportait l'annexion pure et simple du Trentin à l'Italie, comme complément nécessaire et légitime de l'unité italienne. Mais cela, c'était le grand idéal, et, avant de pouvoir le réaliser, du moins fallait-il bien accepter les situations établies et essayer de s'y accommoder en tendant à des réformes plus positives. Ces réformes se résument en un mot : autonomie. La différence nette, indiscutable qui, tant au point de vue ethnique que géographique, sépare le Trentin italien du Tyrol allemand, imposait la séparation administrative de ces deux provinces comme une formule de justice et d'apaisement.

Mais tout minimum qu'il fut, ce programme n'avait pas de chance de triompher de l'égoïste indifférence des gouvernants de Vienne. Aussi, le député de Trente devait-il restreindre son action à de menues batailles pour le redressement d'injustices quotidiennes. Les vexations constantes infligées aux terres frontières par le militarisme austro-hongrois lui donnaient matière à documenter, à sa façon, de petits faits clairs et précis, chacun de ses discours. Il demandait au Gouvernement de mettre fin au dur régime dictatorial qui pesait sur le Trentin. Il présentait une telle politique non seulement comme un devoir vis-à-vis des administrés, mais comme une nécessité imposée par le système d'alliance qui unissait l'Italie à l'Autriche. Dans l'alliance, l'attitude prudente et réservée de l'Italie avait toujours aidé l'Empire. Continuer à vexer l'alliée dans la personne des Italiens d'Autriche, n'était-ce pas appeler de gaieté de cœur les représailles de l'Italie ? Mettre fin à la dictature et aux systèmes réactionnaires dans

les terres frontières, donner à Trieste l'Université italienne tant attendue, bref, faire droit aux légitimes desiderata des Italiens d'Autriche, même sous la forme de l'autonomie administrative, c'était, au point de vue strictement autrichien, témoigner de sagesse politique.

Mais Vienne ne l'entendait ainsi pour aucune des nationalités qu'elle tenait sous son joug. Et c'est son intransigeance même qui entraîna la tragédie de Sarajevo, prétexte de la guerre européenne.

Avec la guerre, avec l'état de siège qui était sa conséquence, avec le déchaînement des brutalités répressives, il n'eut guère été prudent, pour Battisti, de rester à Trente. Il vint en Italie et comprit aussitôt que sa qualité de Trentinois lui indiquait son devoir. Il fut, devant la conscience italienne, le grand témoin, celui en qui parlait la voix des frères opprimés; il documenta l'italianité de sa terre aux yeux de ceux qui feignaient de l'avoir oubliée; il s'efforçait de convaincre les camarades de son parti, trop souvent, hélas! en vain, et, dans ses conférences, dans ses articles, dans ses lettres, apportait cette foi robuste, d'autant plus vigoureuse qu'elle était plus maîtrisée et qu'il en démontrait la légitimité par des faits.

J'ai été parfois son compagnon; exilés tous deux, nous en appelions au verdict d'un peuple généreux et fraternel pour qu'il ne se désintéressât point du sort de nos deux patries; j'ai plus d'une fois admiré sa mâle et grave éloquence. Mais je crois qu'aucun des instants de la longue veillée de guerre ne fut plus émouvant que ceux qui précédèrent immédiatement la solution. Et l'image de Battisti est toute mêlée à cet héroïque 17 mai 1915.

Beauté tragique de Rome, ce jour-là! Beauté tra-

gique du Capitole avec sa foule en tumulte autour du Marc-Aurèle de bronze et sous les portiques des musées. Au perron du palais municipal, le premier citoyen de Rome avait parlé, puis, la voix de d'Annunzio s'était élevée pour exalter en lyriques images les destinées de Rome qui s'approchaient. Mais la foule comprit qu'il manquait à ces voix, une voix. Et Cesare Battisti fut traîné sur le perron, où les drapeaux de Trente et de Trieste mariaient leurs plis aux plis du tricolore. Le tribun avait la gorge serrée d'émotion. Aussi bien, l'heure n'était point, n'était plus aux discours. Elle était aux actes. Et c'est un acte qu'il invoqua en quelques paroles : « A la frontière, cria-t-il, avec l'épée et avec le cœur ! » Et, par-dessus sa tête, la cloche du Capitole, la cloche qui ne sonne qu'aux heures suprêmes, la vieille Patarina, multipliait, par ses grondements, ce vigoureux appel aux armes.

A la frontière ! Ce cri, Battisti ne l'avait pas jeté à la légère. Aussi fut-il le premier à y obéir. Il s'enrôla parmi les soldats de la montagne, les fiers alpins. Soldat modèle, par la discipline, la résistance, le courage, il participa à maintes actions, dans les points les plus divers du front, du Tonale à l'Adamello. Nommé lieutenant, il fut jeté dans la grande bataille du Trentin du printemps 1916. Au Corno, comme ailleurs, sa conduite fut d'un brave. Il tomba blessé en héros. Et l'Autriche, à sa fin, ajouta l'auréole du martyr. « Le sang d'un martyr, disait Mazzini, n'est jamais perdu ».

BATTISTI SOCIALISTE NATIONAL.

N'admirerons-nous en Battisti qu'un patriote et qu'un soldat ? Non. Ce n'était pas seulement, ainsi qu'il le disait dans une lettre à l'*Avanti*, parce que l'Italie

était dans le cœur de tous les Trentinois, qu'il avait pris les armes contre l'Autriche, continuant ainsi une propagande qu'il avait poursuivie pendant toute son existence d'écrivain, de journaliste, d'homme politique, en Autriche même. C'est aussi parce qu'il était socialiste.

Le fait vaut d'être noté, surtout en parlant d'un pays comme l'Italie où les représentants du socialisme officiel, en invoquant leur foi politique, se maintiennent dans une attitude nettement hostile à la guerre. Battisti accusait, en marquant jusqu'à quel point ses opinions étaient différentes de celles de ses camarades socialistes italiens, un malentendu qui exista longtemps entre la théorie socialiste et les aspirations nationales.

L'association internationale socialiste a toujours fait bon accueil aux représentants des nationalités opprimées. Les Polonais et les Tchèques ont trouvé dans son sein de fraternelles amitiés et des appuis souvent décidés. En agissant ainsi, l'Internationale obéissait à l'une des idées motrices des revendications sociales modernes. Elle prolongeait les tendances de l'esprit révolutionnaire de 1789 et de 1830, dont elle était, pour une bonne partie du moins, la dépositaire, et même la continuation. Car tout ce qu'il y a, dans la doctrine et dans l'action socialiste, d'aspiration sentimentale vers la liberté est un héritage de la Convention et des mouvements du milieu du XIXe siècle. L'Internationale n'aurait donc pu, sans se nier dans ses origines, repousser ceux qui aspiraient à secouer le joug de l'oppression étrangère.

Mais le parallélisme entre les aspirations nationales et les désirs d'émancipation ouvrière n'était qu'apparent. Peu à peu, en effet, avec l'introduction des théories marxistes du déterminisme social, la formule économique

en vint à étouffer, dans la doctrine socialiste, la formule sentimentale. Le mouvement révolutionnaire se canalisa dans les limites étroites d'un programme basé sur la classe, sur les conditions de salaire et, en somme, sur la stricte recherche du bien-être de la classe ouvrière. Les tendances des races à se concrétiser en nations, les espérances douloureuses et souvent confuses des groupes ethniques écrasés par d'autres groupes ethniques, furent relégués au second plan. Les aspirations nationales n'étaient tolérées dans le sein de l'Internationale que comme de respectables survivances d'un état de choses périmé. Mais, au fond, entre ceux qui, n'ayant pas encore de nation, aspiraient à en former une, et ceux qui, ayant une nation, n'y attachaient plus d'importance et se tournaient vers d'autres luttes, les raisons de désaccords existaient, profondes et cachées. Il fallait qu'un grand événement survînt pour qu'elles se révélassent.

La guerre fut ce réactif décisif, du moins pour certains esprits. En Italie, notamment. Quand Battisti, poussé par l'espérance qu'aucun cœur socialiste, parce qu'avide de liberté, ne laisserait passer le moment propice pour libérer du joug autrichien les populations italiennes du Trentin, vint jeter son appel à ses compagnons, il reçut une réponse qui dut le décevoir profondément. Par la bouche du député Morgari, on lui fit savoir que les chefs du prolétariat italien se désintéresseraient complètement du sort des provinces irrédentes. Ce n'était pas pour ces terres qu'ils allaient engager la classe ouvrière dans une guerre sanglante. Trentinois et Triestins devaient se résigner et attendre le moment où domineraient les conceptions particulières du socialisme en matière de politique étrangère. La même réponse — sous une forme plus généreuse — fut

donnée par Filippo Turati aux appels des camarades belges écrasés par l'Allemagne : le parti socialiste officiel italien eût applaudi à une action concertée de l'Italie et des puissances neutres auprès de l'Allemagne, pour la réintégration de la Belgique dans son indépendance, mais il se refusait à l'effusion du sang pour atteindre ce but. L'action concordante des neutres n'ayant pu être réalisée, la Belgique — comme le Trentin — devaient patiemment attendre que sonnât l'heure où la solution socialiste prévaudrait dans la politique internationale.

Certes, un jour arrivera où la classe ouvrière du monde entier aura la force d'imposer silence aux exigences réactionnaires et militaristes, et ce jour-là, il n'y aura plus de groupes ethniques opprimés. Mais ce jour est encore lointain; quelqu'optimiste que soit notre foi, nous devons bien l'admettre. Répondre à des appels aussi désespérés que ceux que nous lancions, Battisti et moi, à nos frères italiens, par un tel raisonnement, c'était pousser un peu loin l'ironie. Le parti socialiste — et en particulier le parti socialiste italien — a-t-il répliqué à ceux qui criaient à l'aide, du fond d'une prison où ils avaient été jetés injustement, pour avoir défendu leurs idées : « Patience, un jour viendra où la conception socialiste triomphante rendra impossibles les persécutions politiques » ? Non. Les partis socialistes organisaient des manifestations, et leurs adhérents ne craignaient pas d'affronter le feu des répressions. Pourquoi, au moment où la supplication venait, non d'un condamné, mais de centaines de milliers d'opprimés, mais de millions d'innocents emprisonnés, la réponse était-elle différente et des cœurs fraternels se refusaient-ils à la grande bagarre ?

Du reste, Battisti avait peu de foi dans l'efficacité de

l'Internationale en matière de politique extérieure. Il était de ceux qu'avait douloureusement frappés l'impuissance où le socialisme s'était trouvé en août 1914, devant le conflit menaçant. Il était de ceux qui portaient comme un ulcère le souvenir de la défection des camarades allemands solidarisés dans le vote des crédits de guerre avec le pire des gouvernements militaristes. Mais, plus que ces déceptions, l'épreuve qu'il avait faite dans le socialisme autrichien l'avait rendu sceptique.

L'Autriche n'était-elle pas la terre d'expérience idéale pour éprouver l'utilité de la concorde socialiste dans les conflits internationaux? Dans cette mosaïque de nations, où le socialisme était puissant, on pouvait tenter de résoudre les difficultés à la manière socialiste. Des hommes de bonne foi, comme le Polonais Daszinski, le Tchèque Nemec, l'Allemand Adler, l'Italien Battisti s'y sont essayés, dans l'espoir de faire sortir un jour de leur entente « une Autriche moderne, équanime pour toutes les nationalités ». Mais Battisti dut noter avec amertume la faillite complète de ces généreux essais. Chaque fois qu'un problème se présentait, il dissociait aussitôt l'entente et le socialisme autrichien se trouvait brusquement divisé selon les nationalités qui composaient l'Empire, les Polonais d'une part, les Allemands de l'autre, les Tchèques par ici et les Italiens par là. Et même en 1912, lorsque l'Autriche menaçait de son épée la petite Serbie, on vit le socialisme allemand d'Autriche soutenir spécieusement le gouvernement dans sa politique si dangereusement oppressive.

Si Battisti n'avait pas foi en l'Internationale d'aujourd'hui pour apporter une solution aux confits extérieurs, c'est qu'il estimait que l'Internationale n'était point parfaite. Il croyait qu'avant de vouloir abolir les

frontières entre les nations, le socialisme devait d'abord veiller à ce qu'il y eût des nations. Pour lui, l'étymologie même indiquait au socialisme son devoir. Il ne pouvait exister d'internationale sans qu'il existât des nations. Et il distinguait avec une parfaite netteté la nation de l'État, dans leur forme présente. L'État doit se créer à l'image de la nation, il doit être formé par « l'union de ceux qui parlent la même langue, qui ont une commune conscience historique et qui habitent un territoire autant que possible bien délimité par des frontières naturelles ». Le devoir socialiste lui apparaissait donc bien clair ; on devait abattre les puissances qui étouffent les nationalités vivantes. Et il ne comprenait pas qu'au moment où l'occasion propice se présentait de tuer en l'Autriche et en l'Allemagne, deux des plus redoutables parmi les puissances d'oppression, les socialistes se dérobassent. C'était, aux yeux de Battisti, témoigner d'illogisme et oublier la doctrine.

« Qui a lu, *cum grano salis*, les textes sacrés du socialisme, a le droit de répéter jusqu'à ce que ces textes soient reniés, que toute opposition à la constitution des unités nationales équivaut à une opposition au socialisme, puisque les unités nationales sont nécessairement et logiquement présupposées au développement de la civilisation bourgeoise capitaliste, donc du socialisme ». *Cum grano salis* : c'est l'esprit révolutionnaire, l'esprit humanitariste de 1789, que Battisti entendait par là. Ce studieux, ce statisticien, cet économiste n'était point, quelqu'apparences il en eût, un des matérialistes du socialisme, mais un de ses idéalistes. Au fond, il était un fils de Mazzini, plutôt que de Marx.

En cela, sans doute, s'affirmait-il un internationaliste

plus réaliste que ses compagnons italiens qui refusaient d'entrer en guerre au nom des nations meurtries. Il n'abandonnait pas la notion de l'internationale, dans sa forme plus concrète et plus limitée d'États-Unis d'Europe. Il y aspirait de toute son âme, et sous l'uniforme du soldat, il y rêvait plus que jamais. Peut-être se répétait-il alors que « c'est seulement au travers de la constitution des États sur la base des nations qu'on atteindra l'Internationale. Car celle-ci sera, comme disait Jaurès, une garantie pour l'indépendance des nations, comme dans les nations indépendantes, l'Internationale aura, à son tour, ses organes les plus puissants et les plus nobles ».

De ce socialisme patriote et national qui, chaque jour davantage pendant cette guerre, s'affirme, Battisti fut le premier martyr.

LEONIDA BISSOLATI

L'HOMME.

Lorsque le socialiste Battisti était venu faire appel pour la libération de sa patrie opprimée par l'Autriche aux socialistes italiens, j'aime à constater pour l'honneur du socialisme d'Italie que tous ne lui avaient pas fait la réponse que j'ai rapportée. Cette réponse-là fut, en vérité, celle du parti socialiste officiel, et non pas celle du parti socialiste réformiste. Le parti socialiste est en effet divisé en Italie en deux groupes ; le plus important, le mieux organisé est dit « officiel » ; l'autre, dit réformiste, a pour leader Leonida Bissolati.

Je suis venu en Italie à la fin d'octobre 1914, y commencer une campagne de meetings et de presse en faveur de la Belgique. J'étais à Rome en décembre. A diverses reprises, on m'avait parlé de Bissolati. J'écoutais avec curiosité, car mes notions à son égard étaient sommaires : je savais vaguement qu'il était député socialiste, partisan décidé de l'intervention de l'Italie dans la guerre européenne. Et comme je constatais que le parti socialiste italien était systématiquement hostile à la guerre, l'opinion attribuée à Bissolati lui faisait une originalité. En outre, je n'en avais jamais entendu parler qu'avec une nuance très marquée d'affection respectueuse, par les hommes les plus divers. Dans un pays où les luttes d'opinion sont vives et passionnées, cette unanimité de vénération vis-à-vis d'un

homme politique était un phénomène assez inattendu, constituant une singulière louange de celui qui en était l'objet. J'avais donc le grand désir de faire sa connaissance personnelle et de vérifier par moi-même si cette individualité d'exception était digne d'un pareil culte.

Je fus reçu par le parti socialiste-réformiste, mais Bissolati ne put assister à la réunion. Lorsque plus tard, appelé dans d'autres cités, je racontai ces premières impressions de Rome, il arriva souvent à mes interlocuteurs de me répondre : Ah ! si vous n'avez pas vu Bissolati ! d'un ton compatissant qui signifiait que je n'avais rien vu, que l'essentiel m'échappait. J'étais comme un touriste distrait qui a contemplé Athènes sans le Parthénon ou le musée du Louvre sans la Joconde. L'âme même de l'Italie d'aujourd'hui me restait fermée, puisque je n'avais pas pu observer sa personnalité la plus représentative.

Pourquoi ne pas avouer que ces propos m'avaient agacé et involontairement prévenu contre Bissolati ? Une manie de contradiction m'excitait à croire qu'il y avait là un engouement sans doute excessif et que l'homme n'était pas aussi extraordinaire que ses amis le prétendaient. Et je m'apprêtais à le juger sans indulgence.

Pourtant, lorsque j'eus enfin l'occasion de le voir et de causer avec lui, je fus conquis. Je me trouvai en face d'un homme grand et maigre, d'un type bien différent de l'Italien classique, chauve et âgé déjà, mais incroyablement vivant et sensible, en qui semblait revivre l'âme généreuse d'un Don Quichotte, sobre de paroles et simple de manières, presque timide et suggérant à un degré étonnant une impression de bonté. Au sortir d'une conférence où je contai le martyre de la Belgique, il m'embrassa, éperdu, avec des larmes

dans les yeux, répétant à plusieurs reprises un cri passionné de guerre à l'Allemagne dans lequel il résumait son vœu de justice vengeresse. J'avais trouvé un frère.

Et comme nous étions frères en socialisme, nous allâmes, fraternellement, célébrer à nous deux la journée du 1er mai parmi les ouvriers d'un faubourg de Rome. 1er mai 1915. Avant l'intervention italienne, au temps où M. de Bülow déployait toute l'ingéniosité de sa diplomatie pour faire accepter par l'Italie, comme prix de sa neutralité et de sa complicité, le parecchio giolittien. Jour d'angoisse et de fièvre. Jour d'orage aussi : une pluie torrentielle avait dispersé la plupart de nos auditeurs. On dut se réfugier dans un café où l'on disposa une estrade de fortune pour les orateurs et pour le drapeau — rouge — qu'on allait inaugurer. En cette heure de crise, nous restions fidèles à l'Internationale que d'autres avaient déchirée. Si le rêve paraissait maintenant trop haut au-dessus des réalités sinistres, nous ne voulions pas désespérer de la fraternité future. Mais elle ne pouvait venir que dans la liberté et par le droit. Il fallait d'abord abattre la guerre, faire respecter la justice et défendre la civilisation.

Avec quels accents prenants et simples, presque tendres vis-à-vis des humbles qui l'écoutaient, Bissolati développa ce thème ! Dans une péroraison emportée, il se déclara prêt à verser son sang pour cette défense sacrée ! J'admirai la beauté de la forme, la langue pure et claire qu'il parlait, l'intense sincérité qui illuminait les moindres phrases, et je compris ses succès dans les assemblées publiques et parlementaires. C'était un orateur; plus, c'était un homme !

Cet homme-là, je voulus le connaître mieux. Mais lorsque, après la déclaration de guerre, je revins à

Rome, il était parti pour le front. Sa péroraison du 1er mai n'était pas une figure de rhétorique : il s'était enrôlé dans les alpins, corps d'élite où l'appelait son sport préféré, car il avait toujours aimé la haute montagne, et trouvait dans les solitudes vivifiantes des neiges et des glaciers la liberté et le repos de l'esprit.

Dans ce pays où toute émotion se soulage trop aisément en paroles, je rencontrais donc quelqu'un qui comprenait que la parole engage et exige des actes. Nouvelle raison d'estime et nouvelle raison de popularité, car le peuple italien, lui aussi, admire ces situations nettes.

J'allai chez lui. Intérieur modeste, presque pauvre Dans le cabinet de travail, encombré de livres et de journaux, quelques photographies, dont une du roi Albert, quelques souvenirs d'alpinisme. Logis qui raconte l'homme : l'austérité est ici évidente. La politique est considérée comme une mission, non pas comme une profession lucrative.

Je pus le rencontrer de temps en temps. Autant il était accueillant lorsque nous parlions des nouvelles de la guerre, autant il était réservé lorsque je l'interrogeais sur son passé, sur les luttes auxquelles il avait été mêlé, sur le rôle qu'il pouvait avoir à jouer. Cette enquête personnelle le gênait; le moindre éloge l'effarouchait ; phénomène assez rare chez un homme politique : il se refusait absolument à soigner sa publicité.

PREMIÈRES ANNÉES.

Leonida Bissolati est un Lombard. Il est né en 1857, le 20 février, à Crémone, charmante petite ville du

Nord. Sa famille était de condition modeste. Son père, Stéphane Bissolati, était un ancien prêtre catholique, détaché du dogme à la suite d'une évolution intellectuelle et morale qu'il confessa sincèrement dans un livre plein d'intérêt. Ce S. Bissolati était un épigraphiste érudit et fut conservateur de la Bibliothèque nationale de Crémone. On lui doit des traductions des textes grecs d'Hippocrate et des livres de Sextus Empiricus, un des représentants les plus caractéristiques, paraît-il, du scepticisme antique.

Ainsi, le jeune Bissolati grandit au milieu des livres et de l'histoire, sous la direction d'un esprit d'élite lui ouvrant, sans dogmatisme, tous les horizons de la vie et de la pensée. Il fit ses études de droit à l'Université de Bologne, la vieille ville universitaire, un des centres intellectuels d'Italie. Il y rencontra Enrico Ferri et Filippo Turati. On l'y voit s'intéresser d'abord, et exclusivement, aux choses de la littérature.

C'était, vers 1880, une époque confuse et pénible. La génération qui avait fait l'Italie nouvelle paraissait épuisée ; et celle qui lui succédait semblait prise de torpeur. Elle doutait d'elle-même et de tout ; et, décapitée de tout l'idéalisme antérieur, n'ayant plus d'enthousiasme et d'espoir, elle se laissait aller, soit à un épicurisme grossier, soit à un mysticisme inerte et désabusé. La littérature reflétait ces tendances débilitantes.

Mais ce fut la littérature aussi qui fournit les réactions nécessaires contre cet aveulissement passager. Elles vinrent notamment de l'œuvre critique de Francesco de Sanctis, de l'œuvre lyrique de Carducci. Surtout de Carducci. On ne saurait insister trop sur ce que l'Italie d'aujourd'hui doit à ce grand poète. Mais vers 1880, cette influence n'atteignait encore que

quelques âmes d'élite. Les poèmes de Carducci n'étaient pas encore entrés dans la gloire. Peu compris, médiocrement appréciés, ils excitaient l'étonnement, la méfiance et la colère.

Un groupe de jeunes gens se serra autour du grand écrivain, décidés à l'exalter, à le défendre, à l'imposer à l'Italie malade qui ne lui rendait pas justice. Bissolati fut de ceux-là ; il fut même un de leurs chefs. Avec Arcangelo Ghisleri et André Cantalupi, il fonda à Crémone une petite revue de combat, littéraire et politique : *il Preludio*. Elle vécut, paraissant tous les quinze jours, quelques années, assez longtemps pour tracer son sillon dans le champ de l'intellectualité italienne ; Bissolati y fut un des premiers à célébrer le génie de Carducci et notamment ses *Odes barbares*.

Après les années d'Université et de service militaire, enfin avocat, il vint s'établir dans sa ville natale et y exerça avec activité et honneur, sa profession. Mais les occupations quotidiennes du Barreau n'étaient pas suffisantes pour l'intensité de sa vie intellectuelle : nous le voyons publier un essai critique sur le *Tasse* de Gœthe, une étude sur le *Principe logique de l'ascétisme*, qui appelèrent sur lui l'attention des lecteurs de sciences morales.

Tout cela n'était que préparation. Le trait est d'ailleurs fréquent chez les hommes politiques italiens. S. Sonnino, a publié un commentaire du *Paradis* de Dante ; Luigi Luzzatti se délasse de ses travaux économiques par des brochures philosophiques, et l'origine du mouvement nationaliste est presque exclusivement littéraire.

Ces spéculations ne pouvaient satisfaire l'ardeur d'une âme jeune, avide de se donner et d'agir. La politique paraissait un domaine tout désigné pour l'activité

de Bissolati. Toutefois la politique de ce temps (vers 1880-1885) était peu faite pour attirer ses enthousiasmes impatients. Les anciens partis se mouraient d'épuisement et la vie de l'Italie oscillait de l'un à l'autre sans passion.

Bissolati crut, tout d'abord, trouver sa voie dans le républicanisme. Par les souvenirs de la Rome antique et ceux de la Révolution française, la forme républicaine a longtemps semblé à tous les esprits avancés la meilleure des garanties de liberté et de progrès. Ceux qui la prônaient le faisaient souvent avec outrance, en attitudes de conspirateurs ou de héros. S'affirmer républicain pouvait être dangereux, ou tout au moins compromettant: il y avait là de quoi séduire un homme jeune et ardent. L. Bissolati fut donc républicain, et parmi les nuances du parti, sembla préférer au républicanisme mystique de Mazzini, le républicanisme positif de Carlo Cattaneo, d'Alberto Mario, de Gabriele Rosa.

Tendance intellectuelle qui par évolution logique, l'amena à sortir du parti républicain où son esprit désireux de réalités concrètes et d'action immédiate se trouvait désorienté. Luttes locales ou personnelles abritées sous le drapeau des grands principes, grands principes creux et illusoires, dissertations subtiles et stériles sur la forme du gouvernement, insurrection vaine contre un état de choses de plus en plus accepté, possibilité d'atteindre, même dans cet état de choses présent, les buts dont la République avait paru garder seule l'accès, nécessité urgente de se vouer à l'émancipation du peuple opprimé et malheureux, toutes ces expériences l'amenèrent peu à peu au socialisme, et au socialisme pratique. Peut-être encore les souvenirs de Pietro Ellero qui avait été à Bologne son professeur

de droit pénal. Il ne fut pas seulement un orateur, et un polémiste propageant la doctrine, il fut un homme d'œuvres, un organisateur, un trouveur de nouvelles structures sociales. Dès 1884, parlant aux paysans du pays de Crémone, il leur indiquait la méthode des locations collectives (*affitanze collettive*) qui fut reconnue depuis, comme l'un des plus sûrs moyens d'organiser le prolétariat rural.

Vers la trentième année, Bissolati perdit son père. L'épreuve fut pour lui très pénible. Mais il voyait disparaître cette sollicitude au moment où il cessait d'en avoir besoin. Il s'était longtemps cherché, à travers le droit, la philosophie, les sciences morales, la poésie, la littérature, la politique, mais toutes ces hésitations n'avaient fait que contribuer à former et mûrir son esprit. Il choisissait sa voie — le socialisme — en claire conscience des choses et de soi-même ; il y arrivait, admirablement préparé, acceptant toutes les batailles qu'il allait avoir à livrer.

BISSOLATI SOCIALISTE.

Les mouvements populaires qui eurent lieu en Lombardie en 1886-87 amenèrent l'adhésion définitive de Bissolati au socialisme. De cette époque à celle de la fondation de l'*Avanti* (1896), s'écoulent environ dix années de propagande intense, de luttes fiévreuses, de persécutions et de révoltes, temps héroïques du socialisme italien. Bissolati vécut tous ces instants émouvants et parfois tragiques.

Inlassablement, il parcourait les plaines lombardes, son grand corps penché sur la bicyclette rapide, pour aller porter aux travailleurs des champs la parole socialiste. Il se consacra surtout aux gens du pays de Cré-

mone et les organisa en Ligue de résistance (*Lega di Resistenza*), faisant appel à leur énergie et à leur initiative, depuis trop longtemps endormies à cause de leur condition misérable. « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Prolétaires unissez-vous ». C'était l'évangile marxiste que prêchait Bissolati. Il le proposait aux paysans. Il le proposait aux étudiants, montrant à la jeunesse le rôle qu'elle avait à remplir dans la transformation sociale. Sa conférence aux élèves de l'Université de Pavie en 1891 est restée mémorable.

Il soutenait ses efforts parlés par une propagande écrite. On a de lui, vers ce temps, un petit livre léger de poids, mais lourd d'observations, sur les « Conditions et l'avenir de la plèbe agricole de la Lombardie ». Il collaborait assidûment à la *Critica Sociale* que Filippo Turati venait de fonder à Milan. Une amitié déjà ancienne liait ces deux protagonistes du socialisme italien. Le rôle de la *Critica Sociale* fut considérable : elle contribua d'une façon importante pour beaucoup, exclusive pour certains, à la formation intellectuelle des adhérents du parti. Intelligemment et scientifiquement dirigée, avertie des mouvements socialistes internationaux et spécialement du français et du russe, la *Critica Sociale* s'inspira pourtant principalement des enseignements de l'Allemagne.

Vint la réaction de Francesco Crispi (1895). Pour mieux lui résister, pour mieux continuer son œuvre et être au cœur même du combat, Bissolati quitta sa ville natale pour Milan. Il se rapprochait ainsi de Turati et tout en poursuivant sa collaboration à la *Critica Sociale*, publiait un journal hebdomadaire : la *Lotta di Classe* (La lutte des classes), dont le titre seul indique suffisamment la tendance. La *Lega di Resistenza* avait

été dissoute par Crispi. L'effort fait par le gouvernement pour comprimer l'essor prolétarien amena tous les partis avancés, radicaux, républicains, à se rapprocher des socialistes pour la défense des libertés essentielles. Le parti socialiste sortit grandi de cette ère de persécution et son affirmation la plus nette fut la création d'un journal quotidien, à Rome, l'*Avanti*. Bissolati fut appelé à le diriger.

L'existence d'un quotidien — et l'*Avanti* n'a cessé de paraître depuis lors — est la preuve la plus manifeste qu'un parti sort de la période d'étude pour entrer dans l'action. Le journal ne peut se contenter d'examiner les hommes et les événements, d'un point de vue distant et théorique, comme le fait une revue ; il doit, forcément, confronter chaque jour ses principes avec les faits de la vie changeante et diverse. S'il réussit dans cette épreuve, il devient un des éléments de l'opinion publique et agit incessamment sur celle-ci.

Bissolati comprit que la tâche d'un journal socialiste était double : il fallait d'abord élever le niveau intellectuel et moral de ces populations abaissées qu'on essayait d'éveiller pour leur émancipation ; toute une œuvre immense et complexe d'éducation et d'instruction commencée dans la *Critica Sociale* et la *Lotta di Classe*, était à poursuivre et à compléter. Il fallait ensuite défendre l'idée socialiste, les personnalités, les organisations du parti contre les journaux bourgeois et les manœuvres gouvernementales. La tâche était redoutable ; Bissolati fut à sa hauteur. L'*Avanti* fut sous sa direction un des meilleurs journaux socialistes du monde. Tâche d'autant plus redoutable que le moment était périlleux. Il importait de tenir tête à la réaction et de poser hardiment le problème social, sans se laisser aller à de lénitives accommodations. Bissolati

le fit avec une telle crânerie que, bien qu'élu député par les paysans du collège de Pescarolo près de Crémone (1895), il fut arrêté à Milan et envoyé en prison sous l'accusation d'avoir organisé des mouvements révolutionnaires. La Chambre refusa d'autoriser les poursuites.

L'obstruction parlementaire, cette forme larvée de l'émeute, préconisée par l'*Avanti*, soutenue par lui, brillamment réalisée au Parlement, à demi approuvée par l'opinion, eut raison des projets réactionnaires et le prolétariat italien se vit reconnaître le droit d'organisation et l'usage des libertés constitutionnelles.

Après cette victoire qui était un peu la sienne, une évolution se dessine dans l'esprit de Bissolati. Les méthodes révolutionnaires et catastrophiques qui lui paraissaient légitimes vis-à-vis d'un despotisme monarchique ou bourgeois, lui semblent peu justifiées dès que les minorités peuvent librement et légalement essayer de se transformer en majorité. La lutte reste nécessaire, mais elle change de camp. La conspiration et la violence sont démodées ; la propagande, dans les cadres sociaux actuels, et pour la transformation progressive de ceux-ci, est tout.

Cette nouvelle orientation provoqua la formation dans le parti d'un groupe « réformiste ». L'ensemble comprit moins vite que Bissolati les nécessités nouvelles de la tactique et désavoua Bissolati et ses amis, après un réquisitoire véhément et habile de Enrico Ferri, le grand avocat, le célèbre sociologue et pénaliste, le brillant orateur qui fut pendant quelques années l'une des gloires du socialisme italien et du socialisme international. Après ce tournoi, Bissolati céda à Ferri la direction du journal, l'*Avanti*.

Mais en 1908, Bissolati eut sa revanche. Les réfor-

mistes, ayant triomphé au Congrès de Florence, l'appelèrent de nouveau à la rédaction de l'*Avanti*, dont il assuma la direction jusqu'en 1910, année au cours de laquelle il donna sa démission parce que, bien que le Congrès du Parti lui eût confirmé sa confiance, les tendances révolutionnaires et intransigeantes lui paraissaient de nouveau en faveur.

On ne peut séparer, comme on le voit, la vie de Bissolati de la vie du parti socialiste italien et celle-ci est passablement compliquée. Elle serait sans doute intéressante à étudier, mais pareille histoire surchargerait inutilement ces quelques notes. Je dois me borner à ce qui est indispensable pour esquisser le portrait que je veux présenter de Bissolati.

Parallèlement à sa carrière de journaliste, il avait connu les succès et les mécomptes des luttes électorales. Battu aux élections de 1900, il avait été aussitôt renvoyé à la Chambre par un collège de la région de Bologne (Budrio). Il revint à ses électeurs crémonais de 1904 à 1909, année où il fut élu en même temps à Crémone et à Rome (deuxième collège). A la prière des paysans crémonais eux-mêmes, il opta pour Rome.

Il me faut renoncer également à étudier son activité parlementaire durant ces années; pareil examen, qui devrait résumer l'histoire politique de l'Italie pendant ce laps, serait encore une fois, hors de proportion. Je note seulement que Bissolati ne se désintéressa jamais de la propagande, hors du parlement, pour l'émancipation et l'organisation des masses. Lorsqu'on songe au formidable et incessant labeur de journaliste, de député et de propagandiste ainsi accompli, on reste étonné et admiratif. Bissolati est bien le frère de ces vaillants ouvriers italiens qui malgré l'opinion courante et

absurde qui en fait des lazzaroni aimant à flâner au soleil, s'en vont courageusement par le monde, acceptant, sans se lasser ni se plaindre, les travaux les plus durs et les plus dangereux et réussissant encore, à force de privations, de sobriété et de ténacité, à réaliser des économies pour la famille restée au pays.

BISSOLATI SOCIALISTE RÉFORMISTE.

Un incident vint rendre apparent le désaccord profond qui existait entre Bissolati et la majorité du parti socialiste. Lors de la crise ministérielle de 1911, le Roi fit appeler Bissolati pour lui demander conseil. (Giolitti venait d'offrir vainement un portefeuille à Turati). Il se rendit, en veston et chapeau mou, ce qui fit scandale dans le monde officiel, à l'invitation du souverain et préconisa la formation d'un cabinet dont le programme fondamental serait l'établissement du suffrage universel. Bien que ce fut là la réforme par excellence qui devait ouvrir au prolétariat la voie de toutes les autres, bien qu'il eût personnellement décliné l'offre d'un portefeuille dans ce ministère Giolitti, Bissolati fut amèrement critiqué par son parti qui vit dans son attitude une déviation blâmable des méthodes socialistes. (Congrès de Reggio d'Emilia). Comme ayant obéi au devoir que lui montrait sa conscience, il lui était impossible de se reconnaître coupable, il préféra accepter son expulsion et avec quelques amis fonda le parti socialiste réformiste (1912).

Ce groupe, qui compte actuellement, dans la Chambre de 1916, une vingtaine de députés sur un total de 508, a acquis grâce au talent et à l'autorité de ceux qui le composent et parmi lesquels je citerai Raimondo, de San Remo, Canepa, actuellement sous-

secrétaire d'État, de Gênes, Cicotti, de Naples, de Felice, de Catane, Bonomi, le nouveau ministre des travaux publics, une influence dépassant de beaucoup son importance numérique. Bissolati est son *leader*.

Le programme est nettement socialiste et ne permet aucune confusion avec les partis avancés de gauche : radicaux, démocrates ou républicains. Il veut une société sans classes sociales, par la mise à la disposition des collectivités de travailleurs des moyens de production et d'échange. Pour y arriver, il préconise d'une part la propagande parmi les travailleurs, leur organisation à base professionnelle, la lutte des classes ; d'autre part, la conquête des pouvoirs publics par le suffrage universel, cette conquête dût-elle se faire partiellement et progressivement. Il adhère à l'Internationale ouvrière.

Voilà qui est net. A tel point qu'on se demande à première vue en quoi le parti réformiste se distingue du parti socialiste pur qui, après la scission, s'appela parti socialiste « officiel ».

Voici : tout d'abord, les réformistes préconisent la participation aux pouvoirs d'administration ou de gouvernement, tandis que les officiels la répudient, ou tout au moins ne l'admettent qu'à titre exceptionnel, avec l'autorisation et sous le contrôle du parti. Ensuite et ceci est autrement important, les réformistes, tout en adhérant à l'Internationale et en s'engageant à propager et à éduquer le sentiment de la solidarité des peuples, *entendent tenir compte pour la défense de la collectivité nationale*, des conditions de la vie internationale, en espérant que la prédominance ouvrière dans les grands États du monde rendra possible le désarmement général et simultané.

Il y a dans ce bout de phrase, toute la revendication

d'une politique extérieure, et son importance avait déjà été soulignée par l'attitude des réformistes à l'occasion de la guerre de Libye. Alors que le socialisme en général, et spécialement le socialisme italien officiel, imbu des conceptions catastrophiques, réduisait toute politique extérieure à des déclamations vagues sur la fraternité des peuples et la puissance de l'Internationale, Bissolati avait vu qu'il y avait là des faits qu'on ne supprimait point avec des phrases. La grande majorité des adhérents au parti socialiste, dépourvus des notions d'histoire, de géographie, de politique mondiale indispensables pour toute appréciation éclairée, absorbés par l'âpreté des luttes quotidiennes pour un sort meilleur, n'étaient pas à même de voir au delà d'un horizon restreint; et aux instants où ils comprenaient que le monde étendait sa vie bien plus loin, ils s'en remettaient avec confiance à l'Internationale. Le miracle de la fraternité humaine était plus facile à espérer encore que le miracle de la Révolution.

Conceptions exagérément simplistes, les événements ne l'ont que trop brutalement démontré Il ne suffit pas qu'un rêve soit généreux et pur pour qu'il efface la réalité. Bissolati eut la clairvoyance qu'il fallait pour comprendre que l'antimilitarisme ne pouvait être recommandé qu'en fonction des conditions internationales et que le parti socialiste devait avoir souci, non seulement des questions ouvrières intérieures, mais de la politique nationale extérieure. Marx, au reste, l'avait dit avant lui dans l'*Adresse inaugurale* de l'Internationale. Et de fait, Bissolati eut une politique extérieure ne manquant ni d'originalité ni de profondeur : il chercha un rapprochement de l'Italie et de l'Autriche-Hongrie et défendit son point de vue au Parlement et dans la presse. L'Italie et l'Autriche ne

peuvent être qu'alliées ou ennemies, a dit un diplomate. Bissolati les voulut alliées. Mais alliées en dehors de la Triplice. Dès longtemps, et devançant considérablement ses compatriotes, Bissolati avait aperçu le danger allemand. Et contre ce danger, il avait espéré un appui dans l'Autriche. Il partageait les vues de la plus récente école française de politique étrangère qui, avant la guerre, croyait trouver dans une Autriche organisée sur la base fédéraliste, soustraite à la centralisation de Vienne, ou aux influences de Berlin, une garantie de paix pour l'Europe. Et, en vérité, la conception était ingénieuse et raisonnable.

Pour la réaliser, il eût fallu établir d'abord des rapports cordiaux entre l'Italie et l'Autriche, et Bissolati avait espéré y parvenir par l'intermédiaire des socialistes austro-hongrois qui eussent eu, à cette occasion, un beau rôle à jouer, aux conséquences incalculables. En 1905 et en 1908, époques de tension entre les deux nations, Bissolati, mandaté par son parti, se rendit à Trieste, à un Congrès de socialistes autrichiens.

Déjà peu compris par ses compatriotes, Bissolati ne le fut pas du tout par les Autrichiens. Ils se refusèrent absolument, non seulement à favoriser les revendications italiennes sur les terres irrédentes, mais même à examiner la possibilité d'une politique non inféodée à l'Allemagne. Bissolati dut renoncer à son projet.

BISSOLATI ET L'INTERVENTION.

Dès les premiers jours de la guerre européenne, Leonida Bissolati n'eut pas une hésitation. Il semble avoir pressenti ces événements formidables ; il y était préparé. L'organe du parti socialiste réformiste l'*Azione Socialista* ne paraissant que tous les quinze

jours, ce fut dans le *Secolo*, le grand journal démocratique de Milan, et dans le *Messagero* de Rome qu'il indiqua avec force l'attitude de l'Italie : neutralité. Et il la réclama impérieusement, retrouvant toutes les ardeurs de sa jeunesse turbulente : neutralité ou révolution.

Point n'était besoin d'ailleurs de poser ce dilemme pressant. Le parti de la guerre à côté des Empires Centraux n'était qu'une imperceptible minorité. Le sentiment italien répugnait manifestement à se remettre à la remorque de l'Autriche; et la sympathie pour la France était évidente et générale. Outre ces raisons de sentiment, puissantes dans un pays d'opinion publique et de démocratie, il y avait des motifs d'ordre pratique tout aussi péremptoires, et notamment l'état d'impréparation militaire.

L'Italie se déclara neutre. Ce fut un premier service, et d'une importance énorme qu'elle rendit à la cause des Alliés et spécialement à la France. Service analogue, vers le Sud, à celui que rendait, vers le Nord, la Belgique essayant d'arrêter l'envahisseur.

Bissolati s'était rencontré avec les socialistes officiels pour réclamer la neutralité. Mais les uns et les autres arrivaient à cette conclusion par des chemins bien différents. Pour Bissolati et ses amis, la neutralité était une étape nécessaire dans la voie de l'intervention. Ce premier gage d'amitié donné à la France, cette première rupture avec l'Autriche devaient avoir leurs lendemains. La neutralité n'était qu'un point de départ. Pour les socialistes officiels, elle était un point d'arrivée, une attitude idéale et définitive. De nouveau, la divergence essentielle s'attestait entre les anciens compagnons de lutte. Entre Bissolati partisan de l'intervention et les officiels neutralistes, les polémiques furent

violentes et envenimées. Nul ne sait mieux trouver l'injure blessante, le trait qui fait mal, qu'un ami de la veille ! Aucune avanie ne fut épargnée à Bissolati et les épithètes de renégat, traître, vendu furent, comme d'usage, parmi les expressions les plus anodines de la divergence d'opinion.

J'ai essayé ailleurs d'exposer objectivement la façon dont les socialistes italiens avaient réagi devant le phénomène de la guerre[1]. J'avoue n'avoir jamais apprécié la thèse des socialistes officiels. M. Ettore Cicotti, professeur d'histoire à l'Université de Messine et député de Naples, qui l'a minutieusement étudiée, n'y voit qu'entêtements dans des formules surannées, démenties par les faits, indifférence coupable et soucis électoraux[2]. Je n'ose pas être aussi sévère.

En revanche, la situation de Bissolati est claire et droite comme une lame d'épée. Non seulement elle est la conséquence logique de la vie antérieure mais elle s'inspire des plus nobles sentiments de la solidarité sociale. C'est la pure tradition mazzinienne appliquée aux événements de 1914. C'est la notion du devoir supérieur que nous avons les uns envers les autres, les citoyens envers les citoyens, les nations envers les nations, la compréhension de la corrélation nécessaire de notre liberté et de notre droit avec la liberté et le droit d'autrui, à ce point que toute oppression d'un individu ou d'un peuple, est, tout au moins en puissance et en menace, une oppression des autres individus et des autres peuples.

1. *Les Socialistes et la guerre*, Paris, Van Oest. *En Italie avant la guerre*. Interview de Turati, p. 145, Paris, Van Oest, 1915.

2. Le Parti socialiste officiel italien et la guerre, *Revue des Nations Latines*, juin 1916.

Ainsi l'Italie, héritière du droit romain et de la civilisation d'Europe, était directement attaquée et lésée par la violation de la neutralité belge, l'invasion des provinces françaises, perpétrées au mépris de l'honneur, accompagnées de méthodes de guerre qui étaient un défi à la civilisation. Devant de tels crimes, la neutralité devenait à son tour un crime, une complicité; elle était une impossibilité morale.

De longs mois de séjour en Italie, la fréquentation des milieux les plus divers, me permettent d'affirmer que ce sentiment généreux, très digne d'admiration, fut celui de la grande majorité du peuple italien, et Bissolati eut l'honneur d'en être l'interprète dans un monde politique hésitant, désemparé, cherchant où était l'avantage en essayant d'échapper à la loi du devoir.

Dès septembre 1914, Bissolati, appelé à nouveau au Quirinal par le roi, l'adjura de préparer l'Italie à l'intervention aux côtés des Alliés. Et pendant les mois qui suivirent, il se dépensa, sans jamais se lasser, en meetings, discours au Parlement, articles de journaux, pour démontrer à l'opinion que toute revendication nationale de l'Italie était nécessairement conditionnée par la lutte européenne. Aucune satisfaction ne pourrait être obtenue et conservée que si les Alliés réussissaient à annihiler les prétentions et les menaces germaniques.

Point de vue diamétralement opposé à celui de G. Giolitti. L'ancien président du conseil, estimait, lui, que l'Italie avait intérêt à régler son différend avec l'Autriche, à la faveur du conflit européen, mais indépendamment de celui-ci et que si l'on obtenait ainsi *quelques* compensations, on pouvait se désintéresser des destinées de la Belgique, de la France et de la Serbie.

Situation qui paraissait habile et profitable et qui faillit être accueillie dans les milieux parlementaires, mais la rue donna raison à Bissolati.

Et dans ces journées de mai 1915, le mouvement populaire fut à Rome, et dans toutes les grandes villes, si formidable, si ardent, si impératif que le Parlement n'osa point y résister. Les bandes neutralistes où se rencontraient de façon assez inattendue, des giolittiens, des catholiques et des socialistes officiels, renoncèrent au combat ; et, après leur déroute et au milieu d'un grand enthousiasme, la guerre fut décidée.

BISSOLATI ET LA GUERRE.

Le cabinet Salandra, qui avait déclaré la guerre, était un ministère conservateur. Nous avons vu que dès le lendemain du 24 mai 1915, on songea à donner au gouvernement une base plus large et plus solide et à réaliser un ministère national, en conséquence de cette loi d'union sacrée qui s'impose aux nations et à leurs partis politiques aux heures de crise et de péril.

De toutes parts, on prononça le nom de Bissolati. Il n'en entendit rien Réalisant sur-le-champ malgré les instances et le désappointement de ses amis, un projet qu'il avait formé, Bissolati s'était engagé dans les rangs de l'armée et avait repris place parmi les alpins (sergent au 4me régiment). Guidé, encore cette fois, par une inspiration morale, il pensa que pour attester sa foi dans la nécessité de la guerre, pour avoir le droit de demander aux humbles le sacrifice de leur vie, il était nécessaire de payer de sa personne et d'être un exemple. Il le fut.

Sa discipline et sa bravoure eurent un rayonnement considérable. Car il ne s'était pas engagé pour la forme,

avec l'arrière-pensée de se faire réserver à l'arrière une « embuscade » honorable. Il s'en fut au front et dans la bataille.

Parmi ces alpins héroïques dont on se conte les exploits comme ceux des paladins des légendes, il se distingua, et fut grièvement blessé le 21 juillet 1915 au cours de l'un des engagements qui eurent lieu sur le Monte Nero, en Carniole. La sollicitude affectueuse avec laquelle tous — depuis le roi jusqu'aux paysans obscurs — suivirent les phases de sa guérison, attesta avec ampleur la place qu'il avait conquise dans le cœur de la nation. A peine rétabli, il retourna au front.

Le cabinet Salandra avait négligé les vœux qui lui avaient été présentés. Il avait cru inutile de se transformer. Il s'était simplement adjoint Salvatore Barzilaï, chef de ce qui restait du parti républicain, comme ministre sans portefeuille, et encore M. Salandra avait pris soin de rétrécir la portée de cette désignation, en spécifiant que le nouveau ministre avait été choisi uniquement à raison de sa qualité de Triestin.

Car la guerre que l'Italie avait déclarée, n'était que la guerre à l'Autriche. Habilement justifiée par les documents diplomatiques, certes. Mais, tout de même, ce n'était pas seulement cette guerre-là qu'avaient voulue les manifestants des journées de mai. D'autre part, des insuffisances évidentes dans la conduite des affaires publiques, un manque de prévoyance des difficultés internes que devait entraîner la guerre, et dans la direction de cette guerre même, une certaine mollesse, des hésitations, des pusillanimités, — et enfin le refus presque systématique de rester en contact avec les députés et le pays, la prétention de tout régir dans le mystère, créèrent autour du cabinet Salandra une atmosphère inquiète.

Bissolati s'en aperçut bien lorsqu'il revint du front. Voulant essayer de conserver malgré tout le ministère qui avait déclaré la guerre, il s'en fit le défenseur loyal, rallia autour de lui les hésitants, calma les appréhensions, apaisa les impatiences. A plusieurs reprises, il obtint pour le cabinet Salandra des votes de confiance qui signifiaient plutôt la confiance en Bissolati que la confiance dans le ministère.

Bissolati comptait sur la force des événements eux-mêmes plus que sur les dirigeants. Il excellait d'ailleurs à la mettre en valeur. On se rappelle son simple et bref discours, lors des premiers jours de la bataille pour Verdun, où il envoya aux armées françaises un salut éloquent, qui détermina dans la Chambre italienne une manifestation enthousiaste de sympathie pour la France et d'hostilité pour l'Allemagne.

Néanmoins, malgré les efforts et l'influence de Bissolati, la patience de la Chambre se lassait. L'offensive autrichienne dans le Trentin, ayant révélé des négligences qu'on reprocha au gouvernement, fut l'occasion, non la cause, de sa chute.

On a fort mal compris, à l'étranger, le caractère de la crise de juin 1916 lorsqu'on a cru y voir un retour offensif des neutralistes. La Chambre italienne avait, au contraire, notablement évolué. A part les socialistes officiels qui persistaient dans leur attitude avec plus de bruit que d'arguments, la plupart de ceux qui étaient hostiles à la guerre avaient accepté le fait accompli.

Successivement, l'adhésion de l'Italie au Pacte de Londres, sa présence à la Conférence de Paris avaient accentué la guerre, et précisé son caractère. On se disait : puisqu'on est dans la tourmente, il faut en sortir au plus vite et avec honneur ; chacun pour la victoire

doit faire l'effort maximum ; et ces efforts ne seront féconds que s'ils sont coordonnés en une entente étroite du Pouvoir, du Parlement et du Pays. Le mécontentement contre M. Salandra s'explique par ce fait que, dans cette conduite de la guerre, on ne voyait pas assez son énergie, et qu'on voyait trop son autoritarisme. Il fut mis en minorité.

La voix unanime des hommes politiques, des journaux et du peuple désigna Leonida Bissolati comme la personnalité indispensable au ministère nouveau. Le vénérable M. Boselli, choisi comme président du nouveau conseil, et le roi, consacrèrent ce vœu et le 19 juin 1916, Bissolati devint ministre avec la charge de suivre spécialement les opérations de guerre.

Loin d'indiquer un fléchissement de l'opinion italienne, le ministère Boselli était une confirmation de la volonté de guerre. La personnalité de Bissolati, seule, le disait clairement. En outre, on conservait du ministère précédent, deux hommes de valeur, S. Sonnino qui restait aux Affaires Etrangères et Orlando qui, de la Justice passait à l'Intérieur. A cette élite, s'adjoignaient des représentants de tous les partis parlementaires, sauf les socialistes officiels. Les républicains, s'ils n'avaient plus Barzilaï, avaient Commandini ; et parmi les amis de Bissolati, Bonomi et Canepa avaient d'importantes attributions.

Deux mois après sa constitution, ce ministère d'union nationale déclarait la guerre à l'Allemagne, mettant ainsi définitivement un terme à toute controverse sur la portée de l'intervention italienne.

Le rôle de Bissolati y fut actif, mais volontairement effacé. Il s'occupa surtout ainsi qu'il l'avait désiré, de l'armée et fut plus souvent auprès du général Cadorna qu'à Rome. Un seul grand discours, celui de Crémone,

lui permit de dénoncer les agitations neutralistes de certains cléricaux et des socialistes officiels.

Ces derniers ne cessèrent pas leur violente campagne contre l'ancien frère, mais ils ne réussirent point à le diminuer, ni même à l'irriter. Je me rappelle l'avoir vu à Rome au Congrès des socialistes réformistes de 1917, après un an de ministère, aussi simple, aussi cordial, aussi entouré de fraternel respect par les camarades du parti, qu'aux anciens jours.

En juin 1917, des bruits de crise ministérielle coururent. Il ne faut pas espérer, en effet, l'homogénéité parfaite d'un ministère d'union nationale. Unanimes à vouloir la victoire, ses membres peuvent la concevoir de façon diverse. Nationalistes et socialistes réformistes, par exemple, n'ont évidemment pas les mêmes buts de guerre. Et le protectorat de l'Albanie ayant paru engager dans le sens nationaliste, Bissolati, Bonomi et Commandini offrirent leur démission. Mais on s'expliqua et la crise fut conjurée. Elle n'aboutit qu'à certaines modifications accessoires, d'intérêt technique plutôt que politique.

*
* *

J'ai essayé de montrer un homme et de conter une vie. Celle-ci est belle, n'est-il pas vrai ? Elle a un accent de vertu antique. Elle rappelle certaines statues de civisme dressées par Plutarque ou Tite-Live, sur le modèle des hommes illustres de la ville de Rome. Elle constitue, par le contraste entre le point de départ et le point d'arrivée, une merveilleuse aventure, d'autant plus remarquable que son évolution est continue et que chaque jour en paraît la suite naturelle du jour précédent. Pourtant qui eût dit, qui eût prédit à l'étu-

diant rêveur et impétueux de Crémone qu'un jour, il aurait, comme récompense de toute une vie de droiture, l'inestimable honneur d'être choisi par ses compatriotes pour réaliser les destinées de la Patrie, l'inappréciable bonheur de pouvoir, dans une heure suprême, travailler au salut de son peuple et des idées qu'il chérissait ?

L'homme n'est point troublé par ces prestiges qu'il n'a point cherchés. Il répond à leur appel parce que c'est un devoir encore. Celui-ci est plus large et plus lourd que tous ceux auxquels il s'est conformé jusqu'ici. Mais il le remplira sans faiblir et il sera l'un de ceux qui fixeront la victoire parmi nous. Comme Briand, comme Lloyd George, comme Kerensky, rédempteurs imprévus de cette société que, dans leurs jeunes années, ils semblaient être appelés à bouleverser. L'Italie a confiance en Bissolati ; et ce que j'ai rappelé prouve que les Alliés aussi peuvent partager cette confiance.

GAETANO SALVEMINI

UN MAZZINIEN.

Turin a inauguré, en juillet 1917, un monument à Mazzini. Dans cette Italie où la fureur statuaire est sans égale, un monument de plus n'est pas un événement émouvant. Je note pourtant celui-ci comme un signe des temps. La gloire de Mazzini était un peu périmée. La guerre lui a rendu une actualité étonnante et j'ai pu suivre les progrès de ce retour à Mazzini. De plus en plus, ceux d'aujourd'hui allaient demander des conseils à l'ancêtre. De plus en plus, ses enseignements étaient répétés avec l'étonnement de les voir s'adapter si exactement aux temps présents. Et presque toujours ceux qui s'en réclamaient étaient de tous, les plus nobles et les plus généreux. En eux resplendissait, comme une flamme et une clarté, ce qu'il y a vraiment de plus pur et de plus élevé dans l'âme italienne contemporaine.

Si j'avais à définir d'un mot Gaetano Salvemini, je dirais qu'il est un mazzinien. Et ce serait, à mon sens, un fort bel éloge. Mazzinien, il l'est à différents titres. D'abord, plus qu'aucun autre Italien, il a étudié la vie et la pensée de Mazzini, et toujours une grande admiration fervente est un signe de similitude entre l'admirateur et l'admiré et agit en désir

d'imitation. Ensuite, parce qu'à la différence des nationalistes dont nous étudierons plus loin le réalisme égoïste et sec, il accorde aux forces sentimentales toute leur valeur et ne conçoit l'amour de la patrie qu'en fonction de l'humanité. Mazzinien enfin, par la sévère probité de sa vie publique et son souci constant d'illustrer par des actes ses paroles, de vouloir la réalisation de l'idée préconisée quel que soit le prix qu'il la doive payer.

D'autres, à cause d'une renommée plus retentissante, paraîtront, à un observateur superficiel, peser d'un poids plus lourd dans les balances de l'opinion. Gaetano Salvemini est pourtant un leader. Non seulement parce qu'il s'est beaucoup adressé au peuple et qu'il lui est devenu très cher ; mais surtout par l'influence qu'il exerce sur l'élite et sur la jeunesse. Pour nombre de ces jeunes gens à qui incomberont, demain, les grandes tâches nationales, il fut un éducateur, un professeur d'énergie, un conducteur de consciences.

C'est un homme du Midi [1] ; mais ce méridional prétend ne point se laisser entraîner par son imagination. Il veut que son idéalisme soit tempéré du sens très précis des réalités. Aussi, dans son œuvre scientifique, Salvemini a-t-il tenu à appliquer les méthodes du matérialisme historique. Telle fut la base de son enseignement quand, après quelques années de professorat dans les lycées, il fut chargé du cours d'histoire moderne à l'Université de Messine

1. Gaetano Salvemini est né à Molfetta, près de Bari, le 8 septembre 1873. Études universitaires à Florence, 1890-1895. Adhésion au parti socialiste, 1894. Professeur d'écoles secondaires à Palerme, Faenza, Lodi, Florence, 1895-1902. Professeur à l'Université de Messine, 1902-1902. A l'Univerité de Pise, 1910-1916.

d'abord, puis à l'Université de Pise où il fut nommé après l'épouvantable tremblement de terre de Messine qui le laissa seul vivant de toute sa famille, enfin, à Florence, à la chaire de Pasquale Villari.

Il fut l'un des premiers à appliquer ces méthodes en Italie. Elles lui permirent de donner à ses études d'histoire un accent d'incontestable originalité. C'est à la commune de Florence qu'il se consacra tout d'abord, en deux livres, l'un sur *La dignità cavalleresca nella comune di Firenze*, l'autre sur *Magnati e popolani a Firenze*, qui exercèrent une grande influence sur l'historiographie ultérieure. Plus tard, abordant un sujet plus vaste, il sut enfermer en un volume la synthèse des premiers événements de la Révolution française, et l'on s'accorde à reconnaître en son étude l'une des plus frappantes qu'on ait faites sur ce sujet en Italie.

Les recherches sur Mazzini, qu'il entreprit alors, sortent déjà de son œuvre strictement scientifique. Il y puisa le souci d'une action politique, le désir d'agir, le besoin de s'intéresser directement à la vie collective des hommes et de lui imprimer l'impulsion de sa conscience. C'est un choix qu'il fit, en étudiant, avec toute l'objectivité d'un savant, la vie du héros romantique. Sans diminuer cette objectivité, il apporta dans son analyse, une chaleur qui en augmentait la force suggestive; et ce fut successivement à la jeunesse de l'apôtre, à sa pensée politique, à son éthique sociale, à ses idées religieuses qu'il appliqua sa ferveur de disciple. Jusqu'ici, il n'a produit que des œuvres fragmentaires sur Mazzini. Telles qu'elles sont, elles dépassent les études faites précédemment. Aussi, la « vie de Mazzini » qu'il entre dans le désir de G. Salvemini de parfaire quelque jour, à l'aide des travaux préparatoires déjà terminés, sera-t-elle à coup sûr une base essentielle de l'histoire de l'Italie moderne.

Cet historien est tout autre chose qu'un chercheur érudit ; c'est un passionné qui choisit dans le passé des moments capitaux et des types représentatifs et qui sait les faire revivre et en mettre en valeur toute la véritable originalité.

Il doit à ce don l'influence considérable qu'il a su acquérir sur ses élèves, quand il a extériorisé dans le professorat ses doctrines et ses recherches. Il sent le besoin de faire des prosélytes. C'est un enseigneur né.

Aussi s'est-il préoccupé de toutes les questions qui intéressaient l'enseignement. Il a consacré à l'école italienne le meilleur de ses efforts. Il l'a voulue plus libre, plus moderne, plus puissante. Dans un livre écrit en collaboration avec M. Galetti, il a su présenter tout un programme organique de transformation de l'enseignement secondaire. En même temps, il contribuait, par sa propagande et ses initiatives, à la fondation de la Fédération des professeurs d'écoles moyennes et à la conquête du statut juridique et économique du personnel enseignant.

Belle figure de penseur, d'universitaire, qui a su se faire homme d'action et soldat quand sa pensée devait trouver dans l'agora ou sur le champ de bataille, sa réalisation définitive. Il est de ceux qui, comme le disait de Mazzini, Malvina von Meysenburg « s'objectivent dans leur vie, qui est la mise en action de leur pensée. Ce sont eux, les personnages tragiques du poète, qui acceptent la plus grande douleur pour accomplir le plus noble idéal ».

Je me souviens d'un soir, dans la petite ville d'Assise où j'eus la joie d'entendre parler Salvemini. Son éloquence a quelque chose d'emporté et de violent en quoi l'on sent toute la tension d'un être. Il ne se soucie ni de la phrase, ni de l'image. Il n'orne

point sa pensée de subtiles guirlandes verbales, mais laisse jaillir son émotion, sans retenue, avec la puissance de ceux qui ne se disciplinent point et sont portés par leur passion, plutôt qu'ils ne la portent. Que de force convaincante dans cette parole un peu dure, éclatante de sincérité et de foi, qui semblait l'expression même de la loyauté et de la générosité populaire ! Et comme il était loin de tout machiavélisme, cet homme qui, après avoir parlé, retombait blême, ainsi que ceux que frappe une grande colère ou un grand malheur !

C'est la même passion, mais tempérée par le calme du cabinet de travail, qu'on retrouve dans ses articles. Pour répandre ses idées, il a su être l'un des plus brillants et des plus profonds parmi les journalistes d'Italie — et l'Italie en compte beaucoup d'excellents. D'abord dans l'*Avanti*, puis dans la *Critica sociale*, Salvemini mena la rude bataille des bonnes idées. Mais, dans le cadre trop dessiné d'un périodique de parti, son indépendante pensée était à l'étroit. En décembre 1911, il fondait à Florence — reprenant son titre à Mazzini lui-même — un hebdomadaire : l'*Unità*.

L'influence de ce journal fut grande. Et il est assez curieux de constater que, si l'on veut étudier en Italie les courants directeurs les plus importants, ce soit, non aux quotidiens ou aux grosses revues, qu'il faille s'en référer, mais à ces périodiques que l'actualité brûle, et par lesquels la jeunesse imprime au pays des impulsions. C'est le *Marzocco*, le *Leonardo*, *La Voce*, à Florence, qui apporteront à l'attention du studieux de demain les plus robustes fleurs du printemps italien. Et certes, dans l'*Unità*, il sera sûr de trouver une riche moisson. Nulle école de culture spirituelle ne fut plus généreuse et plus déterminante. Nulle chaire de

discussion ne fut plus librement ouverte à tous les grands problèmes nationaux et internationaux. C'est l'avant-garde même de la jeune Italie qui cherchait là son mot d'ordre.

Elle y découvrait avec des idées, un grand exemple : celui du désintéressement. Salvemini ne fut jamais l'homme qui défend une cause avec l'arrière-pensée de trouver un intérêt dans sa réalisation. Une idée réalisée dans un fait, d'autres idées le requéraient. Il se jeta passionnément à leur défense, assumant ainsi, de lutte en lutte, le rôle ardu de conduire l'Italie à ses plus grands destins.

C'est l'un de ceux qui ont élevé le plus haut et qui porteront le plus loin l'héritage lumineux que Mazzini a laissé à sa jeune patrie... *Quasi cursores lampada trahunt !...*

L'HOMME POLITIQUE.

Mais c'était dans la politique que Salvemini devait donner toute sa mesure. Son origine l'y prédisposait, car la vie politique est, dans le Midi, très puissante et très active, s'il lui arrive souvent de se rapetisser en conflits d'intérêts locaux et en étroites disputes personnelles. En 1894, il entra dans le parti socialiste, qui lui paraissait le plus apte à satisfaire des désirs de justice collective. Il y resta pendant la plus dure des périodes qu'ait traversées ce parti. Mais en 1911, il fut amené à s'en séparer avec quelque éclat.

C'était l'époque de l'entreprise libyenne. Rien ne lui parut plus contraire aux intérêts de la démocratie que cette campagne en laquelle prenait forme l'impérialisme italien. La plupart des démocrates partagèrent sa conviction. On se fût donc attendu à voir le parti

socialiste italien prendre des mesures pour prévenir cette entreprise. Il n'en fut rien. Les chefs mêmes du socialisme officiel, non seulement furent incapables d'une action sérieuse pour empêcher la guerre, mais une fois cette guerre déclarée, ils la tolérèrent sans protestation suffisante et ne surent s'opposer à aucune des fautes qui furent accumulées au cours de cette campagne, si bien que leur conduite apparut en somme comme un appui au gouvernement. Comme le président du conseil, Giolitti, dans la même année où il déclenchait une guerre antidémocratique, accordait à la démocratie la satisfaction du suffrage universel, la passivité du parti socialiste officiel attesta une coalition étrange d'intérêts opposés.

Cette singulière entente socialo-giolittienne, évidente, bien que non formulée, pour la guerrre coloniale, s'est retrouvée quelques années plus tard, contre la guerre à l'impérialisme alllemand.

Ainsi que d'autres esprits très sincèrement socialistes, mais ne pouvant se résigner aux imprévus du socialisme parlementaire, G. Salvemini quitta le parti. Il assuma l'attitude d'indépendance qui convenait le plus exactement à son caractère. Dans toutes les questions qui se présentèrent, il prit nettement position, promouvant des solutions toujours inspirées d'un haut sentiment démocratique, mais extérieures à toute décision de groupement politique.

Nous trouvons son nom, parmi ceux des signataires d'une lettre aux électeurs de Gallipoli, en mars 1915, pour recommander la candidature de M. de Viti di Marco. A cette occasion, se réunirent des hommes qui, dans les domaines de la pensée et de la politique, sont sans grande parenté : MM. Barzilaï, Bissolati, Giretti, Prezzolini ; mais tous ont orienté leur action dans un sens démocratique et leur patronage a pu s'accor-

der sur un homme qui, tel M. de Viti de Marco, s'est fait l'apôtre du libre échange et des réformes douanières et qui, dès les premiers jours de la guerre européenne, s'affirma partisan du droit des peuples et du principe des nationalités. G. Salvemini a beaucoup de traits communs avec un semblable esprit. Radical de sentiment et de conviction, lui aussi, il est un de ces hommes qui ne peuvent s'accommoder des cadres, mais dont l'attention s'étend à tous les domaines d'action pratiquement réformatrice. En signant ce manifeste, G. Salvemini s'est défini lui-même.

Il a adhéré à l'argumentation de M. de Viti di Marco, signalant l'indifférence du parti socialiste en matière de questions douanières et de répartition d'impôts. Selon eux, le parti socialiste, représentant plutôt une clientèle politique que la masse du prolétariat elle-même, se serait rencontré avec la clientèle giolittienne d'industriels et d'affaristes dans un égal désir de privilèges, tantôt socialistes et tantôt bourgeois ; les lois sociales utiles aux seuls ouvriers de l'industrie, obtenues par une sorte de réciproque complaisance, ne sont point, d'après eux des lois réellement démocratiques, car elles font peser sur la majorité du peuple et notamment sur les agriculteurs du Midi, les dépenses nécessitées par les privilèges accordés à la minorité.

A un tel homme, la probité politique apparaît naturellement comme la plus haute vertu, parce qu'il la considère comme l'indice et comme la cause d'une parfaite santé sociale. Sous le régime de Giolitti, tel que je l'ai exposé dans une précédente étude, il devait trouver matière à vive indignation. Aussi s'éleva-t-il avec une violence catilinaire contre l'organisation de la corruption des fonctionnaires et des collèges électoraux. La fougue latine de son *Ministro della Malavita* n'a pas

peu contribué à créer, autour de la politique giolittienne, cette atmosphère de répugnance et de mépris qui a trouvé, dans l'opinion italienne, de si virulentes expressions, en mai 1915 et depuis.

Salvemini posa deux fois sa candidature aux élections politiques. Mais il le fit, moins dans le but d'obtenir un succès électoral que de combattre les forces immorales de cette politique, dans l'arène même où elles régnaient. En 1911, il se présenta au collège d'Abano, près de Rome. Et il se retira parce qu'il s'aperçut que ses amis allaient commettre en sa faveur des illégalités. En 1913, il choisit le collège de Molfetta et de Bitonto, dans les Pouilles, où il était né. Il y fut le candidat des matelots, des paysans, des ouvriers, contre les bourgeois et les prêtres, soutenus par une police complice, et par le gouvernement. Giolitti n'avait pas craint de protéger contre lui, par hostilité personnelle, l'ancien député républicain de Molfetta.

Ces deux collèges furent le théâtre d'une lutte épique entre cet honnête homme solitaire et les cliques gouvernementales locales.

L'influence de ces cliques est assez nettement marquée par les résultats suivants. A Bitonto, aux élections politiques d'octobre 1913, G. Salvemini obtint 12 voix. Aux élections départementales qui eurent lieu après la chute de Giolitti, il obtint, du même corps électoral, 3300 voix. A Molfetta où, malgré les menées giolittiennes, environ 2400 de ses électeurs avaient réussi à voter en 1913, il obtint, en juillet 1914, aux élections départementales, plus de 4500 voix.

Mais elle l'est davantage par les détails même de l'élection. Dans le Midi, les compétitions politiques entraînent souvent à des violences passionnées et à des rixes sanglantes. Pendant la campagne électorale du

candidat de Molfetta, elles atteignirent une culminance d'exaspération qui alla même jusqu'à la tentative d'assassinat ! Salvemini tint courageusement tête à ses ennemis et s'il échoua, il obtint un résultat plus sérieux encore, peut-être, qu'une élection. La presse d'Italie tout entière s'occupa des bagarres des Pouilles. Tous les journaux honnêtes, avec le *Corriere della Sera*, organe conservateur, à leur tête, stigmatisèrent les procédés électoraux des adversaires de Salvemini, ébranlant ainsi dans ses fondements la force du dictateur Giolitti.

Fidèle aux postulats démocratiques, Salvemini assuma la défense de la masse des consommateurs italiens, en matière de politique douanière. Lutte pénible, dans un pays où les groupes protectionnistes sont puissamment organisés et où chacun dispose d'une presse active et habile. Il fit la guerre, avec un vif acharnement, aux coalitions industrielles et financières, à celles des cotonniers, des sidérurgistes, des sucriers et des marchands de grains, réclamant l'ouverture des frontières aux produits étrangers et l'introduction de principes libéraux dans la conclusion des traités de commerce.

SALVEMINI ET LA QUESTION DU MIDI.

Les membres actifs des organisations socialistes italiennes se recrutent surtout dans le prolétariat industriel. Le socialisme agricole est beaucoup moins puissant et moins représenté. Or, l'Italie industrielle est surtout l'Italie du Nord, le Piémont, la Lombardie et Ligurie, — tandis que l'Italie du Midi est peuplée de travailleurs des champs. A la conception de Salvemini se rattache donc, soit directement, soit par un rapport d'effet à cause, la grave « question du Midi ».

C'est une question très ancienne ; elle est presque née en même temps que l'Italie, car elle tire sa source de la constitution même de la péninsule, tant au point de vue géographique qu'au point de vue ethnique. Deux races, deux pays, avec des intérêts différents, des lignes commerciales divergentes, des activités, des productions naturelles et industrielles en opposition. Mais deux races et deux pays unis par la tenace volonté de vivre en commun et de fortifier cette Italie qu'ils ont constituée de leurs efforts collectifs.

C'est aussi une question complexe, car il s'y est mêlé, depuis une quinzaine d'années surtout, un élément bien fait pour l'exaspérer et la compliquer : la persistance du ministère Giolitti. Nous avons dit que Giolitti, homme du Nord, protagoniste des intérêts et des affaires du Nord, a profité de sa longue dictature pour tenter l'asservissement du Midi. Les préfets giolittiens ont été les agents de cette corruption politique organisée. La représentation elle-même était faussée par l'appui accordé par le gouvernement, tantôt à droite, tantôt à gauche, uniquement en raison des personnalités et de leur dévotion aux volontés de Giolitti.

Cet essai d'asservissement du Midi par une bande de politiciens est l'une des raisons pour lesquelles la guerre de 1915 fut, dès le début, si populaire de Naples à Catane. La guerre était faite contre la volonté, contre le pouvoir de Giolitti ; c'était un acte de libération dans le domaine de la politique intérieure aussi bien que dans celui de la politique extérieure.

La question du Midi a un double aspect. Le Midi se plaint, d'une part, d'être la victime d'une inégale répartition des travaux publics, routes, cours d'eau, chemins de fer, entravant le développement de la

population. Et d'autre part, il souffre de ne voir point étendre au travail agricole les mesures de législation ouvrière votées par le Parlement. Mais si le Midi se trouve, vis-à-vis des autres provinces d'Italie, dans une situation d'infériorité, cela tient à un grand nombre de causes très diverses. On a pu dire que le Midi était naturellement pauvre, parce qu'il manque de mines pour l'industrie, d'eau pour l'agriculture et que sa population est menacée par la fièvre malarique. Mais la pauvreté du Midi procède aussi du fait des hommes et notamment des régimes politiques qu'il a subis et qui ont laissé après eux une situation matérielle et morale déplorable. En Sicile, le régime des latifonds a survécu à l'abolition des grandes propriétés ecclésiastiques. La domination bourbonienne, dans sa crainte de voir grandir le capitalisme avec l'industrie, avait permis la formation d'une plèbe paresseuse et mendiante, surtout dans les grandes villes, comme Naples ou Palerme. L'absence de bourgeoisie industrielle ayant empêché l'existence des luttes de classes qui assainissent le corps social, la mentalité politique est restée, dans la petite bourgeoisie, très basse, vénale et servile. Les gouvernements qui se sont succédé depuis 1876 ont fait peu de chose pour porter remède à ces plaies morales. Au contraire, comme l'avouait en 1902 le président du conseil Zanardelli, les ministres ont profité de cette dépression morale, « pour consolider leur position administrative ». Et M. Nitti, grand expert en matière de politique méridionale, note que « l'Italie du Midi a été considérée comme le pays destiné à former les majorités ministérielles. Les préfets n'y ont quasi d'autres fonctions que de faire les élections ».

Il serait injuste de dire qu'à cette indifférence pour

les conditions morales du Midi, ait correspondu une égale incurie pour ses plaies matérielles. On s'en est préoccupé, surtout depuis 1901. Selon des chiffres cités par M. Bonnefon Craponne, dans son *Italie au travail*, le gouvernement a consenti de gros sacrifices financiers pour l'amélioration de la partie méridionale du pays. On a reboisé, canalisé les eaux, établi des institutions de crédit et de prévoyance. On a lutté contre les maladies et contre l'ignorance. En quarante-six ans, on a dépensé 111 millions pour la bonification des terres ; 53 millions en ont été consacrés au Midi. On a fait, dans le Midi, pour 280 millions de travaux de voirie, cependant qu'on n'attribuait aux routes du Nord qu'un budget de 174 millions. Mais les différentes lois qui ont été votées pour la Sicile, pour les Pouilles, pour la Basilicate, n'étaient que des mesures partielles et leur insuffisance à apporter une aide réelle aux maux du Midi ne tarda pas à se vérifier.

En outre, la politique italienne a eu le tort de considérer, comme une panacée, les dégrèvements fiscaux. Sans doute, dans une certaine proportion, les régimes de faveur en matière d'impôt étaient légitimes et nécessaires pour le Midi. On a fait la remarque que « tandis qu'en France et en beaucoup d'États en progrès, les régions les plus pauvres reçoivent plus qu'elles ne donnent, en Italie, ce sont les régions les plus pauvres qui donnent plus qu'elles ne reçoivent ». Mais ces dégrèvements fiscaux n'étaient que de faibles soulagements et n'empêchaient point la situation d'empirer en se perpétuant.

La question devait être envisagée de plus haut. La guérison du Midi ne peut procéder que d'une transformation générale de la politique douanière, d'un bouleversement complet du régime des latifonds siciliens,

d'une sage répartition des travaux publics et d'une diffusion plus large de l'instruction, surtout professionnelle.

« L'agriculture, disent justement King et Okey, est maintenant, et est probablement destinée à rester, la base de la vie du Midi. Il lui faut du sucre à bon marché, de meilleures semences, de meilleures races de bétail, et une augmentation de la demande de ses produits sur les marchés étrangers. Mais les hauts tarifs protecteurs le rendent esclave des intérêts des industries du Nord et arrêtent l'afflux des produits extérieurs plus solides et à meilleur marché ».

La question des latifonds a évidemment peu de chances d'être résolue tout d'un coup. Mais elle est essentielle et les théoriciens les plus autorisés du problème méridional insistent à bon droit sur la nécessité d'une transformation progressive du régime de la propriété.

Quant aux travaux publics, on s'en préoccupe, certes. Récemment l'aqueduc des Pouilles a été inauguré. C'est l'un des plus considérables parmi les travaux publics de l'Europe entière. Mais il reste encore beaucoup à faire, et surtout à pourvoir aux communications intérieures des provinces, de village à village, par la création d'un réseau ferré et d'un système rationnel de routes.

L'analphabétisme, qui fait du Midi la partie la plus ignorante de toute l'Italie, doit être énergiquement combattu par l'organisation de l'instruction publique. Particulièrement digne d'attention est l'instruction agricole proprement dite. Et, par delà l'enseignement, l'organisation de la population elle-même par les comices agraires, les cantines sociales, les coopératives, etc...

Pour tout cela, le gouvernement peut faire beau-

coup. Mais l'initiative privée a aussi une grande œuvre à accomplir, et une association comme celle qui s'est constituée, en 1910, pour maintenir par une action continue et méthodique, l'élan de généreuse solidarité qui se manifesta dans tout le pays après le tremblement de terre de 1908, peut être de grande utilité.

L'œuvre de cette *Association pour les intérêts du Midi de l'Italie*, présidée par le sénateur Léopoldo Franchetti, un septentrional de grand cœur et de haute intelligence, a porté sur tous les problèmes dont se compose la question du Midi. Pour remédier à l'analphabétisme, elle a créé des asiles d'enfants, des bibliothèques populaires circulantes, des écoles techniques de diverses natures. Pour aider au relèvement économique, elle s'efforça d'introduire dans les habitudes de culture des procédés plus scientifiques, elle organisa un précieux service d'assistance comptable, prit l'initiative d'une série de coopératives d'agriculteurs et de pêcheurs...

La question du Midi, ainsi pratiquement conçue, a toujours trouvé en Salvemini un documenteur précis et un actif propagandiste. Il voit, en effet, dans l'amélioration des provinces du Sud, un moyen de cimenter davantage l'union nationale. Ce régionaliste est un patrioe, persuadé que le corps de la nation ne peut être vigoureux et sain, que si la force collective est répartie dans tous ses organes, dans toutes ses provinces. Porter remède aux maux dont se plaint le Midi, c'est accomplir, à son avis, un acte de justice, certes, mais c'est aussi fortifier toute l'Italie — moralement et matériellement.

La guerre n'a fait qu'aggraver la situation du Midi. En effet, tandis que le Nord industriel trouvait dans la production du matériel de guerre une source de reve-

nus, le Midi agricole voyait se fermer la frontière des pays où il exportait naguère ses produits. La Chambre italienne a été sensible à cette aggravation et, lors du vote de l'exercice provisoire de juillet 1917, a adopté un ordre du jour proposé par plus de cent députés, dans lequel on peut lire que « le problème du Midi a été considéré à juste titre comme un problème national et que cette appréciation a été confirmée par les régions et par les hommes du Nord de l'Italie » et que, « confiante dans le ministère national, la Chambre l'invite dès à présent à étudier et à réaliser, avec l'aide des énergies locales, les mesures les plus vigilantes au bénéfice du Midi, en donnant une plus grande impulsion à l'exécution des lois spéciales et en favorisant par tous les moyens, la production agricole, le crédit agraire, la petite propriété, les bonifications, les aqueducs, les irrigations, les travaux publics, les services d'automobiles, l'instruction primaire, agricole et professionnelle ». — La manifestation est significative et démontre l'importance persistante de la question ; on peut toutefois, quant à ses résultats, rester sceptique et croire que la question du Midi est encore pour longtemps l'un des problèmes majeurs de la politique intérieure de l'Italie.

SALVEMINI ET LE SUFFRAGE UNIVERSEL.

On comprend mieux, après ces explications, les raisons qui déterminèrent Salvemini à se rallier au suffrage universel. Non seulement son instinct démocratique l'y poussait, mais son dévouement aux intérêts des paysans du Midi lui en indiquait l'impérieuse nécessité. Le prolétariat du Midi, dépourvu d'écoles, était

par le fait de son analphabétisme, exclu presque tout entier de l'exercice du droit de suffrage. En revanche, les ouvriers du Nord, plus instruits, étaient admis au vote et paraissaient satisfaits du régime électoral. Salvemini, persuadé de la valeur éducative du suffrage universel, convaincu que l'attribution à tous du droit de vote, était pour le Midi à la fois justice et profit, fut un des plus ardents à réclamer la réforme et à organiser, à son propos, une propagande systématique. Il pensait avec raison que dans ce pays où les moindres gens du peuple ont le sens des affaires publiques, le goût inné d'en discuter, et la faculté de les apprécier avec un jugement clair, même lorsqu'ils sont incapables de lire eux-mêmes un journal, le suffrage universel permettrait mieux la consultation de la nation qu'un système électoral restreint. Il y voyait, d'autre part, le moyen de rendre au Midi dédaigné une saine et légitime part d'influence.

Toutefois, au début, il fut peu écouté. Même dans les milieux socialistes, il trouva de l'indifférence, parfois de l'hostilité. Il fut hué au congrès socialiste de Florence, en 1901, lorsqu'il réclama du parti une campagne vigoureuse pour le suffrage universel. Mais Salvemini n'est pas de ceux qu'on repousse aisément. Il continua sans trêve sa propagande.

Son infatigable ardeur rappelle la fougue organisatrice de Mazzini. Il créa partout des comités, prit partout la parole, écrivit cent articles, jusqu'en 1911, date à laquelle Giolitti inscrivit dans le programme ministériel la question du vote universel, faisant ainsi triompher la réforme d'une façon tout inattendue et dans un but de politique personnelle. Aussi Salvemini put-il craindre que le suffrage universel fût venu trop tôt, parce que déterminé par les nécessités d'une ambition parlemen-

taire plutôt que par la volonté du peuple, et redouter qu'en de telles conditions la réforme ne portât point tous ses fruits. C'était, disait-il, un banquet servi à huit heures du matin.

SALVEMINI ET LA PATRIE.

Salvemini sera l'un des historiens de la Triplice. Un volume dont il a donné la primeur à la *Revue des nations latines*, paraîtra incessamment sur ce sujet. Nul n'est mieux documenté, plus précis, plus ingénieux que le professeur florentin. C'est que cette histoire, il l'a vécue et que les événements récents ont presque tous confirmé les clartés qu'il en avait eues dès l'abord. En août 1914, il eut la coquetterie de publier tout un numéro de son journal l'*Unità*, composé d'articles parus en 1912.

La Triplice, au début, avait sa raison d'être. Mais c'était une alliance pour la paix. Et elle était conditionnée par l'amitié de l'Angleterre. Au jour où l'Angleterre s'éloigna de l'Allemagne, la Triplice devint pour l'Italie un non sens et un danger. Nous avons déjà rencontré pareille conception chez Barzilaï et Sonnino; nul ne l'a plus péremptoirement exposée que G. Salvemini. Et depuis longtemps déjà. Depuis qu'un mouvement germanophile toujours plus accusé, accentué surtout dans les quinze ans avant la guerre, entraînait l'Italie, G. Salvemini fut du petit nombre de ceux qui entreprirent de lui résister. Il dénonça à ses compatriotes l'impérialisme allemand comme une menace pour l'Italie. Il prêcha la nécessité d'une alliance avec l'Angleterre et d'un rapprochement avec la France. L'œuvre, aujourd'hui réalisée, de fraternisation latine, n'a pas eu, dans l'élite italienne, de meilleur et de plus constant ouvrier que lui.

En 1912, quand on parla du renouvellement de l'alliance, il se montra vivement adversaire de cette confirmation. La Triplice, disait-il, a eu son utilité historique; en 1882, l'Italie ne pouvait ne point la conclure, isolée qu'elle était, entre la France qui venait d'occuper Tunis, et l'Autriche qui voulait sa revanche. Elle ne pouvait refuser l'alliance que lui proposait Bismarck — qui, soit dit en passant, n'a pas été sans prévoir cette conséquence de la politique africaine par lui conseillée à la France — sans s'exposer à une attaque de l'Autriche, et le comte Nigra a eu raison de dire que l'Autriche et l'Italie ne peuvent être qu'alliées ou ennemies.

En 1887, l'Italie ne pouvait pas ne pas renouveler l'alliance. L'amitié qui liait alors l'Allemagne et l'Angleterre la lui imposait : cette amitié pouvait même être considérée comme un renforcement du caractère pacificateur à la Triplice, puisqu'à l'équilibre des forces sur terre, elle ajoutait l'équilibre des forces sur mer.

Mais la *Weltpolitik*, les ambitions coloniales allemandes, la déclaration par l'empereur que l'avenir allemand était sur l'eau, les armements maritimes sans cesse accrus devaient rompre l'accord de l'Allemagne et de l'Angleterre et pousser cette dernière à rechercher l'« entente cordiale » avec la France.

Dès ce moment, la Triplice était sans raison pour l'Italie. Elle devait s'en affranchir et rester maîtresse de ses sympathies. Elle devait elle aussi, et d'accord toujours avec l'Angleterre, se rapprocher de la France.

Idées qui nous paraissent aujourd'hui, simples et élémentaires, mais qui furent pendant longtemps méconnues. Salvemini, comme Barzilaï, resta pendant de longues années, isolé. Ils eurent le mérite de voir clair avant les autres. Mais ce furent leurs propagandes

qui préparèrent lentement l'opinion italienne. Quand survinrent les événements de 1914, on s'aperçut qu'ils avaient raison, et grâce à eux, si les conversions furent brusques et enthousiastes, elles furent en même temps documentées et averties.

SALVEMINI, LA GUERRE ET LA QUESTION ITALO-SERBE.

Quelle que soit sa modestie, Salvemini aime à rappeler les n^os^ de l'*Unità*, du 7 et du 14 août 1914. Cet orgueil est légitime ; ce sont là très probablement les premières publications en Italie en faveur de la guerre aux côtés des Alliés. Dès la déclaration de la guerre, avant même que l'Allemagne n'eût donné au conflit le caractère de férocité et de déloyauté qu'elle devait révéler au monde étonné, Salvemini comprit ce que bien d'autres ne devaient comprendre que longtemps plus tard, ce que les socialistes officiels n'ont pas encore compris, que c'était la lutte entre deux idéals, l'idéal de puissance et d'oppression militaire, l'idéal de liberté et de démocratie, en un mot l'achèvement de la Révolution française.

La neutralité que venait de proclamer l'Italie lui parut une solution provisoire. Il était trop mazzinien pour ne pas se rappeler que « neutralité signifie annulation, renonciation. Les nations qui restent spectatrices inertes de guerres injustes et inspirées par l'égoïsme dynastique et national, ne trouveront, le jour où elles seront assaillies à leur tour, que des spectateurs [1] ».

1. Cf. plus loin, dans l'étude sur Enrico Corradini, une citation plus complète de Mazzini.

L'article de tête de l'*Unità* du 7 août 1914 est dédié aux socialistes qui venaient de s'enfermer dans le dogme étroit de la neutralité absolue. Qu'est-ce cela, demande Salvemini ? « Le pacifisme *absolu* n'est pas une thèse socialiste. Le socialisme n'est pas la paix : il est la justice, avec la paix si possible, avec la guerre, interne ou externe, s'il le faut. Comment la violence qui paraît licite, et parfois même désirable, aux socialistes révolutionnaires, dans les conflits internes, peut-elle devenir condamnable, absolument, dans les rapports internationaux ? »

Mais s'il est sensible aux idéalités de la guerre, s'il veut aller généreusement, intrépidement vers l'action, s'il prévoit et souhaite, dès avant la bataille de la Marne, l'intervention aux côtés des Alliés, ce n'est pas seulement par sentiment, mais encore par l'effet d'une claire vision de l'intérêt italien. Il démontre que même du point de vue de ce « *sacro égoïsmo* » dont M. Salandra fera plus tard la règle de sa conduite, l'intervention est commandée. Et, circonstance digne de remarque, ce n'est point de la fraternité latine ni de l'amité anglaise qu'il parle dans ce numéro de l'*Unità* : il va droit à l'un des problèmes les plus délicats et demande qu'on choisisse *entre une plus grande Serbie et une plus grande Autriche.*

Ainsi, dès le début, il pose la question italo-serbe. Plus tard, lorsque notre ami Ugo Ojetti publie sa collection de brochures de propagande : *Problemi italiani*, il demande à Salvemini *Guerra o Neutralità* ? et encore une fois Salvemini y parle courageusement de la Serbie.

Courageusement, parce que c'est l'une des questions les plus difficiles à traiter devant un public italien. La grande masse n'en a qu'une connaissance confuse ; elle ne va pas au delà d'une vague méfiance à l'égard

des Serbes, et spécialement des Serbes rêvant d'une plus grande Serbie ou Yougoslavie, rivaux possibles sur l'Adriatique. En général, les Serbes et leurs ambitions ne sont pas sympathiques aux Italiens. Comment décider ceux-ci à se battre pour ceux-là ? Les ranger aux côtés de la France ou de l'Angleterre, fort bien ; mais aux côtés de la Serbie ?

Les exceptionnels malheurs de cette nation interdisaient naturellement à la générosité italienne d'en parler défavorablement, mais ce silence n'était pas de l'affection et si la Serbie d'alors paraissait digne de pitié, n'aurait-on pas à se plaindre de la Serbie de demain ? Ceux qui gardaient cette inquiétude étaient nombreux et cette inquiétude inavouée fortifiait l'opinion neutraliste.

Salvemini s'attacha à démontrer que l'Italie n'avait rien à craindre d'une plus grande Serbie, et que tout au moins la Serbie, même agrandie, était une voisine préférable à l'Autriche renforcée qui serait la conséquence du triomphe du bloc austro-germanique. A ceux qui parlaient du péril panslave, il répondait que les nations des Balkans avaient appelé la Russie à leur aide pour se délivrer des Turcs ou des Autrichiens, mais qu'elles ne s'étaient jamais inféodées à l'impérialisme russe. Il citait en exemple la Bulgarie. Comme les événements qui ont suivi lui ont donné raison ! Aidons les Serbes, disait-il, et nous en ferons des amis. Le 21 mai 1915, l'*Unità* publiait un grand article en faveur de l'*amitié italo-yougoslave.*

L'Italie intervint dans le conflit européen sans que cette question italo-serbe reçût de solution, — de solution officielle, tout au moins, car je crois Sonnino trop prudent et trop averti pour ne pas y avoir songé, dès les accords passés avec l'Entente en avril 1915, — et

depuis. Mais elle n'a cessé de peser, de façon pénible, sur l'opinion italienne. Le gouvernement, sans faire connaître son avis a laissé les nationalistes de Rome et de l'étranger revendiquer bruyamment la Dalmatie, tandis que la censure était sévère pour ceux qui, comme Salvemini, défendaient l'opinion contraire.

L'*Unità* n'en poursuivit pas moins sa campagne, avec ténacité et vaillance. Son directeur voulut la conciliation italo-serbe, en dépit des prétentions des uns et des autres, il défendit la solution démocratique contre tous les impérialismes. Car n'oublions pas qu'il y a aussi un nationalisme serbe. Les malheurs de la Serbie n'ont point abattu sa fierté, et se sentant soutenue par la France et par l'Angleterre, elle a aussi ses extrémistes. A Genève, à Paris et à Londres, on a entendu des déclamations mégalomanes qui allaient directement à l'encontre des plus légitimes aspirations de l'Italie. Inutile de dire combien ces exagérations rendent difficile la tâche d'un Salvemini et de ceux qui, pour assurer l'amitié italo-yougoslave, iraient jusqu'à renoncer à toute prétention sur la Dalmatie. Ainsi se perpétue l'ardeur des vieilles haines que l'astucieuse Autriche sut allumer sur cette rive adriatique entre Italiens et Slaves, pour maintenir sa domination. Vieilles haines funestes aux uns et aux autres, périlleuses pour l'Europe même. A les éteindre, à ruiner les espérances qu'y met encore l'Autriche, à assurer un rapprochement dont une opinion éclairée pourra connaître et approuver les raisons, la bonne volonté de Salvemini travaille, et si elle a été jusqu'à présent peu encouragée, elle n'en est que plus vaillante et plus digne de respect.

Il semble d'ailleurs que les conférences de Paris et de Londres d'août 1917 aient orienté le problème vers des solutions de conciliation.

Dans ce numéro de l'*Unità* du 7 août 1914 dont j'ai parlé, une note disait : « Si, comme nous le souhaitons, les événements nous amènent à une intervention armée de l'Italie pour la cause des nations et de la démocratie, chacun de nous fera son devoir ». Ce n'était point là une fanfaronade creuse. Il n'en est point chez un Salvemini.

Dès la déclaration de guerre, il fut parmi les volontaires des armées d'Italie, malgré son âge. Il participa à la lutte, en qualité de lieutenant d'infanterie, dans les tranchées entre San Martino et Sei Busi, l'un des endroits les plus meurtriers de la dure route de Trieste. Il était parmi les gens du peuple, parmi ceux-là qu'il a toujours défendus : « Je n'ai jamais été si heureux, écrivait-il, d'avoir voulu le suffrage universel ».

Mais il avait trop présumé de ses forces et après quelque temps de dure campagne, il fut réformé. Rentré à Florence, il fit reparaître, d'accord avec M. de Viti di Marco, l'*Unità* dont la publication avait été suspendue pendant son service militaire, et devint un collaborateur assidu de la *Revue des nations latines.* La parole et la plume sont les seules armes qui restent à qui ne peut porter le fusil, mais ce sont des armes encore et le devoir est de les employer au mieux. Cette compréhension d'un devoir envers les autres hommes, qui a fait de G. Salvemini un combattant inlassé, je pense bien qu'elle lui vient directement de Mazzini.

GABRIELE D'ANNUNZIO

LA LÉGENDE.

Il y a une légende dannunzienne. Elle a, comme toutes les légendes, une part de vérité, mais la part d'erreur déformatrice y est peut-être plus considérable qu'en toutes celles dont sont entourées les célébrités. Cela tient à ce que d'Annunzio, par goût de paradoxe, semble s'être efforcé d'en encourager la diffusion. Ses faits et gestes ont toujours été divulgués à travers le monde avec un si grand soin, qu'on eût dit qu'un service d'information spécial était attaché à sa personne. Ce méridional, dont l'imagination est touchée d'Orient, se donne volontiers des airs d'Alcibiade ; et on lui en prête, naturellement, plus encore qu'il ne s'en donne.

Tout raffiné qu'il soit, il a une façon brutale de désirer la gloire. Elle a souri à sa première jeunesse et il n'a cessé d'aspirer à son étreinte ; il la voulait prompte et tapageuse, encore qu'un peu maquillée. Et je ne suis pas certain qu'il lui déplût de se voir représenté par la chronique, écrivant, en robe de pourpre, dans l'aube à peine rosée, sur un lutrin gothique éclairé de deux torches, aux terrasses de sa villa Capponcina, dans le village de Settignano aux beaux cyprès. Peut-être aimait-il aussi qu'on le décrivît entrant nu dans la mer, dressé sur un cheval blanc, comme un dieu marin vainqueur du flot ; et sur la plage l'attendait, en guise de

sortie de bain, le manteau des empereurs; il est vrai que la plage de Viareggio, toutes lorgnettes mondaines braquées, était peu faite pour ces divertissements héroïques ! — Il acceptait que l'oreiller de pourpre de ses préférées fît le tour du monde, du monde où l'on potine. Prêtre disert de l'antique, il imita jusqu'à l'exil les hommes illustres des vieux âges, et s'il n'écrivit point ses *Tristes*, c'est que la France fut loin d'être amère pour lui, comme le furent pour Ovide les terres où il s'était réfugié. La légende dannunzienne n'a jamais manqué de couleur, si elle a parfois manqué de discrétion, mais elle a toujours paru un peu théâtrale.

Légende simpliste, sans doute. Et celui qui s'approcherait davantage de l'homme serait frappé, avant tout, de l'admirable esprit de foi et de travail qui fait vibrer toute son existence. Il y trouverait des années qui ont l'unité monotone et nue d'un destin de moine. L'œuvre à réaliser les emplissait de ferveur. Ces années-là exaltent et magnifient une vie entière. Ce sont elles surtout qu'on doit regarder, elles, et l'œuvre qu'elles ont enfantée.

L'œuvre ! — Elle est immense et diverse, exagérément touffue, fleurie d'un verbalisme enivré de soi-même, qui prend facilement figure de rhétorique. Mais l'œuvre aussi a sa légende, surtout à l'étranger. On en a une vision par trop unilatérale et cela provient, sans doute, de ce qu'elle n'est que partiellement connue. Le d'Annunzio dont la gloire est universelle, c'est le d'Annunzio romancier. C'est à l'*Enfant de volupté*, aux *Vierges aux Rochers*, au *Feu*, que pense le lettré français, quand il évoque son nom. Quoique des traductions aussi aient propagé sa poésie, on la lit beaucoup moins. Un traducteur trahit toujours un peu et il trahit les lyriques plus que les prosateurs.

Or, les romans de d'Annunzio ne donnent de son talent qu'une image incomplète. C'est cette image qu'on a conservée : celle d'un sensuel, ramenant sa connaissance du monde à une série de frissons nerveux délicats ou violents; celle d'un artiste nécessairement égoïste, par conséquent éloigné de toute communion sociale et, à plus forte raison, de toute idée d'intervention dans la direction de la chose publique. D'Annunzio représentait hier, dans l'art, pour la plupart de ses lecteurs, le dernier type, conservé par le symbolisme, des contempteurs orgueilleux,

Vivant dans le dandysme, épris des seules rimes,

comme il représentait, dans la vie, le dernier exemplaire des fantaisistes qui composèrent les phalanges tapageusement costumées de la Jeune France.

LE POÈTE NATIONAL.

Ce sont là deux images fausses, et la guerre devait démontrer leur fausseté; la guerre a fait apparaître aux yeux du monde, en d'Annunzio, un grand citoyen et un héroïque soldat. On a compris que le geste de d'Annunzio, aviateur, complétait son geste de prêcheur de guerre. Mais, trop souvent cependant, on a cru, que ce dernier n'était qu'un mouvement isolé, déterminé par l'ardeur d'un moment historique exceptionnel. Il est, au contraire, le prolongement d'une pensée tenace, qui naît avec le génie poétique du chantre des *Laudi*, qui s'encourage et se fortifie à mesure que passent les années.

Bien avant la guerre européenne, d'Annunzio avait

obéi à cette obscure injonction qui appelle tous les lyriques de Dante à Carducci, à conduire en chantant les destinées du peuple italien.

Poète national, il l'était par l'impulsion constante qu'il prétendit donner à l'ardeur du patriotisme de son pays. Il l'était peut-être aussi — mais l'induction est plus subtilement hasardeuse — par les répercussions des événements italiens sur son œuvre. « Les conditions de la vie publique, les hasards heureux et malheureux qu'a connus l'Italie, écrit M. Borgèse, critique perspicace, se reflètent dans cette œuvre, tantôt l'illuminant, tantôt la recouvrant comme d'une patine opaque et d'un voile de souffrance ambiguë. L'élan irréfléchi et vaillant de son jeune lyrisme coïncide avec la folie africaniste, l'orgueil crispien, la fureur affariste et aventurière de la *terza Roma*, tandis que l'anxieux et incertain recueillement qui va de *Giovanni Episcopo* à la *Gioconda* correspond à la période des désastres, de Dogali à Abba Carima... Revenues la paix et la confiance, l'Italie établit les bases de sa prospérité future et Gabriele d'Annunzio restaura, dans son esprit, l'harmonie joyeuse de sa jeunesse, la symphonisant dans l'ampleur des expériences vécues et dans la richesse d'un cerveau mûri ». Quoi qu'il en soit de cette dernière interprétation, il reste vrai que d'Annunzio est le poète de la Troisième Italie.

Faut-il remonter au temps où, transplanté de Pescara d'Abbruzzes au collège de Prato, il écrivait à son ancien maître que « sa mission sur cette terre était d'enseigner au peuple à aimer son pays et à être d'honnêtes citoyens ; et d'autre part, de haïr à mort les ennemis d'Italie et de les combattre toujours » ? — Ces grands serments puérils font sourire quand les faits ultérieurs les viennent démentir ; mais à la lumière d'aujourd'hui, oserons-nous railler celui-ci ?

Faut-il se souvenir de cette *Ode au roi d'Italie* publiée en 1879, par le poète de quinze ans — l'âge où Victor Hugo envoyait aux jeux floraux de Toulouse les Odes qui le révélèrent? Nous retrouvons dans un tel début l'annonce des strophes loyalistes que d'Annunzio écrivit plus tard à la louange du souverain actuel. Mais ce ne sont là que les balbutiements peu significatifs d'une idée qui devait prendre, quelques années plus tard, toute son ampleur et sa précision.

LE POÈTE ET LA MER.

Je crois que le nationalisme impérialiste de Gabriele d'Annunzio a une double origine. La première, c'est la contemplation de la mer ; la seconde, c'est la force active du nietzchéisme transposé de l'individualisme dominateur en collectivisme aggressif.

On peut observer dans l'œuvre entière, ces deux courants convergents.

La mer, d'abord. — Il était tout naturel que ce fils des Abbruzzes emportât dans les yeux l'image mouvante de la mer bleue. Dans l'eurythmie des vagues, dans ce mystérieux balancement des ondes qui traduisent en dessins d'écumes, sur le sable ou le rocher des côtes, le puissant travail des profondeurs, s'indique la cadence d'une ode, l'ample déroulement d'un vers ; et la liberté vaste des vents, tantôt cueillant, à la crête d'une vague, la fleur blanche de l'embrun, tantôt soulevant la véhémence des flots en héroïques tempêtes, est sœur de la liberté de l'esprit lyrique ; elle lui est un exemple et une incitation. Baudelaire a dit :

> Homme libre, toujours, tu chériras la mer,
> La mer est ton miroir. Tu contemples ton âme
> Dans le déroulement infini de sa lame.....

La mer, c'est le champ de l'aventure, en laquelle s'exalte le don de soi. Nefs chargées de couronnes et de drapeaux hissés qui fendent de l'étrave l'eau calme des ports, au pied des quais pavoisés, où vous allez, le rêve va, car c'est l'inconnu sauvage et riant, les Atlantides en fleurs, les Tropiques balayées de palmes, la riche découverte des conquérants. Tous les poètes ont poussé dans leur âme le *Thalassa !* énivré des Grecs.

Celui-ci comme tout autre ? Non. Celui-ci plus que tout autre. L'Italie n'est-elle pas fille de la mer ? Elle y baigne ses frontières et, comme si le destin avait voulu lui indiquer davantage sa voie, il a barré de hautes montagnes son accès vers les terres septentrionales. A l'Orient, à l'Occident, au Midi, la route bleue est libre vers les côtes lointaines. Et sur la route, il semble que l'on aperçoive encore la trace des victorieuses trirèmes que Rome envoya contre Carthage maritime, le sillon des galères que Venise, née de la mer, mandait à la conquête des côtes orientales. Une situation centrale dans la Méditerranée — Mare nostrum, disaient les latins —, une tradition impérative, marquée sur les côtes africaines comme dans les criques dalmates, par les aigles de Rome et par le lion de San Marco, voilà qui permet au citoyen d'approuver la voix du poète entonnant l'hymne à la mer.

Et si la patrie lui dicte son ode, la famille aussi veut qu'il l'écrive. Dans la race, il y a au moins un homme de mer. C'est l'oncle paternel de Gabriele, don Antonio, qui gagna son bien en commerçant, d'une rive à l'autre, dans l'Adriatique. Il allait de la côte abruzzienne à Valona d'Albanie, à Sebenico la dalmate, à Pola d'Istrie. Déjà pour cet ancêtre, elle était « l'Amarissima » ainsi que la baptisera le neveu. De la maison familiale, en Pescara, tant de liens partaient, qui s'atta

chaient aux rives bigarrées d'Orient, que jamais le poète ne les devait oublier. Dans toute son œuvre, règne comme un motif conducteur, le bruit exaltant des ressacs et la chanson des mariniers.

« O mer, ô gloire, force d'Italie », crie-t-il dans le *Canto Novo*, l'un de ses premiers livres où ses jeunes amours en Abruzzes dédient leurs fraîches effusions à l'Adriatique, « à la mer des poètes, au dieu présent qui trempe les nefs et les chansons ».

Et, pour la mieux chanter, il l'a fréquentée de très près. D'Annunzio se plaît sur les flots. Ses croisières n'ont point manqué d'apporter à son art des inspirations fécondes. C'est d'un voyage qu'il fit, en 1892, de port en port et de crique en crique, sur le yacht *Fantasia*, de son ami Scarfoglio, qu'il rapporta sa passion du théâtre et sa conception du drame.

Mais quatre ans plus tôt, un autre voyage lui avait donné des enseignements bien imprévus. Il était parti de Pescara, sur la *Lady Clair*, et avait mis le cap sur Venise. Trop dédaigneux du cabotage, le petit voilier s'égara dans la haute mer : le poète, perdu dans l'étendue, ne dut son salut qu'à l'*Agostino Barberigo*, unité en patrouille de l'escadre italienne, qui le conduisit à Venise. Sur ce cuirassé, d'Annunzio apprit à connaître l'armée de mer ; il observa la vie de bord, s'intéressa au sort des marins et des officiers, acquit une sérieuse information sur les améliorations exigées par la grandeur du rôle maritime dévolu à l'Italie.

Le poète se souvint de ces conversations et put se faire un jour polémiste ; il dompta la fougue de ses images pour mieux faire valoir une argumentation de thèse ; il oublia la cadence du vers pour la prose du journal — qui reste assez dannunzienne encore pour être signée par le maître des *Laudi*. En 1888, une dis-

cussion parlementaire ayant avéré combien peu, sous le ministère Brin, la représentation nationale s'inquiétait de la flotte, il écrivit, dans la *Tribuna*, une série d'articles de grande polémique. A ceux qui s'étonnaient de voir un artiste pur prendre le langage du pur technicien, il répondait d'avance « qu'il ne voulait pas être et qu'il n'était pas uniquement un poète » et qu'il répudiait la profession de foi que Théodore de Banville, rimeur parfait, inscrit en ritournelle de ballade : « Je ne m'entends qu'à la métrique ». Une telle spécialisation gêne sa curiosité avide de connaître tout ce qui est humain et plus encore avide de connaître l'humanité, quand elle s'exalte dans l'image de la patrie. Et qui douterait de la nécessité pour l'Italie de revivre en sa flotte, nierait l'enseignement sacré de Lissa. Cette flotte qu'il se souvenait d'avoir vu avec enivrement, sous le soleil d'août 1877, croiser pour la première fois, en vue d'Ancone, dans la claire Adriatique, elle garde l'avenir même du pays dans ses flancs. « L'Italie sera une grande puissance navale ou ne sera pas », proclame le poète. Et, sous l'invocation de ce mot d'ordre, le voici discutant les nominations d'amiraux, proposant des plans de réforme des écoles navales, critiquant les méthodes employées sur les chantiers et dans les arsenaux, faisant à l'amiral de Saint-Bon, chef d'état-major, l'hommage d'une fière admiration.

Vingt-quatre ans plus tard, il répétera, après un grand cri de louange pour la jeune flotte, à l'œuvre sainte de guerre, le même appel exigeant : « Ce n'est point dix chansons, c'est dix navires d'acier martelé avec la même ferveur d'amour que réclame la patrie. »

Cet appel, il le criait dans une ode, car quelle que soit la valeur des articles d'un poète, ses poèmes resteront toujours sa plus complète expression. En 1892-

1893, fortifié de ferveur impérialiste, Gabriele d'Annunzio écrivait ses *Odes navales*. Sa pensée s'y montrait nettement : il voulait une Italie grande sur la mer, il indiquait au pays les chemins de sa destinée. L'éloge du navire « qui porte une charge terrible : toutes les gloires des hommes dans la carène profonde » et qui appelle à la fois la découverte des terres vierges et la conquête hardie des cités assiégées, sonnait comme un chant du départ pour l'Italie avide de vivre. Le peuple tout entier, disait-il, doit communier dans la gloire de la mer, qui est sa plus généreuse richesse, et les agriculteurs, au cœur des terres, « les hommes de la glèbe », doivent, comme le pêcheur des côtes et l'amarreur aux ports, « bénir les navires sur la mer douce et funeste ».

Arme de conquête, arme d'empire, le cuirassé appelle la louange du poète. C'est une page de grand lyrisme moderniste que celle qu'il dédie à « un torpilleur sur l'Adriatique ». Il le voit « beau comme une arme nue, vif, palpitant, comme si le métal enfermait un cœur terrible ». Ce torpilleur, c'est, pour d'Annunzio le clair espoir de revanche, car « l'œil de l'âme découvre, par delà la mer, dans le lointain, la cité, qui surgit, haute sur son golfe, et qui s'offre, confiante, à l'espérance ilalienne. Les flots de Lissa sont proches, où le *Re d'Italia* sombra jadis, tous drapeaux hissés, dans la gloire d'une belle défaite, et Fao di Bruno apparaît sur la mer. « La honte sera-t-elle éternelle ? » interroge le spectre. Personne ne répond. Personne ? » Si « Toi, toi, navire d'acier, beau comme une arme nue, comme si le métal enfermait un cœur terrible ». La foi patriotique s'affirme, toute frémissante de souvenir et d'espoir. Dans l'*Éloge funèbre de l'amiral de Saint-Bon*, ministre de la marine, qui fut un des braves de la campagne navale de 1867, la même foi gémit noblement

et dans la dépouille glorieuse exalte l'avenir de l'Italie et sa force marine.

En 1908, d'Annunzio faisait représenter et publiait *La Nave*. Drame fait d'images somptueuses, de gestes plastiques, d'ardent verbalisme, plutôt que de psychologie théâtrale, il s'avère le vrai symbole, le vrai mystère de la mer — mieux, de l'Adriatique. Ces Vénètes, qui, dans les larmes et le sang de la patrie, dans les chocs sanglants des passions, s'entêtent à construire la nef, expriment fortement la pensée que d'Annunzio ébauchait dans le *Novo Canto*, qu'il fortifiait dans ses *Odes navales*. « Les vivants, crie à son Dieu le poète, en lui offrant son livre, seront ceux qui te glorifieront sur la mer ». Et quand le timonier Simon d'Armario, après avoir dénoncé les Francs qui tiennent les monts, les Goths qui possèdent la plaine, les Grecs qui occupent la Maremme, pousse le cri d'angoisse : « où donc trouverons-nous maintenant notre patrie ? », du haut de la basilique une voix imprévue, la voix même de la patrie, lui répond : « Sulla nave ! » « Sur le navire ! »... Le tribun, Marco Gràtico entend l'appel : « Dieu l'a dit : arme la proue et mets à la voile vers le monde ». Et la foule : « Nous taillerons les bois pour faire mille navires ; nous te donnerons le fer pour mille rostres... » Puis, quand son frère indigne est tombé, frappé par sa main sur l'autel profané, comment le tribun se rachètera-t-il ? En montant, avec les meilleurs fils de la cité, sur la nef, pour « mesurer l'Adriatique sauvage avec la plus grande âme ». Et le peuple accepte le serment comme le plus pur rachat : « Rends-nous l'Adriatique ! Libère des larrons la mer nôtre !... » et, se tournant vers Dieu : « Notre Père, rachète l'Adriatique ! Rends à tes gens l'Adriatique ! »

Ce cri des marins que d'Annunzio fait résonner sur le

littoral vénète, au VIe siècle, était singulièrement actuel, en ce 1908 d'opprobre, où la politique de Vienne, par l'annexion de la Bosnie, compromettait si radicalement, à son profit, l'équilibre de l'Adriatique. Et dans ce personnage de Marco Gràtico, on a pu voir, aussi bien que le rude barbare des premières heures de la vie vénitienne, l'italien des cinquante dernières années. M. Vincenzo Morello (Rastignac) distingue dans le caractère à la fois sauvage et décadent, ardent au désir et lent à l'œuvre, du jeune Tribun, le symbole même du caractère italien : « C'est, dit-il, l'Italien plein d'orgueil, d'ambition, d'illusion, d'imagination, mais, par défaut de volonté, incapable de donner une aile à ses ambitions, un signe à ses illusions, un corps à ses images, un horizon à ses orgueils, et qui ne se décide à se secouer du songe et de la torpeur qu'au moment où la misère et la honte le contraignent aux dernières défenses ».

LE POÈTE ET L'IMPÉRIALISME.

L'Italie, née d'hier, cadette dans la famille des grandes nations d'Europe, manquait d'une éthique *nationaliste*. Il convient de souligner le mot : nul pays, plus que celui-ci, n'est riche d'éthique nationale ; l'aspiration vers l'unité qui l'a soulevé pendant tout le XIXe siècle est le plus frappant exemple de mystique patriotique que l'on puisse trouver dans l'histoire contemporaine ; elle est inscrite, cette mystique, en pages de lumière dans les livres de Mazzini, en pages de sang dans l'aventure garibaldienne.

Mais une fois formée, l'Italie s'est sentie faible ; elle a exagéré la conception de cette faiblesse en une sorte de hantise d'impuissance qui marque toute sa

politique. C'est de cette hantise que procèdent ses craintes injustifiées d'une action de ses voisins de l'Est contre ses frontières alpines, et son appréhension de la question romaine, soulevée bien plus fréquemment par l'imagination de ses hommes d'État que par la diplomatie internationale. La conscience de sa force existante — ou, tout au moins, la croyance en de grandes possibilités nationales, voilà ce que devait acquérir l'Italie.

Tout erronée qu'elle ait été, en d'autres endroits, la politique crispienne avait cette clairvoyance et eut ce résultat notable d'infuser à l'Italie timide un peu de ferment d'aventure. Mais une politique qui échoue risque fort d'entraîner avec elle tout ce qu'elle a répandu de salutaire dans l'opinion publique. C'est ce qui faillit advenir en l'occurrence. Et l'esprit nationaliste italien ne fut sauvé du désastre africain que par le travail obstiné de quelques intellectuels.

D'Annunzio fut parmi ceux-là. M. Borgèse a ingénieusement rapproché la naissance du nationalisme dannunzien de l'apparition du nietzchéisme dans l'évolution idéologique du poète. Le premier signe de l'empreinte de Zarathoustra apparaît dans un article du *Mattino*, de Naples, sous le titre *La bestia elettiva*, le 25 septembre 1892. La première impulsion nationaliste donnée par d'Annunzio à son inspiration navale date de son *Ode pour la fête navale dans les eaux de Gênes* (9 septembre 1892). On peut induire de ce rapprochement qu'il existe, entre les deux ordres d'idées, un rapport de cause à effet. En tous cas, il est significatif de constater qu'à mesure que l'inspiration nietzchéenne s'accentue, s'accentue aussi l'inspiration impérialiste.

Le glissement de l'éloge de la volupté, qui est l'âme

des premiers livres de d'Annunzio, à l'exaltation d'une volonté riche et batailleuse, est facilement explicable. Nietzche, peut-être un peu superficiellement lu par d'Annunzio, lui apportait une justification aux débordements de son instinct. La victoire sanglante du tyran est pour lui comme un frémissement sensuel inédit. Faut-il voir, comme le veut M. Borgèse, en cette fièvre psychologique. la genèse de l'impérialisme de d'Annunzio ? Peut-être, et le poète lui-même semble l'indiquer : « Cette cruauté, dit-il, qui est au fond de tous les hommes sensuels, fait que le péril ne m'épouvante pas, mais m'attire ». Il est curieux de noter que Nietzche, négateur de l'État, soit à la base de l'impérialisme italien, comme à la base de l'impérialisme allemand d'un Treitschke ou d'un von Bernhardi.

Curieux, mais point inexplicable. Nous ne sommes plus au temps des condottieri et le rêve de puissance zarathoustrien quand il reste confiné dans le domaine de l'individu, risque fort d'avorter en piètres expériences. Qu'on relise l'*Immoraliste*, d'André Gide. Dès lors, ou le nietzchéisme doit rester une conception cérébrale, sans prolongement dans les faits, ou il doit se transformer ; l'esprit de guerre, l'esprit de conquête, ne peut s'exprimer que dans l'ordre collectif. Le nietzchéisme pratique, c'est l'impérialisme. De l'affirmation du surhomme, il faut passer à l'exaltation de la surpatrie. C'est ce que fait d'Annunzio.

La surpatrie, apparue dans les flammes de la guerre. Quelle guerre ? Peu importe, semble-t-il. Et cependant, elle a une forme, en Italie, quasi héréditaire : la guerre à l'Autriche. C'est cette guerre dont d'Annunzio se fait l'apôtre. Il souhaite de voir « la mer latine se couvrir de massacre à la guerre d'Italie ». La mer latine : l'Adriatique. Mais les espoirs sont plus larges et plus violents ; à Emmanuel III, le poète crie :

Tends l'arc, allume la torche.
Frappe, illumine, héros latin.
Ouvre à notre vertu les portes
De futures dominations.

L'INTERMÈDE PARLEMENTAIRE.

Mais, étrange déformation et dernier avatar du nietzchéisme, ces conceptions qui touchaient au dynamisme politique de la patrie italienne, amenèrent d'Annunzio à s'intéresser aux débats de l'électoralisme. Comme les grands poètes du siècle, les Lamartine et les Hugo, comme son ami Maurice Barrès, il entendit jouer dans son pays un rôle politique. En 1897, au moment où tant de légendes grotesques se diffusaient dans l'Italie potinière qui reste, même à Rome, un peu provinciale, ce ne fut pas sans raillerie que l'opinion publique apprit que le poète posait sa candidature aux élections législatives. Il lui plut d'être le mandataire des agriculteurs et des pêcheurs d'Ortona maritime ; sa famille y avait, du reste, un prestige qui ne pouvait que faciliter son succès et c'est un d'Annunzio, en qualité de maire de la ville, qui présida son premier meeting électoral.

La campagne ne fut pas sans tumulte. D'Annunzio avait pour adversaire un homme de valeur, l'hon. Altobelli, qui a siégé, jusqu'à sa mort récente, sur les bancs de l'opposition. Il avait surtout comme obstacle sa réputation de poète lyrique : celui qui cueille le laurier sur les chemins de la fantaisie semble peu fait pour veiller sur le prosaïque potager d'un état démocratique moderne. L'aède eut l'audace de ne point baisser le ton pour ses électeurs et son discours posa nettement la candidature de la beauté. Il entoura un programme

décoratif par lui-même d'une profusion de périodes noblement pompeuses, comme les guirlandes de fleurs et de fruits d'or qui glorifient les Titiens et les Véronèse, aux plafonds illustres du palais des doges.

Il se déclara conservateur par souci d'esthétique. Son action parlementaire était pour lui le développement même de son effort lyrique et dramatique. Il protestait contre ceux qui s'obstinent à ne voir en lui qu'un ascète solitaire qui a élevé un autel à la Beauté éternelle, pour y officier dans le rite de Platon. L'homme de plume doit, disait-il, se faire homme d'intervention et défendre dans les enceintes où se débat la vie publique, le cher domaine qu'exaltent ses livres : « Le temps n'est plus, du songe solitaire, à l'ombre des lauriers et des myrtes. Les intellectuels, recueillant toutes leurs énergies, doivent soutenir militairement la cause de l'intelligence contre les barbares, si le sens profond de la vie ne s'est point endormi en eux. » Le temps des poètes conducteurs de foule est venu. Si la distance est brève du poète au prophète, elle est plus brève encore du prophète au législateur. « Après le guerrier, après le prêtre, après le marchand, vienne maintenant celui qui pense ».

Défendre la Beauté contre les barbares ! Le paradoxe était hardi de faire de cette formule le programme d'une campagne électorale menée devant des paysans et des pêcheurs ! Certes, on peut penser qu'un solide plan de réformes sociales eût mieux fait leur affaire. Mais le peuple imaginatif du Midi accepta, semble-t-il, non sans un certain enthousiasme, qu'un de ses élus s'en fût, pour sauver, de « l'onde de vulgarité » qui la menaçait, « la terre privilégiée où Léonard a créé ses impérieuses madones et Michel Ange ses héros indomptables ».

Le poète rappelait les heures sacrées où l'Italie naissait des tourments de la révolution. « Nous croyions assister au mystère d'une assomption sacrée, disait-il ; au contraire nous fûmes les spectateurs d'une farce tragique ». Une dégénérescence rapide avait emporté les hommes des grandes heures, une fois calmée la fièvre féconde. « Ils nous apparurent alors, s'écrie-t-il, dans toute leur sénile décadence ». Qu'a fait le gouvernement de l'Italie ? Il a oublié la loi que d'Annunzio indique comme la loi même de la fortune italienne : « Le sort de l'Italie est inséparable du sort de la Beauté, dont elle est mère ».

La beauté de l'Italie est fondée sur l'individualisme même des tendances italiennes. D'Annunzio le défend, en belles périodes un peu creuses, contre la poussée du socialisme niveleur. « Il n'y a pas de salut en dehors de l'effort que l'homme accomplit en pleine liberté... »

Fut-ce le prestige des phrases sonores, l'autorité d'un nom qui illustrait l'Italie dans le monde plus que tout autre ? Fut-ce l'influence d'une famille vieille et aimée exerçant des charges publiques dans la cité ? On ne sait. Mais le collège d'Ortona, où votaient de rudes plébéens, des laboureurs incultes et des marins analphabètes, envoya au Parlement italien l'un des plus fins esprits des lettres d'aujourd'hui.

Il siégeait à l'extrême droite, en raison du caractère ultra conservateur de ses professions de foi. Il y fit quelques discours retentissants, mais en somme, on le vit très peu au Parlement, et c'est à la façon dont il en sortit qu'il dut sa plus grande célébrité de mandataire du peuple.

En mars 1900, la tactique d'obstructionnisme des partis de gauche mettait la droite en grande inquiétude par la fréquence des appels nominaux. Un jour, où

ses collègues conservateurs parcouraient éperdus les couloirs, en quête d'une majorité, il refusa de se joindre à eux et, sans autre forme de procès, s'en fut s'asseoir à côté des plus extrémistes. Le temps qu'il faut pour passer matériellement de droite à gauche s'était exactement confondu avec celui qu'exige moralement une telle évolution.

Il a expliqué le lendemain, en un article intitulé de la significative antithèse : *Morti e vivi*, sa brusque volteface. « Tandis que les députés de la majorité imitaient les bruits les plus divers de l'étable et de la basse-cour, je vis, sur les bancs opposés, un groupe d'hommes décidés à défendre leurs idées avec toutes leurs forces et toutes leurs armes, brûlant d'une ardente foi, quelques-uns doués d'éloquence véritable, d'autres, du moins, de fiers muscles et de sang vermeil — tous extraordinairement vivants ». Et cela lui suffit.

Un roman : *la Gloria*, est sorti de l'aventure politique du poète. Désormais, il avait compris qu'un rôle tout différent lui était dévolu. Entre les hommes d'intervention et les hommes d'inspiration, il y a un abîme. Si le poète veut agir sur les directions politiques de son pays, il lui appartient de le faire avec ses chants. C'est lui qui prépare la force d'âme du pays, tandis que d'autres esprits l'organisent et l'administrent.

APOGÉE DU LYRISME PATRIOTIQUE.

Poète des destins italiens ! Il le fut surtout dans la *Chanson de Garibaldi*, qu'il écrivit en 1901, pour le peuple d'Italie. L'épopée, dont une seule partie fut composée, a la ferme allure des chansons de geste ; on dirait parfois que, dans ces laisses lourdes de la gloire

des noms héroïques, passe le souffle du chanteur qui disait à Hastings, devant les troupes du Conquérant, l'épopée de France. Certes, l'Italien n'ignore pas ses héros. Il n'est si humble paysan qui ne connaisse Dante. Il n'est si modeste tâcheron qui ne suive dans son aventure, au travers du monde et de l'Italie, le conducteur des Mille. Mais il restait à dégager des faits stricts, l'âme ardente, à transmuer ces actes en odes, à illuminer de lyrisme le dynamisme créateur de cette vie. D'Annunzio le fit.

Et, conscient de la vertu propagatrice de foi patriotique d'un tel poème, il le conçut, non pour être lu, mais pour être dit. Il employa le vers « de l'antique chanson de geste, formé sur le modèle des rudes vers latins que chantaient la plèbe et les légions de Rome ». Lui-même s'en fut dire aux foules son poème : à Turin, à Milan, à Florence, à Gênes, à Rome, il le récita à de fervents auditoires. Et partout, le bref discours dont il faisait précéder sa lecture indiquait qu'en chantant un héros du passé, il entendait avant tout marquer la voie à l'héroïsme de l'avenir et l'augurer vengeur. « *Viva l'Italia*, *sempre*, disait-il, *e tutta l'Italia* ». Dans le culte qu'il rendait au héros, brûlait une pensée pour l'Italie d'outre-frontière, qu'il fallait rédimer. En 1911, la guerre tripolitaine marqua le réveil du vœu d'Empire, dans la destinée d'Italie. D'Annunzio, qui était alors en France, voyait se réaliser sa prophétie de la Terza Roma. Aussitôt, il écrivit des *Odes*, qui, publiées dans le *Corriere della Sera*, exprimèrent avec ardeur les sentiments dont le pays tout entier frémissait. Une explosion d'enthousiasme exaltait les foules; de Venise à Syracuse, la guerre était acclamée comme une croisade nouvelle. J'ai vu, en cette année de grand réveil de la force latine, des

soldats portés en triomphe et acclamés par les femmes, au moment où ils allaient quitter leur ville natale. A cette fièvre, le poète répondit par son plus beau chant.

Italie, de l'ardeur qui me dévore
Monte un chant plus frais que le matin....

Ce fut la *Canzone d'Oltre Mare*, qui mêla aux passions du moment les souvenirs glorieux du passé italien et couvrit la geste africaine d'une splendeur de lyrisme.

C'est surtout la *Chanson des Dardanelles*, qui provoqua grand émoi, en Italie et hors d'Italie. Elle fut composée au moment où la presse annonçait, à la fois, que la flotte se concentrait dans le golfe de Tarente — et qu'elle n'irait pas aux Dardanelles. On sait ce que signifiaient ces nouvelles : le cabinet de Vienne, en invoquant le fameux article VII du traité deTriple Alliance, avait opposé son veto à toute action italienne contre les détroits, empêchant ainsi l'Italie de terminer rapidement la guerre en touchant son ennemi en son point vulnérable.

Un grand cri de haine échappa ce jour-là au poète :

« Celui qui, vers le Rhin tantôt grince des dents
Et tantôt sourit, livide de bile,
La trogue dans sa bière sanglante,
« L'envahisseur qui méconnut toute vertu
Chevaleresque, l'atroce lansquenet qui frappa
Les vieillards et les femmes, avec la crosse du fusil,
« Le soudard qui ne s'émut jamais
A la douleur des vaincus, et souilla tout
De la boue attachée à ses grosses semelles,
« Le hussard de la mort étend le voile de deuil
Sur les ossements et la tête de mort, par pitié fraternelle
Pour tant de fleur musulmane détruite.
« Mais, parmi tous les autres, un surtout est consterné.
. . . . . .

Cette chanson de la Patrie trompée fut mutilée, de main policière, sur l'ordre du chevalier Giovanni Giolitti, chef du Gouvernement d'Italie, le 27 janvier 1912.

G. d'A.

« Voilà les frères très chrétiens
Du protecteur de l'Arménie, par qui est refaite,
Pieusement, la virginité des Dardanelles.
. . . . . .
« O Alliance mystique, salut !
Je veux chanter les trois augustes puissances tonsurées
Sous le turban postiche,
« Et le flasque sultan, oint de suif autrichien
Qui écoute son martyrologe,
Le poil blanc tout hérissé de terreur.

On retrouve associé dans cette ode imprécatoire, tous les ennemis que d'Annunzio devait dénoncer en 1915, sur les places de Rome, l'Autrichien — l'Allemand..... et Giovanni Giolitti.

Constatons qu'en un de ces poèmes, il unit l'admiration des deux patries pour lesquelles, dans le grand mois de mai, il devait soulever le peuple.

Dans la *Chanson d'Hélène de France*, qui fait fleurir un beau lys français dans la couronne des *Chansons d'outre-mer*, il y a des vers fervents qui, rapprochant Trente, Trieste et l'Alsace Lorraine, dessinent le schéma idéaliste de la guerre d'aujourd'hui :

« O douce France, ô sœur unique
Pour l'espérance muette qui s'incline
Sur les eaux claires de la Moselle,
« Par la pieuse mémoire de Valentine,
Qui, fidèle à son deuil, voulut souffrir
Sans trêve, l'épine aiguë au cœur ;

« Par les champs d'où la folle allouette
Bondit, en poussant ses appels, tandis que les peu-
[pliers de la Meuse
Frémissent, et que le sang crie dans les sillons,
« France, reçois et conserve la joyeuse
Promesse, qui te fait d'une vengeance
Plus grande cette chair ensanglantée,
« Coupe pour nous, avec ta vieille faucille,
Un rameau de chêne de Lorraine
Sur la colline où Jeanne est en vedette,
« Tresse, au rude rameau, la verveine
Sacrée, jadis, à nos pères, et envoie-la nous...

Si d'Annunzio aimait si fervemment la France, c'est qu'il avait reconnu en elle, quand il s'était frappé d'un volontaire exil, le lien d'une fraternité sacrée. Il s'était juré de ne rentrer en Italie « que le jour où elle se réveillerait ». Il y revint quand la foule, grondant d'entousiasme autour du récif de Quarto, lui apprit ce réveil. Et, ce jour-là, il laissa « quatre sonnets d'amour » à son pays d'adoption, mêlant les pensées de l'Italie et de la France qui allaient affronter ensemble la souffrance, pour la grandeur du nom latin.

D'ANNUNZIO ET L'INTERVENTION.

On s'est étonné, en Europe, du rôle joué par Gabriele d'Annunzio dans les journées de mai 1915. Quelques-uns ont même ajouté la raillerie à l'étonnement, en voyant un poète s'élancer sur la place publique en tumulte, se faire tribun du peuple et entraîner les masses à sa suite, par des exhortations lyriques, sur les chemins de la guerre. Le long effort nationaliste que représente l'œuvre de d'Annunzio justifiait cette influence pour les consciences italiennes. Le lecteur

étranger la comprendra mieux, après avoir suivi, avec nous, le développement de l'inspiration patriotique, dans ses poèmes, dans ses romans et dans ses actes.

Tout le désignait à être l'interprète et l'excitateur de son peuple en armes. N'avait-il pas été le chantre de Garibaldi, dans la *Nuit de Caprera*? Mais peut-être lui-même ne se doutait-il point de l'aventure tribunitienne dans laquelle il allait être entraîné, le jour où il s'apprêtait à célébrer, au jeune soleil de mai, le héros du rocher de Quarto. Les événements pouvaient en effet laisser croire que Quarto fût la fin d'une période troublée. Il semblait que l'Italie eût choisi le récif sacré pour y proférer des paroles définitives, après le long travail obscur qui avait eu pour théâtre la chancellerie de Vienne, la Consulta de Rome et la villa Malta, où opérait, entouré d'une phalange de secrétaires, le prince de Bülow. Quarto, ce devait être la déclaration de guerre un peu romantique, ainsi qu'il convient à ce pays qui n'a pas cessé d'aimer les gestes décoratifs et les belles attitudes ; déclaration de guerre dans un des lieux élus de la jeune Italie, cette baie de Gênes où mouillait une escadre, dans le soleil, dans les fleurs épanouies, devant la mer et sous le geste augural de l'Ancêtre. Le roi et les ministres, dont la présence avait été annoncée, donnaient à cette journée l'aspect d'une date d'histoire politique.

Or, la veille de la cérémonie, un télégramme annonçait que ni le roi ni les ministres ne viendraient à Quarto. — Que se passait-il ? Certes, pour ceux qui, d'un œil clairvoyant, ont lu ce jour-là le message royal, il n'y eut point de doute : le destin de l'Italie était déjà marqué et ce n'était point cette absence qui en modifierait la direction. Mais pour la foule, n'était-ce point le signe d'une victoire des éléments du neu-

tralisme, soutenus par le prestige des armes allemandes? On savait que cette conjuration se faisait à Rome ; à Gênes, le peuple commençait à murmurer. Le soir du 4 mai, « le soir du retour », d'Annunzio trouva cette inquiétude sur tous les visages, sur les milliers de visages qui vinrent lui apporter, en guise d'accueil, l'espérance et la foi de toute une ville. Il dégagea, en un discours, ces sentiments confus : « Pourquoi venez-vous à ma rencontre d'un tel élan? Vous apporté-je donc un don de vie ? Si je venais vous annoncer une victoire, je ne serais pas autrement acclamé de partout.

« Et bien, oui, compagnons, je porte un don de vie et j'annonce une victoire. S'il exista jadis un Romain qui portait dans le pli de sa toge la paix et la guerre à choisir, il n'y a plus de choix pour nous. Je vous le dis déjà en cette première heure, en cette nuit de veillée que notre guerre est juste.

« Tout Gênes est debout, cette nuit, comme dans les réunions des grandes délibérations. Et la foi de Gênes retrouve l'antique parole de son pouvoir civique, le cri bref de la volonté latine : « Fiat ! Fiat !... » Que ce qui doit être accompli, s'accomplisse ! Que l'intégration de la patrie s'accomplisse ! Que la résurrection de la patrie s'accomplisse ! Voilà ce que nous voulons, ce que nous devons vouloir. »

Le lendemain, 5 mai, la cérémonie de Quarto avait assemblé, au pied du monument qu'on allait inaugurer, tout un peuple. D'Annunzio prononça un discours modelé en versets, à la façon d'une page de bible ou d'un chant de Zarathoustra.

Il suscita, par-dessus les troubles heures du printemps anxieux, « saison de doute et de souffrance », l'image impérative des Mille et de leur chef, qui dictent leur mot d'ordre : « Ici on renaît, et on crée une plus

grande Italie ». Il exalta « les signes », qui montraient qu'un nouveau destin était né pour l'Italie. Et parmi ceux-ci, le plus frappant : le sang garibaldien répandu pour la France :

« Lorsque, dans la forêt épique de l'Argonne, le plus beau des six frères de la souche des lions fut tombé, on rendit les honneurs funèbres à son jeune corps que, hors de la tranchée, son courage avait multiplié, comme le nombre de ses ennemis... »

Le lendemain, 6 mai, c'est dans les jardins d'Andrea Doria, puis dans le palais San Giorgio, à la « Dante Alighieri », que parlait le poète. Le jour suivant, il s'adressait aux jeunes gens de l'Athénée de Gênes ; aux exilés dalmates, il rappelait l'italianité des côtes orientales de l'Adriatique, indiquant ainsi l'une des fins nationalistes de la guerre proche :

« Réjouissez-vous, mes jeunes amis, disait-il, le temps de servir est révolu, le temps de souffrir est révolu. Il est arrivé, le temps de combattre et de rédimer. Il est imminent, le temps de la libération et de la vengeance ».

Mais l'intrigue neutraliste semblait, à Rome, avoir le dessus. Au peuple qui réclamait la guerre, non seulement en raison des terres italiennes à reconquérir, mais aussi parce que la liberté du monde était menacée par l'Allemagne, M. Giolitti, parti le 7 mai — deux jours après l'enthousiaste cérémonie du Quarto ! — de sa maison de la Rocca di Cavour, en Piémont, venait d'opposer la théorie du parecchio. Et quoi, disait le vieux chef, vous voulez lancer l'Italie dans la plus périlleuse et la plus aléatoire des aventures, pour obtenir des territoires que vous pouvez avoir sans tirer l'épée ! C'est de la folie. Le peuple entendait faire cette folie-là. Mais le peuple n'est pas le Parlement, en Italie surtout, et une intrigue parlementaire faillit faire

triompher la politique giolittienne. La grande majorité des sénateurs et des députés l'assuraient de leur appui, par cette sorte de vote extra-parlementaire que nous avons déjà rappelé ; ils déposèrent, en signe d'adhésion, leurs cartes de visite chez l'ancien président du Conseil.

D'Annunzio, parti de Gênes, arriva à Rome le 12 au soir. Quelques cercles interventistes avaient été prévenus de son arrivée ; la nouvelle en avait été répandue dans la ville. Cinquante mille personnes étaient sous ses fenêtres, devant l'hôtel Regina, en face du palais de la reine mère, qui, dit on, assista à la scène derrière ses rideaux, quand il prononça son premier discours romain :

« Est-ce que, criait-il, indigné, le libérateur, s'il pouvait descendre du Janicule, ne marquerait pas d'infamie ceux qui, ouvertement ou en secret, travaillent à désarmer l'Italie, à enlever à l'Italie toute pudeur, à la rejeter à nouveau dans la servilité, à la reclouer sur sa croix ?... » ... « Balayez donc, balayez toutes les ordures, repoussez dans le cloaque toutes les choses putrides... Vive Rome sans honte ! Vive l'Italie pure et grande !... »

Le lendemain, 13 mai, la victoire neutraliste se dessinait. On murmurait en ville que le cabinet Salandra démissionnait. — Le poète s'adressa au peuple en tumulte :

« Compagnons, ce n'est plus le temps de parler mais d'agir ; ce n'est plus le temps des discours, mais des actes, et des actes romains.

« Si l'on regarde comme un crime le fait d'inviter les citoyens à la violence, je me vanterai de ce crime, je le prendrai sur moi seul...

« Ecoutez-moi. Entendez-moi. La trahison aujourd'hui est manifeste. Nous n'en respirons pas seulement

l'horrible odeur : nous en sentons déjà tout le poids ignominieux. La trahison s'accomplit à Rome, dans la cité de l'âme, dans la cité de vie ! Dans notre Rome, on tente d'étrangler la patrie avec une corde prussienne... C'est à Rome que s'accomplit cet assassinat. Et si je suis le premier à le crier, et si je suis le seul, demain vous me tiendrez compte de ce courage. Mais peu m'importe !...

« Écoutez. Nous sommes sur le point d'être vendus comme un vil troupeau. Sur notre dignité humaine, sur la dignité de chacun de nous, sur le front de chacun de nous, sur le mien comme sur le vôtre, comme sur celui de vos fils, sur celui de vos enfants à naître, il y a la menace d'une marque servile. S'appeler Italien, ce sera porter un nom qui fera rougir, un nom qui fera se cacher de honte, un nom qui brûlera les lèvres. »

Le lendemain, l'orage populaire éclata. L'intrigue neutraliste apparaissait au grand jour et la nouvelle de la démission du Cabinet prenait caractère d'officialité. On fut à la veille d'une révolution et G. d'Annunzio, le 14 mai, lança au peuple sa grande catilinaire :

« Nous sommes assemblés ici pour juger un crime de haute trahison et pour dénoncer au mépris et à la vengeance des bons citoyens le coupable, les coupables.

« Ce que je vous dis ici, ce ne sont pas des paroles d'enflure, c'est la qualification précise d'un fait avéré.

« Le gouvernement italien, celui qui, hier soir, a remis sa démission entre les mains du roi, avait aboli, le 4 mai, à la veille du Sacre des Mille, le traité de la Triple Alliance. Ce traité, il l'avait déclaré, en ce qui concerne l'Autriche, caduc et nul. De cette formule même, je puis affirmer l'exactitude ; je répète : caduc et nul.

« Le gouvernement d'Italie, celui qui, hier soir, a remis sa démission entre les mains du roi, avait, en conséquence, pris des accords précis avec un autre groupe de nations, engagements graves, définitifs, renforcés d'un échange de plans stratégiques, d'un projet d'action militaire combiné.

« Telle est la vérité, la vérité indéniable. De ces faits, j'ai eu communication certaine avant de quitter la France, où des officiers de notre état-major et de notre marine étaient déjà arrivés et s'était mis au travail.

« Donc, d'une part, il y avait un traité aboli ; de l'autre, un accord réalisé. D'une part, l'honneur du pays revendiqué ; de l'autre, l'honneur du pays engagé.

« La *fusion magnanime*, telle qu'elle a été augurée à Quarto, allait s'accomplir. Les discussions se calmaient. La nécessité idéale avait raison de toutes les misères politiques. L'armée était vaillante et confiante. Des exemples de vertus civiques commençaient à resplendir sur le tumulte apaisé. Le bon ferment faisait déjà lever la masse inerte.

« Et voici que l'effort douloureux de mois et de mois est interrompu par une agression imprévue et vile. Cette agression est inspirée, excitée, aidée par l'étranger. Elle a pour auteurs un homme d'état italien, des membres du Parlement italien en commerce avec l'étranger, au service de l'étranger, pour avilir, pour asservir, pour déshonorer l'Italie au bénéfice de l'étranger.

« Cela est patent, cela est indéniable. Écoutez. Le chef des malfaiteurs, dont l'âme n'est qu'un froid mensonge articulé de souples astuces, de même que le triste sac du poulpe est muni d'adroites tentacules, le conducteur de la basse entreprise connaissait l'abolition

de l'ancien traité. Et il connaissait la constitution du nouveau, l'un et l'autre conclus avec le consentement du roi.

« Donc, il trahit le roi, il trahit la patrie.

« Contre le roi, contre la patrie, il sert l'étranger. Il est coupable de trahison. Et ce n'est pas là une manière injurieuse de m'exprimer, ce n'est pas un abus de style polémique, mais la réalité, mais la vérité, selon la forme la plus notoire de ce crime.

« Voilà ce que nous devons démontrer au pays, ce que nous devons imprimer dans la conscience de la nation.

« Écoutez, écoutez. La patrie est en danger. La patrie est sur le point d'aller à sa perte. Pour la sauver d'une ruine et d'une ignominie irréparables, chacun de nous a le devoir de se donner lui même tout entier, et de s'armer de toutes les armes.

« Un ministère formé par le signor Bülow ne semble pas avoir l'approbation du roi d'Italie. Mais, gras ou maigres, les serviteurs du signor Bülow ne se résigneront pas.

« Tant qu'ils ne seront pas emmurés dans leurs basses officines, ils chercheront à empoisonner la vie italienne, à contaminer parmi nous toute chose puissante et belle.

« Pour cela, je le répète, tout bon citoyen doit être un soldat contre l'ennemi de l'intérieur ; tout bon citoyen doit le combattre sans trêve, sans quartier. Le même sang doit couler, ce sera du sang béni, comme celui qui est versé dans les tranchées.

« Le Parlement italien se rouvrira le 20 mai... Et le 20 mai est l'anniversaire de la prodigieuse marche de Garibaldi, la marche sur le parc de Palerme.

« Cet anniversaire, célébrons-le en fermant l'entrée

du Parlement aux valets de la villa Malta, en les repoussant vers leur hypocrite patron.

« Et, dans le Parlement italien, les hommes libres, affranchis des laides promiscuités, proclameront la liberté et l'achèvement de la Patrie. »

Le 20 mai avait lieu la rentrée des Chambres. Elle se fit dans la rumeur de la foule, et sous la croissante menace de la révolution. Au Parlement, qui s'était montré son indigne interprète, le peuple d'Italie voulait dicter impérieusement sa volonté. Le poète lui donna le mot d'ordre :

« Il faut qu'aujourd'hui, autour de Montecitorio, vous soyez un cercle de volontés coercitives, une tenaille terrible qui ne lâche point ce qu'elle a serré. »

Cette séance fut le triomphe de l'indignation populaire sur la manœuvre obscure des neutralistes et des étrangers. La guerre y devint une évidence qu'un document diplomatique, le 23 mai, vint consacrer officiellement et lorsque la guerre apparut certaine, G. d'Annunzio le signifiait à Maurice Barrès en un beau télégramme : « On chante la Marseillaise autour de la Colonne Trajane. Le vert et le bleu de nos drapeaux font une seule couleur dans le soir qui tombe. Le même souffle passe sous nos arcs de triomphe et sous le vôtre. Nous avions deux patries et, ce soir, nous en avons une seule qui va de la Flandre française à la mer de Sicile ».

D'ANNUNZIO ET LA GUERRE.

Aussitôt l'événement accompli, la plupart de ceux qui avait aidé à le précipiter, entendirent être logiques avec eux-mêmes. Ayant prêché la guerre, ils prétendirent la faire. Et d'Annunzio au premier rang.

Le choix de son arme fut un choix de poète. Le poète qui avait si parfaitement senti la plastique de la force navale ne pouvait que s'enthousiasmer pour la geste de l'air.

L'aviateur restera le beau miracle de cette guerre : il a des allures de demi-dieu, cet Icare victorieux qui met le cap sur l'infini ; il donne un lyrisme à la bataille. Par lui, la guerre cesse d'être seulement un déplacement de masses obscures, où l'individu se sacrifie dans l'unité formidable des armées. Au front des régiments en marche, il est comme l'esprit lucide et vigilant, l'archange conducteur, la belle conscience, hardie et tenace. Sur les villes endormies, il est l'inquiétude aimante qui garde, l'attentive et mouvante sentinelle. Il est, quand il fond comme l'aigle sur les cités de l'ennemi, la sainte vengeance fulgurante, le beau trait de feu que décrit dans le ciel l'épée de saint Michel. Partout il restitue à l'homme le fait d'armes isolé.

D'Annunzio, qui avait jadis célébré l'aviation — rappelons qu'en 1910, une de ses conférences à Trieste, sur ce sujet, fut interdite par l'autorité autrichienne sous le prétexte qu'elle ne pouvait manquer d'être subversive, rappelons aussi *Forse che si*, *forse che no*, qui est le roman de l'aviation — s'engagea dans la cinquième arme. Il porta aux frères istriens, sous forme de poèmes, le salut de l'Italie et effectua de périlleuses reconnaissances. C'est au cours d'une de ces reconnaissances qu'il fut blessé assez gravement pour qu'on craignît de lui voir perdre la vue. A Maurice Barrès, qui lui exprimait ces craintes, il répondit par cette belle page où s'associent sa souffrance et l'héroïsme français des combattants de Verdun :

« Mon cher frère, que la lumière s'assombrisse, peu

m'importe aujourd'hui. Un combattant en vaut un autre et l'on me remplacera fort bien. J'ai pu me pencher sur la face sacrée du héros de Lubiana, quelques heures avant d'entrer dans ma nuit. Mais il faut que la lumière ne s'éteigne ni ne se voile dans le monde menacé de la plus vile obscurité par ces barbares qui, trop souvent, tentèrent d'interrompre ou de fausser l'harmonie des esprits et des formes inventés par notre race créatrice. Aujourd'hui le sang français n'est plus qu'une lumière jaillissante et la boue informe de Douaumont est pleine d'une vie idéale comme un bloc du plus beau marbre, d'où sortent des statues. De ma douloureuse immobilité toute mon âme se tend vers la bataille sublime. Nous voudrions tous combattre à vos côtés, en cette heure de danger et de gloire suprême. Ne vous préoccupez point de mes yeux, ô mon frère, mais sauvez la beauté du monde pour des yeux nouveaux. Vive la France ! »

Les sentiments que traduisait ce télégramme, il me les a exprimés à moi-même, quand j'ai eu la joie de lui porter mon hommage. Je me souviens avec émotion de cette visite, à la Casa Rossa, en cette Venise deux fois morte à présent, qu'il a célébré dans *Le Feu*. — Je fus reçu dans une chambre de malade, obscure et chaude à défaillir. Il était, sur le lit blanc, une forme moulée. La tête était entourée de bandelettes. Je ne voyais point ses yeux, ni son visage. Mais il parlait d'une voix qui caressait. Il répondait à mes questions sur son état, me disait l'espoir qu'on avait de lui conserver la vue, par une cure de repos prolongé ; le caractère pénible de l'inaction en ce moment ; puis dédaignant de songer à lui davantage (« Ne vous préoccupez pas de mes yeux, mon frère ») il célébrait la guerre, l'action, le sacrifice des égoïsmes. Il disait

des choses simples et profondes avec son lyrisme naturel ; dans sa nuit, la méditation lui montrait des évidences qu'il voyait moins bien à la clarté du jour ; il avait réussi à écrire, sur des bouts de papier, de petites phrases d'une ligne qu'on recopiait ; ainsi fut rédigée une lettre qu'il adressait au président du conseil pour le conjurer d'envoyer des troupes italiennes en France. L'épreuve, disait-il, sera longue et douloureuse encore, mais il faut qu'elle soit purifiante et belle, comme le feu.

Pour compléter cette figure complexe et brillante, il convient de retracer un tableau d'hier. Il a comme cadre la place Saint-Marc de Venise, mais non plus la place Saint-Marc à laquelle d'élégantes et fraîches toilettes donnaient un air de salon. Saint-Marc n'est plus la basilique orfévrée comme une châsse ; les chevaux de bronze ont été descendus de leurs socles ; des sacs de sable ont été entassés sous les arcs ouvragés et le glorieux édifice semble une redoute, prête à la défense. Les sirènes d'une escadre, mouillée devant la Piazzetta et Saint-Georges Majeur, sifflent sur la mer admirable. Un clairon mêle un appel cuivré aux tintements de l'heure matinale, que sonne l'homme de bronze, à la Tour de l'Horloge. Aux flottements des trois grands drapeaux tricolores, hissés à ces hautes hampes qui retenaient, aux temps de la République, les étendards de Chypre, de Morée et de Candie, des alignements de troupes au port d'armes donnent un sens impératif. Quelques officiers aviateurs sont là ; ils attendent l'heure où on leur décernera la croix militaire, due à leur vaillance. Et parmi eux, un lieutenant des lanciers de Novare, un bandeau blanc coupant obliquement le front, sous la coiffure militaire : Gabriele d'Annunzio. Il reçoit en soldat le salut du duc d'Aoste que lui apporte le capitaine Lazzoni. Mais de quelle joie

intime et profonde ne doit-il point tressaillir quand l'amiral Thaon de Revel salue en lui, en même temps que l'aviateur, « le poète qui encouragea le peuple à la guerre sainte » !

Le chef de la flotte italienne, en quelques traits énergiques, termine le portrait inachevé. Il enregistre, au livre d'or de la patrie, qu'un artiste, fût-il même dévoré d'esthétisme et avide de frissons comme le plus décadent des sensitifs, peut être en même temps le fier éveilleur de son peuple. Au reste, seul un jugement superficiel peut conclure que l'art est égoïsme ; il ne l'est jamais absolument, même quand il le paraît le plus L art est ardeur, don de soi, généreuse offrande ; dans toute explosion lyrique, il y a une âme de sacrifice qui ne demande qu'à se révéler dans les actes. Le temps byronien n'est point passé et l'idéalisme des poètes n'a pas cessé de leur inspirer l'ivresse de la mort pour de justes causes.

ENRICO CORRADINI

Le hasard nous réunit à Rome, au printemps de 1916, Louis Bertrand, Enrico Corradini et moi, dans cet hôtel d'Angleterre, un peu vieillot, mais paisible et tranquille au centre de la ville.

A quelques pas de la via Condotti, animée et turbulente, une exquise fontaine jaillit incessamment, sous le feuillage fin de deux poivriers, dans un sarcophage antique admirablement jaspé par la caresse séculaire des eaux. La porte de l'hôtel est proche. Ainsi, avant d'y pénétrer, on a une impression de fraîcheur claire, comme une invitation à la causerie et à l'étude.

Louis Bertrand, l'auteur du *Saint Augustin*, arrivait d'Espagne et réunissait des notes pour l'article sur l'Italie qu'il donna à la *Revue des Deux Mondes*. Très épris du rêve panlatin, il désirait trouver en Italie la confirmation de ses espérances. Sur la foi des appréciations sommaires et parfois superficielles de la presse parisienne, assimilant le nationalisme italien au nationalisme français, l'écrivain catholique croyait rencontrer chez les rédacteurs de l'*Idea Nazionale*, des sympathies naturelles que la guerre, impliquant l'alliance de la France et de l'Italie, devait avivér encore.

Nous eûmes à ce sujet de longues conversations avec Enrico Corradini qui voulut bien, à notre prière, nous

faire un lucide et péremptoire exposé de l'impérialisme. J'ai rarement rencontré un esprit plus méthodique et plus précis. Il y a en Italie beaucoup d'intelligences vives, souples et brillantes, mais à ces qualités fréquentes, Corradini ajoute, à un degré exceptionnel, la netteté rigoureuse de la démonstration. Rigueur qui va parfois jusqu'à la sécheresse et l'âpreté, et dont je vis Louis Bertrand plus d'une fois déconcerté, quand, à ses adjurations sentimentales, Corradini répondait impassible : Soit, mais en quoi cela servira-t-il la grandeur de l'Italie? On le sentait opiniâtre en son idée, ancré dans une conviction longuement méditée, obstiné à repousser toute déviation, tout fléchissement, toute transaction. Il ne réussit point à me convaincre, mais j'avoue qu'il m'embarrassa à diverses reprises, par l'impossibilité de découvrir immédiatement le vice de son argumentation. Il me fit, en tous cas, réfléchir, et c'est un service dont il faut toujours rester reconnaissant.

Est-ce cette gratitude, ce souvenir d'entretiens d'une intellectualité intense, cette sympathie pour un adversaire, qui me fait choisir, pour essayer d'indiquer une opinion sur le nationalisme italien, la personnalité de Enrico Corradini ? Peut-être bien. Cependant, sans méconnaître d'autres influences que la sienne et notamment celle de Sighele dans la formation de la doctrine nationaliste, on peut mettre celle de Corradini au premier plan. Il est des manifestations nationalistes plus évidentes et plus tapageuses. Les députés du parti aiment à prononcer des discours retentissants. L'un d'eux — Foscari — fait partie du ministère Boselli. Gabriele d'Annunzio est l'interprète lyrique et splendide des aspirations nationalistes. Mais celui qui recueille et coordonne les idées éparses, qui clarifie les projets

confus, qui les systématise, qui veille à l'homogénéité de la doctrine, c'est Enrico Corradini. De cette nef, il est le pilote.

Ce Toscan a le masque énergique et volontaire des soldats ou des magistrats qu'on voit aux bas-reliefs de la Rome antique. Le front est large et droit, les yeux vifs, le menton rasé. Il est dans la force de l'âge [1], et s'il n'a plus la jeunesse, il rayonne pourtant de cette flamme intérieure, de cette chaleur de conviction qui font des prosélytes. Je n'ai eu l'occasion d'entendre parler à la foule Enrico Corradini qu'une seule fois, mais la circonstance était exceptionnelle : c'était le jour du second anniversaire de la déclaration de guerre, 24 mai 1917, sur la place du Capitole. Une manifestation aussi nombreuse, aussi fervente que celle de l'année précédente, mais plus joyeuse et plus exubérante, car les nouvelles de l'armée étaient excellentes, avait traversé la cité pavoisée et s'était massée sur la place capitoline, entre les palais aux nobles arcades. La statue de Marc Aurèle semblait flotter au-dessus d'une mer humaine. Aux fenêtres, sur les toits, sur les escaliers et les rampes, et dans les rues adjacentes, le peuple innombrable fourmillait autour des drapeaux dressés. Quelle merveilleuse tribune que ce perron du Capitole, dans le soleil couchant ! La figure de Corradini nous apparaissait toute petite, mais énergique et précise. Des gestes tranchants scandaient ses paroles qui n'arrivaient entières que selon les faveurs du vent. Il disait, avec des appréciations cinglantes pour le Parlement, la nécessité d'une direction plus ferme et plus audacieuse

1. Né en 1870 à Sanminiatello de Toscane. Voir : Pier Ludovico Occhini, *Enrico Corradini scrittore e nazionalista*, Roma, G. Garzoni Provenzani, 1914, et M. Muret, *Les contemporains étrangers*. Paris, Fontemoing.

dans la conduite de la guerre. Alors que l'éloquence italienne se satisfait souvent de verbalités pures, la parole d'un Corradini est gonflée d'idées à en éclater. Elle étonne, irrite et entraîne à la fois.

C'est cependant plutôt à la plume qu'à la parole que sa propagande demande des succès. Enrico Corradini est, en effet, un évadé de la littérature. La première revue qu'il dirigea, en 1896, *Le Marzocco*, réunissait dans sa rédaction des jeunes gens épris d'art pur qui avaient élu pour maître Gabriele d'Annunzio. Le goût exclusif de la forme, un certain pessimisme tiré d'Ibsen, de Schopenhauer et de Maeterlinck, leurs auteurs préférés, et aggravé, du reste, par l'abattement dans lequel les défaites africaines avaient plongé l'âme italienne, caractérisent les écrivains de ce groupe et notamment E. Corradini. Ses premiers romans sont imprégnés d'une atmosphère de découragement ; *Santamaura*, la *Gioia*, *Virginità*, expriment également la conviction de l'inutilité des efforts tendant, soit à l'élévation de soi-même, soit à l'amélioration du milieu social.

Mais cette psychologie pessimiste était l'artificiel produit d'influences littéraires momentanées. La nature active, vivante, sans cesse en mouvement d'Enrico Corradini, devait bientôt l'en débarrasser pour l'acheminer, au travers des drames qu'il écrivit ensuite, et notamment de *Giacomo Vettori*, dans lequel on voit enfin la réussite couronner la volonté et l'effort, à une œuvre où s'affirme nettement la foi en la vie et le culte de la domination.

Cette œuvre, c'est le *Jules César*, et elle date de 1902. J'imagine qu'à cette époque, les jeunes intellectuels parmi lesquels vivait E. Corradini, avaient lu Nietzche et, comme tous les jeunes intellectuels du début du siècle, l'admiraient et s'en nourrissaient. On

exaltait, dans le cénacle de Florence, comme dans ceux de Paris ou de Berlin, la force, l'expansion de la volonté individuelle, le sens de la compétition et de la lutte, que chantent les hymnes de Zarathoustra. Mais cet individualisme nietzchéen est la négation du principe étatique. Aussi les esprits qui, tel celui de M. Corradini, ressentaient le besoin d'une organisation sociale, durent-ils faire dévier Nietzche de sa direction naturelle pour l'adapter à de nouvelles fins. Parallèlement à von Bernhardi, sorti de Nietzche par Treitschke, ils durent s'efforcer de concilier deux principes qui paraissent inconciliables.

Le *Jules César* de E. Corradini réalise un tel compromis. L'auteur se refuse à voir dans ce capitaine voué au destin d'empire, l'expression et le résultat de forces obscures de la foule qu'il était appelé à diriger. Telle était l'interprétation qu'en donnait, à peu près à la même époque, Guglielmo Ferrero. Pour Corradini, Jules César est avant tout, l'individu, l'*übermensch*. Mais bientôt à côté du surhomme, il distingue le disciplineur de foules, le conducteur d'hommes. Et, de l'admiration pour l'individu, il passe tout naturellement à l'admiration pour les réalisations politiques de cet individu. De son *Jules César*, il sortit césarien.

Dès ce moment, en effet, on le voit s'acheminer à pas plus rapides vers l'action politique et vers le nationalisme. Une nouvelle revue marque ce stade de sa formation. En 1902, paraissait à Florence *Il Regno*, qui réunissait les meilleurs jeunes esprits du temps : Giovanni Papini, Giuseppe Prezzolini, G. A. Borgèse... Dans cette revue s'affirmèrent les premiers postulats du nationalisme : la nécessité de fortifier d'une conscience nette de sa grandeur et de ses destinées, le patriotisme italien, le besoin d'endiguer la démocratie

et de rendre à la psychologie nationale quelques supports moraux solides et bien établis.

L'évolution de Corradini le dirigeait ainsi vers des convictions réactionnaires et dans un drame, *Charlotte Corday*, il les exprima si carrément que le parterre fit tomber sous les sifflets cette œuvre qui ne manquait cependant pas de qualités. L'auteur abandonna définitivement le théâtre.

La voie qu'il cherchait depuis si longtemps, il allait la trouver enfin dans des livres de théorie politique et de polémique.

Mais deux romans marquent cependant encore la transition. C'est : la *Patrie lointaine* et la *Guerre lointaine*. La *Guerre lointaine* décrit l'impression qu'ont produite, dans la vie romaine, les désastres d'Afrique ; la *Patrie lointaine* expose, à côté d'une aventure amoureuse d'importance très secondaire, la vie des italiens émigrés au Brésil, où E. Corradini venait de faire un voyage d'études. Ces deux livres sont des ouvrages à conclusions politiques, longuement exposées dans les conversations de leurs protagonistes : si l'Italie a été abattue par la guerre lointaine, elle doit se relever de son abattement et reprendre avec un orgueil proportionné à ses désirs, le chemin de son glorieux destin. S'il existe, au delà des mers, une patrie lointaine, il faut que cette patrie serve à la grandeur de l'Italie. On le voit, nous sortons, avec ces œuvres, de la littérature pure. Elles annoncent que E. Corradini était mûr pour formuler la doctrine qu'il élaborait inconsciemment depuis si longtemps.

FORMATION DU NATIONALISME.

Ce sont souvent d'heureuses entreprises militaires qui, en surexcitant le sentiment national, déterminent

dans un peuple des mouvements nationalistes auxquels des théoriciens ingénieux n'ont pas de peine à trouver des justifications doctrinales. Mais cette origine n'est guère qu'un phénomène d'occasion ; en réalité, l'impérialisme a des causes plus profondes. Les conditions les plus favorables à sa naissance et à son développement sont : une tradition continue de souveraineté, une surabondance démographique, une prospérité économique.

A défaut de succès guerriers, l'Italie réunit à un haut degré ces trois conditions et est — et sera toujours par conséquent — un terrain particulièrement favorable aux cultures impérialistes.

En premier lieu, constatons que Corradini et ses amis peuvent assez facilement invoquer le prestige des grands souvenirs historiques. Bien que la filiation soit contestable, l'Italie d'aujourd'hui aime à se rattacher à l'empire de Rome, et l'antiquité est un admirable foyer d'énergies dominatrices. C'est du Forum que partirent, à la conquête du monde, les légions de César. Pendant des siècles, le cœur de l'univers a battu dans la ville aux sept collines. Je sais bien que l'impérialisme romain est fort différent de ce que nous nommons aujourd'hui impérialisme et je ne crois pas qu'on pourrait en découvrir chez les orateurs ou les écrivains de l'antiquité un exposé doctrinal ; mais qu'importe ! Si elle n'est pas dans les discours ou les livres, la volonté de domination est dans les faits. C'est dans l'action même de ses armées, de ses magistrats et de ses marchands que se réalisait le sentiment qu'avait le peuple romain de sa supériorité sur tous les autres, et le triomphe de sa civilisation, due à son excellence plus qu'à la contrainte, en était la justification.

Ajoutons que Rome fut, depuis, le centre d'une

autre force d'empire : par définition, l'Église catholique aspire à être universelle. La papauté est une sorte de césarisme de la foi.

Ainsi, dans ce pays où les voix du passé ont une si pénétrante éloquence, deux impérialismes, l'un politique et militaire, l'autre intellectuel et religieux, prédisposaient les esprits à accueillir avec bienveillance des conceptions modernes dans cette direction.

Mais si l'éclat d'un grand passé peut enflammer l'imagination, il faut nécessairement, pour la formation d'un impérialisme, que la situation présente comporte les promesses d'une réalisation. Il faut surtout que la population de la nation soit en croissance notable. Quelque rayonnante que soit leur histoire, les peuples dont la population diminue doivent renoncer, par cela seul, à la domination. En revanche, le phénomène opposé pousse presque fatalement aux rêves d'hégémonie. Le pangermanisme est en corrélation étroite avec l'exubérance démographique de l'Allemagne.

Or, l'Italie est à cet égard pareille à l'Allemagne ; c'est l'un des pays d'Europe qui ont le moins à redouter le fléau de la dépopulation : le nombre des naissances y est très supérieur à celui des décès et il n'y a aucune raison de croire à l'interruption de cette progression. Les causes complexes qui agissent en France de façon si inquiétante, sur la natalité, sont sans effet dans la péninsule. En quarante ans, de 1862 à 1901, la population italienne s'est augmentée d'un tiers, proportion assez significative pour qu'il soit inutile d'insister sur ce point. En 1862, 25 millions d'habitants, soit 87,2 par kilomètre carré. En 1901, 32.475.453, soit 113,3 par kilomètre carré ! Et le mouvement ascensionnel continue ; en 1913, l'Italie compte 35.418.391 habitants. Ce mouvement n'est point uniforme. Il ne se

produit pas dans toutes les villes et dans toutes les provinces avec la même intensité. La Vénétie, l'Émilie, les Pouilles, la Calabre et la Sicile sont les régions les plus prolifiques. Les villes du Midi : Bari, Messine, Palerme, Catane, se développent plus rapidement que celles du Nord, comme Florence et Milan, et surtout Gênes et Turin qui sont presque stationnaires. Mais dans l'ensemble, les régions agricoles compensant les régions industrielles, l'Italie est en constante progression.

Le pays, n'étant pas assez riche pour nourrir tous ses enfants, en exporte beaucoup. Dans aucun pays, l'émigration n'a l'importance qu'elle a en Italie. Le nombre des émigrants augmente chaque année. De 625.637, en 1909, il est de 872.598 en 1913. Toutes les régions contribuent à cette expatriation, à des degrés divers, mais surtout le Midi, les Abruzzes, la Basilicate, la Calabre, la Sicile. Elle prend les directions les plus différentes. Les gens du Midi préfèrent en général les Amériques, ceux du Nord, les pays d'Europe. En 1913, la proportion était d'environ 65 °/₀ pour le continent neuf, 35 °/₀ pour le continent vieux. Le séjour de ces émigrés loin de la terre natale est plus ou moins long. Il y a ainsi, approximativement six millions d'Italiens épars : près d'un million en Europe, deux millions dans l'Amérique du Nord, deux millions et demi dans l'Amérique du Sud, 192.000 en Tunisie.

Cette émigration formidable est la conséquence d'un défaut de parallélisme entre la progression du chiffre de la population et celle de la prospérité économique du pays. Mais, de ce que celle-ci ait été plus lente, il ne faudrait pas conclure à son inexistence. Elle a au contraire été remarquable, et à certains égards, prodigieuse. Beaucoup de causes y ont contribué : la vente

des biens des corporations religieuses détermina une exploitation plus intensive de vastes propriétés foncières ; l'ouverture du canal de Suez rendit à la Méditerranée, et par conséquent à l'Italie, son importance ancienne ; le percement du Cenis et du Gothard permirent aux villes du Nord de développer leurs énergies ; Milan, Gênes et Turin devinrent des centres industriels. Naples elle-même, indolente et belle, se réveilla au bruit de cette vie ardente, si bien que dans toute la nation sembla courir le sang d'une vie nouvelle. En 40 ans, le chiffre des importations était triplé, celui des exportations doublé, le mouvement total presque triplé.

Évolution due au développement de l'agriculture et de l'industrie. Le machinisme et l'usage des engrais chimiques introduits dans la culture, les méthodes plus rationnelles appliquées à l'élevage du bétail ont permis à la campagne italienne d'augmenter sa production dans de considérables proportions. L'industrie, d'autre part, a pu se développer, surmontant les difficultés primordiales et permanentes résultant de l'absence de houille, de fer, de coton et autres matières premières. La Lombardie et le Piémont sont devenues des régions essentiellement industrielles : la métallurgie, l'industrie automobile, l'industrie du sucre, aidées par le développement de l'industrie électrique, sont actuellement en pleine croissance.

Il faut noter aussi le développement du commerce maritime italien. La glorieuse tradition de Venise, Gênes, Pise et d'Amalfi, l'étendue des côtes, auraient dû donner à l'Italie une grande marine marchande, ce qui ne s'est point produit ; mais il y a de nombreuses raisons de croire que le faible développement marqué dans les dernières années s'accentuera dans la suite.

Si la marine marchande n'est pas très puissante, le mouvement des ports, Gênes, Naples, Venise, Palerme, Livourne, Bari, Brindisi, Catane, est en continuelle et considérable progression.

Cette transformation se traduit en chiffres concrets dans le budget du pays, qui pour la première fois, en 1875, atteignait l'équilibre et, en 1898-1899, indiquait un actif dont l'importance permit, en 1906, de réaliser la conversion de la rente. L'Italie, certes, peut regarder avec satisfaction les différentes étapes de son ascension économique. Les résultats obtenus lui permettent d'envisager avec confiance un avenir de plus riches conquêtes. C'est ce que font les jeunes impérialistes qui voient dans les réalisations acquises la promesse de réalisations futures et qui perçoivent dans le passé le plus immédiat de leur pays l'ordre de l'élever à la splendeur de sa plus lointaine histoire.

Il semble que ce soit l'observation de la situation que je viens de rapporter en ces grandes lignes, et notamment le phénomène si caractéristique de l'émigration qui ait été, chez Enrico Corradini, le point de départ de son évolution vers l'impérialisme. A la différence de certains qui contemplent avec satisfaction les épargnes sans cesse plus considérables envoyées par les émigrés à la mère-patrie, Corradini vit surtout la perte immense que subissait la nation. Il lui parut que si l'Italie pouvait profiter directement et intégralement du travail de ses enfants, sa prospérité en serait singulièrement accrue. La rente servie par les Italiens du dehors pouvait être, dans l'ensemble, très importante, elle n'était qu'une toute petite partie de la valeur produite. Et c'est la totalité de cette valeur qu'il faudrait garder au pays en y gardant les hommes.

Pour se rapprocher de ce but, et accentuer corréla-

tivement la prospérité économique, les nationalistes veulent agrandir le territoire et lui adjoindre des colonies proches. On peut se demander s'ils ne confondent point grandeur et dimension. Mais l'expansion est leur objectif essentiel.

Ces nouveaux champs d'exploitation, comment les conquérir? Par la diplomatie et par la guerre. Des négociations ne peuvent être heureuses que si elles sont appuyées par des forces militaires. L'armée, la flotte, voilà quelles doivent être, selon eux, les préoccupations principales de la nation. La cohésion augmentant la puissance, une autorité forte, indiscutée, est nécessaire. Les nationalistes sont monarchistes. Ainsi, dans leur pensée, la politique extérieure commande tous les problèmes de politique intérieure.

De même, les nationalistes ont des sympathies cléricales, parce que la religion, qu'ils en soient ou non des fidèles, leur paraît un salutaire moyen de police sociale. Enfin, ils sont les adversaires acharnés du socialisme, ferment de désagrégation nationale, partisan systématique de la paix, comme eux sont des partisans systématiques de la guerre. Ainsi, pour des buts diamétralement opposés, socialistes et nationalistes font appel aux mêmes mâles qualités de l'homme et du citoyen : l'énergie, l'esprit de lutte, le sacrifice des instincts égoïstes à la collectivité.

La guerre, il faut toujours y penser; il faut toujours la préparer. Rien ne vaut un pareil souci pour viriliser les âmes. Et les nationalistes propagent la théorie de la valeur morale de la guerre avec des arguments analogues à ceux qu'on trouve dans les livres du général von Bernhardi. Une nation qui n'est pas entretenue dans une atmosphère de bataille est vouée à la plus déprimante somnolence et à la décrépitude ; l'organisation

militaire n'est pas seulement une nécessité pour la sauvegarde des frontières, c'est un facteur moral d'une inestimable efficacité.

La guerre a pour but la conquête. Une nation forte est une nation de proie. Si elle est forte, la conquête est son droit. Bien plus, elle est son devoir. Pour essayer de justifier de pareilles déclarations, et notamment leurs prétentions à un domaine colonial, les nationalistes reprennent la spécieuse théorie des races supérieures. La nature, disent-ils, est mouvement, activité, changement. Elle aspire à produire, à fructifier, à se donner. L'homme sain et les nations dignes de vie aspirent de même à augmenter de jour en jour leur activité et leur production. Les plus actifs et les plus producteurs sont les plus méritants. Les races qui occupent des terres fertiles sans leur faire produire tout ce qu'elles peuvent donner, appauvrissent d'autant le patrimoine de l'humanité. Pourquoi conserveraient-elles ce qu'elles ont reçu du hasard ? L'intérêt général ne commande-t-il pas la déchéance de leurs droits illusoires et leur substitution par des travailleurs plus aptes ? Les plus capables seront ceux que la force des armes aura démontrés tels. Une civilisation supérieure n'a-t-elle d'ailleurs pas le droit et l'obligation de remplacer une civilisation inférieure et quelle civilisation peut être supérieure à celle que l'Italie a héritée du monde latin ?

Ces sophismes ne sont pas très neufs, on le voit. Ils ont été la facile excuse des Européens pour la conquête de l'Afrique. Ils ont servi aussi aux Allemands pour disserter avec pédanterie sur leur droit d'envahir la Belgique et de ravager la France.

Je sais bien que les nationalistes se défendent énergiquement d'être les continuateurs de la pensée qui a

mené l'Allemagne au crime. La déviation d'une doctrine et les forfaits de ses disciples ne prouvent rien contre la doctrine, disent-ils. Assurément, mais il faudrait prouver que la conduite allemande est la déviation de l'impérialisme !

Enrico Corradini spécialement proteste qu'il ne s'est point formé à l'école des penseurs germaniques : j'ai très peu de lecture, assure-t-il avec un excès de modestie.

Quoi qu'il en soit, je ne suis point le seul à trouver ce caractère de famille entre l'impérialisme allemand et l'impérialisme italien ; le journal de Salvemini, souvent en polémique avec les nationalistes, les appelle les Prussiens d'Italie.

On voit aussi les points de contact de cette doctrine avec celle des nationalistes français. Toutefois il ne faudrait pas conclure à l'identité. Les nationalistes italiens ont pris soin constamment de se différencier des Français. Sighele (*Pagine Nationaliste*, p. 222) déclare qu'il ne peut suivre Barrès, parce que le parti nationaliste italien est sincèrement et audacieusement libéral. Coppola, lui-même, dans sa préface à la *Crisi Italiana* (Rome 1916), attribue au nationalisme français un caractère réactionnaire. Il est un point, entre autres, sur lequel ils sont en désaccord absolu : le régionalisme. Tandis que les nationalistes français, par réaction contre la centralisation républicaine, encouragent toutes les manifestations de la vie régionale, les nationalistes italiens font campagne contre le « campanilisme », dans l'espoir d'augmenter la force de la nation.

LE PARTI NATIONALISTE.

J'ai essayé d'indiquer sommairement quelques-unes des idées plus ou moins confuses, plus ou moins déve-

loppées, plus ou moins coordonnées qui hantaient certains esprits en Italie dans les premières années de ce siècle. Enrico Corradini les propageait avec une ferveur d'apôtre et une rare ténacité et contribuait à les préciser.

Il concevait la doctrine nouvelle comme vraiment nouvelle, exclusivement italienne, aussi distante de l'impérialisme allemand que du nationalisme français, aussi éloignée des rêves humanitaires de la démocratie que des ambitions réactionnaires. Il voulait discipliner et grandir la nation, dans le mouvement et la production. La révolution aussi bien que la guerre lui paraissait la manifestation de la force rénovatrice du monde. Ses propos étaient à la fois hardis et énergiques, idéalistes et pratiques.

Des jeunes gens surtout l'écoutaient avec complaisance, dégoûtés qu'ils étaient de la stérilité, de la veulerie et du manque d'idéal de la politique d'alors. L'Italie jouait dans la Triplice un rôle effacé et timide dont s'accommodait mal la susceptibilité patriotique qui est toujours très vive dans toute âme italienne.

Les incidents de 1908 vinrent surexciter cette irritation. En 1908 la coopération italienne à la coalition des empires centraux avait acquis la valeur, qu'elle n'avait point en 1882, d'une véritable alliance à prestations égales. Et précisément à cette époque, l'Autriche humiliait son alliée dans la question de la Bosnie et de l'Herzégovine. On espérait une protestation vigoureuse. Le Gouvernement de Rome, hésitant et craintif, conscient de la faiblesse extrême de la préparation militaire, n'osa point la formuler. Un discours de Fortis amena la chute du ministre des Affaire étrangères Tittoni. Luigi Luzzati écrivait le 24 janvier 1909 dans le *Corriere della Sera* que tous ceux qui aiment

la patrie doivent pour quelque temps détourner leur esprit le plus possible de la politique extérieure. On lui attribuait même le propos : « Il faut vouloir la paix même au prix d'une bassesse ».

Tant d'humilité produisit dans l'opinion un sursaut de colère et d'indignation. Et les nationalistes en profitèrent pour élever la voix. En eux parlaient la fierté et l'honneur d'une nation qui sentait le rôle auquel on la réduisait, inférieur à ses traditions et à ses possibilités. Commentant la chute de Tittoni, un journal pouvait dire : « Un homme est tombé, mais l'Italie s'est levée. »

En décembre 1910, un Congrès réunit à Florence tous ceux qui, plus ou moins séduits par les idées nationalistes, avaient à cœur de sortir de la médiocrité stagnante des partis existants. Les opinions les plus diverses s'y rencontrèrent. Le désir d'ouvrir à tous les rangs du nouveau parti fut marqué par un incident caractéristique : la convocation s'adressait seulement à ceux qui acceptaient la monarchie comme forme de gouvernement ; on décida dès l'ouverture des débats de ne pas maintenir cette restriction afin de pouvoir accueillir les républicains. Il est vrai qu'ils n'y restèrent guère, ayant déclaré qu'ils ne pouvaient s'engager à voter les dépenses militaires. Ainsi s'avéra que la préparation à la guerre était bien l'essentiel de la nouvelle doctrine. Pour le reste, on fut fort peu explicite et Scipione Sighele qui avait présidé la réunion [1], put reconnaître qu'en vérité ce congrès avait été plutôt une affirmation sentimentale qu'une affirmation de principes. C'était déjà beaucoup. Non seulement le mouvement sortait ainsi de la phase de préparation littéraire et perdait ses allures de spéculations aristocra-

1. Vice-présidents : Enrico Corradini, Luigi Federzoni, etc.

tiques, non seulement il se confrontait avec l'opinion publique et en recevait des indications, mais il agissait sur ses adversaires eux-mêmes, en rendant nécessaire une expression de dignité nationale. Quant à préciser un programme, l'avenir devait s'en charger, un Comité exécutif ayant été désigné et la création d'un organe ayant été décidée. Le premier numéro de l'*Idea Nazionale*, hebdomadaire, parut le 5 mars 1911.

L'instant était favorable et le nationalisme connut une prospérité rapide et extraordinaire. Cette année est celle de la question de Tripoli.

Quelle occasion magnifique pour répandre, à la faveur de l'actualité, toutes les idées favorites du parti : grandeur de la patrie, importance de la politique extérieure, nécessité de la guerre, devoir des races supérieures, colonisation, etc. La déclaration de guerre à la Turquie, décidée brusquement par le ministère Giolitti, était tellement dans la ligne indiquée par les nationalistes qu'elle fut attribuée à leur influence. Ce fut une période d'énergie et d'espoir, les jeunes gens s'enthousiasmèrent et pendant quelques mois, il parut que l'Italie tout entière était frémissante de la fièvre nationaliste. Les idées d'Enrico Corradini obtenaient ainsi un succès refusé à sa littérature et il fut actif et vaillant. Trois livres : *l'Ora di Tripoli*, *la Conquista di Tripoli*, *Sopra le vie del Nuovo Impero*, lui suffirent à peine à exprimer toutes les réflexions que lui inspiraient les événements.

Mais à mesure que le parti nationaliste se trouvait amené à se prononcer, par l'*Idea Nazionale*, sur les problèmes quotidiens, à mesure que se précisait sa doctrine, il s'éloignait des sentiments dont s'était inspiré le Congrès de Florence. Scipione Sighele, qui avait été l'un des ouvriers de la première heure et qui devait

finir par se détacher du parti peu de temps avant sa mort, en 1914, constate avec mélancolie (*Il nazionalismo e i partiti politici*, p. 179) que « dès ses premiers numéros l'*Idea nazionale* donna l'impression que la barque nationaliste virait résolument à droite. » On vit pâlir l'influence de Sighele qui voulait que « l'Italie fût plus forte surtout pour que l'injustice diminuât dans le monde »[1] et grandir celle d'Enrico Corradini qui définissait « le nationalisme, une doctrine par laquelle la nation devait être considérée comme un champ de récolte »[2].

Celle-ci s'affirma surtout au Congrès de Rome (décembre 1912).

M. Pietro Silva a retracé, dans la *Revue des Nations latines*, 1917, p. 102 et suivantes, les étapes de cette évolution.

« Le programme du parti prenait des caractères plus précis, plus rigides. Il voyait prévaloir des tendances nettement antidémocratiques, dont le plus fort soutien était Coppola, qui même, un moment, commença une campagne antisémite, sur le modèle de celle de Léon Daudet dans l'*Action française*. La conséquence du succès de cette tendance fut l'exode du parti de tous ses éléments démocratiques, qui avaient participé au début du mouvement. Ensuite, pour marquer toujours mieux le caractère conservateur du nationalisme, fut faite la campagne antimaçonnique de 1913, conduite avec une grande vigueur et dans le moment le plus opportun...

« D'autre part, le parti accentuait la lutte contre le socialisme, qu'il représentait comme une force de dis-

1. S. Sighele, *Ultime Pagine Nazionaliste*, p. 16, Milan, 1912.
2. E. Corradini, *Il valore d'Italia*, p. 31, Naples, 1911.

solution, lutte conduite avec les mêmes méthodes que le socialisme avait employées tant de fois : manifestations dans les rues, meetings et, même, coups de bâton. Les conservateurs italiens ne pouvaient pas ne pas saluer avec reconnaissance et avec joie ces nationalistes qui savaient descendre sur les places et y disputer aux socialistes leur domination jusqu'alors incontestée.

« En politique étrangère, le parti nationaliste prenait résolument place dans le camp tripliciste. Il y avait eu dans la première époque de l'*Idea Nazionale* quelque incertitude à cet égard. Dans le journal, à côté d'articles de propagande pour Tripoli, il y avait des articles en faveur d'un irrédentisme anti-autrichien. Dès que l'entreprise de Tripoli fut commencée, les incidents du *Manouba* et du *Carthage* éclatèrent, l'irrédentisme fut mis de côté. Le problème de l'expansion dans la Méditerranée en opposition avec la France devint prédominant. Les nationalistes firent de leur mieux pour envenimer les dissentiments italo-français. L'Afrique septentrionale ne suffisait plus ; on parla même de la Corse et de Nice ; le vieux cliché de la *nation pourrie* fut remis à neuf, soigneusement illustré, spécialement par Coppola et par Federzoni, pendant que la politique de Crispi était continuellement exaltée dans ce qu'elle avait de plus gallophobe. L'entreprise de Tripoli devait entraîner l'Italie à l'impérialisme méditerranéen, avec le soutien de ses alliés : cette théorie se trouvait exposée tout au long dans le livre de Corradini sur *La voie de notre nouvel empire.*

« Dans la politique économique, la lutte entre les courants libre-échangiste et protectionniste finissait par le complet triomphe du dernier...

« Le caractère conservateur du nationalisme s'accentua ensuite peu à peu pour donner lieu à une campagne

pour une alliance avec le parti clérical ; les symptômes de ce rapprochement se montrèrent dans les élections de 1913, où les candidats nationalistes qui engagèrent la bataille avec grande ardeur, et réussirent à conquérir deux collèges dans la capitale, furent appuyés *toto corde* par les cléricaux [1].

« Toutes ces tendances dans la politique intérieure, dans la politique exérieure, dans la politique économique et électorale, trouvèrent leur sanction dans le retentissant Congrès nationaliste tenu à Milan, en mai 1914, et suivi avec beaucoup d'intérêt par le pays. Les résultats du Congrès furent remarquables. Le triomphe du protectionnisme et de l'alliance avec les cléricaux, s'il détermina le détachement des éléments libre-échangistes et libéraux, rapprocha du parti beaucoup de grands capitalistes intéressés au développement du protectionnisme, spécialement du protectionnisme métallurgique, et mit à la disposition de la politique électorale nationaliste des masses d'électeurs catholiques.

« On vit tout de suite les résultats de cette situation nouvelle. L'appui financier des gros capitalistes permit la transformation de l'*Idea nazionale* en un journal quotidien à grand format. Le parti fut ainsi mis en possession d'un arme très puissante. En même temps, un collège de Vénétie, celui de Marostica s'étant trouvé vacant, on eut un échantillon de ce que devait être désormais la politique électorale du nationalisme clérical. Corradini se présenta dans ce collège, parfaitement inconnu aux électeurs, en grande partie paysans cléricaux, mais imposé et soutenu par l'évêque,

1. Cinq députés sortirent vainqueurs des luttes acharnées de cette année ; à Rome, MM. Luigi Federzoni et Luigi Medici ; à Mirano, M. Pietro Foscari ; à Pérouse, M. Romeo Gallenga, et à S. Angelo dei Lombardi, M. Camillo Ruspoli.

par le Vatican et par deux frères prêtres, les frères Scotton, temporalistes intransigeants et austrophiles, dont l'un des deux après la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche dut être éloigné de la Vénétie pour sa propagande, que les autorités militaires italiennes jugèrent suspecte. »

LES NATIONALISTES ET LA GUERRE.

Les événements de juillet-août 1914 trouvèrent donc les nationalistes éloignés de la France et des espoirs démocratiques, rapprochés de l'Autriche et des intérêts catholiques. Qu'ils fussent pour la guerre, cela était bien évident ; mais pour quelle guerre ?

S'agissait-il d'intervenir dans le conflit européen pour qne diminuât l'injustice dans le monde (Sighele) ou pour y trouver l'occasion d'une abondante récolte (Corradini) ?

Il est certain que les nationalistes hésitèrent. Et comme ils ont cherché, par la suite, à contester cette incertitude, il est utile de préciser.

Le 31 juillet 1914, le Comité exécutif du parti nationaliste se réunissait d'urgence à Rome pour discuter l'attitude à prendre dans les graves événements internationaux. Plusieurs orateurs prirent la parole au cours de cette discussion et notamment le député Federzoni et M. Forges Davanzati. Tous insistèrent sur la nécessité pour l'Italie de ne point laisser se dérouler le conflit, fût-il limité à l'Autriche et à la Serbie ou s'étendît-il à l'Europe entière, sans y jouer un rôle déterminé par les intérêts italiens dans l'Adriatique. Pour que l'Italie pût réaliser sa mission nationale, il convenait que les citoyens comprissent leur devoir ; et le parti nationa-

liste devait veiller à cette discipline collective. Il devait la défendre contre les « déviations sentimentales nocives » et « les attentats criminels de la démagogie ».

Cette discipline devait permettre au Gouvernement responsable de prendre plus librement position dans la mêlée internationale. Et quelle devrait être cette position ? Les nationalistes laissèrent entendre leurs opinions à cet égard, sans les affirmer carrément. Il est bien évident que par : « déviations sentimentales » ils entendaient la tendance marquée des partis démocratiques à appuyer la France. Et M. Forges Davanzati disait textuellement que « la presse perd son temps à discuter les précédents et la façon dont l'Autriche a envoyé son ultimatum à la Serbie ; cet examen est parfaitement inutile, non seulement parce qu'il transporte la discussion sur un mauvais terrain, mais parce qu'il alimente *ce courant de sentimentalisme austrophobe qui est le plus grave obstacle à la diffusion dans le pays d'une claire et exacte notion des intérêts italiens.* »

S'il est vrai qu'on ne peut déduire des discussions et de l'ordre du jour du 31 juillet que le parti nationaliste se rangeât positivement dans le camp tripliciste, il n'est pas moins légitime d'en conclure que ce parti eût accepté la guerre aux côtés des empires centraux, à condition que les intérêts italiens y eussent trouvé satisfaction. M. Maffeo Pantaleoni, l'un des orateurs de la réunion du 31 juillet l'a du reste nettement professé dans une interview du *Corriere d'Italia.*

Mais reconnaissons que l'hésitation fut brève.

Avec un sens très fin des réalités, les nationalistes comprirent que jamais la nation ne les suivrait dans une guerre pour l'Autriche, et ils sacrifièrent leurs pré-

férences personnelles pour être les interprètes de la volonté collective qu'ils avaient devinée. Coppola, dans sa *Crisi italiana*, fait un tableau curieux et vivant, des sentiments divers qui agitaient les âmes italiennes à cette époque, et des raisons qui décidèrent les nationalistes. Dès les premiers jours, ils se détachèrent de leurs amis catholiques dont l'attitude fut austrophile ou neutraliste et se mêlèrent aux démocrates réclamant la guerre aux côtés des alliés.

Ils s'y mêlèrent avec ardeur et activité, mais en ayant bien soin d'indiquer et de rappeler à chaque occasion que leurs mobiles étaient tout différents. Aux radicaux et aux socialistes réformistes qu'ils rejoignaient, ils ne cachèrent point que la défense de la civilisation, la fraternité des nations libres, la fin des guerres leur paraissaient des idéologies creuses et surannées et qu'ils avaient un profond mépris pour toute cette sentimentalité humanitaire. Aux irrédentistes qui appelaient l'Italie au secours du Trentin et de Trieste, ils signalèrent dédaigneusement que ce n'était qu'un petit côté de la question. L'affaire à réaliser était autrement sérieuse et il importait qu'elle fût bonne.

Pour assurer l'issue lucrative de l'opération, il fallait que le concours de l'Italie fût total, considérable, décisif, et peut-être — au besoin — surévalué. Aussi les nationalistes poursuivirent-ils des propagandes endiablées contre la neutralité, pour la guerre à l'Autriche, à la Turquie, à la Bulgarie, pour la guerre à l'Allemagne. Ils défendirent le ministère Salandra contre les entreprises de Giolitti et s'ils l'abandonnèrent par la suite, c'est parce qu'ils estimèrent qu'il ne menait pas la guerre avec assez de vigueur. Ils furent en toute circonstance pour une politique d'énergie et d'action.

Mais s'ils ont fait un très sincère effort pour donner toute sa valeur à la contribution apportée par l'Italie aux Alliés, entendons bien qu'ils sont pour ceux-ci des associés plutôt que des amis. Ils n'ont oublié, que dans la mesure imposée par la lutte commune, leurs ressentiments contre la France, et l'extraordinaire puissance de l'Angleterre n'est pas sans leur donner des appréhensions. Ils ne se sont pas privés de défendre, vis-à-vis de la Serbie et vis-à-vis de la Grèce, des points de vue assez différents de ceux de Londres et de Paris.

Que veulent-ils donc? Il me paraît utile de l'indiquer. C'est le programme d'une minorité décidée et remuante qui a déjà eu sa part notable d'influence, sans doute, mais ce n'est pas le programme italien, remarquons-le. Je connais beaucoup de bons esprits qu'il ne satisfait pas. Mais le parti nationaliste étant le seul parti politique qui ait précisé ses ambitions, et la censure ne permettant guère la discussion de ces problèmes, on peut facilement confondre à distance, et considérer ce programme comme l'expression de l'opinion italienne. De même, les gens mal informés sont portés à croire que les annexionnistes belges expriment le vœu de la Belgique.

Récupérer Trente et Trieste est l'un des désirs dont l'Italie poursuit la réalisation par cette guerre. Mais ce désir est commun à tout le pays et les nationalistes le partagent avec les autres Italiens, sans qu'ils en aient fait un des éléments particuliers de leur programme de guerre. Certes, dans leur groupe, on rencontre maints commentateurs fervents de l'italianité de Trente et Trieste, mais le programme nationaliste dépasse les strictes limites de l'irrédentisme.

La question de la Dalmatie leur a donné davantage l'occasion de se mettre en valeur. Pour établir le droit

de l'Italie à la maîtrise de l'Adriatique et de ses côtes, ils ont eu recours à des considérations d'ordre divers. Ils ont d'abord signalé l'aspect ethnique du problème et se sont efforcés de démontrer l'italianité de la Dalmatie entière, où le lion de Saint-Marc et les aigles ont marqué puissamment, selon eux, l'empreinte du droit latin. Démonstration qui, pour certaines villes du moins, ne manquait pas d'être hasardeuse, car les statistiques, fussent-elles même interprétées en faveur des Italiens, montrent dans quelle considérable proportion la Dalmatie est habitée par les Slaves.

Mais les nationalistes aperçoivent surtout l'aspect économique de la question : la possession d'un grand port actif comme Trieste et d'une série de ports d'avenir, tel Sebenico, leur paraît être le premier pas de l'Italie dans la nécessaire conquête des marchés d'Orient. La Dalmatie, tant par sa tradition historique que par sa situation géographique est l'intermédiaire indispensable entre l'Italie et les marchés neufs du monde balkanique.

Cependant, disent les nationalistes, toute pénétration économique doit être appuyée par une possession militaire. Et si le nationalisme italien accepte qu'aux eaux de la mer latine accède le commerce de Nisch et de Belgrade, il désire pouvoir contrôler les forces expansives d'une Serbie à laquelle il refuse du reste obstinément la réalisation du rêve yougo-slave. L'Italie doit avoir la maîtrise de l'Adriatique. Tenir Valona, en face de Brindisi, est un axiome de cette politique et la possession ou, du moins, le protectorat de l'Albanie est la forme de réalisation de ce programme.

De plus les nationalistes italiens estiment que les résultats européens de la guerre sont accessoires : ses vrais résultats sont ailleurs.

Cette guerre, disent-ils, est avant tout une guerre coloniale. Et dans les bénéfices coloniaux qu'ils prévoient, ils veulent que l'Italie ait une bonne part. Ils voient surgir l'occasion de réaliser le vieux programme d'expansion de la politique crispienne qui avorta, en Ethiopie, et n'obtint, dans l'Afrique du Nord, qu'une réussite partielle.

Ce programme trouve un argument dans l'évolution démographique de l'Italie que j'ai esquissée plus haut : un pays qui exporte de la population leur paraît désigné par la nature comme un pays colonisateur. Le travail de tous les Italiens dispersés en dehors des limites de la patrie est certes une source de revenus pour le pays, puisque ces émigrants envoient ou rapportent en Italie plus d'argent qu'ils n'auraient pu en gagner, s'ils y étaient restés, mais le bénéfice le plus clair de ce travail : la transformation de la matière et son exploitation, va à d'autres. Au contraire, si l'Italie avait de bonnes colonies vers lesquelles elle pourrait orienter son émigration, l'activité de tous ses fils viendrait intégralement l'enrichir.

En outre l'Italie est la seule parmi les grandes puissances qui ne possède aucune des deux matières premières essentielles au développement d'une industrie : charbon et fer. Cette pauvreté de son sous-sol entraîne sa dépendance politique. Une colonie riche en fer et productrice de charbon consacrerait au contraire sa libération, en même temps qu'elle permettrait à ses énergies industrielles de donner leur plein rendement.

De l'affirmation d'une nécessité à l'affirmation d'un droit, il n'y a qu'un pas. Les nationalistes italiens ont eu vite fait de le franchir : les colonies leur étant utiles, ils les ont déclarées nécessaires et cela leur a permis

de revendiquer bientôt « les droits de l'Italie au delà des mers [1]. »

Esquissons rapidement le programme d'expansion colonial du nationalisme italien.

Il comporte d'abord certaines rectifications aux frontières actuelles des possessions d'Italie outre-mer. Pour donner à la Tripolitaine sa pleine valeur économique et en faire le pays du transit du commerce de la région du lac Tchad, il conviendrait, dit le programme auquel nous faisons allusion, de lui adjoindre, d'une part, la faible portion de territoire que traverse la route des caravanes de Ghadames à Ghat et, d'autre part, d'englober dans ses frontières l'oasis de Giarabub, actuellement compris dans le territoire anglais de l'Égypte.

Les nationalistes aspirent, en second lieu, à corriger les mécomptes de la campagne d'Abyssinie par le retour au traité d'Ucciali qui reconnaissait l'influence italienne sur l'Ethiopie et par la cession de la vallée de la Giuba, dans l'Afrique orientale anglaise, etc.

censuré

On remarquera que dans ce programme africain, il n'est pas question de Tunis. Les nationalistes eux-mêmes acceptent le fait accompli. Pourtant, c'est la seule revendication qui pourrait être vraiment populaire. Elle reste

1. G. A. Rosso, *I diritti d'Italia oltre mare*, Roma ed. Italiana, 1916.

informulée

Mais il ne faut pas être grand clerc pour prévoir que quelque jour les efforts allemands pour brouiller les sœurs latines se porteront de nouveau de ce côté.

Enfin le programme comporte une revendication énergique des « droits » de l'Italie dans la répartition de la Turquie Asiatique, droits qui s'étendraient aux ports de toute la côte méditerranéenne de l'Asie Mineure, avec Alexandrette ou, à son défaut, les principaux ports de la mer de Marmara.

Les prétentions, on le voit, sont vastes et hardies. Elles visent à faire de l'Italie une grande puissance coloniale, comme les prétentions nationalistes en Europe visent à en faire une grande puissance européenne.

Pour étayer la légitimité de leur programme, les nationalistes ont recours à des arguments de divers ordres.

Le premier est l'argument de nécessité : « Nous en avons besoin, donc nous y avons droit ».

Le second est tiré du caractère volontaire de la guerre de l'Italie, qui doit lui assurer une situation plus avantageuse à l'heure où l'on discutera la question des « compensations ».

Le troisième résulte des alliances : l'Angleterre et la France ont souvent traité l'Italie avec dureté, parce qu'elle était engagée dans les liens de la Triplice. Ces liens sont aujourd'hui brisés. Il convient de réparer tout le mal qu'ils ont pu faire au pays.

Je passe une série d'arguments spécialement appliqués à tel ou tel ordre de revendications et qui sont tirés soit de l'histoire, soit de la langue, soit de la religion...

Les nationalistes ont parfaitement compris que l'occupation effective d'un territoire extra-européen par les troupes d'une puissance constituait pour cette puissance l'embryon d'un droit et lui réservait une situation particulièrement favorable au traité de paix ; et comme la plupart des domaines qu'ils revendiquent sont conquis par d'autres, ils proclament ardemment la nécessité de répartir les territoires occupés par tous les alliés sans que les mainmises actuelles entrent en ligne de compte. Ils étayent cette théorie sur la doctrine du front unique et cette déduction a un aspect de vérité.

En effet, les efforts s'unissent par la commune volonté de victoire, quel que soit le point où se portent les soldats d'une des nations alliées, on ne doit pas les considérer comme les soldats de cette nation, mais simplement comme les soldats de l'Entente. Cette fiction doit persister jusqu'au moment de la paix. Aussi, en remportant la victoire au Carso, les Italiens peuvent partager les fruits d'une victoire que d'autres soldats de l'Entente — sous l'uniforme français ou anglais — se sont assurés, sous d'autres cieux.

Mais ce droit n'existera que dans la proportion où les différentes nations auront contribué au commun triomphe. Il est évident qu'une nation qui aurait égoïstement mesuré ses sacrifices ne pourrait légitimement revendiquer une considérable part de profit. Les nationalistes italiens sont logiques, quand ils réclament une coopération toujours plus large des armées d'Italie aux opérations générales de l'Entente. Ils savent que c'est la seule justification de leurs aspirations et la seule façon de transformer demain en droits leur désirs d'aujourd'hui.

L'ÉCONOMIE POLITIQUE NATIONALISTE.

Les indications qui précèdent ne seraient pas complètes si je négligeais l'influence nationaliste parmi les économistes italiens.

Notons, tout d'abord, qu'il y a déjà, dans le domaine économique, plus que des théories. Il y a des réalisations. Le désir de *far da se* est très grand dans l'industrie et le commerce. Une réaction joyeuse contre l'emprise allemande emporte les esprits jusqu'au rêve de se soustraire à toute influence étrangère. Le courant puissant qui entraîne le monde des affaires à donner un caractère national à toutes les activités productives, se heurte évidemment à de grands obstacles : l'absence des matières premières indispensables à toute industrie, la modicité des capitaux nationaux disponibles. Aussi peut-on craindre que cette ambition, quelque louable qu'en soit le principe, ne tourne à la xénophobie, au grand dam de la nation elle-même qui pendant longtemps encore ne pourra se passer des énergies, des compétences et des capitaux de l'étranger.

L'épanouissement nationaliste, favorisé et soutenu par quelques trusts industriels, nous offre, à cet égard, un spectacle qui peut justifier certaines appréhensions, mais ne manque point d'intérêt.

Tous ces économistes ont formé leur esprit à l'école allemande. Ils possèdent la même érudition, ils suivent les mêmes méthodes que les maîtres de la science germanique. Mais ils ont quelque chose de plus que ces derniers : l'agilité étonnante de leur pensée, la rapidité latine de conception [1].

1. Je dois les renseignements qui sont à la base de ces quelques pages à l'obligeance de l'Institut français de Milan.

La plupart d'entre eux viennent du camp libéral et manchestérien. Le programme de leurs principaux représentants — Mario Alberti et Filippo Carli — dérive naturellement du programme politique du parti nationaliste ; la grandeur de l'Italie est leur unique but et ils estiment que c'est seulement en préconisant un accroissement toujours plus grand de la puissance industrielle du pays qu'ils se rapprocheront de ce but. Ils se rendent bien compte que le passé le plus lointain, où l'Italie n'existait pas comme pays d'industrie, aussi bien que le passé le plus proche, où le développement industriel n'était que l'indication d'une emprise allemande, sont pour eux de sérieuses entraves. Aussi leur plan de reconstruction sacrifie délibérément tout ce qui leur apparaît survivance d'histoire et s'appuye sur des bases entièrement nouvelles.

Les nationalistes sont les seuls économistes italiens qui aient écrit des œuvres de longue haleine et de caractère encyclopédique pendant cette guerre. Ils y ont apporté un solide esprit de rationalisme scientifique mis au service d'une constante préoccupation patriotique. Mario Alberti, notamment, dans l'*Economia del Mondo prima, durante e dopo la Guerra*, a tracé un tableau analytique des conditions économiques de l'Europe qui a une grande valeur d'explication, surtout en ce qui concerne les problèmes italiens.

Cette figure de Mario Alberti domine toute cette jeune école, non seulement par son ingéniosité de théoricien, mais par son sens positif de réalisation. Né dans les terres irrédentes, foyer le plus pur de nationalisme et d'italianité, il a dirigé à Trieste le *Musée commercial*, et consacré aux questions de la distribution des richesses, du salaire ouvrier, de la cherté et des crises, des études remarquables. La guerre l'a amené à Milan

où il ne tarda pas à prendre une place importante dans un mouvement essentiel à la libération économique de l'Italie.

On sait que la Banca Commerciale était, dans la péninsule, le plus puissant instrument de la pénétration allemande. Aussi, les jeunes énergies comprirent-elles qu'il fallait tout d'abord le briser. Giovanni Preziosi, dans sa revue *La Vita Italiana* engagea une lutte d'une violence inouïe contre la banque « dont le cerveau se trouvait à Berlin ». L'*Idea nazionale*, par une série d'articles retentissants appuya cette campagne. On réclamait une rupture décisive avec le passé germanophile, l'épuration du Conseil d'administration, une direction nationale... Mais de radicales transformations étaient impossibles et l'on comprit qu'il était vain d'espérer utiliser pour des fins nationalistes un instrument employé d'abord à l'asservissement de la nation.

C'est alors que le *Credito italiano* accentua son action par la production d'une politique bancaire de grand style. Il noua de nombreuses relations internationales, s'assura le concours du capital anglais, créa un mouvement d'exportation de produits industriels italiens, et notamment d'automobiles vers la Russie et enfin, assura le refournissement de l'Italie en matières premières américaines.

Pour qu'une banque pût être efficacement un instrument d'échanges de production, pour qu'elle fût capable d'organiser la vie économique de la nation, il était nécessaire qu'elle fût dirigée par des hommes possédant de larges conceptions et des vues d'ensemble hardies. Mario Alberti fut de ceux-là. Il put faire prévaloir dans le Conseil d'administration du *Credito italiano*, une politique financière ordonnée d'après ses

aperçus théoriques et joua l'un des rôles les plus importants dans l'établissement des rapports internationaux de cette banque.

Citons à côté de Mario Alberti, Filippo Carli, auteur de deux beaux livres : *La richezza e la Guerra* et *L'altra Guerra*. Lui aussi travailla à la rédemption industrielle qui, ainsi que le disait Barzilaï dans son discours de Naples, en 1915, doit confirmer la rédemption politique. Citons aussi l'ingénieur Pietro Lanino, dont les trois volumes sur *La nuova Italia industriale* et les nombreuses conférences, nous apportent, plutôt que des aperçus théoriques, les conclusions pratiques d'un homme d'affaires.

Tous ces économistes, tous ces industriels sont protectionnistes. Du reste, après de brefs flottements, les programmes nationalistes consignés successivement dans les ordres du jour des Congrès, avaient également affirmé des convictions nettement protectionnistes. Théoriciens et réalisateurs estiment, dans le parti nationaliste, qu'il est nécessaire que des mesures de faveur viennent aider certaines industries et leur permettent de se développer jusqu'au moment où les économies autonomes de chaque pays ayant atteint un certain degré de maturité, il sera possible de songer à fonder une économie internationale.

Ajoutons qu'un des objets de la propagande de Corradini a été la constitution d'une conscience de classe parmi les industriels et le monde de la production. Il a cherché à leur indiquer leurs intérêts communs, la nécessité d'arrêter un programme industriel national, de s'organiser un véritable parti politique, ayant ses mandataires et ses journaux, à l'imitation des ouvriers ayant trouvé dans le parti socialiste leur conscience de classe et leurs défenseurs permanents. Non pas dans

le but d'opposer stérilement classe à classe, mais dans le but de mieux permettre, dans le cadre de la nation, la discussion sincère et ouverte de tous les intérêts et leur harmonisation pour une énergie supérieure. Cette propagande semble avoir eu déjà quelque écho.

L'AVENIR DU NATIONALISME.

Il est sans doute téméraire de prétendre indiquer dès aujourd'hui l'avenir du parti nationaliste. Qu'il nous suffise de le noter, dans le présent, comme un des facteurs importants de la politique italienne. Et reconnaissons, malgré toutes les divergences qui nous séparent de lui, que son influence fut salutaire. Il a été l'une des énergies de la guerre.

L'Italie d'aujourd'hui a besoin de ces stimulants. C'est, dans la société des nations d'Europe, une nation jeune qui a dû son unité et sa prospérité plus à d'heureuses diplomaties qu'à des succès militaires. Elle a souvent été timide et défiante de ses forces. En exaltant ces forces, en les fouettant, en les surévaluant parfois, le parti nationaliste a rendu à l'Italie l'inappréciable service de lui donner l'audace de l'action et la volonté patiente de réaliser toutes ses possibilités. D'un peuple naturellement enclin à l'effort minimum, ils ont incessamment réclamé l'effort maximum. Ils ont exalté le patriotisme, l'esprit de sacrifice, la persévérance dans la lutte et l'espoir dans ses résultats définitifs.

Ils ont eu l'audace de formuler un programme de politique extérieure concret et cohérent, alors que les autres partis se contentaient d'indiquer des buts généraux.

Si la paix apporte à l'Italie les satisfactions escomptées, le parti nationaliste en verra accroître d'autant son prestige. Mais si la paix est vraiment la Paix, la paix durable et permanente par l'organisation de la société fraternelle des nations, le cri de victoire nationaliste sera un chant du cygne, puisqu'il cessera d'avoir une raison d'être le jour où la guerre ne sera plus à prévoir.

Des déceptions, au contraire, le ruineraient au profit des socialistes officiels dont l'attitude neutraliste se trouverait ainsi justifiée.

En cela, ces deux partis s'opposent violemment. Mais pour qui va au fond des choses, et ne s'arrête point, pour les juger, à l'appréciation du fait contingent de la guerre, que de similitudes ! En dernière analyse, nous trouvons chez l'un et chez l'autre une philosophie matérialiste, un même idéal : la production illimitée des richesses ; une même justification : l'intérêt ; un même moyen : la violence. Cela constaté, on comprend mieux la facilité qui a pour beaucoup été si surprenante, avec laquelle, en Allemagne, impérialistes et socialistes se sont trouvés d'accord et la persistance de leur collaboration.

Il va sans dire que pareil rapprochement des extrêmes n'est pas à prévoir en Italie. Mais l'exemple allemand s'impose dès qu'on étudie l'impérialisme. Il nous montre comment une logique démoniaque peut pousser tout un peuple à déduire de principes paraissant recommandables, des conséquences horribles. Qu'un homme aime et exalte sa patrie, fort bien. Mais si ce patriotisme n'est point renfermé dans des limites morales, avec quelle rapidité il peut, par degrés insensibles, glisser à l'infatuation chauvine et devenir un danger d'agression à l'extérieur, de compression à l'intérieur ! Le « sur

peuple » menace la liberté chez les autres et ne peut l'assurer à ses citoyens. Survienne une crise et la folie des grandeurs le mène au crime.

C'est pourquoi, tout en croyant l'action d'une minorité nationaliste un stimulant salutaire, je considérerais comme extrêmement redoutable pour l'Europe et pour l'Italie elle-même, qu'un pareil parti fût quelque jour le maître des destinées de la nation.

J'espère d'ailleurs que ce jour ne luira jamais. Et, ma meilleure raison d'espérer, c'est que ce parti si italien en prétention : *italianissimo*, est en réalité fort peu italien. De même que le socialisme neutraliste, il est d'importation étrangère et l'on y retrouve la pensée allemande et des formules françaises. Ces doctrines exotiques ne conquerront jamais la majorité des âmes italiennes. Elles manquent de contenu moral. Tandis que la tradition mazzinienne, qui les condamne les unes et les autres, et renferme pourtant, des unes et des autres, tous les éléments excellents, limite, et la patrie et le socialisme dans les règles de la justice, de l'honneur et du devoir. Ce nationalisme-ci est l'antidote de ce nationalisme-là.

Les écrits de Mazzini contiennent d'avance une condamnation du neutralisme obstiné des socialistes officiels. Son humanitarisme ne pouvait se concilier avec une inaction qui apparaissait une trahison de l'humanité dans ce qu'elle a de plus noble et de plus libre. Aux neutralistes, la voix du prophète faisait comprendre qu'ils consacraient une abdication morale. Telle eût été, en effet, pour l'Italie la valeur de l'attitude de neutralité que préconisaient les socialistes officiels. Elle se fût endormie dans un calme momentané qui l'eût affaiblie pour les combats qu'allait lui livrer, aussitôt après la conclusion de la paix d'Europe, la fureur domina-

trice des empires centraux. « Elle se fût, comme l'écrit Mazzini, livrée tout enchaînée à la merci de l'ennemi, en s'en remettant à une confiance aveugle, pour se trouver plus tard saisie à la gorge. »

Mais, à côté de ces conséquences purement matérielles de la non intervention, apparaissait aussi l'aspect moral. Mazzini le dessinait clairement ; c'eût été « l'oubli de tout ce qui rend un peuple sacré, l'égoïsme érigé en principe » ; c'eût été « un athéisme politique ». L'Italie, au moment où le conflit prenait le caractère d'une lutte du droit contre l'arbitraire et de la civilisation contre la barbarie, ne pouvait rester indifférente : sa tradition de générosité politique s'y opposait, car « le sang de tous les martyrs, peuples ou individus, qui intervinrent saintement et moururent saintement pour une justice et une vérité dépassant les limites de leur terre natale, soulève une éternelle protestation contre la froide, abjecte et couarde doctrine de la neutralité ». Donc, point de neutralité, la guerre ! La guerre pour les intérêts idéaux de l'Europe !

Quelle claire vision des nécessités, quelle conscience nette des devoirs de solidarité qu'impose aux hommes le principe même de leur vie sociale. Et combien la doctrine d'intervention de ce pacifiste dépasse les préoccupations des socialistes officiels qui ont sacrifié l'esprit même de leur parti au désir de rester fidèles à des formules.

Mais si l'opinion de Mazzini sur la neutralité condamne nettement les socialistes officiels, son nationalisme, exprimé de façon si concrète, désapprouve aussi les néo-nationalistes d'aujourd'hui. S'il ne concevait la patrie qu'en fonction de l'humanité, il ne concevait l'humanité qu'en fonction de la patrie. L'une était pour l'autre ce que la pierre du seuil est à la maison.

Or, Mazzini s'est fermement exprimé sur l'avenir italien et le programme équitable de la nation. En 1866, quand les négociations de paix entre la Prusse, l'Autriche et l'Italie laissaient prévoir que cette dernière recevrait la Vénétie, mais que le Trentin et l'Istrie ne lui seraient point restitués, Mazzini éleva sa protestation et formula les droits de la patrie : « Les Alpes Juliennes sont nôtres comme les Alpes Carniques auxquelles elles se rattachent. Le littoral de l'Istrie est la partie orientale, le complément du littoral vénitien. Nôtre est le haut Frioul. En raison de conditions ethnographiques, politiques, commerciales, nôtre est l'Istrie ; elle est nécessaire à l'Italie comme les ports de la Dalmatie sont nécessaires aux Slaves méridionaux. Nôtre est Trieste, nôtre est le Carso ». Voilà pour le littoral et les territoires adriatiques.

Voyons ce que dit Mazzini de la frontière de l'Italie du Nord : « Nôtre, si jamais terre italienne fut nôtre, est le Trentin ; nôtre jusq'au delà de Brunopoli, sur la chaîne des Alpes Réthiques. Ce sont les Alpes inférieures, ou les Basses Alpes ; et nôtres sont les eaux qui en descendent pour se déverser d'un côté dans l'Adige, de l'autre dans l'Adda, dans l'Oglio, dans la Chiese et toutes, ensuite, dans le Pô et dans le golfe de Venise ». Ces frontières que Mazzini dessine d'un trait si sûr, ce sont à la fois les conditions géographiques et les traditions historiques qui les déterminent. Le voyageur qui va d'Innsbruck à Vérone s'aperçoit, dès qu'il descend les contreforts des Alpes, qu'il est dans une terre italienne ; après la froide lumière qui tombe sur les montagnes noires et sur les torrents verts du Tyrol infructueux, le soleil dore des paysages abondants en vignobles et en moissons ; aux placides Germains succèdent des hommes petits aux yeux vifs, scandant

des dialectes latins. Si peu méditatif qu'il soit, le voyageur doit se dire qu'une injustice historique seule peut expliquer qu'une telle terre appartienne à l'Autriche. En la revendiquant en 1866, Mazzini obéissait aux injonctions de cette saine logique qui faisait de cette région la dixième de la géographie romaine d'Auguste. « En acceptant, ô Italiens, prophétise Mazzini, la paix dont vous êtes menacés, non seulement vous imposerez une marque d'opprobre sur le front de la nation, non seulement vous trahirez vilement vos frères d'Istrie, du Frioul et du Trentin, non seulement vous mettrez obstacle, pour de longues années, à tout avenir digne pour l'Italie en la condamnant à être en Europe une puissance de troisième rang ; non seulement vous perdrez toute la confiance des peuples, toute influence initiatrice, mais vous vous suspendrez sur la tête de votre propre mouvement, l'épée de Damoclès d'une invasion étrangère... » Cette paix de 1866, que Mazzini dénonçait comme contraire aux intérêts matériels et moraux de l'Italie a eu les conséquences qu'il prévoyait. C'est pour en corriger les résultats que meurent aujourd'hui tant de jeunes gens d'Italie.

Mais la guerre a un autre sens pour les Italiens d'aujourd'hui, que celui de la conquête de Trente et de Trieste. Elle doit les mettre à même de réaliser une tâche européenne. « Nation veut dire mission », disait Mazzini et, en 1871, dans le *Roma del Popolo*, il met en valeur que la vie nationale ne doit être qu'un instrument dont la vie internationale est l'œuvre finale et que l'Italie a, dans cette vie internationale, une tâche à accomplir. Elle doit adopter une politique qui conduise, par des moyens directs ou indirects, à la dissolution de ces deux empires dont le caractère artificiel du premier et le caractère extra-européen du second imposent la dis-

parition : l'Empire austro-hongrois et l'Empire Ottoman. Elle doit préparer une ligue des Etats balkaniques, projet plein d'une admirable lucidité, que les partis socialistes des Balkans ont repris comme le seul qui puisse mettre fin aux dissensions de cette péninsule où les peuples sont trop mélangés pour permettre une équitable application du principe des nationalites.

Certes, Mazzini prévoit pour sa patrie, des possibilités d'extension territoriale dans le bassin de l'Adriatique et de la Méditerranée. Mais il les prévoit dans l'ordre pacifique d'une pénétration économique et surtout, il les prévoit accomplies sous l'égide d un entier respect de la liberté des peuples. Un jeune écrivain italien, M. Giuseppe Prezzolini, traduisait bien naguère, à l'usage des contemporains, la pensée mazzinienne. Il disait avec raison que « des actes impérialistes ne peuvent être la conséquence d'une guerre nationale ». Il ajoutait que l'impérialisme serait pour l Italie, une déchéance au moins morale et que « le jour où des Italiens se montreraient inférieurs au nom de leur pays, le vrai devoir d'italianité serait de s'insurger contre eux. »

GUGLIELMO FERRERO

L'HOMME.

Grand, mince, maigre et sec comme un sarment de vigne, portant sur un long cou une tête plutôt petite, avec des yeux timides derrière les verres d'un pince-nez, une voix fluette et perçante, tel apparaît Guglielmo Ferrero.

Bien qu'il ait prononcé d'innombrables discours, qu'il ait connu en Italie, en France et en Amérique les succès les plus flatteurs, et qu'il soit, à l'heure présente, l'un des orateurs de la guerre, il semble que parler soit pour lui une contrainte et un ennui. Il débute avec des hésitations et souvent poursuit sur un ton gémissant et plaintif. Mais les choses qu'il dit sont toujours profondément intéressantes parce qu'elles dépassent l'actualité pour se rattacher à des conceptions générales.

De même, en ses écrits, où il paraît s'exprimer plus à l'aise, les vues d'ensemble sont fréquentes ; son ingéniosité sans cesse en éveil et tournée vers l'essence, l'origine et la finalité du phénomène, en font une sorte de philosophe de la guerre.

Il fut un des premiers, en Italie, à se déclarer nettement pour l'intervention aux côtés des Alliés. Je le rencontrai à Milan au mois de novembre 1914, dans un grand meeting convoqué en faveur de la Belgique. Je lus ensuite avec passion les courageux articles qu'il

donnait au *Secolo*. Enfin, il fut mon compagnon de voyage dans une excursion de propagande organisée en Sicile par l'Institut français de Florence, avec lequel il collabora plus étroitement par la suite lorsque M. Luchaire fonda avec lui la *Revue des nations latines* (1916). J'eus ainsi l'occasion et le plaisir de l'entendre, à diverses reprises, en ses discours publics, et de causer intimement avec lui, pendant les longs trajets qui nous menaient de Palerme à Girgenti, de Girgenti à Syracuse.

Il était résolument interventiste, mais il l'était sans joie. Il obéissait à une nécessité douloureuse. Ses harangues les plus chaleureuses avaient par instant des accents désolés de prophète annonçant des fléaux. C'est que, connaissant bien l'Europe et la situation morale et politique de tous les belligérants. et appréciant la force et les ressources de l'Allemagne, il avait de suite, d un coup d'œil clair, aperçu l'énormité de la tragédie, les sacrifices immenses que réclamerait la défense du droit et les bouleversements qui allaient se produire dans l'organisation sociale de notre époque. C'est que, habitué par ses études et ses réflexions antérieures, à considérer, non pas exclusivement son pays, mais l'Europe et l'humanité tout entière, il s'affligeait de voir la civilisation européenne acharnée à se détruire. C'est que enfin cette guerre elle-même, malgré ses proportions gigantesques, ne lui paraissait que le premier épisode d'une crise à laquelle le monde, par sa conception moderne de la vie, ne pouvait pas échapper. Que nous eussions à être cruellement éprouvés, cela lui paraissait en quelque sorte une fatalité et une expiation de fautes et d erreurs dont toute notre civilisation présente était responsable.

Son esprit était tourmenté d'autres contradictions.

Très sincèrement épris de démocratie, et très dévoué aux idées avancées, considéré, même jadis, comme socialiste [1], il souffrait du désordre et de l'anarchie des temps présents, anarchie qu'il découvrait aussi bien dans la production des richesses que dans les idées morales directrices. Il avait soif d'organisation, de discipline, de coordination des efforts, d'autorité. L'Allemagne autrefois lui avait semblé posséder ces qualités et il l'avait admirée. Déjà, avant la guerre, il s'en était détaché pour les raisons que je dirai plus loin; mais lorsqu'il vit l'Allemagne employer la méthode à l'organisation du crime et au triomphe de la force brutale, il s'éloigna d'elle avec horreur, sans pouvoir cependant renoncer à ses préférences intellectuelles. Prêt à tout sacrifier pour sauver la liberté, il ne pouvait s'empêcher d'en déplorer les excès.

Lorsque les généreuses populations de Sicile, promptes à l'enthousiasme et aux acclamations, nous faisaient cortège sur les routes blanches, elles saluaient Ferrero de « *Viva il nostro grande storico* » ! C'est en effet l'un des titres de gloire de Guglielmo Ferrero d'avoir renouvelé l'histoire de la Rome antique; et, dans cette Italie toujours soucieuse de son passé, ceux qui s'y vouent avec talent et originalité sont assurés de trouver la renommée. Le succès de l'historien des Césars fut grand et dépassa les frontières. Mais étiqueter Ferrero historien est sommaire. Il l'est sans doute, mais dans un sens très large. L'autrefois ne l'intéresse

1. En réalité, G. F. n'appartint jamais au parti socialiste. Ce qui a pu le faire croire, c'est qu'il fut condamné, dans sa jeunesse, à deux mois de domicile forcé, pour avoir fait partie d'une association socialiste interdite. L'accusation était le résultat d'une erreur policière et se basait uniquement sur ses relations avec Claudio Treves, avec qui il était, en effet, lié d'étroite amitié à cette époque.

qu'en fonction du présent, et même de l'avenir. Commentateur de textes, scruteur d'archives, scrupuleux à reconstituer l'enchaînement des faits ou la psychologie d'un moment, et en parant l'évocation des prestiges d'un style brillant et souple, certes, mais toutes ces activités sont dominées par la volonté d'y chercher un enseignement actuel.

Et, lorsqu''ils s'alignent sur le rayon d'une bibliothèque, les livres de Ferrero, à côté de *Grandeur et Décadence de Rome*, s'appellent la *Jeune Europe*, le *Militarisme*, la *Guerre Européenne*, *Entre les Deux Mondes*, le *Génie Latin*. Les uns sont des essais de moraliste ou de sociologue ; *Entre les Deux Mondes* est une sorte de roman dans lequel le récit n'est guère que le cadre de dialogues philosophiques. En vérité, il est malaisé de ranger une telle production dans l'un des groupes auxquels notre mémoire s'est habituée pour la facilité des classements.

Dirons-nous que G. Ferrero est une personnalité politique ? Encore moins. Il n'a point brigué de mandat public et n'est ni sénateur, ni député, ni ministre et ne paraît pas devoir désirer jamais le devenir ; il ne s'est rattaché à aucun parti. Ainsi qu'il arrive aux esprits indépendants, il a parlé en bien et en mal des divers partis, s'est vu réclamé par les plus opposés, a été tour à tour encensé ou vilipendé par les uns et par les autres. Au moment où parut l'un de ses premiers livres *l'Europa Giovane*, il reçut des félicitations unanimes des cléricaux et des socialistes; peu de temps avant la guerre, il était au contraire attaqué par tous avec acharnement. Mais ses livres, ses articles, ses conférences le mêlent directement à la vie de l'Italie d'aujourd'hui et il exerce sur ses compatriotes une influence plus grande que celle de beaucoup de mandataires fameux à Montecitorio.

Ajoutons que G. Ferrero est un des rares Italiens dont la notoriété ait dépassé le cadre national. En Amérique et en Europe, il a depuis quelques années l'honneur d'être considéré comme l'un des hommes représentatifs de la pensée italienne. Les discours qu'il y prononça, les relations qu'il y noua, l'attention des revues, des journaux, des salons et des milieux littéraires et politiques, l'ont consacré, non sans éclat, surtout en France et aux États-Unis.

LA JEUNE EUROPE (1895).

Ferrero est né à Portici, en 1871. Il avait donc 26 ans lorsqu'en 1897, il publia chez l'éditeur Treves, à Milan, *l'Europa Giovane*. Depuis, l'édition est épuisée et est devenue introuvable, l'auteur s'étant toujours refusé à en permettre la réimpression.

Arrêtons-nous y un instant, non pour le malin plaisir de reprocher à l'écrivain des idées qu'il a désavouées, mais pour mieux marquer l'évolution de son esprit. Il serait puéril de faire grief à Ferrero d'avoir, à 24 ans, admiré l'Allemagne, et il est au contraire très significatif de le voir évoluer peu à peu par un travail intérieur indépendant des événements, d'une germanophilie initiale à la critique systématisée du germanisme et de ses prétentions. Dans cette transformation spirituelle, le point de départ marque mieux la valeur du point d'arrivée.

Le volume a pour sous-titre : *Etudes et Voyages dans les Pays du Nord*. Il est dédié à Cesare Lombroso, le savant éminent, fameux par ses études sur la criminalité, dont Ferrero devait plus tard épouser la fille. C'est le résumé des impressions recueillies, en

deux ans de séjour en Angleterre, en Allemagne, en Russie et en Scandinavie. Notes de voyage nécessairement variées et peu cohérentes, mais que l'auteur s'efforce de grouper autour de quelques conceptions générales, contribution à l'étude des graves problèmes moraux et sociaux du temps présent. Ainsi, dès son premier livre, Ferrero nous révèle cette direction essentielle de son tempérament : philosopher sur les tendances contemporaines.

L'idée centrale du livre est la supériorité des civilisations et des peuples qui ont le mieux réussi à développer la grande industrie, ces peuples paraissant alors à Ferrero élaborer une Europe nouvelle, capable de grandes choses parce que tous les efforts des individus y sont disciplinés et coordonnés pour le bien de tous et de chacun ; l'Angleterre et l'Allemagne semblent donc au jeune écrivain les pays les plus progressés, les modèles à imiter. Tandis que dans les nations latines, il ne voyait qu'anarchie et décadence, et était plein de pessimisme en ce qui concerne l'Espagne, la France et l'Italie. De cette dernière, il dit : « Si elle ne réussit point par des prodiges d'énergie à triompher des crises présentes, il pourrait lui être réservé le triste destin de servir dans l'avenir ceux qui furent dans le passé ses serviteurs. »

On comprendra que pareille prophétie ait fait scandale en heurtant profondément l'amour-propre italien. Des discussions ardentes s'engagèrent autour du livre. Au fond, cependant, il ne froissait qu'en apparence le sentiment du moment ; c'était l'époque où l'Italie était, non seulement engagée dans les liens politiques de la Triple Alliance, mais prise de jour en jour par l'admiration de l'Allemagne dans les domaines de la science, comme dans celui des affaires, sans s'aper-

cevoir que cette pénétration étrangère était précisément le signe et la cause de l'affaiblissement de l'énergie nationale.

Le livre du jeune Ferrero était donc en accord avec les tendances intellectuelles du jour. Il était un témoignage, à la fois, du respect qu'on ressentait en Italie pour la force et les qualités d'organisation sociale de l'Allemagne, et des illusions qu'on y cultivait sur son rôle pacifiquement civilisateur. Respect et illusions qui existèrent, au surplus, ailleurs qu'en Italie. Ferrero se trompait grossièrement, mais il se trompait en auguste compagnie, quand il écrivait : « l'Allemagne, ainsi placée au milieu de l'Europe, est destinée à devenir la grande fourmilière centrale du monde, d'où partiront dans toutes les directions de la terre de longues processions de fourmis, laborieuses et non guerrières, patientes et non féroces, capables, non de détruire, mais d'amasser. »

L'auteur n'attendit point la révélation de la guerre de 1914 pour reviser sa prophétie et constater qu'il avait pu errer. La *Jeune Europe* ne fut pas réimprimée et l'on peut le regretter, car elle contient d'intéressantes observations sur la vie à Londres, sur le socialisme et l'antisémitisme, et une partie assez imprévue où les races du Nord sont comparées aux races du Sud, au point de vue de... l'amour.

LE MILITARISME (1897).

L'Europa Giovane fut écrite en 1895 ; deux ans après, G. Ferrero fit à Milan une série de conférences très remarquées dont le retentissement fut tel qu'il se décida à en recueillir l'argumentation, développée et

enrichie d'observations nouvelles, dans un fort volume intitulé : *Il Militarismo.*

On a quelque peine aujourd'hui à comprendre les éloges que le public d'alors réserva à cette publication. Si on la dégage de considérations d'une actualité périmée, on y trouve comme thème essentiel, la condamnation du militarisme pour la raison que la formation d'influentes classes de bourgeois et d'ouvriers travailleurs et désireux de bien-être, rend désormais la guerre impossible. C'est, après l'illusion germanophile du livre précédent, l'illusion pacifiste, celle-ci dérivant d'ailleurs de celle-là, toutes deux se rattachant à l'admiration des sociétés de grande industrie, considérées comme la forme suprême du progrès. Dans ce livre comme dans le précédent, on trouve une grande sympathie pour l'Angleterre et pour l'Allemagne, et une espèce d'incertitude méfiante vis-à-vis de la France. Ferrero écrit : « L'Allemagne militariste, fomentatrice de guerre en Europe n'est plus, de jour en jour, qu'un mythe ou une légende à laquelle ne correspond plus aucune réalité. L'Allemagne est encore une nation militaire, mais elle n'est plus belliqueuse, militaire, par suite d'une habitude universelle, mais non belliqueuse, parce qu'il n'est point de pays en Europe où l'esprit bourgeois soit aussi vif... »

Il était difficile, on en conviendra, de prédire plus à faux. Et ce seul extrait suffit pour montrer combien est périlleux l'art de prophétiser, et que l'âme véritable d'un peuple ne peut s'apprécier complètement en quelques mois de voyage ou de séjour. L'observateur qui passe, fût-il ingénieux ou attentif, est nécessairement frappé par quelques phénomènes superficiels, surtout si, consciemment ou non, son observation est guidée par quelque idée préconçue. Or tel était préci-

sément le cas, et l'excuse de Ferrero. Sa situation était celle de presque tous les hommes se rattachant aux partis avancés. On croit volontiers ce que l'on désire, et le désir de consacrer, dans la paix, les activités humaines à des œuvres de progrès et d'amélioration sociale, était trop accentué pour ne pas engendrer une opinion défavorable à l'égard de tout ce qui rappelait la guerre, considérée comme appartenant désormais au passé.

Et ce furent précisément les écrivains et les journaux démocratiques qui assurèrent le succès du livre de Ferrero. Ils s'enthousiasmèrent pour cette condamnation du militarisme qui flattait leurs programmes politiques. Ils applaudirent à ce qu'ils crurent être une démonstration de l'impossibilité de la guerre, parce que, du même coup, l'esprit militaire, l'organisation militaire, les dépenses militaires n'apparaissaient plus que comme des survivances d'un passé aboli. Pas plus que l'auteur qu'ils exaltaient, ils ne soupçonnèrent que la guerre pouvait être un phénomène échappant aux volontés humaines, et tout au moins, en certaines conjectures, une nécessité.

Illusions généreuses, assurément, mais qui n'étaient pas sans danger, puisqu'elles aboutissaient, dans la pratique, à affaiblir la force de résistance de la nation la plus avancée vis-à-vis d'une nation plus brutale et moins scrupuleuse. On ne peut pas conseiller aux peuples une mentalité d'agneaux aussi longtemps qu'il y a des peuples loups. Une loi essentielle de solidarité humaine oblige l'individu à vivre en fonction de la société des hommes, et la nation en fonction de la société des nations. Le milieu conditionne tous nos efforts. Ce que le savant sociologue n'avait pas vu, les ouvriers parisiens l'avaient, eux, compris, par un instinct profond de conservation sociale. C'est Ferrero

lui-même qui nous le raconte : assistant à un meeting de cheminots réclamant le droit d'association et de grève, il entendit les orateurs déclarer unanimement qu'ils renonceraient à user de ce droit si la défense nationale y était intéressée. L'écrivain italien rapporte le fait avec étonnement ; son pacifisme ne peut comprendre comment des ouvriers pour la plupart révolutionnaires, restent à ce point dévoués à l'Etat et il en conclut qu'en France, « l'esprit militaire est un antidote de l'esprit révolutionnaire ».

La confusion entre le patriotisme et le militarisme est ici manifeste. Les ouvriers français, au contraire, en admettant la possibilité d'une guerre de défense et la nécessité, dans ce cas, de subordonner leurs griefs corporatifs à l'intérêt national, voyaient plus juste. Ils ne cédaient pas à l'esprit militaire, mais au sentiment de patrie, et n'abdiquaient rien de leurs aspirations avancées, puisqu'il faut bien, à certaines heures, renoncer à des conquêtes nouvelles pour assurer et défendre celles qu'on a déjà obtenues.

LA GUERRE EUROPÉENNE (1915).

Lorsque éclata la guerre, Ferrero ne tarda pas à prendre parti, et sans hésitation il estima que l'Italie devait intervenir aux côtés des Alliés. Pendant les quelques mois des controverses ardentes qui devaient faire sortir l'Italie de sa neutralité, on le voit incessamment défendre à toutes les tribunes, avec une conviction passionnée, son point de vue. Il parle dans les meetings, il écrit dans le *Secolo*. C'est dans les bureaux de ce journal que j'eus le plaisir de causer avec lui pour la première fois, au lendemain de cette imposante mani-

festation que le peuple de Milan avait faite, en novembre 1914, en faveur de la Belgique.

La Belgique ! Dès 1914, Ferrero avait vu son importance décisive dans le conflit actuel, et il écrivait, en février 1915, dans le *New York American* une étude : la *Belgique, clé du monde,* forte surtout d'arguments économiques, dont tous les événements ultérieurs sont venus confirmer les pénétrantes appréciations.

Même perspicacité dans son jugement sur la bataille de la Marne. Longtemps avant les critiques militaires, l'historien des Césars en vit la signification. Il s'efforça, dès qu'il le put, d'en retracer l'histoire. Je ne puis me rappeler sans émotion une conférence qu'il fit sur ce sujet dans le cadre magnifique de la salle des Cinq Cents au Palais Vieux de Florence, le 14 juillet 1916, en présence d'un auditoire vibrant, sous les drapeaux français et italiens, de ferveur pour la France et pour son rôle dans les annales humaines.

Quelques-uns de ses nombreux discours et articles de journaux ont été réunis en un volume : la *Guerra Europea*. Une pensée de saint Augustin, accrochée en épigraphe : *Esto ergo bellando pacificus, ut eos, quos expugnas, ad pacis utilitatem vicendo perducas*, explique comment ce pacifiste était devenu partisan de la guerre : il n'abandonnait pas son idéal de paix ; c'étaient les circonstances qui l'amenaient à se résoudre à la guerre contre la guerre elle-même, car on ne fait pas taire les canons avec de beaux discours. Évolution qui fut celle de nombreux pacifistes sincères et qui ne comportait aucune contradiction.

Mais il est plus surprenant de voir le Ferrero de la *Jeune Europe* et du *Militarisme* prendre, dans ce conflit, parti pour la France contre l'Allemagne. Comment l'écrivain des opinions que nous avons rapportées a-t-il pu changer si radicalement sa manière de voir ?

C'est qu'il y a vingt ans entre la *Jeune Europe* et la *Guerre européenne*. Vingt ans de travaux, d'études et de voyages, une œuvre énorme : l'histoire de la *Grandeur et de la décadence de Rome* [1], une activité incessante de cet esprit ingénieux et enclin aux idées générales. La pensée a mûri. Elle a spontanément rectifié ce que les jugements de la jeunesse avaient de hâtif et de superficiel.

Car, remarquons-le bien, si c'est l'agression de l'Allemagne qui a décidé Ferrero à la guerre, c'est antérieurement à cette agression qu'il s'était dépouillé de ses sympathies pour l'Allemagne. Quelque énorme que soit le fait de la guerre européenne, il n'est qu'une illustration épisodique d'une pensée à laquelle Ferrero était arrivé bien avant 1914.

Dans les dix ans qui ont précédé la guerre, Ferrero a été l'un des très rares qui, à mesure que la germanophilie gagnait tous les esprits, s'est de plus en plus opposé aux influences allemandes, tant dans la politique que dans le domaine intellectuel. Il eut même à soutenir des luttes très vives. C'est l'une des raisons pour lesquelles il retira de la circulation l'*Europa Giovane*, ne voulant pas contribuer à fortifier, par ce livre de jeunesse, une tendance qu'il combattait. Quels furent les motifs profonds de ce revirement ?

Il s'est expliqué, dans la *Revue des nations latines* (n° de mars 1917) sur cette évolution de sa pensée, en réponse à une étude que lui avait consacrée le P. Semeria

1. Cette œuvre considérable a été traduite en français. Elle comprend six volumes : I. *La conquête*. II. *Jules César*. III. *La fin d'une aristocratie*. IV. *Antoine et Cléopâtre*. V. *La République d'Auguste*. VI. *Auguste et le Grand Empire*. Tous ces volumes ont eu plus de dix éditions. L'Académie française a donné au premier le prix Langlois.

dans *Vita e pensiero* de Milan. Cette explication me paraît si essentielle pour la compréhension de l'œuvre de Ferrero qu'on me permettra d'en citer quelques fragments importants :

« Mon esprit n'a pas été frappé tout à coup d'une lumière subite, au milieu du tumulte de la bataille. Je pense et j'écris aujourd'hui des choses très différentes et souvent opposées à celles que j'écrivais et pensais il y a vingt ans : mais ce changement ne dépend en aucune façon de la guerre européenne. Ce que j'écris et dis sur la guerre depuis deux ans n'est que l'application réfléchie, mais sans joie, d'idées qui, bonnes ou mauvaises, s'étaient mûries et avaient été exposées avant la guerre. Comment je suis parvenu à ces idées si différentes de celles qui avaient été l'ivresse de ma jeunesse, je l'ai raconté dans le discours prononcé le 9 janvier 1917 à Turin [1], en remerciant les amis qui avaient voulu m'offrir une copie de la *Victoire* de Samothrace, pour fêter le *prix Bonaparte* que m'avait accordé la Société des Gens de lettres : « Léonardo Bistolfi et le comte Rossi — disais-je à Turin — ont voulu rappeler avec trop de bienveillance le peu que j'ai fait avant la guerre pour avertir les peuples, descendants de Rome, du péril qui les menaçait. C'est vrai : pendant les dix années qui ont précédé la guerre, après le facile optimisme de la jeunesse et de mes premiers livres, était né et s'était développé en moi le pressentiment qu'un grand péril mena-

1. Ferrero habite actuellement Florence, mais sa vie s'est passée tout entière à Turin. Lorsqu'il quitta cette ville, ses nombreux admirateurs et amis organisèrent pour les adieux une manifestation dont on trouvera le compte rendu avec les discours du sénateur Rossi, maire de Turin et du sculpteur Bistolfi, et la réponse de Ferrero, dans la *Revue Conferenze a Prolusioni*, n° de mars 1917

çait le monde, les trésors les plus précieux, héritage de nos pères, et les colonnes mêmes sur lesquelles reposait l'ordre présent des choses. Mais ce pressentiment, que les événements n'ont que trop confirmé, n'est pas né tandis que j'étudiais les temps modernes, mais bien les temps anciens. Je n'avais rien vu et rien compris de notre époque tant que je m'étais borné à étudier le présent ; de là la faiblesse de mes premiers livres ; mais, peu à peu, en comparant le monde antique et le monde moderne, je m'aperçus que le monde antique avait placé la raison et le but de la vie dans une ou plusieurs perfections intellectuelles et morales, tandis que le monde moderne ne tendait que vers un accroissement incertain, confus et illimité de la puissance, inconscient lui-même de son but suprême ; que le monde antique avait et le monde moderne perdait de jour en jour le sens des limites dans lesquelles l'homme peut réaliser ces perfections, car si l'homme les dépasse, la beauté s'obscurcit devant ses yeux, la vertu se dessèche dans son âme, et la puissance ne s'accroît que pour s'écrouler d'une plus haute cîme : que l'idéal de la vie — vers lequel les anciens levaient les yeux comme vers l'étoile polaire qui devait guider leur chemin — était plus étroit et plus timide, mais plus cohérent et plus humain que le nôtre. Aussi j'en vins à me demander si le monde ancien ne pourrait pas nous enseigner quelque chose de plus universel et de plus haut que telle ou telle forme de beauté, tel ou tel principe politique, tel ou tel élément de science militaire, s'il ne pourrait nous enseigner ce sens de l'humain qu'a perdu notre époque — et la guerre présente suffit à le prouver !

« Quoi qu'il en soit, il est certain que c'est pour cette raison — ou cette illusion — que j'ai tant aimé ces

études qui semblaient aux autres dépourvues de vie. Il y eut même un moment avant la guerre où j'avais pensé pouvoir me consacrer tout entier à leur renouvellement. Le destin a été contraire à mon dessein, de même qu'il l'a été, dans ce trouble et étouffant crépuscule de la paix européenne, à tous les desseins dans lesquels il y avait comme un inconscient présage de l'imminente catastrophe Mais vous me permettrez de dire que j'espère, et avec ténacité, que ce que je n'ai pu réaliser, d'autres le pourront, avec plus de fortune ; et que les études sur le monde antique resplendiront de nouveau sur le monde moderne comme un phare, qui l'éclairera, et dont la lumière aidera les hommes à mieux comprendre leur époque. La guerre présente n'est pas seulement un conflit armé d'Etats : c'est le commencement d'une profonde crise morale, intellectuelle et politique au cours de laquelle se trouveront de nouveau face à face deux forces qui sont aux prises depuis deux siècles en Europe : la laborieuse aspiration vers toutes les formes de perfection que recherche l'esprit humain, et l'informe, confuse, insatiable aspiration vers une puissance toujours plus grande qui ignore elle-même sa propre fin ; la tradition gréco-latine, l'arbre qui, d'un printemps à l'autre, se couvre de feuillage, produit des fruits et meurt pour renaître ; et l'esprit germanique, l'ouragan, qui périodiquement tourmente l'arbre, arrache ses fleurs, brise ses branches et essaie de le déraciner. Aveuglée par cette aspiration informe et confuse vers une puissance toujours plus grande que l'Allemagne avait, plus que toute autre nation, répandue dans le monde par ses doctrines et son exemple au point de confondre et d'obscurcir presque toutes les formes idéales de perfection, l'Europe n'a pas su choisir entre la justice et la force, la beauté

et l'abondance, la liberté et l'ordre ; elle a tout voulu en même temps et tout confondu à la fois, et tout s'est écroulé dans le chaos de l'heure présente.

« Les lecteurs fidèles savent dans quel livre furent exposées ces idées : le Père Semeria le sait aussi, puisqu'il y fait allusion dans son article. Ce livre est *Fra i due mundi*, œuvre qui devait avoir en Italie une destinée singulière. Il parut dans l'un des moments les plus confus et les plus agités, entre 1912 et 1913, dans la trouble fermentation de l'orgueil, des ambitions, des cupidités, des soupçons, des frayeurs, au milieu de la hâtive production d'œuvres faites à la diable, de la recherche de plaisirs frivoles et de cette tension, de cette fatigue des querelles toujours renaissantes où s'agitait, avant la guerre, l'Europe, et nous plus encore, peut-être, que les autres peuples. L'Allemagne était à la fois la terreur et l'admiration du monde; et l'Europe tout entière, voulant l'imiter, semblait envahie par une fureur sacrée qui la portait à vouloir tout détériorer : la morale et l'enseignement, les objets usuels et les précieuses œuvres d'art, le droit et la politique, les partis et les administrations, les journaux comme les belles manières et le cérémonial social. Les temps ne pouvaient être plus funestes pour un livre qui se proposait d'exprimer à nouveau cette simple vérité : la qualité est une limite, et la seule limite nécessaire de la quantité ; une civilisation qui détruirait tout idéal de perfection et confondrait tous les critères de qualité, serait destinée à ne plus retrouver en elle-même les limites de la quantité, c'est-à-dire la mesure du désir, par suite à détruire les sources du bonheur ; elle se condamnerait à toujours dépasser le but atteint jusqu'à vouloir l'impossible et à sombrer dans une terrible « crise par excès ».

. . . . . .

« Puis-je prier le Père Semeria de relire ces pages? ou je me trompe fort, ou bien, placée dans ce cadre historique, la guerre européenne n'apparaît plus comme l'une des si nombreuses guerres qui ont ensanglanté la terre. C'est la première grande crise de cette civilisation basée sur l'aspiration indéfinie vers une puissance toujours croissante et ignorante de son propre but. Que de choses s'expliquent alors ! Même ce paradoxe apparent dont l'histoire n'offre pas, je crois, d'autres exemples ; les armées combattantes ne parviennent pas à vaincre et à résoudre le conflit, non parce qu'elles sont trop faibles, mais parce qu'elles sont trop fortes. Et l'on s'explique aussi que cette guerre pose à tout propos le problème des limites : celui des limites géographiques entre les peuples de l'Europe, celui des limites morales à la puissance de chaque État, la résolution du problème de la limitation des armements, cette limitation des armements qui était une opération si facile et si naturelle pour les États dans l'antiquité, et qui semble être devenue aujourd'hui pour la civilisation moderne, si savante et puissante qu'elle soit, une difficulté insoluble. »

ENTRE LES DEUX MONDES (1913).

Les idées qui ont été développées dans les discours et articles réunis dans la *Guerra europea*, les idées qui ont paru si originales et si intéressantes aux auditeurs des conférences et manifestations de Paris, de Lyon, de Florence, de Turin et d'Udine pour se rappeler que quelques-unes des affirmations récentes de cette activité infatigable, sont donc la conséquence, la conclusion, de celles qui parurent dans *Fra i due mundi* (1913).

En novembre 1906, Ferrero fit à Paris sur l'invitation du Collège de France, une série de leçons sur la vie d'Auguste. Un Argentin, M. Mitre, directeur de la *Nacion*, l'un des grands journaux de Buenos-Aires, y assistait. Il proposa à l'historien de faire des conférences en Argentine. Cette invitation entraîna celle du Brésil, en juin 1907, et plus tard en février 1908, celle du Président Roosevelt. Ferrero eut ainsi l'occasion de visiter, dans des conditions exceptionnellement favorables et à peu d'intervalle, les deux Amériques. Il fut brusquement confronté avec le monde moderne dans ses expressions les plus caractéristiques, alors que son esprit était tout plein encore de ses études sur l'antiquité.

Le contraste devait le frapper violemment et l'inciter à rechercher la cause et l'explication des contradictions qu'il constatait. Une étude publiée en 1912, dans le *Hearsts Magazine* de New York sous le titre *Ancient Rome and modern american, a comparative study of moral and mannery*, nous donne le récit de ces réflexions et nous explique l'évolution intellectuelle qui conduisit l'auteur à écrire *Fra i due Mundi.*

Volume qui n'eut pas, à son apparition, le succès qu'il méritait. Volume capital dans l'œuvre de Ferrero.

Il est singulier et difficile à classer. Ce n'est ni un roman ni un récit de voyage, bien qu'il raconte, sous forme narrative, les diverses péripéties qui se déroulent, pendant la traversée, à bord d'un transatlantique allant d'Amérique en Europe. L'action n'est là que comme un cadre pour les conversations des passagers et ceux-ci dissertent en forme éparpillée, de toute chose connaissable. Critique d'art, critique sociale, critique philosophique, tous les sujets sont effleurés et souvent éclairés de lueurs nouvelles.

Le titre me paraît à sens multiple ; c'est d'abord, au sens concret et précis, le passage matériel de l'Amérique en Italie ; c'est ensuite, au sens moral plus large, l'opposition entre le nouveau Monde et la vieille Europe ; c'est enfin, en un sens plus profond encore, la confrontation de la civilisation de quantité avec la civilisation de qualité.

Ce livre a les défauts de sa composition ; l'action y est trop faible pour intéresser par elle-même ; elle n'est qu'un prétexte à présenter des idées ; et les idées elles-mêmes sont trop dispersées, encombrées de digressions et de parenthèses superflues pour avoir la clarté d'un exposé doctrinal. J'aurais préféré pour ma part, à ce genre hybride, une spéculation philosophique nettement cantonnée dans l'abstrait. Et je pense bien que si les opinions contenues dans ces pages n'ont pas connu, dès leur apparition, toute la faveur qu'elles rencontrèrent par la suite lorsque Ferrero les répéta, c'est précisément parce que leur forme première fut un peu voilée et surchargée d'ornements inutiles. J'ajoute que le genre dialogué, s'il a l'avantage de permettre le pour et le contre, a l'inconvénient de laisser dans l'obscurité la pensée de l'auteur.

Celle de Ferrero n'est évidemment pas dans les discours de cet Italien américanisé, ultra moderne, célébrant avec enthousiasme le déclin du vieux monde et le triomphe du progrès (du progrès considéré dans la multiplication illimitée des richesses), mais il faut bien reconnaître que parfois ces thèses sont formulées avec tant de force qu'elles peuvent laisser hésitant et perplexe. Après avoir commencé par détruire sans pitié tous les critères d'appréciation esthétique et affirmé son droit à trouver beau ce que l'Europe déclare laid, le terrible avocat exalte avec frénésie, la découverte de

l'Amérique qui a permis la conquête de la terre, la machine qui en a permis l'exploitation, la Révolution française, qui a appelé à cette exploitation et à ses bénéfices, tous les hommes sans distinction.

C'est précisément ces trois grands phénomènes historiques, destructeurs de limites, qui effraient l'historien des Césars. Il objecte à son interlocuteur qu'il n'est pas persuadé que le monde ait ainsi gagné en justice et en beauté. Et l'autre de répondre : Justice ? Beauté ? Appréciations individuelles. Toutes les opinions à cet égard sont retournables L'éloge et le blâme sont pareillement indémontrables. Mais parlez-moi de l'opération qui, à côté d'un sac de blé, produit un second sac : voilà le progrès, indiscutable. La quantité porte en elle-même la preuve de son excellence ; la qualité n'est jamais qu'objet de controverse, faute d'une règle universellement acceptée. Et aujourd'hui, il n'y a plus de règle : le monde nous est ouvert sans limites.

Cette conception, selon Ferrero, nous ramène à la barbarie, à travers des convulsions. Si le « progrès » verse sur le monde, par des machines de plus en plus énormes, les produits fatalement de plus en plus médiocres à mesure qu'ils seront plus nombreux et plus rapidement exécutés, il annulera par degrés toutes les différences de qualité entre les choses au point que les riches seront impuissants à traduire la quantité en qualité, et que les pauvres seront, avec des besoins plus vite accrus que la production, toujours privés de la quantité qu'il faudrait pour combler leurs désirs. Résultat : mécontentement général. Tandis que les Grecs, eux, savaient que « la qualité — qu'on l'appelle beauté, bonté, justice, gloire, sainteté, noblesse, grandeur ou comme il vous plaira, est le sel, le condiment

de la vie ce je ne sais quoi qui varie la saveur des choses, réveille et satisfait toujours de nouveaux désirs, met en fuite l'ennui et la satiété de vivre, la force qui introduit la diversité dans la monotonie mathématique de la quantité, le premier principe du progrès, la racine du bonheur... »

Parmi les nations d'aujourd'hui, la France est peut-être la seule au monde qui continue à produire l'excellent, à valoir et à se faire valoir par la qualité plus que par la quantité ; celle qui s'est laissé entraîner le moins par le courant de la civilisation industrielle et quantitative ; qui a gardé, dans une certaine mesure, les traditions des vieilles civilisations qualitatives. Elle se trouve ainsi, au milieu des peuples séduits par un autre idéal, qui la haïssent et la méprisent à raison de ses mérites plus qu'à raison de ses défauts, dans une situation tragique qui la rend particulièrement sympathique à G. Ferrero. Et, dit un des personnages du livre, savez-vous à quoi je ne puis m'empêcher de penser en me promenant dans l'avenue des Champs-Elysées vers l'arc de Triomphe ? A la production du fer en Allemagne. « Un million et demi de tonnes en 1870 ; deux millions en 1875, trois en 1880 ; près de cinq en 1890 ; huit et demi en 1900 ; onze en 1905 ; près de quinze en 1910. Qui l'emportera ? Le fer est incontestablement un métal précieux ; on en fait des voies ferrées et des machines, on en fait des canons, des fusils, des cuirassés. Mais encombrer de fer le monde jusqu'à en expulser la beauté et toutes les qualités qui montrent la noblesse et la grandeur de l'esprit humain, n'est-ce pas ramener le monde à la barbarie ? »

Je ne sais si j'ai réussi à indiquer suffisamment l'idée principale du livre, celle qui en tient toutes les parties assemblées, comme ces âmes de fer que les sculpteurs

mettent en leurs statues. J'ai dû, en tous cas, négliger de nombreux aspects de ces conversations complexes et brillantes, et me borner à ce que je croyais l'essentiel.

Je n'ai pas la compétence qu'il faudrait pour discuter avec l'auteur si c'est bien par une volonté consciente que les civilisations antiques n'ont pas recherché la quantité. J'ai, d'autre part, l'impression qu'il exagère singulièrement notre prétendue déchéance, lorsqu'il compare les temps modernes aux temps anciens. Mais, quelques réserves qu'on pourrait faire sur les détails et sur les arguments, la thèse est ingénieuse, nouvelle et salutaire.

LE GÉNIE LATIN (1917).

Le « génie latin » est une de ces expressions dont on s'est beaucoup servi depuis la guerre actuelle, et même antérieurement, sans que ceux qui l'employaient aient toujours été à même d'en préciser le sens. On a opposé le génie latin au génie germanique, avant 1914, pour proclamer sa décadence et son épuisement ; après 1914, pour en faire le symbole et le résumé de la civilisation en face de la barbarie. Conceptions un peu simplistes, qui n'étaient pas dépourvues totalement de sens, mais qui cependant n'avaient qu'une signification vague, indéterminée et dont il était malaisé de tirer autre chose que des effets rhétoriques.

Avant la guerre, la décadence latine était un de ces clichés qu'on ne discutait plus. Toute une littérature dont le représentant le plus fameux fut Joséphin Péladan, l'avait mis à la mode chez les peuples latins eux-mêmes et nous avons vu G. Ferrero, dans ses livres de

jeunesse, accepter docilement la convention que les peuples non latins s'étaient naturellement empressés d'accueillir. On ne mettait pas plus en question la *finis latinorum* que la « supériorité des Anglo-Saxons ». Aujourd'hui, après les extraordinaires vertus d'endurance et de santé qu'ont montrées la France et l'Italie en guerre, celui qui reparlerait de la décadence latine aurait une fort mauvaise presse. Le Sar Péladan ne pourrait plus publier son *Vice suprême* sans être accusé de lèse-patriotisme. Et pourtant ce n'est pas avec nos passions de guerre que nous pouvons apprécier sainement des problèmes d'un ordre aussi vaste ; la France a, sans conteste, démontré qu'elle n'était pas la « nation pourrie » ; mais une épreuve plus redoutable que la guerre même l'attend : comment supportera-t-elle, comment emploiera-t-elle la paix qui va venir ? C'est seulement alors que nous pourrons savoir si le génie latin n'est pas épuisé.

Avant de disserter sur la décadence latine, il faudrait savoir d'abord, et clairement, ce que c'est que la latinité. Déclarer sommairement que c'est ce que la civilisation a produit de meilleur, peut satisfaire les lecteurs superficiels des journaux dans les pays latins, puisque c'est une flatterie, à peine déguisée, à l'adresse du public, mais il est un peu ingénu, tout de même, de proférer que hors la latinité, il n'y a que barbarie.

Un esprit quelque peu impartial ne peut oublier que l'Allemagne était un pays de vaste et admirable culture, et l'on doit sourire lorsqu'on constate que les plus empressés à lui dénier aujourd'hui toute importance dans la civilisation générale sont souvent ceux qui l'admirèrent le plus passionnément jadis. Que la guerre nous ait révélé une Allemagne féroce et fourbe, plus féroce et plus fourbe que tous les autres peuples en

guerre, du présent et du passé, cela est bien évident et désormais, ce sera pour nous un des traits essentiels du génie germanique ; mais le philosophe a le droit de nous demander de tenir compte aussi, pour son appréciation équitable, de l'Allemagne que nous avons connue autrefois, de l'Allemagne de la paix, avec ses dons et ses vertus.

Raisonner selon nos sympathies et nos antipathies actuelles ne nous mène à rien, et nous n'en savons pas davantage quand nous avons formulé que tout ce qui est excellent est latin, et que tout ce qui est barbare est germanique. Au contraire! Car comment expliquer alors la séduction indéniable que le génie allemand avait exercée sur les Latins eux-mêmes ? Un historien tel que Guglielmo Ferrero devait voir le problème avec plus de hauteur et de sérénité. Le conflit est pour lui celui de deux idéals : l'idéal de perfection et l'idéal de puissance. On ne peut affirmer, ni de l'un ni de l'autre, qu'ils soient mauvais et contraires à la nature humaine, mais on peut affirmer qu'ils sont inconciliables et qu'il est impossible de les poursuivre, sans catastrophe, tous les deux à la fois. L'idéal de perfection ne peut se concevoir que si l'homme a conscience de la limitation nécessaire de son activité ; l'idéal de puissance ne peut se réaliser qu'en détruisant les limites. Le premier est un legs du passé ; le second a conquis les âmes depuis les temps modernes. Ce sont, on le voit, les théories des dialogues de *Entre les deux Mondes*, la qualité et la quantité. Elles permettent à Ferrero de donner du génie latin une explication magistrale, c'est selon lui, l'esprit d'ordre, de clarté, de mesure et d'harmonie qui a toujours eu le sens de la nécessité des limites, l'irrésistible tendance qui fait désirer aux peuples et aux individus toutes les formes de perfection dont l'es-

prit humain est capable. Ce génie-là, il est latin, parce qu'il a inspiré la Grèce et Rome, l'Italie et la France.

L'idéal de perfection se compose d'éléments différents dont les plus importants sont : la tradition intellectuelle, littéraire, artistique, juridique, politique, gréco-latine, la morale chrétienne dans ses différentes formes, les aspirations morales et politiques nouvelles, pendant les XVIIIe et XIXe siècles. C'est l'idéal qui nous impose la vérité, la beauté, la justice, le perfectionnement moral des individus et des institutions comme un des buts de la vie... L'autre idéal est né dans les deux derniers siècles, à mesure que les hommes se sont aperçus qu'il pouvaient dominer et s'assujettir les forces de la nature dans des proportions insoupçonnées auparavant. Il se propose l'augmentation indéfinie et illimitée de la puissance humaine.

L'esprit latin a gardé l'habitude de l'économie, la répugnance à l'agitation continuelle, à l'innovation incessante, à l'esprit de modernisme à outrance, à la manie de la vitesse.

Plus les idéals de perfection seront forts chez un peuple et chez un individu, et plus la puissance acquise en violant la justice, la charité, le droit, la loyauté, leur fera horreur. Tandis que si l'ambition de la puissance devient chez un homme et chez un peuple une espèce de religion ou de mysticisme messianique, ces limites finiront par être considérées comme des obstacles à renverser.

Tous les développements que l'auteur déduit de ces propositions sont clairs, ingénieux et bien raisonnés; ils expliquent comment l'Allemagne moderne s'est trouvée plus systématiquement inspirée que les autres peuples par l'idéal de puissance, et le rayonnement que sa prospérité a pu avoir au dehors. En lisant Ferrero,

et son analyse de l'idéal de puissance, je ne pouvais pas m'empêcher de reconnaître maints traits de la psychologie des Italiens d'aujourd'hui : agitation, modernisme, réalisme pratique, amour du rapide et ambition de productivité. N'est-ce pas en Italie que deux partis politiques importants, les socialistes officiels et les nationalistes, ont comme philosophie fondamentale, l'idéal de puissance ? N'est-ce pas en Italie qu'on a essayé de donner une esthétique : le futurisme, à ces directions modernistes ? Le peuple latin par excellence désertait la tradition latine. La guerre d'aujourd'hui la lui rappelle et si elle le ramène aux idéals de perfection, elle lui aura été infiniment salutaire.

Guglielmo Ferrero énonce les Juifs parmi les formateurs du génie latin. Cela me paraît appeler quelque réserve. Il me semble que les Juifs ont été au contraire les premiers sectacteurs de l'idéal de puissance. Leur façon de faire la guerre, telle que l'a rapporté la Bible, ressemble assez à la manière allemande, et ils avaient, comme les Allemands, l'excuse de se croire tout permis parce qu'ils étaient persuadés être les élus de Dieu. Leur agitation, leur soif d'affaires et d'aventures, leur désir de faite vite, grand, neuf, leur mépris et leur incompréhension des traditions qui ne sont pas les leurs, leur stérilité artistique relative me paraissent se rattacher plutôt à l'idéal de puissance qu'à l'idéal de perfection. Et, en fait, ne les voyons-nous pas être constamment les agents les plus actifs de tous les modernismes ?

Deux études, dans le volume que j'analyse, sont spécialement consacrées au génie latin ; toutes deux sont récentes et la première est la meilleure. Ferrero y a joint un essai : *Du Monde Gréco-Latin au Monde Nouveau*, qui date de 1912, et deux discours sur Rome

antique de 1908 et 1910. Le premier dont j'ai déjà parlé plus haut (*Hearsts Magazine*) est le récit attachant et explicatif de la genèse du livre : *Entre les Deux Mondes* ; il en éclaircit certains côtés et se rattache harmonieusement aux considérations sur le génie latin. Je comprends moins l'opportunité de la publication, dans ce volume, du discours sur la corruption du monde antique. En nous montrant qu'à la plus éclatante époque de la latinité, il y avait déjà des écrivains pour déplorer la corruption des mœurs et les progrès des idées nouvelles, Ferrero nous met en défiance contre ses propres conclusions. Il y a eu de tout temps des esprits chagrins, *laudatores temporis acti*, qui s'accommodaient mal des changements inévitables et annonçaient que l'oubli des traditions menait aux cataclysmes. Guglielmo Ferrero ne serait-il pas de cette lignée réactionnaire ?

Qu'importe, s'il nous fait penser. Et nous avons à penser, dès aujourd'hui, nous qui n'avons plus l'âge des combats, aux « *problèmes intellectuels du monde nouveau* ». C'est le titre de la dernière étude, conférence faite à Paris en février 1917 et qui est incontestablement un beau discours de moraliste et de penseur.

CRISE DE CONSCIENCE.

Le P. Semeria me paraît avoir assez exactement caractérisé de crise de conscience l'évolution des idées de son compatriote. Il s'est trompé, sans doute, en croyant la découvrir dans le discours d'Udine, mais le « ferrérisme » d'*Entre les deux Mondes* implique, en vérité, une révision totale de toutes les conceptions auxquelles s'était rallié l'écrivain. Il ne faut pas grande réflexion

pour constater que la civilisation de quantité dénoncée par Ferrero est en somme la civilisation capitaliste et industrielle et que son épanouissement est accéléré par la démocratie. Celle-ci, avide de liberté, détruit, en un mode de plus en plus accéléré, toutes les autorités qui auraient pu déterminer les qualités.

Car, qu'on ne s'y trompe point, les civilisations de qualité sont des civilisations d'aristocraties. La qualité n'est pas une évidence, un absolu s'imposant à tous les hommes. Elle doit être révélée à la masse par quelques-uns. Elle doit être promulguée, sauvegardée, défendue par une autorité. Si celle-ci fait défaut ou est faible, la qualité livrée aux goûts individuels et aux controverses disparaît comme force socialement agissante. C'est donc à l'antinomie même de la qualité et de la liberté qu'aboutit le ferrérisme. Nous retrouvons bien là l'une des directions primordiales d'un esprit qui, dès ses premières méditations, s'est caractérisé par son horreur du désordre et de l'anarchie.

Si Ferrero nous a séduit dans son culte de la qualité, va-t-il nous amener à renoncer à la liberté ? Allons-nous déplorer la Révolution française que nous avons tant exaltée ? Allons-nous admettre qu'il faut renoncer à notre esprit critique, à notre libre examen pour nous abandonner à quelque autorité chargée d'édicter de nouvelles limites ? Allons-nous renier nos aspirations démocratiques et les croire funestes ? Brûlerons-nous ce que nous avons adoré ? Adorerons nous ce que nous avons brûlé ? La voilà, la crise de conscience : une idée imprévue vient s'installer au milieu de toutes celles qui nous étaient familières, les dérange, les bouleverse, les contredit. Fermerons-nous les yeux à la vérité parce qu'elle ne se concilie pas avec notre routine ? Ou bien allons-nous devoir détruire en nous toutes nos habi-

tudes mentales ou tout au moins remettre en question tout ce qui paraissait acquis ?

Pas nécessairement. Car si les idées de Ferrero viennent, à certains égards, appuyer d'une façon imprévue, les doctrines réactionnaires, pas une ligne chez lui ne laisse prévoir comme souhaitable, ni même comme possible, la soumission à une Eglise ou à un Prince. Il ne nous conseille aucun retour aux puissances du passé. Il ne nous dit pas comment pourrait être restaurée une civilisation de qualité, mais il semble bien qu'à son avis, elle pourraît être retrouvée, — et la liberté conservée, si cette liberté consentait à se limiter elle-même.

L'intervention d'un pouvoir politique, le recours à la contrainte n'est pas nécessaire, et serait d'ailleurs inefficace. Mais supposez que les démocraties, comprenant qu'elles ont fait fausse route en prônant comme idéal unique la production illimitée des richesses, s'aperçoivent et se convainquent, sinon dans leur unanimité, tout au moins dans leur grande majorité, qu'il est d'autres raisons à donner à l'activité des hommes, supposez qu'un accord puisse se faire sur certaines de ces raisons et s'impose aux consciences d'abord et ensuite aux directions de la vie publique, et vous créerez alors une espèce de foi, génératrice de ces actes de volonté collective qui, pour un temps, détermineront la qualité et en déduiront les limites.

C'est donc presque une religion nouvelle qu'il s'agit de fonder. Il faut grouper la presque unanimité de nos contemporains dans des liens nouveaux, leur faire accepter à tous, tout au moins une morale sociale. Entreprise folle, objectera-t-on. Qu'importe ! Si elle vient à nous avec l'allure catégorique d'un devoir, si elle nous paraît la seule ressource pour éviter à l'humanité le retour de convulsions analogues à celles où elle se débat ensanglantée et appauvrie, à l'heure présente.

L'APRÈS-GUERRE ET LE SOCIALISME.

Au surplus, ne nous décourageons pas trop vite. Ne crions pas aussitôt à l'impossible. Les temps sont changés. Bien des choses qui auraient paru irréalisables aux époques de la paix arriveront peut-être demain, après la guerre. Il est invraisemblable d'imaginer qu'après ces bouleversements formidables, nous allons nous retrouver tels que nous étions au printemps de 1914. Nombre d'idées anciennes se sont effondrées dans les cerveaux après la dure leçon des faits ; et dans l'épreuve ont germé et germeront encore bien des pensers nouveaux.

Il y a pendant la guerre, il y aura surtout, après la guerre, un immense effort pour comprendre, pour expliquer, pour saisir les causes et les origines du conflit colossal, un immense effort pour essayer d'éviter les erreurs du passé, pour conjurer d'analogues catastrophes. Après une pareille tourmente, on aura un incompressible et impérieux besoin de clarté et d'ordre, dans les institutions, dans les mœurs, dans les idées. Et probablement, en raison des souffrances supportées en commun, de la vanité apparue des causes de division antérieures, un sincère désir de concorde.

Conditions favorables, on le voit, pour l'éclosion et la propagation d'un système d'idées plus fixe et plus stable que l'incohérence d'avant guerre. Peut-être, ainsi, un consentement quasi universel créera-t-il la la limite nécessaire.

Il est sans doute prématuré de tenter d'indiquer dès maintenant comment s'accomplira cette évolution, si elle s'accomplit. Mais je veux dire mon espoir dans le socialisme. Je crois à son avenir après la guerre. Je

suis persuadé qu'il exercera sur les âmes et sur la vie publique une influence prépondérante. Il pourra nous ramener à la civilisation qualitative.

Il faudra, bien entendu, qu'il abandonne définitivement certains aspects grossiers sous lesquels il s'est trop souvent présenté ; appels à l'envie et à la haine, excitation des appétits des misérables, frénésie de produire et de jouir.

Déjà, il y a plus de vingt ans, à l'époque des plus étonnants triomphes du socialisme allemand, Ferrero avait justement observé que le prestige de la doctrine nouvelle venait surtout de la similitude avec les religions.

En effet, être un guide dans les luttes politiques ou économiques, c'est bien. Etre un guide dans la vie morale, c'est mieux. Ceci détermine cela.

Un socialisme, avec un puissant contenu moral, peut seul conquérir le cœur des foules et diriger leur marche. Un socialisme qui dira que l'intérêt a pour limite la justice, que le progrès économique a pour limite le progrès moral, que l'égoïsme a pour limite la solidarité. Je sais bien qu'il le disait déjà avant la guerre, mais il faudra qu'il le dise plus haut, plus clair, plus constamment.

Toute amélioration matérielle de la condition des masses ouvrières ne sera plus réclamée au nom de leur intérêt, mais au nom de la justice ; aucune transformation des institutions ne sera conçue sans une transformation parallèle des moralités ; il y aura des droits, mais aussi des devoirs, et l'éducation du travailleur sera aussi digne de sollicitude que son salaire.

Une classe ouvrière qui aura renoncé à l'ambition d'imiter les excès et les vices de la bourgeoisie, et qui, dans le cadre d'une existence matérielle modeste, aura

su s'élever à une vie intellectuelle et sentimentale plus large, pourra exiger des classes riches des limitations dépassant ce qu'on a imaginé jusqu'ici. La grande richesse sera nécessairement mal vue après la guerre ; on sera sans égards pour les fortunes anciennes qui se seront conservées par le refus de participer aux sacrifices généraux, ou pour les fortunes nouvelles qui se seront édifiées au milieu des détresses communes.

Mais ce monde nouveau ne pourra subsister que s'il adopte pour axiome la nécessité de subordonner les individus à la collectivité. La liberté de chacun doit accepter pour limite le droit du voisin et l'intérêt de tous. La guerre nous a habitués à cet état d'esprit. Pour sauver la Patrie, on s'est résigné aux plus dures disciplines. Les bienfaits de l'organisation ont paru évidents. Le socialisme peut, après la guerre, mieux que toute autre doctrine, conserver ce qu'il conviendra, de ces disciplines et de ces organisations, à condition qu'il répudie toute controverse sur l'idée nationale. La nation, selon le beau mot de Mazzini, signifiera mission, c'est-à-dire, que les hommes se constitueront en nation, non pour réclamer de nouveaux pouvoirs, mais pour assumer de nouveaux devoirs. Entre elles, les nations lutteront pour l'excellence, non pour la quantité. Sera supérieure celle qui l'emportera, non par le nombre de ses habitants, de ses territoires ou de ses richesses, mais par son respect du droit des autres et le bien fait à tous. Le citoyen vivra en fonction de sa patrie ; les patries vivront en fonction de l'humanité, les uns et les autres dans les limites de la justice et de l'honneur.

Qu'on me pardonne la digression qui précède. Il est fort possible que rien ne se réalise de ces prévisions. Mais tout au moins paraît-il certain qu'il est indispen-

sable de reconstituer l'unité morale de la société moderne, unité qui allait se désagrégeant avant la guerre et que la guerre a rompu. A cette tâche, Ferrero se voue avec l'ardeur d'un apostolat. Il convie les penseurs à fournir des motifs directeurs à ceux qui agissent[1]. Il est ainsi une des figures originales de ce pays où, cependant, tant d'intelligences sont en constant travail. Ses amis lui ont offert, en témoignage d'admiration et de reconnaissance, une reproduction de la Victoire de Samothrace. Des marbres de l'antiquité, aucun n'est plus émouvant par son élan passionné. Mais il est acéphale. Et, ainsi ne me paraissent pas en accord le présent et le donataire. La seule victoire qu'on pouvait donner à Ferrero était une victoire, avec tête !

1. Voyez, dans le *Génie Latin*, la conférence : *Problèmes intellectuels du Monde Nouveau.*

TABLE DES MATIÈRES

Pages

Préface de M. Louis Barthou.

1. Sidney Sonnino..... 1
2. Giovanni Giolitti..... 29
3. Luigi Luzzati..... 55
4. Salvatore Barzilaï..... 71
5. Cesare Battisti..... 93
6. Leonida Bissolati..... 109
7. Gaetano Salvemini..... 135
8. Gabriele d'Annunzio..... 159
9. Enrico Corradini..... 193
10. Guglielmo Ferrero..... 233

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS

LIBRAIRIE NATIONALE D'ART ET D'HISTOIRE
G. VAN OEST ET Cie, ÉDITEURS
4, Place du Musée, BRUXELLES
BUREAU A PARIS : 63, BOULEVARD HAUSSMANN

Extrait du Catalogue :

LE DOSSIER DIPLOMATIQUE DE LA QUESTION BELGE

Recueil des pièces officielles avec notes
PUBLIÉ PAR FERNAND VAN LANGENHOVE
Secrétaire « du Bureau Documentaire Belge » au Havre.

Plusieurs études ont exposé le cas de la Belgique. Le présent ouvrage reprend le problème et l'examine dans des termes définitifs. On y trouvera tous les documents diplomatiques, annotés et commentés, relatifs à la violation de la neutralité belge, aux imputations allemandes contre la loyauté de la Belgique, aux réparations et sécurités nécessaires, etc.
Un fort volume in-16 de 426 pages

Prix : **4** *fr.* **80**

LES BATAILLES DE LA MARNE

PAR UN OFFICIER D'ÉTAT-MAJOR ALLEMAND
TRADUIT DE L'ALLEMAND PAR TH. C. BUYSE
PRÉCÉDÉ D'UNE ÉTUDE CRITIQUE DE JOSEPH REINACH

Cet ouvrage constitue la seule relation sérieuse publiée jusqu'ici en Allemagne sur la bataille de la Marne. A peine lancé dans le public, l'ouvrage fut retiré de la circulation par ordre supérieur. Le « Bureau Documentaire Belge » au Havre réussit à s'en procurer un exemplaire en Angleterre qu'il s'empressa de faire traduire, afin de mettre cette pièce importante du dossier des opérations de guerre sous les yeux du public belge et français.
L'ouvrage forme un volume in-16 de 160 pages, contenant, hors texte, la reproduction de trois tableaux d'assemblage de cartes allemandes et d'un croquis du champ de bataille (aux dimensions de 19 × 25 cm.) indiquant la marche des armées allemandes à travers la Belgique et en France.

Prix : **3** *fr.* **60**

LA GUERRE ET LES ŒUVRES D'ART EN BELGIQUE

PAR LE BARON H. KERVYN DE LETTENHOVE
Membre de la Commission Royale des Monuments et des Sites.

Un grand nombre de monuments d'architecture et d'œuvres d'art ont été détruits de propos délibéré par les Allemands au cours de la guerre qui, depuis le 4 août 1914, ensanglante la Belgique. Il a paru utile à l'auteur de cet ouvrage d'examiner quels ont été, de 1914 à 1916, les crimes commis en Belgique par les barbares contre l'Art et ses manifestations les plus hautes.
L'auteur s'attache aux armées allemandes dès leur entrée en Belgique ; il les suit pas à pas dans la perpétration de leurs forfaits contre les pierres et les œuvres d'art : à Visé, Dinant, Tongres, Aerschot et Louvain, à Malines, Lierre, Termonde et Anvers, sur l'Yser, à Ypres, Furnes, Nieuport et Dixmude.
Un volume de 192 pages de format grand in-8 (19 × 24 cm.), illustré de 123 gravures dans le texte : reproductions de monuments, de ruines, de tableaux et d'objets d'art détruits ou mutilés par les Allemands.

Prix : **4** *fr.* **80**

Librairie G. VAN OEST et Cie, Éditeurs
4, PLACE DU MUSÉE, A BRUXELLES
BUREAU A PARIS : 63, BOULEVARD HAUSSMANN

En Italie avant la Guerre

par JULES DESTRÉE
Membre de la Chambre des Représentants de Belgique.
Préface de Maurice Maeterlinck.

Ce livre nous montre l'évolution politique, diplomatique et nationale de l'Italie, depuis son détachement des Empires du Centre jusqu'à son entrée en action à côté des Alliés.

L'ouvrage, qui forme un volume in-16 de près de 200 pages, est préfacé par le célèbre écrivain Maurice Maeterlinck.

Prix : 2 fr. 50

En Italie pendant la Guerre

DE LA DÉCLARATION DE GUERRE A L'AUTRICHE
A LA DÉCLARATION DE GUERRE A L'ALLEMAGNE
Par JULES DESTRÉE
Membre de la Chambre des Représentants de Belgique.

Ce sont ces quinze mois d'histoire actuelle que l'auteur retrace en témoin oculaire, nous menant de Rome à Florence et à Venise, du front des Alpes — auquel il consacre plusieurs chapitres — dans l'Italie méridionale, nous montrant partout une Italie de plus en plus unie et de plus en plus décidée à affranchir du joug autrichien les terres *irredente*, mais aussi à s'affranchir, à l'intérieur, de la domination économique allemande.

Un volume in-16 de 252 pages. — Prix : 3 fr. 50

L'EFFORT BRITANNIQUE

CONTRIBUTION DE L'ANGLETERRE
A LA GUERRE EUROPÉENNE (1914-1916)
par JULES DESTRÉE
Membre de la Chambre des Représentants de Belgique.
Préface de Georges Clemenceau.

L'effort naval. — L'effort militaire : L'armée d'hier. — L'armée d'aujourd'hui (recrutement ; entraînement ; les campagnes de France et de Belgique ; autres campagnes) — L'effort industriel. — L'action diplomatique.

Un volume in-16 de 300 pages. Prix : 3 fr. 50

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS.

10 % DE MAJORATION SUR LES PRIX DE PARIS

University of
Connecticut
Libraries

BOUND BY
HNM